Désiré Nogrette
Vivre heureux en luttant

Crédit photos : sauf mention spéciale,
les photos sont de la collection personnelle
de Désiré Nogrette.

© Les Bons Caractères 2022
ISBN 978-2-493083-06-7
Dépôt légal deuxième trimestre 2022
Imprimé par IMS –
Impressions Multi Sservices - 93300 Pantin

Désiré Nogrette

Vivre heureux en luttant

Les Bons Caractères
6, rue Florian - 93500 Pantin

Mon enfance à la campagne

À 50 mètres au-dessus de la maison qui me vit naître le 27 février 1941, dans un hameau du village de Dunet, s'élevait un coteau surmonté d'une forêt. La rivière l'Anglin coulait à un kilomètre de l'habitation. Nous sommes aux confins de la Basse Marche, du Berry Sud et du Poitou, à la frontière linguistique de la langue d'Oc et de la langue d'Oil, où les divers patois étaient mélangés. Dans les communes du sud on disait une *chebe* et dans celles plus au nord une *chieuvre* ; à l'école j'ai appris que c'était une chèvre. C'est donc à l'école et en lisant *La Terre* (hebdomadaire paysan du PCF) que mon français s'est éclairci.

La guerre, l'Occupation, et leurs conséquences

Lors de l'exode de juin 1940, des populations du Nord et du Nord-Est allaient ou essayaient d'aller vers le sud. De cette période que je ne pouvais pas connaître, je me souviens des récits de ma tante qui, habitant dans l'Oise, a essayé de se réfugier dans le Berry Sud. Mon oncle était prisonnier en Allemagne. Les trains ont été bloqués aux Aubrais par les troupes allemandes. Mon cousin, âgé de 7 ans, malade, a été soigné à l'hôpital d'Orléans, où ils sont restés une dizaine de jours avant d'être renvoyés chez eux, près de Ribécourt. À leur retour, elle a constaté que ses couvertures séchaient sur les fils du jardin de leur voisine, qui devait veiller sur sa maison. Ma tante a vite récupéré ses couvertures en les mettant à sécher chez elle. Elle a passé la guerre comme ouvrière agricole, à s'occuper de 15 vaches laitières. Elle avait le droit de prendre un

litre de lait par jour, juste de quoi faire un fromage quotidien. Pour accommoder le petit-déjeuner et le potage du soir, elle et son fils prélevaient dans un verre pendant la traite, matin et soir, le lait dont ils avaient besoin. Ainsi, ils ne dépassaient pas le litre qu'on leur autorisait officiellement chaque jour et amélioraient l'ordinaire, à la source, sans en référer au propriétaire.

Mon père était décédé quatre mois avant ma naissance. De 1941 au 26 avril 1946, date à laquelle ma mère s'est remariée, notre famille, ma mère, mon frère aîné et moi, vivait presque en autarcie. La guerre, c'était faire son pain chez soi, pour ceux qui pouvaient avoir de la farine, car les deux boulangers qui passaient dans le village n'avaient pas de carburant pour livrer le pain deux fois la semaine comme auparavant, et pas toujours de charbon pour le gazogène. Nous avons donc mangé du pain fait maison jusqu'à la Libération. La guerre, c'était aussi les chaussettes russes, des bandes faites de chiffons, de draps ou de torchons usés, qu'on enroulait autour des pieds et des jambes.

Beaucoup de gens ne mangeaient pas à leur faim. Il y avait des restrictions sur bien des produits de consommation courante, qui dureront encore après la guerre. Les derniers tickets de rationnement, sur le sucre, le café et l'essence, n'ont disparu qu'au 1er décembre 1949.

La guerre c'était donc le retour à l'autarcie pour ceux qui avaient un lopin de terre. Mais grâce à cela on mangeait à sa faim, ce qui n'était pas le cas dans les villes. Si je garde de bons souvenirs de cette époque, c'est aussi parce que j'étais très jeune et n'ai pas souffert de la faim, ni du froid, sous mon édredon en plumes. À la maison, il y avait peu de feu mais le nombre de pulls compensait. On ne lésinait pas sur le nombre de couches de vêtements.

Quant au bois, malgré la proximité de la forêt, il fallait aller le chercher, alors on l'économisait.

L'autarcie, c'était aussi pas de chocolat, sauf une tablette à chaque Noël, ainsi qu'une orange. Je ne sais pas si ce manque a frustré beaucoup de monde. En tout cas pas moi, qui avais l'essentiel le matin, le midi et le soir : un bol de soupe bien épais, avec du lait. Par contre des millions d'habitants ont eu faim, pas de chocolat, mais d'une nourriture suffisante et équilibrée. L'Occupation et la politique de Pétain ont fait mourir de faim de 40 000 à 50 000 malades dans les hôpitaux psychiatriques. Camille Claudel est morte de faim en octobre 1943 à cause des responsables pétainistes de ces hôpitaux, qui volaient les tickets de rationnement des malades. À cette époque, un médecin a protesté parce que des patients mouraient de faim. Le haut responsable pétainiste auquel il s'adressait avait répondu que la faim ce n'est pas une maladie, et qu'il passait au point suivant. Personnellement, je n'ai connu qu'une fois une faim relative : en Algérie, où nous étions sous-alimentés. Depuis, je n'ai plus eu faim que de la faim des autres.

Ceux qui essayent de faire croire qu'en autarcie, en fermant les frontières, ce serait mieux, cherchent surtout à tromper. Quand on a eu faim à cette époque et qu'on a un peu d'imagination, on ne marche pas dans cette démagogie et on n'a pas envie de retourner à ce passé peu reluisant, celui du régime ultra-réactionnaire de Pétain. De plus, la guerre a retardé l'amélioration de bien des choses importantes du travail et de la vie quotidienne.

En attendant l'adduction d'eau, fin 1967, nous avions les corvées d'eau. Des Cosettes, il y en avait dans beaucoup de villages, ainsi que des lavandières qui ont tapé sur leurs battoirs jusqu'aux années 1960. On allait chercher l'eau dans un des deux puits du village, à 400 mètres,

après que la source à l'orée du bois se fut tarie lors de la sécheresse de l'été 1947. L'électricité est arrivée en 1956, avant nous nous éclairions à la lampe à pétrole.

Après la guerre, tout n'est pas rentré dans l'ordre. En 1946, on trouvait souvent de la farine moisie mélangée avec de la bonne, rendant le tout inconsommable. Les USA avaient fourni de la farine de maïs, mais les boulangers ne savaient pas l'utiliser. Le pain de maïs était complètement tassé, on aurait cru manger du sable. Ma grand-mère paternelle et ma mère se sont remises à faire du pain, cuit dans leur cuisinière respective. Nous avons donc de nouveau dégusté de bonnes boules de pain fait maison jusqu'au retour de la farine de froment dans les boulangeries.

À partir d'avril 1946, nous vivions un peu mieux. Ma mère et mon beau-père, qui avait une pension d'invalidité du service militaire, environ mille euros aujourd'hui, étaient de petits paysans. Ils possédaient trois hectares, une douzaine de moutons, deux boucs et trois chèvres. En automne, ils s'occupaient également d'une centaine de chèvres, celles des voisins, dont ils récupéraient le lait pour faire des fromages. C'est donc tout naturellement qu'en dehors de l'école je gardais une douzaine de moutons puis les chèvres, dans les chemins communaux et les bois. J'en profitais pour faire mes devoirs, surtout d'arithmétique, lire des romans, grimper dans les arbres, faire du feu, travailler le bois avec un couteau et une scie, fabriquer des objets avec de l'argile. Comme les gamins, les anciens gardaient les chèvres. L'un d'entre eux m'a raconté sa guerre de 1914-18, et m'a appris plein de choses sur la vie à la campagne.

Ma grand-mère, petite paysanne dans une ferme à cinquante mètres de la maison, vivait avec dix hectares, dont un de bois, trois vaches et des volailles. Ma

mère avait fait un court apprentissage de couturière et m'avait taillé un manteau et une musette d'écolier dans une capote bleue qu'un grand-oncle avait ramené en novembre 1918. Après 1946, on faisait filer la laine de nos moutons. Ma mère et ma grand-mère tricotaient chaussettes, moufles et pull-overs.

Nous étions heureux, la nourriture était bonne et variée : poissons de la rivière, harengs, sardines, œufs, canards, poulets, lapins, du cochon souvent, quelquefois du chevreau. À partir de 1954, nous avons goûté au bœuf, en vendant à la foire des lapins du nouvel élevage et des fromages, car nous avions plus de chèvres. Les fruits et légumes étaient abondants, et nous avions des châtaignes en novembre et décembre. Mais rien qu'un morceau du pain fait maison et un verre de lait en direct du seau de la traite, c'était délicieux. Cette vie à la campagne a été libre et heureuse.

Dans cette campagne profonde, en 1945 encore, les travaux des champs étaient encore techniquement très en retard. Souvent on faisait le premier chemin dans le blé à la faux pour le passage des deux vaches qui tiraient la faucheuse. À cause de la pénurie de ficelle, la lieuse ne pouvait être utilisée. Les javelles étaient ramassées à la faucille et liées avec une poignée de longues tiges du seigle qu'on avait battu dans la grange en le frappant par poignées sur un tonneau posé sur une bâche. On tournait à la manivelle le moulin à venter pour séparer le grain de la balle.

Jusqu'en 1952, ce fut la batteuse entraînée par la machine à vapeur, tirée par quatre ou six bœufs suivant la pente des routes, car les tracteurs, même ceux de la Société française de Vierzon, étaient rares. C'est seulement dans les années 1950 que les tracteurs ont commencé à remplacer les chevaux et les bœufs. La ficelle

pour les lieuses, elle, ne revint que quelques années après la guerre, en même temps que des produits aussi courants et nécessaires que les clous.

Mon enfance a été baignée par les récits de guerre, d'abord celle de 1870, que mes deux arrière-grands-oncles, que je n'ai pas connus, avaient vécue. Un avait mangé des rats pendant le siège de Paris, l'autre avait réussi à repartir à la campagne. Je n'ai que de vagues souvenirs de mon arrière-grand-père, décédé à 94 ans en avril 1945. C'est lui qui me gardait à la maison. Il avait été maçon à Paris de 1870 à 1885 avant de retourner à la campagne construire sa maison, celle où j'ai vécu vingt ans. Ce sont mes grands-oncles et des voisins qui racontaient la mauvaise période de la guerre de 14-18. Pour celle de 1939-1940 et de l'Occupation, les prisonniers parlaient de leur détention, pas trop mauvaise, passée à travailler dans des fermes. Ce qui revenait le plus, c'était le massacre d'Oradour-sur-Glane, à 80 km. La peur aussi que les troupes allemandes avaient inspirée à Argenton-sur-Creuse, à moins de 30 km, où ils avaient menacé de fusiller des otages au lycée.

De cette période, je n'ai que quelques souvenirs, dont celui d'avoir trouvé un chargeur caché dans une buse, à l'entrée de la cour de la maison. Un jeune ouvrier agricole travaillait chez ma grand-mère. De nuit, il allait au moulin de la commune faire moudre un sac de blé, non déclaré, pour la farine et le pain de la famille, ma grand-mère, ma mère, mon grand frère et moi. Le meunier, interrogé par les gendarmes qui soupçonnaient un trafic de farine, l'a dénoncé. Il a été arrêté par les gendarmes, emmené à la sous-préfecture du Blanc et emprisonné. À son retour, après six mois de prison, il est venu nous voir en bien mauvaise santé. Il est décédé quelques mois

après, à 25 ans, suite aux mauvais traitements reçus à la gendarmerie, disait-on dans la commune.

Après la guerre, j'ai appris que des maquisards se cachaient dans les bois près de la maison. Les miliciens, de Pétain eux, écumaient la région en volant des jambons, des bouteilles… et dénonçaient les maquisards à la Gestapo. La milice a exécuté le frère d'un voisin, dans un village voisin. Un des chefs de ces pétainistes était un menuisier de Chaillac, commune voisine. Ce chef milicien largement détesté a disparu à la Libération. Beaucoup ont pensé que des maquisards l'avaient définitivement empêché de nuire. Il avait eu son compte, disait-on. Un voisin a été déporté en Allemagne sur dénonciation d'un habitant de la commune. Prisonnier dans une ferme, il est revenu en bonne santé.

Il y avait un petit trafic de tickets de rationnement. On baignait donc dans une curieuse ambiance : il y avait de la solidarité entre beaucoup de voisins qui se faisaient confiance, mais en même temps de la méfiance vis-à-vis de ceux qu'on côtoyait moins. Une voisine avait dit dans la file d'attente de l'épicerie du petit bourg : « J'ai eu plus de tickets que d'habitude, mais on m'a dit de ne pas le dire », en présence de ma mère et d'autres voisines, qui l'ont trouvée bien imprudente. Bien sûr, elles n'ont rien dit à personne,

Ayant baigné dans un milieu où l'alcool et le vin étaient consommés sans modération, surtout certains dimanches et jours de fête, j'ai très jeune découvert leurs méfaits et cela m'a vacciné contre l'alcoolisme. Je me souviens que, dès 5 ans, j'ai vu l'effet de l'alcool. Avec ma mère nous avions rencontré, dans un chemin de boue et d'argile, un voisin qui titubait, tombait et se roulait par terre. Il n'arrivait pas à remonter dans sa voiture à âne. Ce jour-là, ma mère m'a expliqué que l'on finit dans cet

état après avoir bu du vin et de l'alcool. Plus tard on m'a expliqué que certains boivent pour oublier les malheurs. On garde de tels avertissements en mémoire, et on sait ce qu'il ne faut pas faire.

À 12 ans, j'aurais bien voulu rentrer en sixième, mais à la campagne on s'oriente vers un métier, j'ai donc suivi cette voie. J'aimais beaucoup l'école et je n'en garde que des bons souvenirs, comme d'ailleurs de toute mon enfance à la campagne. J'y avais pris le goût du calcul, de la lecture. Sa bibliothèque m'avait permis de découvrir *Les Misérables*, le *Comte de Monte-Cristo*… et depuis le service militaire, je n'ai jamais cessé de lire dans la vie quotidienne.

J'ai été marqué par un instituteur qui ne laissait passer aucune petite injustice, aucun manque de respect. Une écolière avait barbouillé d'encre la main et le visage de sa voisine. Il l'avait obligée à lui prêter son mouchoir pour qu'elle se débarbouille.

Tous les ans, pour clôturer l'année scolaire, nous interprétions des pièces de Molière ou d'autres auteurs et des saynètes.

Du père Noël des petits à celui des grands

Quelques années après avoir découvert ce qu'était vraiment le père Noël, je me suis posé des questions sur la religion. J'ai l'impression d'avoir très vite douté de ce conte incompréhensible. Sur mes 10 ans, je me suis dit que la religion, c'était un peu comme un père Noël pour adultes. En effet, nombre d'enfants à 8 - 9 ans continuent à faire semblant de croire au père Noël pour ne pas déplaire à leurs parents ou grands-parents. Je n'ai pas eu de difficultés à ne pas croire, car mon beau-père était matérialiste. Il m'a aidé à conforter mon incroyance, confirmée à mon adolescence : « Ni dieu ni maître », disait

Blanqui, comme je l'ai lu plus tard. La religion m'apparaissait comme une tradition conformiste et une morale rigide, une fable qui ne se discute pas, des préceptes auxquels on doit obéir aveuglément. Les politiciens s'en servent toujours pour asservir, et essayer de diviser les peuples et les entraîner dans des guerres. Il y a une quarantaine d'années, dans une exposition sur Ramsès II, j'ai remarqué le bouchon d'une amphore à vin représentant la déesse de la vigne ; il était interdit de toucher à la tête de la déesse en dehors des heures de repas. Un côté plutôt positif, pour les croyants qui avaient envie de boire avant d'avoir soif.

Découverte des rapports de force

Alors que j'avais 10 ans, profitant du fait que mon grand frère avait quitté l'école, quelques écoliers voulurent m'agresser. Je les ai prévenus qu'ils risquaient de s'en sortir couverts de boue et, joignant le geste à la parole, j'ai pris deux poignées de boue. Ce petit manège a duré jusqu'au carrefour où nos chemins se séparaient. Ils n'avaient pas osé, je les ai quittés en leur disant qu'ils avaient fait le bon choix. J'expérimentai ainsi qu'il faut toujours se faire respecter, ne pas se plaindre, mais mordre en paroles ou par écrit et frapper si, en fin de compte, on n'a plus d'autre choix avant une retraite plus ou moins honorable.

Mon attirance pour les idées communistes

Dans les années 1940, 1950 et jusqu'en 1960, il y avait beaucoup de petits paysans qui vivaient sur une douzaine d'hectares de terre, à côté de domaines de 50 à 100 hectares dont les métayers devaient remettre la moitié des récoltes et du produit du bétail aux propriétaires, marquis, comtes ou notaires. Les exploités se tenaient à

une certaine distance des exploiteurs. Dans les bourgs, les artisans et commerçants étaient plus ou moins riches, certains jouaient aux riches par leur manière de paraître. À l'opposé, les ouvriers agricoles avaient les plus bas salaires. Beaucoup d'autres travaillaient aux mines de fer de la région ; ils étaient rouges de peau à cause du minerai de fer et on disait qu'il y en avait qui étaient aussi « rouges communistes ».

Jusqu'à l'important exode rural des années 1960, beaucoup de petits paysans vivaient chichement avec une douzaine d'hectares d'une terre plus ou moins argileuse. Ils vivaient presque en autarcie, en produisant fruits, légumes et céréales. Avec un élevage de moutons, des chèvres, quelques vaches, un cochon, des lapins, des oies, des canards et autres volailles, ils n'allaient pas très souvent à la boucherie. Ma grand-mère, payait son pain en sacs de blé.

Dans ce milieu de petits paysans, beaucoup étaient communistes, ou plutôt, pour être précis, adhérents ou sympathisants du Parti communiste français. Les discussions revenaient souvent sur la mise en commun de la terre, de manière que tous les paysans et ouvriers agricoles puissent mieux vivre de leur travail. L'idée d'une société communiste passait bien dans ce milieu, et cela m'apparaissait normal. D'ailleurs, les métayers, les petits paysans et les ouvriers agricoles s'entraidaient aux foins, aux moissons et surtout à la batteuse, où chaque foyer échangeait du temps de travail. Cela a changé à l'arrivée des moissonneuses-batteuses en 1956, et de la modernisation de l'agriculture, suivie de la disparition des très petites exploitations agricoles et d'une accentuation de l'exode rural dans les années 1960. Au travers des journaux communistes, *La Marseillaise* et *La Terre*, la mécanisation de l'agriculture en Allemagne de l'Est et en URSS

illustrait les progrès dans une société où les machines semblaient être mises au service de la collectivité.

Aujourd'hui encore, les petits et les moyens producteurs de lait, de viande et les maraîchers ont des difficultés, car les coopératives, les grandes surfaces de la distribution et les grandes laiteries tirent les prix vers le bas. Les paysans petits et moyens dépendent toujours des capitalistes. Beaucoup rêvent de s'enrichir mais, une fois réveillés, ils ne peuvent pas échapper au travail les jours de fête, le dimanche, ni au remboursement des prêts aux banques. Cette petite et moyenne paysannerie n'aurait rien à perdre et tout à gagner à travailler plus collectivement, en alliance avec les travailleurs, pour exiger des prix qui leur permettraient de mieux vivre en prenant un peu plus de temps pour la culture et des loisirs.

Mon beau-père avait adhéré aux idées communistes en 1925 dans un sanatorium à Berck. Son frère, voisin dans le hameau, était abonné à *La Marseillaise*, quotidien du PCF dans le Midi. J'ai donc grandi dans une famille communiste. À la maison on détestait la guerre, et l'idée que la société est divisée en deux classes sociales apparaissait comme une évidence. Les récits de ma mère sur la vie de ma grand-mère maternelle, domestique chez diverses châtelaines, rappelaient qu'il y a ceux qui commandent et ceux qui travaillent. Cette grand-mère changeait de château quand elle avait assez subi. Un jour, après que la châtelaine lui a fait faire le tour du propriétaire pour lui montrer les travaux qu'elle aurait à effectuer, elle a finalement décidé de reprendre ses valises, avec son mari et ses deux filles, pour aller voir ailleurs, où ce serait facile de trouver un meilleur emploi. C'était pendant la guerre de 1914-18, et il manquait cruellement de bras dans les campagnes et les villes.

En 1953, après la fin de la guerre de Corée, nous avons eu l'impression d'avoir échappé à une troisième guerre mondiale. En mai 1954 ce fut, après Dien Bien Phu, et pour l'impérialisme français, la fin de la guerre d'Indochine. Cette paix relative ne fut qu'un court répit. La guerre d'Algérie éclata le 1er novembre 1954, impliquant d'abord des militaires de carrière et des gendarmes.

L'arrivée de Guy Mollet au gouvernement en janvier 1956 donna un espoir de paix en Algérie, car il s'était fait élire en la promettant. Ce fut ma première et dernière déception politique. Au printemps 1956, suite aux grèves des chantiers de Saint-Nazaire en 1955, Guy Mollet généralisa la troisième semaine de congés payés. Il essayait aussi par ce moyen de faire avaler l'intensification de la guerre et l'envoi en Algérie dans un premier temps de 180 000 à 200 000 rappelés, puis du contingent. Il avait pour cela reçu l'accord du PCF, qui lui avait voté les pouvoir spéciaux le 12 mars 1956. Cette nouvelle guerre coloniale fut vécue comme une calamité où décidément encore une nouvelle génération, la mienne, allait être sacrifiée. Nous redoutions cette guerre qui allait nous tourmenter. La mort nous guettait et ce qui pesait le plus, c'était l'état de ceux qui revenaient, démoralisés, aigris, querelleurs. On avait l'impression qu'ils avaient perdu la raison et le goût de vivre ; ils étaient devenus racistes, sans avoir compris qu'on les avait utilisés comme chair à défendre les gros colons, et certains resteront brisés à vie.

Après le certificat d'études, j'ai préparé en trois ans un CAP de mécanicien en alternance, chez un artisan mécanicien, puis j'ai travaillé dans un garage pour voitures, poids lourds et machines agricoles, jusqu'à deux mois avant mes 20 ans.

Service militaire, Algérie

11 mois à Poitiers

Jusqu'en 1956, le service militaire durait 18 mois. En mai 1956, Guy Mollet envoie les rappelés en Algérie. Ces appelés avaient fini leurs 18 mois peu de temps avant. Ils durent retourner à l'armée pour 12 à 15 mois. Les appelés feront 10 mois supplémentaires, avec une solde un peu augmentée pour faire avaler la pilule. Même si Guy Mollet expliquait que le service militaire resterait à 18 mois, les futurs appelés comme les rappelés iront en Algérie, en renfort des militaires de carrière et des gendarmes. Pour ces derniers, le temps passé en Algérie comptait double pour le temps de service.

Le 3 janvier 1961, j'ai été incorporé à Poitiers, au 33e régiment d'artillerie. L'unité de base, une dizaine d'hommes, commandée par un sergent ; une section c'est une trentaine de soldats sous un officier, souvent un sous-lieutenant appelé, qui a fait les EOR (écoles d'officiers de réserve) ; une compagnie (batterie dans l'artillerie) c'est trois sections, commandées par un capitaine. Un bataillon, c'est trois batteries, dont une batterie de commandement et de services, avec un commandant de la BCS. Trois bataillons forment un régiment, commandé par un colonel.

Au bout de deux semaines, deux appelés algériens ont déserté. Ça m'a fait réfléchir sur leur courage. Je me suis demandé si, moi aussi, je devais faire quelque chose, mais je ne voyais pas quoi. Déserter et aller en Suisse, je n'étais pas préparé à une telle aventure. Ayant été malade

en février, j'ai recommencé mes quatre mois de classes, c'était deux mois de gagnés en France.

Les classes sont d'abord destinées à apprendre aux bidasses à obéir aveuglément aux ordres, stupides ou pas. Il s'agit de casser les habitudes de la vie courante, dans laquelle on peut discuter ; à l'armée on obéit à la hiérarchie, point. « Réfléchir, c'est commencer à désobéir », nous répétait-on.

Le reste, apprentissage des rassemblements, des formations, des progressions sur divers terrains, des techniques de combat, du corps-à-corps, pratique du tir avec différentes armes, leur entretien, tout cela est presque secondaire.

Dès mon arrivée au service militaire, puis pendant les classes, j'ai remarqué ce langage de camouflage que l'armée emploie. Il n'y avait pas de « guerre d'Algérie », nous étions envoyés en Algérie pour le « maintien de l'ordre », l'armée y faisait de la « pacification » ; si « interrogatoire » était au vocabulaire, « la torture » était remplacée par la « question ». Lors des entraînements de combat, on ne disait pas tuer mais « neutraliser l'ennemi », « traiter les cibles ».

Ce dressage, les longues heures d'oisiveté en raison du peu de quartiers libres et la rareté des permissions, les humiliations, démoralisaient beaucoup de conscrits et les amenaient à fumer et à s'alcooliser. Bien des sous-offs abusaient de leur pouvoir. Ainsi, le samedi matin, l'adjudant prenait un malin plaisir à prolonger le rassemblement avant de distribuer les permissions de 48 heures, pour nous obliger à courir jusqu'à la gare. Pendant presque six mois, j'ai donc pris mon vélo et je faisais les 90 km pour rentrer chez moi, en quatre heures environ selon que j'avais le vent contre ou en poupe. Je rentrais ainsi plus vite qu'en prenant le train et le bus. L'adjudant

pouvait toujours sourire, je ne courrais pas pour enfourcher mon vélo.

En juillet j'ai réassuré ma moto et je partais dans ma campagne avec un conscrit que je déposais chez lui.

À ceux me disent que le service, ça formait un homme, je réponds que ça le formait à obéir, à tuer père et mère si on le lui commande.

L'entraînement physique était plutôt intense. Souvent, le lundi, on nous faisait faire une marche soutenue de 15 km à plus de 5 km/heure de moyenne. Après mes 90 km à vélo avec le vent d'ouest de face, je me débrouillais, avec quelques autres appelés, pour prendre les premières places en tête afin de donner le pas, de manière à ralentir un peu après 10 minutes de marche. Lorsque l'on donne le rythme, c'est plus facile de tenir, en dosant savamment pour que les gradés n'y voient que du feu.

L'entraînement physique dans le parcours du combattant était un peu dangereux. Après avoir passé le mur, le saut dans le fossé était risqué lorsque le sable était mouillé et tassé. Il y a eu des entorses et même des fractures. Quant à la course de 15 km en moins de 2 heures, certains souffraient à cause de la pression des gradés.

À la fin des classes, on nous faisait faire une marche forcée de 15 km, qu'il fallait boucler en moins de deux heures. À trois, nous avons trouvé un bon rythme au début, puis ralenti pendant la plus grande partie du parcours pour arriver dans les temps sans nous fatiguer en 1 h 55. Dans la dernière ligne droite, nous avons accéléré, mais à l'arrivée nous avons eu droit à la réflexion des gradés : « Ceux-là ne se sont pas foulés. » Ils ont bien vu qu'on était peu fatigués. Notre stratagème n'avait pas complètement fonctionné. Ceux qui arrivaient assez loin derrière nous, en plus de deux heures, arrivaient très essoufflés, quasiment épuisés, à cause de la pression des

gradés placés au début et à la fin de la course. Ceux-ci les accueillaient à l'arrivée avec des « Plus vite, plus vite bande de traînards », et tout un éventail de noms d'oiseaux.

La discipline idiote, mécanique, de l'armée, incitait forcément à la désobéissance, au détournement. À l'armée on apprend vite à dire oui à tout, et à résister tout en disant oui. L'important étant de promettre, sans tenir. Ainsi j'avais promis à un lieutenant de lui fabriquer un cendrier avec une douille d'obus de 105 et un avion miniature à partir de deux douilles de mitrailleuse 12,7 ; allez savoir pourquoi, je n'ai jamais eu le temps… et il n'a pas eu ses souvenirs. C'est facile dans les activités qui ne prêtent pas à conséquence. C'est impossible quand on vous met dans un commando, car au combat on n'a pas le choix. La seule solution est donc de tout faire pour ne pas en être. Pour ça aussi, je crois m'être assez bien débrouillé.

Les chefs ne brillaient pas forcément par leur intelligence ni leur vigilance, et il n'était pas très difficile de leur échapper. Fin juin, après les classes, alors que nous attendions notre affectation, sur place ou en Algérie, nous avons été rassemblés et encadrés par des gradés qui ne nous connaissaient pas, pour effectuer du terrassement. Le deuxième jour, pour couper à cette corvée sous un soleil un peu trop chaud, je me suis placé en queue de peloton avec un copain et nous avons disparu dans les buissons à 200 mètres du chantier. Au retour, ni vus ni connus, nous avons réintégré discrètement la queue du peloton qui allait déjeuner.

Lors de manœuvres vers Lusignan, j'étais affecté à la roulante, pour suivre le bon fonctionnement de cette grosse cuisinière sur roues. À côté du menu des bidasses, une dizaine de steaks étaient réservés aux officiers, qui

d'habitude déjeunent au mess, où les repas sont bien meilleurs que ceux de la troupe. Un appelé a trouvé les steaks et les a fait griller pour les offrir à ses copains. Bien que j'aie vu les steaks cuire et disparaître, j'ai fait comme si je n'avais rien vu, puisque je ne m'occupais que du menu ordinaire. Finalement, personne n'a demandé où les steaks étaient passés. Ainsi, ces petits privilèges avaient été abolis, du moins le temps d'un repas.

Comme j'avais mon certificat d'études et un CAP, je faisais partie des appelés présumés aptes à l'encadrement, jusqu'au grade de sergent, et j'ai suivi l'école des sous-officiers de réserve.

J'ai donc été instructeur pour les nouveaux appelés pendant cinq mois. Le capitaine, m'a-t-on dit, pensait que je n'étais pas assez ferme et trop gentil. Visiblement je n'avais pas le profil. Les autres instructeurs prenaient leur boulot au sérieux, faisaient mieux que moi le job qui leur était demandé, et ne sont pas partis en Algérie en décembre. Ma carrière militaire s'est donc arrêtée au grade de caporal… à l'ancienneté.

En avril 1961, lors du putsch des généraux, nous avons été consignés, bouclés, dans la caserne. Les transistors y étaient interdits, et ce n'est que quelques jours après, par les journaux que nous avons pu lire en ville, que nous avons appris ce qui s'était passé.

À ce moment-là, j'étais pacifiste et contre la guerre d'Algérie, proche du PCF, même si je connaissais Voix ouvrière depuis quelques mois, car mon frère aîné y avait adhéré début 1961. Cheminot à la gare du Nord à Paris, il y a milité une trentaine d'années, jusqu'à la retraite, avant de retourner en province. Depuis, il vient à toutes les fêtes de Presles, reste un compagnon de route et lit nos publications.

Départ en Algérie à la mi-décembre 1961

Avec quatre autres bidasses, j'appris que nous allions partir en Algérie, en plus et indépendamment de ceux, qui partaient par classes entières tous les deux mois. La nouvelle jeta un froid. Pour se consoler, un appelé est allé en ville manger un poulet, un autre a arrosé copieusement la soirée. Nous avons reçu notre petit paquetage spécial, en particulier la plaque d'identité portant nom et matricule, et deux trous pour la clouer si besoin sur le cercueil. Nous étions un peu fatalistes : on verra sur place comment faire pour échapper au danger. Un caporal-chef est venu à Poitiers d'Algérie et nous a accompagnés jusqu'à destination.

Nous avons voyagé sur un bateau de moins de 150 m, presque à fond de cale, en troisième classe, sur des chaises longues. Ce n'était pas la croisière de rêve. Dans le golfe du Lion, ça tangue et ça roule. Pour moi, ça allait, je mangeais et m'accrochais pour ne pas glisser avec la chaise. Finalement, pour éviter de la casse, on nous enleva les chaises longues et nous restâmes sur le sol, le paquetage en guise de dossier ou de siège. De Philippeville (Skikda) à Constantine, voyage en train puis en camion GMC, en plein courant d'air sur les bancs arrière. Il ne fait pas chaud en Algérie en décembre.

Nous arrivâmes dans une ferme dans les environs de Mila. Sur la centaine de soldats de la batterie, plus de la moitié gîtaient, avec deux couvertures chacun, dans une grange équipée d'un poêle ; les autres étaient dans d'autres bâtiments en dur. Pour les cinq arrivants, ce fut une couverture, dehors sous un marabout posé au-dessus d'une flaque d'eau, qu'on avait remplie de cailloux façon ballast. Avec la glace, cela faisait béton armé. Pendant une semaine, entre -5 et -7 °C, nous avons dormi sur un lit de camp en toile et une paillasse en crin. Un de nous

buvait – beaucoup – pour oublier sa nouvelle destination et, comme il tombait de son lit, nous le remettions dessus pour qu'il ne gèle pas. Nous dormions tout habillés, y compris la capote et les chaussures lacets desserrés. Au bout d'une semaine, le temps s'est réchauffé et on nous a logés à la BCS[1] dans une étable éclairée par une fenêtre, avec les hommes de la batterie de commandement et de service, dont l'encadrement devait nous trier et nous affecter.

Le soir, les draps que j'avais récupérés dans la journée avaient disparu. Habillé chaudement, je suis parti faire le tour de la ferme. Je me suis aménagé mon coin dans la paille du hangar. Le lendemain, mes draps étaient revenus. Aux six appelés de la chambrée – ils s'ennuyaient beaucoup – j'ai mis les points sur les i. Je leur ai dit que j'allais avoir une arme, que j'étais chasseur et bon tireur, et qu'ils restent calmes en attendant la quille.

Entretien d'arrivée

Comme tous les nouveaux, j'ai été reçu par le capitaine de la batterie BCS pendant peut-être une demi-heure, qui m'a paru très longue. Il m'a parlé de notre mission et il m'a posé beaucoup de questions sur ce que je pensais : « Notre rôle est de protéger les habitants des villages, des bourgs, de surveiller, bref de tout faire pour déjouer les attentats. Notre mission est de ramener la paix civile, qu'en pensez-vous ? » Impressionné, je n'ai pas desserré les dents. Je ne savais pas quoi répondre car, plus je réfléchissais, plus je comprenais que la moindre réponse serait un indice sur mes opinions politiques. En ne disant rien, je laissais un doute, si mince soit-il. Il m'a enfin demandé ce que je faisais dans la vie : « mécanicien », c'est le seul mot que j'ai prononcé.

1 Batterie de commandement et de services.

Du coup, j'ai été affecté à l'entretien des véhicules d'une autre batterie, dans une ferme abandonnée depuis peu, à 5 km environ de Redjas, à une quinzaine de kilomètres de Mila, sous-préfecture du département de Constantine. Nous logions dans une bergerie. Chacun s'est fabriqué un placard pour mettre à la tête de son lit de camp, dans les solides caisses en bois des obus de 105 et y a posé sa lampe de chevet électrique. Le verger voisin a vu disparaître rapidement ses délicieuses oranges et mandarines.

Avant 1962, les trois batteries de mon régiment étaient sur la ligne Morice, à la frontière tunisienne pour empêcher les troupes du FLN, formées en Tunisie, de pénétrer en Algérie. Elles tiraient au canon de 155 et de 105 sur les groupes de l'ALN qui tentaient de franchir la frontière en coupant les barbelés. À la fin de 1961, les batteries avaient été ramenées en renfort autour de Mila et nous intervenions comme fantassins, en bouclage autour des villages investis par les paras. Un commando d'une douzaine d'appelés et de harkis montait des embuscades autour de Redjas contre les maquisards du FLN.

En arrivant, nous avons appris que, la semaine précédente, un appelé, tireur au fusil-mitrailleur, avait été tué dans une embuscade, tandis que le chargeur était paralysé par une balle reçue dans la tête. Le fusil-mitrailleur était une arme redoutable, précise jusqu'à 100 voire 200 mètres. Dans une embuscade, c'est la première qu'on cherche à neutraliser, et j'aurais tout fait pour éviter ce poste.

J'avais fait mes classes avec ces deux appelés, ils étaient là depuis juillet. Cela a jeté un froid dans la batterie. Nous sommes tous allés à la levée du corps avant son rapatriement. Aucune embuscade n'a été organisée dans la semaine, et dans les suivantes les officiers et

sous-officiers de carrière ont été exemptés d'embuscade. Une raison de plus pour faire très attention : la réalité nous rappelle les risques. Nous en discutions au garage d'entretien des véhicules de la batterie, entre copains. Il y avait ceux, surtout les engagés, qui ne prenaient pas de risques, alors pourquoi nous, les soldats de base, aurions-nous dû en prendre ?

Test d'embuscade

À l'armée, il faut autant que possible mettre chacun à sa place. Il fallait aux gradés quelques semaines pour nous évaluer et nous trouver une affectation. Celui qui avait peur des armes atterrissait aux cuisines, celui qui roulait les mécaniques et voulait barouder était mis dans un commando… Aucune affectation n'était faite au hasard. Pour ma part, j'étais en période d'observations, au garage, à la réparation des véhicules. L'ambiance était bonne parmi les chauffeurs venus des Landes, de Bordeaux, de la Guadeloupe, de la Martinique.

Je montais la garde tous les trois jours, puis ce fut la première embuscade, une dizaine de jours après mon arrivée, un test très important sur le comportement et sur la fiabilité. Je suis très prudent et je sais très bien me planquer. Mon attitude n'inspira pas une grande confiance au sergent, ce qui se comprend très bien. Elle n'était pas rassurante pour un groupe de six, en cas d'accrochage. Je participai ensuite à une deuxième embuscade avec un autre sergent. Il se mit à pleuvoir et nous sommes mis à l'abri sous un arbre environ une heure. Du coup, nous n'avions plus le temps d'aller à l'endroit prévu, et nous sommes revenus tranquillement au casernement, après le temps qui nous avait été imparti pour l'embuscade : TVB, RAS, mon capitaine. En 15 jours, je fus exempté d'embuscade, ou du moins écarté, parmi bien d'autres,

deux ou trois douzaines. Mais je montais la garde plus souvent. J'en étais bien satisfait. Dans les unités de combat, on n'avait le choix qu'entre bien viser ou être bien visé. J'ai connu un soldat qui était tétanisé et incapable de tirer alors qu'il était pris dans une embuscade ; c'est un harki, qui n'hésitait pas, qui a tiré et fait fuir les maquisards.

En janvier 1962, j'ai participé à plusieurs opérations de bouclage. Lors des ratissages de village, nous étions en renfort pour encercler les lieux, à des centaines de mètres des villages, sans participer aux fouilles menées par les parachutistes. Nous avions droit aux rations de survie, des boîtes de « singe » (du bœuf en conserve) ou de sardines, au pain de guerre et à la ration de 5 cl d'alcool dans un flacon en verre très épais. Je jetais l'alcool et mettais mes cachets de quinine dedans pour les garder propres. Jusqu'au cessez-le-feu, certains appelés ne prenaient pas leurs cachets, mais après le 19 mars l'adjudant s'est mis à en contrôler la prise au rassemblement du matin. Enfin, il faisait une tâche utile chaque matin.

Petite peur

Début janvier 1962, nous fermions le convoi au retour d'une manœuvre vers Djidjelli (Jijel). Nous étions trois dans une Jeep, le chauffeur, le lieutenant à côté, et moi à l'arrière. Nous sommes tombés en panne, et nous voilà isolés du convoi : le fil reliant la dynamo au régulateur était cassé. J'avais les doigts tellement engourdis par le froid que j'ai dû demander au lieutenant de dénuder le fil et de le refixer à la cosse. Il a réparé vite et nous avons redémarré en poussant la jeep. Nous avons roulé sans lumière pour éviter d'être repérés et fait une dizaine de kilomètres à une trentaine de km/h, avec pour tout éclairage la route grise et les étoiles, sans incident. À

l'approche du campement, nous étions de plus en plus rassurés et contents d'arriver.

À l'armée, la sécurité, c'est à chacun de s'en préoccuper

En janvier 1962, dans un convoi de ravitaillement en essence, j'étais chargé d'assurer la sécurité des barils d'essence à l'arrière d'un camion GMC en partie bâché, c'est-à-dire ouvert à tous les vents froids d'hiver. J'étais coincé sur le banc et arc-bouté, sans gants, cramponné à la ridelle, je repoussais avec les pieds les fûts qui se déplaçaient dans les virages et menaçaient de m'écraser. Le voyage d'une vingtaine de kilomètres me parut très long. Ces fûts auraient dû être arrimés aux ridelles par des cordes pour limiter leurs déplacements. À l'armée, on apprend vite que sa sécurité dépend avant tout de soi, dans beaucoup de circonstances.

Mon affectation au garage n'était que provisoire

Au garage et dans la chambrée, ça discutait. Un chauffeur dit ouvertement qu'il en avait marre de l'armée. J'étais d'accord avec lui, mais je lui conseillai de rester discret. On sentait à son attitude que le chef du garage, un sergent sympa bien qu'engagé, pensait comme nous sans le dire. Par contre, il aurait bien voulu qu'un appelé, vrai tire-au-flanc qui ne pensait qu'à sa flemme, bossât un peu plus…

Après une dizaine de jours de travail au garage, je fus muté à Redjas, au Deuxième bureau. C'était le centre d'interrogatoires, à une vingtaine de kilomètres de Mila.

À côté, vivait un très riche colon, gros céréalier, propriétaire d'un avion. On disait que son pilote mécanicien traitait ses champs de blé en avion. Le bruit courait aussi que ce colon n'avait pas de problème avec le FLN, qui le

laissait tranquille car il employait beaucoup de monde dans la commune et était très influent. Il avait pris soin de garer son avion, dans un hangar contigu au terrain d'aviation militaire.

Au centre, en permanence, une trentaine de soldats gardaient les prisonniers. Presque tous les jours, des dizaines de villageois, hommes et femmes, étaient raflés et entassés dans une pièce de 25 mètres carrés ou parqués dehors le long du mur. Un homme d'une trentaine d'années était menotté dans la salle où je montais la garde, et un sergent-chef de ma batterie d'origine surveillait discrètement le comportement des appelés. Je compris que c'est le test le plus important pour ma future affectation.

Un appelé déprimé, qui avait tiré au pistolet-mitrailleur sur les fils de téléphone de la BCS pour se défouler, faisait là deux mois de rab. Devant moi, il frappa au visage un prisonnier qui revenait de la torture, déjà marqué par les coups de canne d'un harki, venu de Paris faire le sale boulot.

J'intervins et dis à l'appelé qu'il n'avait pas à frapper un prisonnier. Il me répondit que c'était de sa faute s'il était là et rajouta : « Tu les soutiens ! » Je lui répondis que ce n'est pas eux qui l'avaient envoyé ici et que j'étais contre la torture.

Mon attitude et mon regard sur les prisonniers ont suffi au sergent-chef pour se faire une opinion. Le risque encouru, si un appelé donnait à un gradé l'impression d'en avoir marre de la guerre ? Un poste isolé. Une dizaine de jours après mon arrivée, j'ai été renvoyé au garage, puis désigné avec sept autres pour garder l'huilerie de Redjas, à 1 km de la batterie.

Dans ce groupe de huit, dont le sergent sympa du garage, nous nous entendions bien. Ce sont des gars de gauche : celui des Landes, qui en a marre de la guerre,

un de Pessac, un de Dordogne, bel échantillon du Sud-Ouest, j'ai oublié d'où venaient les autres. J'ai toujours pensé que le tire-au-flanc, qui faisait exception, avait mouchardé le sergent et moi. De toute façon, nous avions été repérés. Sur les 100 conscrits de la batterie, il y avait une quinzaine de partisans de la guerre, dont ceux qui faisaient partie du commando spécial qui allait en embuscade plus souvent, avec les six harkis. Je ne les côtoyais pas, je ne parlais pas avec eux car je n'avais rien à leur dire, je les évitais même ; eux, ils étaient en guerre. Parmi eux, il y avait un gitan un peu fou, tout content de jouer à la guerre. J'avais remarqué qu'une dizaine d'appelés n'étaient pas pour cette guerre, et qu'ils en avaient marre. Les autres, le marais, attendaient la fin de leur service. Ils étaient attentistes et ne parlaient pas ou parlaient d'autre chose, de peur que leurs conversations en disent trop.

En poste isolé à l'huilerie de Redjas

En poste isolé, à huit, nous étions barricadés sur une terrasse, et disposions de trois chambres, dont une pour le sergent. Nous nous entendions bien, la guerre n'était pas notre tasse de thé. Les gradés avaient fait le bon choix, selon leurs critères… et les nôtres. Nous devions monter la garde dans un local qui faisait office de réfectoire et de bureau, ainsi que sur la terrasse entourée de murs surmontés de barbelés.

Au rez-de-chaussée, il y avait l'huilerie avec ses pressoirs à huile et ses cuves. Les Algériens qui faisaient fonctionner l'huilerie fermaient la porte à clé le soir. Dans la cour, le mât du drapeau, que l'on devait monter chaque jour. Sur la route qui passait devant l'huilerie, des barils de carburant vides de près de 160 litres, disposés en

chicanes, obligeaient les véhicules à ralentir. Nous avions un terrain de volley pour garder la forme.

En Algérie, personne ne circulait la nuit, sauf l'armée et les maquisards. Au début nous avions un peu peur, car nous ne voyions pas vraiment comment nous défendre en cas d'attaque, armés chacun d'un pistolet-mitrailleur. Difficile de tenir un siège longtemps avec une arme légère pour le tir rapproché et quelques chargeurs. Nous dormions avec le pistolet-mitrailleur à la tête du lit, chargeur engagé, pour réagir vite en cas de surprise. Ce qui nous rassurait, c'était la petite chienne noire qui montait la garde à notre place sur la terrasse, et bien mieux que nous, car elle avait une meilleure oreille. Nous étions censés monter la garde une heure chacun par nuit de 23 heures à 7 heures du matin. Le dernier devait faire le café pour 7 h 30. Nous faisions tourner les heures de garde et la corvée de café.

C'est là que, par un chauffeur qui nous ravitaillait, j'ai eu des nouvelles d'un Guadeloupéen que j'avais connu à Poitiers : il était affecté à la garde d'un pont, il allait très mal, il dormait peu, tellement il avait peur d'une attaque.

Avec les villageois, c'était « bonjour, bonsoir ». Nous étions très indifférents à ce qui se passait sur la route. Nous avons souvent oublié de monter le drapeau le matin ou de le descendre le soir. Un rappel à l'ordre nous a convaincus de faire quand même le minimum, pour éviter des ennuis. D'après ceux qui nous apportaient les repas du midi et du soir, il se disait à la batterie que l'on ne montait pas vraiment la garde. Nous avons fait circuler discrètement que ceux qui racontaient cela pouvaient venir essayer ; ils verraient bien si nous dormions tous, si les tirs étaient bien ajustés. Ils ne sont jamais venus vérifier.

Un ancien m'a raconté comment s'était passé le putsch d'Alger d'avril 1961 dans son coin. Lors du rassemblement du matin, le capitaine et les trois sous-lieutenants avaient leur pistolet à la ceinture et avaient demandé à la troupe de se tenir prête à intervenir… sans dire dans quel sens. Il y a eu des discussions. L'adjudant ainsi que les maréchaux des logis engagés et appelés ont rassuré les appelés en disant : « On ne bouge pas, on obéit à de Gaulle.[1] » Il n'y a pas eu de suites.

C'es t aussi à l'huilerie qu'un chauffeur qui était passé aussi au Deuxième bureau m'a dit que le harki tortionnaire venait de Paris et qu'à Redjas il y avait des corvées de bois : à la nuit tombée on « libérait » un prisonnier et les « accompagnateurs » lui tiraient dessus à la sortie du bourg en inventant une évasion. Il m'a aussi raconté que le 17 octobre 1961 les villageois étaient descendus vers un gros bourg protégé par les soldats, qui les ont arrêtés en tirant devant leurs pieds mais sans tuer. Le face-à-face a duré plusieurs heures. Finalement, les villageois sont repartis après cette manifestation de protestation contre le couvre-feu de Paris.

J'ai ensuite demandé à faire des stages. Comme ils avaient besoin d'un frigoriste, je fus volontaire pour le stage à Constantine, pendant une quinzaine de jours. J'y ai rencontré deux appelés sympas, un électricien de Cergy et un employé de Niort qui, comme moi, avaient pris le stage pour échapper au reste. C'est un appelé, un ingénieur, qui faisait les cours de physique et de mécanique.

L'OAS commettait des attentats, de la tombée de la nuit à 23 heures. Le soir, avant la tombée de la nuit, nous faisions à tour de rôle des patrouilles dans le quartier

1 Dans son discours du 23 avril 1961, de Gaulle avait, étonnamment, « *interdit à tout Français, et d'abord à tout soldat, d'exécuter aucun de leurs ordres* [des officiers putschistes]. »

autour de la caserne, laissant les gendarmes 10 mètres devant nous, car on avait appris que le FLN visait surtout les engagés. La vingtaine de stagiaires étaient à l'image du contingent : trois jeunes dans les paras et contents de l'être, une demi-douzaine pour qui cette guerre n'était pas leur tasse de thé et tous les autres qui parlaient d'autre chose.

Tout le monde avait trouvé le stage intéressant. À mon retour, on m'a proposé un perfectionnement à Alger. J'ai répondu que je n'étais pas intéressé. En fait, nous avions presque tous des transistors. Nous savions qu'il y avait des attentats à Alger, plus qu'à Constantine : mon refus a été vite décidé. En avril, j'ai appris par courrier que sept appelés avaient été tués par l'OAS le 23 mars 1962 à Bab El Oued, dont un cousin, que j'avais connu. Il avait 20 ans.

Le 11 mars, après le stage à Constantine, je suis revenu à l'huilerie. Le 19 mars fut le grand jour : nous avons appris le cessez-le-feu et la fin de cette guerre qui ne disait pas son nom, puisque le gouvernement ne parlait toujours que des « événements d'Algérie ». Dans l'après-midi du 19 mars, nous fêtâmes cela en lâchant une rafale sur les bidons qui formaient les chicanes sur la route. Une demi-heure après, un lieutenant vint nous rendre visite. Nous sommes restés dans la chambrée, assis sur nos lits. Le lieutenant nous demanda des explications : nous lui avons répondu que nous avions vu quelqu'un rôder et passer près des murs de l'huilerie, que nous avions fait des sommations pour qu'il arrête et qu'il s'était enfui. Le lieutenant nous a fait comprendre que nos explications étaient un peu légères. Notre attitude était très décontractée et nous n'avons rien rajouté. On en est resté là et le lieutenant est reparti avec ses trois accompagnateurs. Dans ce poste isolé, nous étions tous

les huit bien soulagés. En réintégrant rapidement la batterie nous avons perçu le soulagement de tous les autres, on l'imagine facilement, à part les membres du commando, qui faisaient grise mine.

Nous étions mal nourris. Si la nourriture était insuffisante, la qualité était convenable. D'ailleurs quand on a faim, on y attache peu d'importance. Du coup, tout était bon pour améliorer l'ordinaire. Avec un passe-partout, je rentrais dans l'huilerie pour remplir une seule bouteille d'huile d'olive. Et nous nous faisions des tartines de pain arrosé d'huile d'olive.

Deux ou trois fois pourtant, l'ordinaire a été amélioré le dimanche : pour le repas de midi, un civet de chats a mijoté. Des chauffeurs les avaient piégés dans des poubelles ; ils devaient venir d'une gendarmerie. Nous étions une demi-douzaine au courant, avec le cuisinier. Le festin se tenait discrètement dans une chambrée, à l'heure officielle.

Plus tard, à la ferme Malah, pour améliorer un peu la nourriture, je me portais volontaire pour éplucher les pommes de terre, cuites à l'eau. Je prélevais ma dîme, histoire de manger mieux ce jour-là.

Dans cette chambrée des chauffeurs, régnait une confiance réciproque. Quand il y avait de petits accidents sans dégâts importants, le chauffeur nettoyait son véhicule GMC ou son 4x4 Dodge et je l'aidais tranquillement pour redresser et effacer les traces, ni vu ni connu. Après le cessez-le-feu, s'est installé un relâchement général, tandis que le capitaine essayait de faire régner une discipline que l'on trouvait inutile.

Nous avons déménagé à Zeraïa, à 16 km de Mila. Comme nous n'avions pas de coiffeur, je me suis mis à couper les cheveux. J'avais une centaine de têtes pour m'entraîner et finalement j'ai progressé. Cela nous évitait

d'aller dans une autre batterie. Même un sous-lieutenant est venu pour une coupe ciseaux et peigne.

Pendant trois mois, j'ai pratiqué la coupe des cheveux en plus des réparations de véhicule, mais un nouveau capitaine est arrivé pour reprendre en main la batterie, lui imposer une meilleure tenue et un peu plus de discipline. Un matin, il vint me voir et me dit : « Tu es coiffeur, eh bien voilà l'outil à couper les cheveux » et il me montra la tondeuse. Je lui réponds : « Mon capitaine, je coupe les cheveux avec un peigne et des ciseaux et je ne sais pas me servir d'une tondeuse. » Il rétorqua : « C'est ce qu'on va voir. » Il repartit. Le lendemain, j'ai appris qu'il avait donné la tondeuse au gitan baroudeur, avec des instructions pour une coupe au plus près du cuir chevelu.

Je m'attendais à être viré de mon office de coiffeur et j'étais heureux d'en être soulagé. L'important était d'avoir appris. Même si, discrètement, ceux du garage venaient me voir le soir pour une coupe à l'ancienne, j'avais ainsi un peu plus de temps libre pour faire de la perruque pour les copains : quilles en laiton ou en bois, sur un tour bricolé avec une perceuse coincée dans un tabouret renversé. Je faisais aussi des cendriers avec des douilles d'obus de 105, ainsi que des pieds de lampe. Début juillet, le nouveau coiffeur, qui devait partir en permission, a été arrêté et emmené à la BCS : il emportait des balles de pistolet-mitrailleur cachées dans des tubes de lait concentré et des housses d'appareil photo, et en prime la tondeuse du capitaine. Cet appelé était vraiment un peu fou. Au garage, entre nous, j'ai faire sourire les copains en racontant que le capitaine avait eu le coiffeur qu'il méritait. Je ne sais pas qui a été le nouveau coiffeur. Je continuais à couper les cheveux des copains, et les miens devant trois miroirs.

Quelque temps après le 19 mars, l'adjudant voulait que les coupes de cheveux soient « plus rafraîchies ». Un appelé de ma chambrée a eu l'idée de faire quelques marques aux ciseaux sur la chienne de l'adjudant. Pendant que nous montions la garde à deux devant un hangar, et avec un autre qui amusait la chienne, un appelé a fait trois ou quatre barres en travers, comme des vagues, sur le dos de la chienne adorée de tous. Le lendemain matin, au rassemblement, la chienne est venue se promener au milieu de la cour, comme chaque jour, devant tout le monde. Il y avait des sourires en coin, alors que l'adjudant essayait de ne pas faire la grimace. Il n'a pas dit un mot, mais tous les regards portés sur lui n'avaient pas l'air de lui faire plaisir. Ainsi entre nous, après, on se disait : « On tond bien les hommes, pourquoi pas aussi les chiens ? »

Depuis le 19 mars, les armes étaient rangées à l'armurerie de la batterie, comme avant le passage à l'huilerie, sauf pour ceux qui montaient la garde. Jusqu'au 5 juillet, date de l'indépendance de l'Algérie, nous faisions deux fois par mois des sorties équipés d'une matraque. Quand nous passions dans les villages, notre massue en main, les villageois nous regardaient avec l'air de penser : « Tiens, les hommes préhistoriques font leur sortie. » Une fois, les gradés nous ont même demandé en passant dans un hameau de rentrer dans les habitations pour voir s'il n'y avait pas de gens armés. Je rentrais décontracté, disais « Ça va bien se passer » puis ressortais.

Comment j'ai obtenu le permis de conduire

Nous venions de nous installer à Ain Kerma, à environ 35 km à l'est de Mila. J'ai passé l'examen du permis poids lourd le 25 mai 1962, sans aucune épreuve du Code de la route, que j'avais appris trois ans avant pour rouler

en moto. J'ai pris le volant d'un camion GMC accompagné d'un maréchal des logis-chef (sergent-chef) comme examinateur. J'ai roulé quelques centaines de mètres, le temps de passer toutes les vitesses puis de rétrograder. J'ai effectué un démarrage en côte puis fait un demi-tour sur la route pour revenir à la ferme qui nous servait de caserne. J'avais mon brevet militaire de conduite poids lourd.

Plus tard, en septembre, l'administration de l'armée s'est aperçue que je conduisais un half-track sans permis depuis six mois. On m'a donc fait passer le permis pour ce véhicule blindé. Le 22 septembre j'ai pris le volant ; le chef de bord, le même sergent-chef, m'a dit de démarrer et d'effectuer quelques virages sur un terrain vague sur 200 ou 300 m. C'est bon ! On rentre en faisant un grand demi-tour, a déclaré l'examinateur. Sans difficulté et en quelques minutes, me voilà nanti en plus du permis de conduire de véhicules semi-chenillés.

La conduite des véhicules de l'armée m'a appris bien des choses sur la conduite en général. Pendant notre déménagement vers Telerghma, je conduisais un half-track dans le convoi. Je devais faire des pointes de vitesse à 80 km/h pour suivre le convoi, car il faut toujours anticiper pour ne pas être distancé. Dans ce véhicule semi-chenillé, sous un blindage brûlant, il faisait plutôt chaud. Je devais conduire debout avec l'accélérateur manuel. Il fallait rester très concentré, surtout dans les virages où il fallait redresser souvent quand l'arrière se déportait. À l'armée, il y a eu beaucoup d'accidents. Pour notre part, nous n'en avons pas connu de graves, seulement de petits accrochages.

En manœuvrant au ralenti, une fois, un 4x4 Dodge s'est embourbé. On a fait appel aux paysans algériens, qui, avec leur tracteur, nous ont remorqués. Après, on a

réparé le cabossage à deux et on a aidé le chauffeur à laver le 4x4 pour cacher les traces de l'incident.

Petite résistance collective

Un dimanche après-midi, nous apprîmes par les sergents qu'il fallait faire une sortie à 15 heures. L'ambiance était : « On ne va pas faire une sortie un dimanche après-midi. » À trois, nous faisons le tour des chambrées pour dire en passant, l'air de rien, que dans la chambre des chauffeurs on n'avait pas envie de sortir. On a fait chacun deux chambrées. Une heure après, les sergents repassèrent dire que, si nous ne sortions pas, ceux de la BCS (batterie de commandement et de services) allaient venir nous déloger.

Personne ne bougea, et repassage discret dans les chambrées où l'ambiance était : « Pas de sortie aujourd'hui. » Vers 16 heures, les sergents revinrent et dirent : « Rassemblement général dans la cour carrée. » Les chambres avaient presque toutes une fenêtre sur la cour et la nôtre donnait sur une allée où on voyait les appelés sortir. Ça commençait à se rassembler, alors nous y sommes allés aussi, pour ne pas être repérés. Au rassemblement, l'adjudant a fait son discours : « Vous n'allez pas faire de marche à pied, nous irons en GMC, descendrons, et remonterons pour revenir car il est trop tard pour faire plus. Si vous refusez, un rapport sera fait à la BCS et il y aura des suites fâcheuses pour vous. Ils viendront ici vous déloger. Maintenant, allez au magasin prendre les armes, sans munitions. »

Les premiers y sont allés, assez lentement, et tout le monde a suivi sans se presser. Nous avons suivi dans l'ordre des sections sans être remarqués. Nous avons été invités à monter dans les GMC, nous avons roulé une dizaine de kilomètres, nous sommes descendus des

camions, avons fait une pause d'un quart d'heure, et l'ordre nous a été donné de remonter dans les GMC pour le retour au casernement. Fin de la sortie du dimanche, avec des sourires largement partagés. Ce petit tour en camion nous a évité de marcher tout l'après-midi. Nous étions tous contents du petit coup que nous avions fait. Le lendemain, les gradés ont essayé de savoir qui était à l'origine de la « révolte » ; quelques appelés ont été interrogés, dont un connu pour être une grande gueule, mais les gradés ont pu voir qu'il n'y était pour rien. Cette contestation était largement spontanée, nous l'avions simplement accompagnée pour donner une cohérence et une confiance entre tous, puisque tout le monde partageait et suivait le mouvement. D'autres que nous trois avaient certainement fait le va-et-vient des chambrées aussi, car l'ambiance était la même partout.

Dix jours à protéger un colon et sa récolte

Fin juin, pour une dizaine de nuits, une demi-douzaine d'entre nous ont été conduits chaque soir en camion bâché dans une ferme, afin de protéger le colon. On ne nous a même pas offert de l'eau, nous n'avions que nos gourdes. Nous dormions dans un garage sur des lits de camp. Parmi nous, quatre nouveaux arrivés en Algérie, plutôt inquiets, malgré le cessez-le-feu. Nous nous sommes mis à deux pour les rassurer : en cas de bruit, ne bougez surtout pas. En fait, nous ne l'avons pas dit, mais nous n'avions aucune envie de sortir en cas d'incident. Le colon accusait les ouvriers de lui voler une remorque de blé sur deux, je pensais qu'il devait s'estimer heureux qu'ils lui laissent le reste. Pour nous, la guerre était finie et il n'était pas question de prendre des risques inutiles. Nous avons bien dormi toutes ces nuits et aucun incident

n'est survenu. En fait, le colon partait en France après les moissons.

Les harkis renvoyés

La batterie comptait une demi-douzaine de harkis, qui allaient souvent en embuscade. Ils n'avaient que des fusils modèle 1936 à réarmement manuel. L'armée craignait des désertions, de plus en plus nombreuses vers la fin de la guerre, et ils n'avaient pas droit au fusil modèle 1956 semi-automatique, ni au pistolet-mitrailleur modèle 1949 avec un grand chargeur.

Après le 19 mars, les harkis n'étaient pas rassurés. Ils ont presque tous été renvoyés chez eux. Sur les 450 000 Algériens enrôlés du côté français, il y avait 120 000 appelés, 50 000 engagés, 30 000 notables pro-français et 250 000 supplétifs, les harkis, qui n'étaient pas des militaires au sens strict. C'étaient des jeunes venant des campagnes pauvres, sans conscience politique, qui ne voyaient pas l'enjeu de cette guerre et avaient accepté d'être enrôlés dans l'armée française, essentiellement pour manger à leur faim ou parce qu'ils n'avaient pas osé refuser. Ils avaient fait comme leurs pères qui avaient été enrôlés dans l'armée française en 1914 et en 1939, sans même qu'on fasse semblant de leur demander leur avis. Beaucoup ont déserté quand ils ont compris que cette guerre pouvait mener à l'indépendance. 42 500 seraient partis en France, dix à vingt mille auraient été tués, après le 5 juillet 1962.

J'ai rencontré un pied-noir, sympathique ouvrier charcutier, qui envisageait d'aller travailler en France. Il n'avait aucune rancœur envers les Algériens. Il avait passé son enfance à jouer avec eux, puis travaillé avec eux. Il était content de la fin de la guerre. N'importe où il irait, il travaillerait comme avant, il entamerait une nouvelle

vie, se ferait des amis comme à l'armée où nous formions une bande de copains qui, avec la fin de la guerre, avions de nouveau la vie devant nous.

5 juillet 1962, proclamation de l'indépendance : des drapeaux algériens sur toutes les portes, fête au village, la joie des villageois, chants et musiques. J'ai pris des photos de cette ambiance communicative, c'était enfin vraiment la paix pour les Algériens comme pour nous. Quelques jours après, nous déménageâmes à Telerghma, à 25 km environ au sud de Constantine.

Nous étions à côté du 2e régiment étranger parachutiste. Les hommes de la Légion étrangère sont soumis à une discipline de fer et au culte de la force physique. On leur donne une allure de surhommes, avec une coupe de cheveux bien ras. Notre nouveau capitaine disait : « Je veux que vos têtes ressemblent à ceux d'en face. » Je n'ai connu aucun appelé jaloux du régime d'en face. Pour nous, la guerre était finie ; on attendait tranquillement que le temps passe.

En ce mois de juillet, nous avons eu très chaud, sous 45 degrés à l'ombre le jour et des nuits très chaudes. N'étant pas habitués à une telle chaleur, nous buvions 4 à 5 litres d'eau par jour, voire plus. Le médecin de la BCS nous a appris à boire intelligemment, pas plus d'un litre d'eau à fois, sous peine de provoquer un déséquilibre salin. Nous veillions donc à ne pas boire plus de trois verres à la suite, à espaces réguliers, y compris la nuit. Nous devions garder un chapeau, nous exposer moins au soleil et jouer moins au ballon avec les légionnaires, voire cesser complètement.

Les grands travaux, courts et très collectifs

Lors du passage à Philippeville (Skikda) pour mon départ en permission, début août 1962, j'ai participé à

une corvée collective un peu dangereuse. Nous avons déplacé les cabines des feuillées, d'une tranchée pleine sur la nouvelle à 10 mètres de là. À une quinzaine de soldats de chaque côté, il nous fallait soulever tous en même temps, puis avancer lentement sans faiblir. Avec une grande coordination et une discipline rigoureuse, nous avons accompli cette tâche sans encombre. Les participants avaient été choisis pour leur taille à peu près semblable. L'ensemble des cabines était en bois, d'un seul tenant. Finalement, avec la coordination, ce n'était pas trop lourd. Mais il fallait rester très concentré. Ensuite, les feuillées ont été arrosées de grésil, recouvertes de chaux vive, puis comblées de terre. Après cela nous avons dû nettoyer notre tenue salie et l'adjudant nous a dit qu'on avait bien travaillé, mission accomplie.

Permission en août 1962

En août, j'ai eu une permission de 15 jours. De passage à Paris pendant cette permission, j'ai été contrôlé par des policiers en civil à la gare du Nord. Je leur ai montré le contenu de mon sac de voyage : casse-croûte, fromage et bouteille d'eau… Ce contrôle était lié aux attentats de l'OAS. J'ai croisé une patrouille de la Police militaire : ces planqués cherchaient des clients à sanctionner. Ils veillaient à la tenue militaire des permissionnaires et, comme il faisait chaud, j'avais mis mon calot dans ma poche. N'ayant rien d'autre à faire que des rapports, ils en ont fait un qui est arrivé après mon retour vers Sétif. Le lieutenant m'a demandé ce qui m'était arrivé, sans qu'aucune sanction ne suive, car en Algérie la discipline était moins tatillonne qu'en France.

Voyage de retour de permission

À la fin de la permission, pour la prolonger, j'ai envoyé un certificat de maladie de quinze jours. Une ambulance de l'armée vint me chercher quelques jours après et m'amena à la caserne, à Châteauroux. Je passe une visite médicale : ma permission est tamponnée (pour dater la fin de ma guérison et me donner l'ordre de rejoindre mon casernement en Algérie). Bon pour le service, je passe à la gare faire tamponner ma permission mais, au lieu de prendre le train je retourne chez moi deux jours de plus, avant de partir pour Marseille.

Fin août 1962, à Marseille, au camp de Sainte-Marthe où je suis cantonné en attendant un départ en bateau, pour avoir des tickets du repas du midi, il fallait se mettre dans les groupes de corvée. Ceux qui voulaient y échapper déjeunaient en ville et revenaient pour le repas du soir. Le plus difficile était de faire les corvées vite, pour avoir le temps de vadrouiller en ville avant de revenir déjeuner à la caserne. Ce n'était pas un sport toujours facile d'échapper à la surveillance des responsables de corvée, mais avec persévérance on arrivait à se débiner en douce, le ticket de repas en poche, après avoir raccourci la durée des corvées. Je laissais partir sans moi plusieurs bateaux et finalement j'embarquai pour Bougie (Bejaïa) d'où je rejoignis mon campement et ma batterie près de Sétif, à la ferme d'Aïn Malah. Je rentrais avec une dizaine de jours en retard, comme si j'avais eu ma prolongation pour maladie. Le lieutenant est venu me dire qu'il était étonné de mon retour ; « Je ne pensais pas vous revoir », m'a-t-il dit. Réponse : « Je suis revenu après ma guérison. » En fait il n'était pas dupe et il pensait que je ferais comme un autre appelé qui, parti en permission, était resté en métropole et y avait fini son service en prolongeant sa maladie. Par ailleurs, ce lieutenant de

carrière était correct et respecté. En Algérie, les gradés avaient des attitudes diverses. Quand ils étaient corrects, une certaine discipline était acceptée car, à certains moments, nous étions dans une même galère.

En arrivant à la ferme Malah, nous sommes restés quelques semaines sous des marabouts de toile. C'est à ce moment que nous avons subi une tempête de sable pendant deux ou trois jours : sous les marabouts, il y a du sable partout, y compris dans les assiettes et les verres ; on mangeait un peu de pain et on buvait à la gourde.

À la ferme Malah, nous avons aménagé une étable, en transformant en fenêtre un pare-brise de camion GMC. Nous avons fabriqué une porte avec de la tôle ondulée et des chevrons. On se renfermait le soir avec les chauffeurs et nous pouvions partager tranquillement les colis que nous recevions de nos parents.

En octobre et novembre 1962, nous avons déménagé une dernière fois à Sétif, dans un casernement non loin des ruines gallo-romaines. À Sétif, nous devions gardienner un dépôt de vêtements de l'armée : pulls, vestes, sous-vêtements, chaussures. Nous devions empêcher les vols. Dans un coin, à l'autre bout du dépôt, le feu avait été mis au stock. Nous étions scandalisés de voir ces vêtements se consumer et, à l'entrée, nous laissions les enfants prendre ce qu'ils voulaient. Les enfants appréciaient notre attitude. Nous étions choqués par cette politique de la terre brûlée : l'armée se conduisait en enfant gâté qui casse ses jouets pour que d'autres ne puissent pas s'en servir, manière surtout de punir la population, en détruisant ce qu'elle ne pouvait pas emporter.

La guerre d'Algérie fut pour moi une leçon politique grandeur nature. En Algérie, c'est directement l'armée française qui commandait. C'est elle qui arrêtait qui elle voulait, qui pratiquait la torture à grande échelle, faisant

ressortir le côté le plus abject de l'humanité, avec l'assentiment des politiques de gauche comme de droite. Ils savaient, se taisaient, avaient des mercenaires pour exécuter leurs basses œuvres. Certains jeunes se sont laissé corrompre et d'autres en sont revenus traumatisés à vie. Il n'y a pas de guerre propre, et celle-là, qui ne disait même pas son nom, était comme toutes les autres. La bourgeoisie française savait bien qu'elle allait perdre cette colonie, mais elle a voulu faire payer très cher son départ à la population : au moins de 500 000 à 600 000 morts, dont environ 140 000 combattants, les autres étant des civils, dont une grande partie parmi ceux qui auraient été les plus aptes à diriger les villages et le pays.

Lorsque je suis parti au service militaire, j'étais contre cette guerre coloniale et je voulais croire un peu au pacifisme. Mais je suis revenu d'Algérie révolutionnaire. Cette guerre coloniale et la violence que la bourgeoisie a utilisée pour essayer de s'opposer à l'indépendance de l'Algérie m'ont convaincu qu'il fallait changer la société. Tout l'appareil répressif – police, armée, tribunaux – veille au grain. Mais, derrière, ce sont les grands capitalistes qui tirent les ficelles.

La guerre d'Algérie m'a appris que la guerre est la politique à l'état brut, menée sans discours par des moyens directs, plus ou moins barbares, qui nécessitent l'embrigadement et le dressage des jeunes recrues sous la pression des gradés. On y voit comment un jeune de 20 ans peut devenir un barbare, s'il n'a pas le recul et la culture politique minimum pour se conduire dignement et échapper à cet embrigadement.

Quand on a vu ces militaires agir en Algérie, puis, comme moi lors de mon retour à la vie civile, qu'on retrouve les mêmes, revenus d'Indochine ou d'Algérie, comme chef, contremaître ou chef d'atelier chez Citroën,

on voit la continuité dans le personnel qui fait appliquer la politique des bourgeois. Le chef de bureau de l'atelier du garage Citroën était un ancien militaire, cela m'a fait sourire. Il m'a proposé d'adhérer à une association d'anciens sous-officiers. Je me suis dit : « Ils sont bien à leur place chez Citroën. » J'ai reconnu un ex-maréchal des logis d'Algérie, policier dans le commissariat de Paris à côté de l'Opéra, lors d'une arrestation après 1968. L'ayant connu en Algérie, je n'ai pas été surpris de cet atterrissage. Je me suis retourné pour qu'il me ne reconnaisse pas.

À l'époque de cette guerre, je me suis posé la question : que faire dans la vie, laisser les capitalistes régner par tous les moyens plus ou moins violents ? Pour cela, ils utilisent des mercenaires et trompent de nombreux jeunes qui croient œuvrer pour la paix alors qu'en fait ils sont utilisés dans de sales guerres impérialistes, pour défendre les intérêts économiques des grands groupes industriels et financiers. Ne pas s'engager pour lutter contre l'exploitation quelle que soit son intensité, c'était pour moi admettre cette violence quotidienne sans rien proposer d'autre, et finalement me résigner et accepter cette société d'exploitation.

Retour à la vie civile

Mécanicien à Paris en mars 1963

Après 23 mois de service militaire (de 1961 à fin novembre 1962), dont près d'un an en Algérie, j'ai travaillé trois mois près d'Argenton-sur-Creuse dans une usine d'usinage de pièces des camions Willème, pour me refaire lentement une santé. J'avais été sous-alimenté en Algérie et j'avais perdu 8 kg, que j'ai repris en six mois.

Je suis entré ensuite chez Citroën à la réparation des camions et semi-remorques, au garage du carrefour Pleyel à Saint-Denis, en équipe de nuit. J'ai vite compris que Citroën était une boîte dure. L'exploitation se manifestait via toute une hiérarchie de chefs, sous-chefs et autres mouchards, dévoués à la direction, les uns comme les autres ne connaissant pas beaucoup la mécanique. On repérait vite les anciens militaires parmi ces chefs : ils n'avaient pas abandonné le jargon de l'armée : « affirmatif ! », « je vous reçois cinq sur cinq ». Pour eux, nous n'étions pas des électriciens ou des mécaniciens, mais des collaborateurs, et collaborer signifiait obéir à leurs ordres. Entre ouvriers, cela devenait « collabo », avec sa signification pendant l'Occupation : eux collaboraient vraiment avec leur maîtrise, avec leur patron.

Bien des ouvriers avaient peur des chefs. Beaucoup de travailleurs anciens semblaient écrasés et leur obéissaient au doigt et à l'œil. Ainsi ils respectaient scrupuleusement les horaires de repas de nuit : minuit - minuit trente. Pour nous, les jeunes de retour d'Algérie où nous avions parfois eu peur, la peur était dernière nous. Lorsque,

vers 22 – 23 heures, le chef d'atelier venait faire un petit tour dans l'atelier, ses pas sur le ciment me réveillaient. J'étais sous un camion, théoriquement en train de changer la boîte de vitesses, allongé sur un chariot roulant. Je reprenais tranquillement mon travail et, après le repas, à minuit et demi, je « finissais mon travail », ma sieste sous le camion. J'ai rencontré à ce moment-là un militant du PCF qui m'a dit que, chez Citroën, c'était difficile pour se défendre.

Sur la quinzaine de mécaniciens, une dizaine de jeunes revenaient du service militaire. Pour eux, l'armée et sa discipline, c'était bien fini, et ils donnaient le ton. Nous devions casser la croûte à minuit, en une demi-heure mais, pour ces jeunes, le repas commençait à 23 h 30 et après minuit chacun faisait une sieste, les uns dans les cabines de semi-remorques, d'autres sous des bâches de remorque. Nous dînions au milieu de l'atelier et le chef, adjudant à la retraite, n'osait plus s'approcher pour dire que ce n'était pas l'heure. Après l'avoir dit de loin, il a abandonné et est resté dans son bocal. Les jeunes répondaient : « C'est bientôt l'heure et cause toujours. »

Chaque mois, un jeune démissionnait et était remplacé par un autre. Ce turn-over encourageait les jeunes à faire une sieste de quelques heures. Le chef faisait sa tournée vers 2 heures, 3 heures du matin, pour réveiller les mécaniciens qui devaient faire des visites de semi-remorque à l'usine de Clichy. Ce noyau de jeunes se sentait très libre et les réflexions anti-armées fusaient au garage.

Le lundi matin, jour de change des bleus de travail, ces tenues, toujours trop grandes ou trop petites, alimentaient les discussions. Un jour, le petit chef du magasin de mon atelier m'a fait remettre un avertissement de cinq lignes pour, apparemment, une réflexion parmi tant d'autres. Je soulignai au stylo rouge chaque faute

(une par ligne) et mis dans la marge : « Cinq fautes, peut mieux faire. » Je la punaisai à son guichet. Cela a suscité de bonnes rigolades et le billet doux a disparu dans la demi-heure, repris discrètement sans doute par son auteur. Ces jeunes qui revenaient de l'armée n'avaient pas envie de subir l'arbitraire de ces chefs ex-militaires et avaient envie de vivre plus libres. L'ambiance au travail était excellente, mais l'alternance deux semaines de nuit (21 heures-6 h 30, avec la demi-heure de repas) puis deux semaines de jour, avec des journées de 9 h 30, était trop pénible.

À cette époque de plein-emploi, on quittait un patron le vendredi pour embaucher chez un autre le lundi et être mieux payé. C'est ce que j'ai fait. Comme motif de départ, j'ai écrit que j'allais être rentier, avec mes six mois de salaire Citroën.

Après les 47 h 30 chez Citroën, je fis six mois dans un garage, à 50 heures par semaine, mais en journée, pour souffler un peu.

Pendant ces années 1960, les syndicats, y compris le plus influent d'entre eux, la CGT, et le PCF présentaient le pouvoir de De Gaulle comme un pouvoir fort, contre lequel on ne pourrait rien.

Après le grand soulagement de la fin de la guerre d'Algérie, une grande grève éclate pourtant chez les mineurs du Nord, de Lorraine et du Gard, le 1er mars 1963. 178 000 grévistes sur 197 000 mineurs relevaient la tête et résistaient face à de Gaulle en refusant la réquisition. Cette grève de 35 jours amorçait une remontée du moral et donnait un coup dans les gencives de De Gaulle.

Pour essayer de regagner du crédit auprès des travailleurs, de Gaulle accorda la quatrième semaine de congés payés. C'était toujours ça de pris. Mais surtout de Gaulle avait reculé, il se révélait moins fort que ne

le disait le PCF et les autres partis de gauche. Après ma déception du PCF et du PS, de leur politique face à la guerre d'Algérie, en ce printemps 1963, je commence à lire sur l'histoire du mouvement ouvrier. Mon frère aîné, militant à Voix ouvrière, m'a passé *La Commune* de Talès et je commence à m'engager à Voix ouvrière tout comme lui.

Retrouver, après la guerre d'Algérie, ses militaires chez Citroën à l'encadrement, m'a conforté dans la nécessité de lutter pour une autre société, et la grève des mineurs a contribué à accélérer mon engagement. Il s'est confirmé à la rentrée de septembre, où j'ai commencé à lire plus vite. Depuis, je n'ai pas cessé, y compris dans les transports en commun. Je n'oublie jamais ce précieux bagage, un livre. À la fin de 1963, j'ai participé aux toutes premières ventes de VO au Quartier latin.

Militer chez Chausson

À 23 ans, le 6 avril 1964, je rentre chez Chausson.

En 1907, Jules et Gaston Chausson avaient commencé en ouvrant une fabrique de radiateurs automobiles avec 10 ouvriers. En 1917, 2 000 personnes y fabriquaient des obus, en plus des radiateurs. En 1944, c'est le lancement des cars Chausson.

Puis Chausson est devenu un sous-traitant de Renault et Peugeot. À Asnières, 2 000 travailleurs fabriquaient leurs radiateurs de refroidissement. À Gennevilliers 3 500 travailleurs, fabriquaient les utilitaires Renault : la 4L, l'estafette à l'usine G. À l'usine H, c'était pour Peugeot. On fabriquait les carrosseries Panhard, le coupé 204 Peugeot et on montait entièrement le J7 puis le J9 Peugeot, des utilitaires.

Chausson, dans les années 1960 et 1970, était connu pour les cadences infernales tant en Carrosserie qu'au Montage.

Mes débuts chez Chausson

J'ai commencé à Villeneuve-la-Garenne, à l'entretien des poids lourds du parc intérieur de Chausson.

Je fus muté à la mise au point de la camionnette J7 Peugeot à Gennevilliers en mai 1965, pour retoucher toute la mécanique (moteur, freins, pédales, embrayage, etc). C'était un atelier à part après la sortie de chaîne

En juin 1966, à l'usine H de Gennevilliers, la montée en cadence du J7 occasionna une grève d'une

quarantaine d'ouvriers contre les cadences pendant plus d'une semaine. C'était la moitié de l'atelier, ce qui avait soulevé la sympathie dans les autres secteurs et ralentissait la production. Cela énervait les dirigeants de la CGT : un est venu me donner un coup de boule dans la salle où on discutait entre grévistes, il était juste un peu plus sectaire que beaucoup d'autres. À la CGT, certains craignaient que cette grève spontanée déclenchée par le ras-le-bol des cadences soit contagieuse et donne lieu à une protestation plus large, qui ne serait pas sous leur contrôle. Aussi la CGT a tout fait pour arrêter au plus vite cette protestation.

Un jour, au J7 Peugeot en 1966, lors d'une manœuvre en bout de chaîne, le conducteur a reculé pour dégager le véhicule. Le directeur était derrière la voiture et a failli être poussé. Il a accusé le chauffeur de vouloir l'écraser, alors que la manœuvre était nécessaire, tandis qu'il n'aurait jamais dû être là, qu'il ne faisait que gêner ceux qui travaillaient.

Lorsque ce directeur est décédé, quelques mois plus tard, plusieurs dizaines d'ouvriers en Carrosserie estafette à l'usine G ont porté une cravate noire plusieurs jours. C'était plus pour marquer leur hostilité, et pas un hommage.

Ce directeur et d'autres chefs étaient vomis pour leur morgue et leur exigence perpétuelle de plus de travail. Même à la mise au point en Retouche mécanique, j'ai mis plus de deux mois à me muscler pour être à l'aise au travail. À l'atelier Carrosserie, pour remplacer un ouvrier jeune, très grand, qui soudait aux pinces à souder le toit du J7, il fallait deux ouvriers pour tenir la cadence. J'avais été repéré comme militant révolutionnaire depuis la grève et j'étais devenu délégué suppléant CGT début juin 1966, et le chef de la Retouche avait été chargé de

me surveiller. Lorsque j'allais chercher un véhicule sur le parking, il veillait de loin, à la porte. Pour lui faire passer l'envie de me suivre, un jour c'est moi qui me rapprochai de plus près et je l'ai presque frôlé tout en regardant un peu ailleurs. Il a eu peur et m'a reproché de ne pas avoir fait attention. Je lui ai dit qu'il avait eu de la chance car je ne l'avais pas vu, et qu'il était au mauvais endroit au mauvais moment. Après ça, il s'est calmé. Il avait peur de moi et ne voulait plus de moi dans son équipe. Fin 1967, je fus envoyé ouvrir et fermer les portes de l'usine à G quelques semaines, puis muté à Asnières pour un stage d'outilleur pendant quatre mois.

Pour résister aux cadences, je mettais en pratique le principe : les cadences ou le travail bien fait, il faut choisir. À la Retouche mécanique des utilitaires J7 Peugeot, j'ai été chronométré une fois. J'ai tout retouché méticuleusement, en travaillant sans interruption, ce qui a pris un certain temps. Je n'ai jamais eu de nouvelles du résultat. Et lorsque j'ai montré à un nouveau comment faire les retouches, je lui ai appris l'amour du travail bien fait, en prenant le temps qu'il faut. Un ouvrier qui réfléchit comprend bien que c'est aussi une manière de ne pas courir pendant le travail et de résister à la demande de quantité. C'est plus efficace que de dire de ralentir, ce qui peut être répété au chef. Sur le travail à la chaîne, la résistance aux cadences doit être plus collective, nécessite de plus amples discussions et de confiance entre travailleurs pour lutter contre la vitesse de la chaîne par des débrayages ou la grève.

Un pauvre gars raciste remis en place.

En 1965, à l'usine G de Gennevilliers, à l'atelier Renault utilitaire 4L, un ouvrier espagnol qui avait fait la guerre d'Espagne, un costaud de 1,90 m et 90 kg, en a

eu assez des réflexions racistes d'un ancien d'Indochine qui n'arrêtait pas de baver sur les « Viets », les « Espingouins », les « Ritals », etc. Il est allé le prévenir que c'était la dernière fois qu'il l'entendait raconter des saloperies sur tous les habitants de la Terre. « La prochaine fois je ne discuterai pas, je te casserai ta sale gueule et tu ne pourras plus l'ouvrir. » Après, l'ex d'Indochine l'a fermée sur le sujet. Le rapport de force avait fait son effet contre la connerie.

Au-delà des prises de position par tracts et affiches, ce n'est pas la seule fois que nous avons dû réagir face au racisme à l'usine. Notamment en 1973, alors que j'étais délégué CFDT à Asnières, lors de la hausse du prix des carburants, une feuille avait été agrafée dans l'atelier d'outillage à Asnières, intitulée : « Mettez un Arabe dans votre moteur. » Devant témoins, quelques militants de l'atelier et moi sommes allés l'enlever en la remplaçant par une autre : « À bas les blagues malsaines / pas de division entre nous », signée de mon nom. L'auteur n'a pas récidivé. Nous avons aussi fait une affiche CFDT contre l'ambiance raciste de l'époque.

Les débrayages tournants d'un quart d'heure

Face au prétendu « pouvoir fort » de De Gaulle, la CGT ne proposait que des mini-débrayages tournants d'un quart d'heure par équipe. *L'Humanité* montait en épingle Chausson, qui avait battu des records avec des centaines d'actions, plus de 300 débrayages dans l'année, disait-elle. En mai de chaque année, il y avait des discussions sur les salaires et ces actions se concluaient par un débrayage de plusieurs heures et une manifestation au siège de Chausson à Asnières. Ce rituel annuel ponctuait les 4 % de hausse des salaires annuelle, qui suivait ou dépassait de peu l'inflation. Les syndicats appelaient

aussi tous les ans en mai-juin à une journée de grève marquée par une manif République-Bastille, ponctuée d'un slogan misérabiliste : « Augmentez… nos salaires… de misère ». Les militants du PCF et du PS s'accommodaient de la situation et ne comptaient que sur les élections présidentielles et législatives pour obtenir des changements.

Les revendications des partis et des syndicats se prétendant les défenseurs des travailleurs étaient très modérées, et le restent. Elles sont à la mesure de ces plaintes sur les salaires de misère et toujours en pourcentage. Pour gagner le vote des cadres, disait le PCF. Flatter les cadres n'a jamais eu l'effet escompté. Quant aux mauvaises conditions de travail, ces organisations les dénonçaient et les dénoncent sur un ton plaintif, c'est-à-dire en les déplorant. Pourtant, il ne sert à rien de se fatiguer à se plaindre de notre fatigue : le patron la connaît, ses serviteurs aussi, ils veulent même en profiter au maximum. Gardons nos forces pour apprendre à nous défendre contre cette exploitation.

Tant chez Citroën que chez Chausson, beaucoup de militants disaient qu'on ne pouvait rien faire contre le pouvoir fort et le patronat. J'ai constaté que ce fatalisme syndical et politique dure et que nombre de militants répètent que les grandes luttes, c'est fini, jusqu'aux prochaines… Des générations ont été formées à quémander quelques améliorations pour les travailleurs et demandent des négociations, sans se préoccuper de créer un rapport de force. En fait ils ne remettent pas en cause ce système d'exploitation. Cette forme de résignation politique révèle une acceptation de la société capitaliste et une installation en son sein. Elle permet de modérer et de freiner ceux qui voudraient essayer de se défendre. Elle n'aide pas du tout à apprendre à se battre. Avec l'aggravation de la crise, les militants de base des petites et

moyennes entreprises, et même ceux des grandes, sont de plus en plus confrontés aux attaques patronales et des gouvernements à leur service. Il faut que les travailleurs, sachent qu'aujourd'hui comme demain ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et doivent se préparer à une riposte générale.

À VO, puis à LO, j'ai appris qu'il ne fallait jamais se plaindre, mais avoir dans les ateliers, dans les réunions, dans nos bulletins, une attitude combative, résolue. Les plus anciens camarades m'avaient dit : on ne se plaint pas de l'exploitation, on la démontre, on la dénonce, on l'explique. On ne pleure pas sur les bas salaires, sur les miettes que le patron lâche, on revendique le droit de vivre dignement, on veut mordre à pleines dents dans le gâteau. Toutes les occasions sont bonnes pour épingler, remettre à leur place les capitalistes et leurs serviteurs prêts à tout justifier.

Chez Chausson, comme le faisaient dans d'autres entreprises mes camarades de VO, j'essayais, au moins au niveau de la propagande, de me servir de mon rôle de délégué pour défendre auprès des travailleurs et des militants syndicaux des idées de base et des comportements de classe, même dans les réunions de délégués. Le plus souvent, le directeur répondait aux demandes des délégués qu'il allait les étudier. Quelquefois, il déclarait qu'il aurait bien voulu les voir aux négociations avec les sous-traitants ou les clients. Je coupais court à ce faux débat en lançant que nous supprimerions la concurrence et répartirions le travail entre tous. Lorsqu'il prétendait que l'entreprise allait mal, la réponse était que nous voulions contrôler les comptes et les porter à la connaissance des travailleurs. Il n'allait pas plus loin. J'ai connu un délégué qui remettait aussi en place le directeur en déclarant : « Si on gère, on gère tout, et pas que les problèmes. »

La discussion prenait fin. Il m'est arrivé d'être désigné une fois par la section syndicale CFDT en 1976 pour participer à des réunions pour de nouvelles classifications, la tarte à la crème du patron qui tripatouillait régulièrement ces cases pour tenter de diviser les salariés, la moins mauvaise case étant celle du haut. Cela permettait de discuter avec les travailleurs de la nécessité du relèvement général des salaires et des augmentations en valeur absolue et pas en pourcentage.

Les militants du PCF disaient que, pour s'opposer au pouvoir fort de De Gaulle, il fallait une candidature commune à gauche, ils invoquaient l'unité des « forces de progrès ». D'après eux, c'était derrière Mitterrand qu'il fallait combattre de Gaulle en 1965. Depuis, tous les sept ou cinq ans, le PS et encore plus le PCF nous en resservent une version à peine modifiée. Des générations de militants ont été déformées pour répéter que Juin 36, c'était fini, qu'il n'y aurait plus jamais de grève générale, que les ouvriers ne pouvaient plus faire grève, qu'ils avaient des crédits, tout cela pour conclure que le changement ne peut venir que par les élections. Après la grève des mineurs de trente-cinq jours en 1963 puis celle de cinq semaines à Rhodiacéta[1] à Besançon et Vaise en 1967 et les attaques contre la Sécurité sociale, le mécontentement couvait. De Gaulle s'usait lentement.

Le PCF et la démocratie ouvrière à l'usine

À l'usine de Gennevilliers, à G et H, le bulletin *Voix ouvrière,* qui paraissait depuis 1959, était accueilli avec sympathie. Des ouvriers nous donnaient des informations, des sujets d'échos, certains les rédigeaient eux-mêmes. Quelques staliniens nous insultaient, surtout ceux de Chenard, filiale mécanique de Chausson sur le

1 Du 25 février au 23 mars 1967. Voir les *VO* n° 76, 77, 78

même site. Ils étaient furieux de voir les ouvriers qui passaient par le même escalier ramasser les tracts dans les vestiaires communs. Et lors de la diffusion du tract à la porte, ils insultaient les jeunes diffuseurs, voire les agressaient à coups de poing.

À la vente du journal *Voix ouvrière*, à midi à la sortie de la cantine, les agressions verbales avec menace et les coups de poing recommençaient, mais plusieurs ouvriers interpellaient ces braillards qui se finirent par se calmer un peu. Parmi nos défenseurs un camarade antillais internationaliste, André Zacharina, qui rédigea et diffusa le bulletin *Voix ouvrière*, puis le bulletin *Lutte ouvrière* pendant une trentaine d'années, jusqu'à sa retraite.

Dans l'atelier de retouche où je travaillais, un militant du PC du Montage mécanique camionnette Peugeot J7 était venu dénoncer l'anonymat des bulletins de VO et prétendre que personne ne lisait le périodique de VO. Un contrôleur lui sortit le journal, puis un autre ouvrit le sien, le gars du PC est resté sans voix. Les deux contrôleurs buvaient du petit-lait.

Sur les marchés aussi, le PCF avait la même attitude antidémocratique. Avant 1968, la vente de *Voix ouvrière*[1] du dimanche matin de 10 heures à midi au marché des Lilas était perturbée par les gros bras du PC. Nous devions protéger la vente. Dans un filet solide, quelques pommes et boîtes de conserve faisaient leur effet : lorsque les agresseurs du PC venaient pour bousculer les vendeurs, les camarades qui surveillaient s'approchaient et quelques moulinets de filet près des moustaches

1 Le périodique *Voix ouvrière* est paru tous les quinze jours sur 4 pages de décembre 1962 à novembre 1963, sur 8 pages de novembre 1963 à novembre 1967, date à laquelle il devient hebdomadaire. Interdit en juin 1968, il cède la place à *Lutte ouvrière*, hebdomadaire.

staliniennes les faisaient reculer. Ils étaient prêts à donner des coups quand ils étaient en nombre, mais ils étaient beaucoup moins courageux quand ils risquaient d'en recevoir. Ainsi, comme dans bien d'autres endroits, ils ont fini par renoncer à essayer d'empêcher la vente.

En mars 1971, nous nous sommes présentés aux municipales, notamment dans le 20e arrondissement. Nous avions fait une liste avec le PSU, sur laquelle je figurais. Au deuxième tour, le PC était intéressé par notre résultat de plus de 5 %, mais ne voulait rencontrer que les représentants du PSU… et ont refusé de nous rencontrer, ce qui ne nous a fait ni chaud ni froid.

Les calomnies staliniennes chez Chausson

Muté à Asnières, j'arrivais à l'Outillage radiateurs le 8 avril 1968, un lundi. Le mercredi, le PCF Chausson faisait distribuer un tract intitulé « Les trotskystes de la Voix ouvrière et le sieur Durand du service Psychotechnique » : deux pages de calomnies, me dénonçant nommément et présentant les militants de VO comme des agents du patronat et du pouvoir. Et des accusations mensongères : on m'avait vu dans un café avec un directeur de service de Chausson. Sitôt informé du tract, j'allais à la porte en récupérer une poignée auprès d'un diffuseur qui ne me connaissait pas, pour préparer ma défense. Ce tract fut aussi diffusé aux 3 500 travailleurs des usines de Gennevilliers, et aux 2 000 d'Asnières.

Ainsi je fus rapidement connu à Asnières. Quelques jours après j'attaquais en diffamation ces calomniateurs, et distribuais un tract de mise au point le 16 avril, contre l'auteur de ce tract et ses informateurs anonymes.

Ce tract diffamatoire fit discuter. Je commençai par aller voir un fraiseur de 45 ans que je connaissais bien, car nous avions travaillé dans le même atelier les quatre

Parti Communiste Français — Fédération des Hauts-de-Seine

Section CHAUSSON

Le 8/4/1968

LES TROTSKYSTES DE LA "VOIX OUVRIERE" ET LE SIEUR DURAND DU SERVICE PSYCHOTECHNIQUE SUC

Dans différents articles de nos tracts ou du "Chausson Libre", nous avons dénoncé les éléments aventuriers qui s'expriment dans le torchon "Voix Ouvrière", comme les agents du patronat et du pouvoir.

Dans quelque pays que ce soit, quand les forces de progrès sont en marche, quand les problèmes ayant trait à l'unité progressent, ces groupuscules apparaissent pour tenter de freiner et semer le doute dans l'esprit des travailleurs et surtout des jeunes.

Sous l'apparence de phrases hypocrites qui commentent l'action des travailleurs où les effets de l'exploitation capitaliste, ils dénaturent l'activité du Parti Communiste et de la C.G.T. qui parait-il ferait le jeu de la bourgeoisie.

Si besoin en était, l'anticommunisme exacerbé de Pompidou et de la réaction est une réponse à cette argumentation pour le moins simpliste.

Le sens profond de leur activité apparait ici : détourner du Parti et du Syndicat les travailleurs déjà acquis à la lutte.

Leur lyrisme révolutionnaire s'épanouit aussi dans les universités où ils prennent comme cible les professeurs afin de détourner le mécontentement des étudiants du véritable responsable des conditions d'études désastreuses qui leur sont faites : Le pouvoir gaulliste.

Le pouvoir et le capital peuvent toujours compter sur quelques individus prêts à tout pour trouver leur voie.

Mais un jour ou l'autre, ces braillards se démasquent, cela à été le cas avec le dénommé Désiré NOGRETTE, durant la grève des camarades de la mécanique et peinture CV à l'Usine H en Juin 1966, et se sont les travailleurs concernés qui l'on désavoué.

Nous savons que le pouvoir participe directement aux subventions de ces groupuscules, nous attendons encore les réponses du préfet de l'ancienne Seine et Oise, aux questions précises posées dans l'Humanité au moment des élections présidentielles.

../..

Comme nous attendrons sans doute après les réponses aux questions que nous posons à la Direction.

La Direction Chausson subventionne-t-elle ces groupuscules ?

Le service psychotechnique est-il en liaison directe avec ces aventuriers ?...

Pour être plus précis, que faisait Mr DURAND, un des chefs de ce Service le Lundi 18 Mars entre 17h45 et 18h30, dans une arrière salle du Café "Au Cadran" Place Voltaire à Asnières, avec le dénommé NOGRETTE et quelques autres individus inconnus comme travailleurs chez Chausson, mais reconnus comme participants aux distributions de la feuille "voix ouvrière" à la porte de l'usine ?...

Comment s'étonner qu'à une époque, nombreux étaient les travailleurs de chez Chausson qui recevaient à domicile la "voix ouvrière", qui mieux que ce service pouvait fournir les adresses ?...

Nombreux sont les travailleurs qui connaissent les méthodes de ce service. Pour convaincre et faire accepter la mutation ou le déclassement, quand ce n'est pas le départ "volontaire". Pour arriver à ses fins, le sieur DURAND ne s'embarrasse pas de préjugés, ni de morale, pourvu que le résultat soit là. Alors pourquoi pas les fréquentations des troskars.

Pour la Direction l'utilisation de tels individus peut servir ses buts, géner le développement des luttes, c'est l'assurance pour elle d'augmenter ses profits, en refusant d'admettre le bien fondé des revendications déposées par les organisations syndicales.

Il est beaucoup plus facile de brailler à la grève générale tous les matins, que d'essayer d'organiser, partant de ce que pensent les travailleurs horaires ou mensuels, leur lutte dans l'entreprise.

Travailleurs de chez Chausson, voilà donc un certain nombre d'éléments nouveaux qui permettent d'apprécier le comportement néfaste de ces perroquets de la bourgeoisie et de leur collusion avec la Direction SUC.

Si cela mérite réflexion, il n'en reste pas moins que l'accueil qui leur sera réservé devra être à la mesure de leur prostitution à la cause du capital.

16 avril 1968

MISE AU POINT

La section Chausson du Parti Communiste Français a fait diffuser à tout le personnel de toutes les usines Chausson par ses hommes, un tract anonyme dans lequel il est dit que j'aurais rencontré un membre de la Direction dans un café d'Asnières.

C'est un mensonge éhonté, et j'ai déposé plainte en justice à la suite de ce tract.

Je n'ai jamais rencontré qui que ce soit de la Direction, dans quelque café que ce soit, quelque jour que ce soit.

Pour le jour et l'heure cités par le ou les lâches anonymes, cela tombe mal pour eux, mais je puis prouver par de nombreux témoignages irrécusables où, et avec qui, j'étais.

Ce sera fait en Justice, puisqu'avec ces gens-là c'est ainsi qu'il faut faire.

Je mets en demeure l'auteur de ce tract et ses informateurs anonymes de se nommer devant tous les travailleurs de Chausson, pour que je puisse faire éclater leurs mensonges aux yeux de tous.

Cela me permettra de les faire citer en Justice puisque, le tract n'étant pas signé et les faux témoins pas nommés, j'ai dû porter plainte contre la section Chausson du Parti Communiste Français, éditeur du tract, qui, bien entendu, peut se réfugier derrière l'anonymat du rédacteur et des faux témoins pour dire qu'elle n'y est pour rien.

Désiré NOGRETTE

ouvrier à l'outillage
Chausson-Asnières

Ce tract tiré à 2 000 exemplaires, a coûté 25 Francs qui ont été payés de ma poche. Je les ajouterai aux dommages et intérêts que je réclamerai aux calomniateurs.

Asnières, le 9 Mars 1970

Travailleurs de CHAUSSON (Asnières et Gennevilliers),

Chacun se souvient qu'au début Avril 1968, la section CHAUSSON du P.C.F. avait distribué un tract, me citant nommément, et affirmant m'avoir vu au "Cadran" de la place Voltaire en compagnie de Monsieur DURAND, ce qui, pour un militant ouvrier, sous-entendait toutes les interprétations possibles.

A la suite de ces calomnies, j'ai porté plainte contre les distributeurs de ce tract pour diffamation, à défaut d'accuser les auteurs puisqu'aucun d'eux n'avait le courage de prendre la responsabilité de ce qui était écrit.

Après avoir tout fait et tout tenté pour faire annuler le procès, les accusés ont dû reconnaître publiquement que ce qu'ils avaient diffusé était sans fondement, ce qui, en termes clairs, signifie que c'étaient les pires calomnies.

Le jugement a été rendu le 25 Février 1970 ; deux des diffuseurs sont condamnés à 200 F d'amende aux dépends. Il s'agit de M. FOEZON et M. GUYOMARD. Le troisième n'ayant pas reconnu avoir participé à la diffusion, a été relaxé.

Pour ma part, j'obtiens ce que j'avais demandé : 1 F à titre de dommages et intérêts.

J'avais intenté ce procès pour que les calomniateurs reconnaissent publiquement qu'ils avaient sciemment propagé des mensonges ; c'est fait. A bon entendeur, salut.

Désiré NOGRETTE
Ajusteur-Outilleur à Asnières.

mois précédents pendant mon stage d'outilleur. Il me dit qu'il était contre les méthodes du PCF : « Ne t'en fais pas, ils avaient craché à la figure de Tatave en 1950 et l'avaient exclu de la CGT lors de son retour d'un voyage en Yougoslavie. » Octave Veillard, dit Tatave, était un militant trotskyste du PCI, et travaillait depuis 1946 chez Chausson, à l'Outillage carrosserie. En discutant dans l'atelier, j'ai rencontré une demi-douzaine d'ouvriers qui avaient sympathisé avec les trotskystes, plus un qui lisait *La Calotte* (plutôt anar). Ils m'ont tous dit que j'avais raison de me défendre et d'attaquer en diffamation pour faire condamner ces calomnies. Sauf Tatave, qui est venu me dire que je n'avais pas raison de me servir de la justice bourgeoise pour attaquer le PC. Parmi ces ouvriers conscients, plusieurs étaient allés deux semaines en randonnée dans les Pyrénées avec Tatave. Cette demi-douzaine d'ouvriers politisés m'ont bien aidé, d'ailleurs ils discutaient autour d'eux et avaient de l'influence dans l'atelier. À cette époque, j'ai appris qu'en 1947 il y avait eu des grèves chez Chausson, à Gennevilliers comme à Asnières, dans lesquelles des trotskystes avaient eu une certaine influence.

Quelques jours après la diffusion du tract de calomnies, un employé de bureau FO, ex-CGT, est venu à mon établi me menacer. Comme j'avais pris un tournevis en main pour lui demander d'arrêter de répéter les calomnies des staliniens, il est reparti. Quelques jours après, j'ai appris qu'il était connu comme bizarre.

Quelques militants du PCF très peu déstalinisés refusaient de discuter avec nous, les autres voyaient bien qu'il y avait un problème, puisque même Khrouchtchev avait dénoncé les méthodes de Staline.

Deux diffuseurs du tract de calomnies seront condamnés le 25 février 1970 à 200 F d'amende et à 1 F

de dommages et intérêts. La diffamation a été reconnue parce que j'avais été délégué suppléant CGT en 1966-1967. Le troisième diffuseur n'a pas été condamné, parce qu'il n'a pas reconnu avoir diffusé le tract de calomnies et que mon témoin, étant parti de l'usine, n'a pas témoigné.

Un mois après cet épisode, c'est la grève du lundi 13 mai 1968 qui réchauffe l'ambiance, avec la plus grosse manifestation que j'ai connue, entre 500 000 et 1 million de manifestants. Voix ouvrière avait fait des pancartes, non signées : « 10 ans, ça suffit ! » Elles sont vite parties. Le mardi, l'ambiance à l'usine s'était réchauffée, surtout parmi les jeunes qui discutaient.

Le 15 mai, je fis une consultation : « Pour que le camarade Nogrette soit délégué (CGT) du personnel. » J'avais été délégué suppléant à Gennevilliers et je tenais à avoir le soutien des ouvriers de l'atelier pour obliger l'appareil de la CGT à me représenter. 37 ouvriers sur 60 signèrent pour moi, deux contre et les autres ne participèrent pas à la consultation. Les dirigeants CGT-PC, très sectaires, ont été informés du nombre de travailleurs qui étaient favorables à ma candidature. Ils ont pu mesurer le soutien que j'avais dans l'atelier. Deux jours après, la grève de mai 1968 démarrait pour quatre semaines.

Mai-Juin 68 chez Chausson

Quelle était la présence politique autour de 1968 chez Chausson (Asnières et Gennevilliers) ?

Le PCF distribuait un quatre pages mensuel, *Chausson libre,* plus un tract plus ou moins mensuel.

Le bulletin de Voix ouvrière paraissait toutes les deux semaines à Gennevilliers de 1959 jusqu'à la fermeture en février 2005. C'est un tract avec un éditorial sur l'actualité politique sur le recto et au verso des petits articles pour défendre un point de vue communiste à travers les faits de l'exploitation quotidienne. Notre groupe Chausson VO avait été créé en 1959 par un camarade parti à la retraite en 1986, et décédé à 93 ans en avril 2019.

À Asnières, nous avons eu un bulletin à partir de 1967

En 1968, le PSU avait une présence à Gennevilliers, il distribuait quelques tracts par an.

La LCR avait encore un compagnon de route à Asnières, Tatave, exclu de la CGT en 1950 pour titisme, suite à un voyage en Yougoslavie, réintégré à la CGT après la rencontre Tito-Khrouchtchev en 1956, au PSU quelques années après 1962, puis sympathisant de la LCR depuis 1968. La LCR publiera un bulletin *Taupe rouge* du début des années 1970 à 1983 à Asnières et Gennevilliers.

L'OCT (Organisation communiste des travailleurs) publiera quelques tracts vers 1975. Divers groupes maoïstes paraîtront très irrégulièrement entre 1972 et 1976, et diffuseront quelques tracts par an.

Du côté des syndicats, la CGT est majoritaire. Lors des élections de délégués du personnel, elle fait environ

70 % chez les ouvriers. La CFDT a 20 %, le reste va à FO, et à la CGC chez les cadres.

Le déclenchement de la grève en 1968

Vendredi 17 mai 1968, dès 7 heures du matin, les commentaires sur l'extension de la grève dans les usines Renault allaient bon train : après Cléon, c'était Billancourt. À partir de 11 heures, des groupes de jeunes discutaient un peu partout, et notamment aux appareils à boissons. Ils ne travaillaient plus. Ils hésitaient à passer dans les ateliers et à demander à se rassembler. J'étais à Asnières depuis cinq semaines. Les mêmes qui disaient que « la grève ce n'est plus possible, 36 ce n'est plus possible avec les crédits », proposaient la grève, ce qui surprenait certains ouvriers combatifs proches de nous.

Les syndicats, CGT en tête, passèrent et appellèrent à une AG à 13 heures, après le repas.

Tout le monde vint à l'AG, sauf deux ouvriers qui restèrent seuls à l'Outillage. Une intersyndicale, élargie à quelques syndiqués et non-syndiqués, a été baptisée comité de grève. L'occupation a été organisée par les syndicats. Les militants CGT-PCF se sont mis des brassards rouges et ont pris les noms pour la garde de nuit de l'usine. Pour préserver l'outil de travail et éviter toute provocation, disaient-ils. Parmi les plus combatifs, certains étaient contents et disaient : « Tu vois, c'est bien, ils (le PCF) sont pour la grève. »

Ils ne voyaient pas encore que c'était pour mieux canaliser le mouvement et le contenir, pour éviter une plus grande prise de conscience, que les syndicats et la CGT en tête avaient pris la direction de la grève et en avaient exclu toute vie, toute démocratie, toute initiative ouvrière. Tout se résumait à garder l'usine nuit et jour. Les militants CGT, avec leurs brassards rouges, disaient

à ceux qui montaient la garde la nuit et le jour d'aller se reposer chez eux. Le « comité de grève » se résumait à une intersyndicale élargie à deux travailleurs : un outilleur de mon équipe et moi. Les quelques jeunes et moins jeunes qui venaient avec nous aux manifestations avec les étudiants, ou à la Sorbonne, comprenaient que la grève aurait pu être dirigée autrement, avec la participation des grévistes, que l'usine aurait pu se coordonner avec les autres entreprises. Ils expliquaient aux autres pourquoi le PCF/CGT ne voulait pas la liaison avec les étudiants, ne voulait pas que les travailleurs aillent aux manifestations avec eux ou vers les autres entreprises.

Alors que beaucoup de stations-service étaient à sec, nous avions droit de puiser à la pompe de l'usine, en fonction de l'éloignement de notre domicile. Des groupes, surtout de jeunes, allaient à la Sorbonne et aux manifs d'étudiants puis revenaient dormir à l'usine, à la fois pour économiser le carburant en ne rentrant pas chez eux et parce qu'ils préféraient l'occupation avec les copains.

À l'Outillage, nous dormions dans le bureau de planning de l'atelier sur des matelas pneumatiques.

Le stop fonctionnait très bien. On discutait avec tout le monde dans la rue… facilement.

Un cadre gréviste et deux ou trois ouvriers ont fait en voiture le tour de quelques petites entreprises. Il a suffi de quelques discussions pour que les ouvriers se mettent en grève. Partout il y avait un souffle de liberté. Le verrou du soi-disant « pouvoir fort » de De Gaulle avait volé en éclats. À l'usine, on écoutait la radio pour être au courant de l'actualité, on occupait les différents bureaux et ateliers pour dormir et discuter. Les anciens comparaient avec 36, où les occupations avaient été plus massives. En 1968, c'étaient surtout les milieux syndiqués qui venaient

occuper, les autres venaient aux AG le matin puis repartaient au cours de la matinée. Mais c'était une minorité, surtout les jeunes, qui allaient à la Sorbonne et aux manifestations des étudiants. Lors du retour des manifs, à deux ou trois, nous faisions attention à notre tenue pour ne pas avoir de problème au cas où nous croiserions la police. On veillait à avoir les mains propres, quitte à cracher dedans puis à les essuyer avec notre mouchoir, et à être bien peignés. J'avais en plus les cheveux courts. Lors des barrages ou de la présence de la police, nous passions séparément les uns des autres en suivant des gens plus âgés qui semblaient rentrer chez eux. Ainsi je passais facilement.

Le lundi 27 mai, jour des accords de Grenelle, nous sommes allés à quatre au stade Charléty. Une manifestation appelée par l'UNEF et soutenue par la CFDT s'était conclue par un meeting de 70 000 personnes représentatives du mouvement de 1968 : la jeunesse estudiantine et de nombreux ouvriers attirés par la lutte. Le gouvernement va changer d'attitude : alors que le vendredi 24 la police chargeait encore les manifestants à la gare de Lyon, le lundi, devant le nombre à Charléty, la police se tenait à distance. Tout s'est bien passé. Le lendemain Mendès France et Mitterrand se déclarèrent prêts à prendre la relève ! De Gaulle leur reprocha de vouloir prendre sa place. Quant aux jeunes, ils attendaient autre chose, un parti des ouvriers qui ressemble à ce qu'ils avaient vu au stade Charléty et pendant le mouvement.

À l'usine d'Asnières, des familles avaient envie de visiter l'usine, mais les entrées étaient contrôlées par les militants CGT-PCF. De jeunes étudiants n'avaient pas pu entrer et ce n'est qu'après une vive discussion qu'une étudiante a pu voir son père, gréviste. Il a dû venir la chercher à la porte pour lui faire visiter cette usine, sale, avec

des bains d'acide, d'étain et d'autres produits nocifs. Elle lui a demandé : « C'est là-dedans que tu travailles ? »

Le mercredi de la quatrième semaine de grève, le 12 juin en début d'après-midi, nous étions convoqués à une AG au stade Maurice-Guy, avenue Chandon à Gennevilliers. Toutes les usines Chausson y étaient réunies pour faire le point sur les acquis et les revendications. C'étaient les jours où le PCF et la CGT inventaient des votes de « reprise victorieuse » dans des dépôts de bus pour faire reprendre le travail dans d'autres dépôts. Mais dans le stade, l'ambiance n'était pas à la reprise, des groupes de jeunes criaient : « On veut plus, la lutte continue. » Les chefs CGT n'ont pas fait voter ; ils se sont concertés et l'AG d'environ 2 000 travailleurs en est restée là.

Les ouvriers de Renault avaient sifflé Séguy (secrétaire général de la CGT) qui avait évoqué une reprise, aucun ouvrier ne manifestait son envie de reprendre le travail. Comme cela se fait sentir vers la fin d'une grève, ils viennent aux nouvelles, parlent de leurs difficultés et posent des questions sur les négociations. Ce mercredi 12 juin, l'ambiance générale ne poussait pas à la reprise et dans les discussions la confiance s'installait facilement, même avec ceux qui suivaient la grève de loin chez eux. On avait pu vérifier que ces deux milliers d'ouvriers avaient envie de continuer même si la question n'a pas été posée. Dans les discussions de groupe, l'ambiance était qu'on continue pour avoir plus.

Opération cadres

Le lendemain, vers 10 heures, un gréviste nous a prévenus qu'une trentaine de cadres de l'usine de Gennevilliers étaient à 50 mètres des portes de l'usine, suivis d'une quarantaine d'ouvriers, 50 mètres plus loin. C'étaient

surtout des immigrés marocains, sur qui ils avaient sûrement fait pression pour qu'ils viennent derrière eux. Ces ouvriers restés à distance ne réclamaient rien, ils avaient l'air gênés d'être là.

Nous avons rassemblé une bonne trentaine de grévistes très sûrs, dont beaucoup de l'Outillage où je travaillais, et d'autres que je connaissais bien. Ils étaient combatifs sans être liés aux appareils syndicaux. Deux ouvriers de l'Outillage carrosserie ont pris une lance à incendie derrière une porte de l'usine, pendant que les autres barraient la rue un peu plus loin, mais de manière à laisser les cadres venir devant les portes. Quelques gouttes d'eau sont sorties de la lance et les cadres, pas rassurés, sont restés à cinq mètres des portes. Ils parlaient de la « liberté du travail », pas pour eux mais pour les 40 qui les suivaient de loin, auxquels ils avaient demandé de les accompagner, sans doute pour qu'ils soient moins seuls…

Des chefs CGT-PCF regardaient de leur bureau comme au spectacle et ils ont soudain crié : « Pas de provocation, qui a donné l'ordre de sortir dans la rue ? » Les grévistes ont alors compris que les dirigeants CGT voulaient laisser faire les directeurs et autres cadres qui parlaient de vote pour la « liberté du travail ». Des grévistes ont crié : « Vous vouliez les laisser rentrer, mais nous on va les repousser. »

Trente-quatre ans après, dans le livre *Chausson, une dignité ouvrière*[1], un militant du PCF tenait à raconter une autre version[2], en prétendant que des militants de la CGT avaient repoussé les cadres, alors que ces mêmes militants avaient engueulé la trentaine de grévistes qui étaient intervenus dans la rue. Par contre, dans le même

1 Éditions Syllepse, collection « Le présent avenir »

2 Page 97 de l'ouvrage cité

ouvrage, ils se sont vantés, 34 ans après 1968, d'avoir viré les étudiants[1].

Ce jeudi et le lendemain, l'ambiance était tendue entre les grévistes les plus déterminés et les dirigeants CGT-PCF. Ces derniers proposaient aux grévistes de rentrer chez eux pour se reposer pendant le week-end. Aux plus combatifs, ils disaient qu'ils n'avaient pas besoin d'eux pour garder l'usine et qu'il n'y avait rien à faire pour eux à l'usine. On sentait que les dirigeants syndicaux voulaient être seuls samedi et dimanche, et on avait deviné pourquoi.

Lundi matin 17 juin, beaucoup de grévistes ont été surpris de voir les portes de l'usine ouvertes. Les caisses de pièces qui bloquaient les portes étaient bien rangées dans les deux cours balayées. Tout était prêt pour que l'usine soit remise en marche.

Après l'énumération de ce qui avait été obtenu : 6 % sur les salaires, plus 3 % en octobre, plus un relèvement des minimums des bas salaires (le tout faisait 10 % sur les salaires, alors que le smic était augmenté de 35 %), environ 40 % des heures de grève payées et une réduction de la journée de travail d'une demi-heure, payée.

À 9 heures, il y a eu un vote pour la reprise, dans une assemblée de 400 à 500 travailleurs.

Nous avons été une soixantaine à voter à main levée pour continuer la grève, une manière de protester contre cette reprise précipitée.

Le lendemain, mardi après-midi, un camarade et moi-même apprenions par un militant CGT que nous avions été exclus de la CGT pour activités gauchistes et provocatrices hostiles à la CGT.

1 Page 194 de l'ouvrage cité

À la reprise, il y avait une certaine amertume, mais l'ambiance avait beaucoup changé et un groupe de jeunes prenait la relève avec nous.

Petits relents de calomnies

J'avais été exclu de la CGT le 18 juin 1968. En novembre, un ouvrier de mon secteur, qui nous avait rejoints à LO pendant la grève, et moi sommes rentrés à la CFDT. Dans un bulletin syndical du secteur thermique, la CGT nous calomnia en nous traitant de « bande à Bonnot » (sic) enrôlée par la CFDT et en insinuant que c'était peut-être la direction qui informait le bulletin *Combat ouvrier*, ex-*Voix ouvrière*[1]. Motivé par mes camarades de travail, les anciens sympathisants trotskystes, qui sont indignés, je m'absente cinq minutes pour rédiger une motion contre les calomnies. Elle disait :

« *À la suite de la distribution du bulletin CGT à Asnières (intitulé* Le radiateur*), les travailleurs soussignés désapprouvent les calomnies faites contre deux travailleurs (NOGRETTE et NOWAK). Nous pensons qu'il est grand temps que l'ensemble des travailleurs syndiqués ou non le disent aux responsables CGT de façon à ce qu'ils mettent enfin un terme à ces méthodes. Nous condamnons tous ces délations.* »

De retour, mes camarades me disent : « Reste à ta place, on va faire signer la motion dans l'atelier. » Ils ne se sont pas contentés de l'atelier, et ont recueilli 51 noms et signatures, sur 70, sur la motion condamnant cette calomnie et cette délation.

1 VO avait été dissous le 10 juin. Le n° 1 de l'hebdomadaire *Lutte ouvrière* parut le 26 juin. Pour ne pas prêter le flan à des accusations de reconstitution de ligue dissoute, les bulletins *Voix ouvrière* parurent sous des noms locaux, sans l'éditorial commun qui marquait l'existence d'une organisation à l'échelle nationale.

Après, les staliniens de la CGT se sont un peu calmés. Ils avaient pu remarquer que leurs calomnies étaient contre-productives. Après 1968, certains dirigeants du PCF et de la CGT ont essayé de continuer à creuser un fossé entre les militants du PCF et les militants communistes révolutionnaires. Mais 1968 était passé par là, et seuls quelques militants ont eu beaucoup de mal à perdre leur sectarisme et à cesser de calomnier en douce. Après 1968, un stalinien mal dégrossi a raconté à un jeune, que nous avions gagné en 1968, que j'étais dangereux et que j'avais fait brûler des voitures. Pour lui faire peur et lui faire passer l'envie de raconter des saloperies, j'avais conseillé au jeune de lui dire qu'il fallait qu'il arrête de faire courir ce bruit car, si je l'apprenais, j'étais capable de faire brûler sa voiture, que je n'étais pas à une voiture brûlée près. Alors, s'il voulait garder sa voiture… Ça avait marché, le stalinien avait eu peur et n'est plus revenu sur le sujet. J'ai quand même noué et gardé de bonnes relations fraternelles avec beaucoup de militants de la CGT et du PCF, qui avaient fini par reconnaître que le stalinisme avait discrédité les idées communistes.

Les années qui ont suivi 1968, la CGT, notamment au Thermique, étaient très prudente, voire timorée. Dès qu'il y avait un petit climat de mécontentement, elle avait peur qu'un débrayage lui échappe. Lorsqu'elle haussait le ton aux réunions de DP, le directeur des chefs du personnel[1] ne manquait pas de leur rappeler : « Oui, c'est facile, on monte sur le tonneau, on appelle et on déclenche la grève, et après que se passe-t-il ? Comment on fait ? Démarrer, c'est facile ! Vous le savez bien ! » Il y avait un silence, personne ne répondait. Face à notre groupe qui se renforçait, la CGT ne pouvait retenir quelques mensonges et calomnies contre les gauchistes et contre LO. Un délégué

1 Aujourd'hui, on dirait que c'est le DRH central.

CGT, lors d'une réunion de DP, a même demandé à la direction d'interdire la diffusion du bulletin LO à la porte de l'usine. Question laissée sans réponse. C'était la période du Programme commun, pendant laquelle le PC se montrait de plus en plus gentil et raisonnable, sauf envers nous.

En 1970, deux staliniens se sont encore essayés à invectiver le camarade qui vendait *Lutte ouvrière* à la porte de l'usine après le repas. Quatre ouvriers de l'Outillage, mes collègues, sont allés acheter LO et deux le lisaient dans la cour face à l'entrée de l'usine. Les deux militants du PC mal déstalinisés ont cessé leurs invectives et sont restés calmes ensuite.

Tout cela pour arriver à avoir des ministres, pour assumer une politique d'austérité au service de la bourgeoisie. Quel gâchis.

Dès que nous avons eu une audience plus importante, au début des années 1970, nous avons déclenché des débrayages, et fait une campagne en 1972 sur les augmentations uniformes et la parité des salaires avec ceux de Renault, qui étaient plus élevés. Les calomnies écrites ont diminué, voire presque cessé. Notre audience était en hausse et les débrayages aussi.

De 1968 à 1975

L'ambiance après 1968

Le langage patronal s'est adouci, le chef du personnel est devenu DRH et les représentants politiques de la bourgeoisie se sont montrés plus mielleux. Les ouvriers ont été mensualisés à partir d'octobre 1970. La participation aux bénéfices, prônée par de Gaulle trois ans auparavant, a abouti à un premier contrat chez Chausson en juillet 1970, pour faire croire que les ouvriers étaient des associés dans l'entreprise, un peu comme les actionnaires… Mais la formule « Je participe, tu participes, ils profitent », reprise par bien des travailleurs démontrait que la Nouvelle société de Chaban-Delmas ne trompait personne. La prime de participation, bloquée cinq ans, n'a pas freiné les revendications salariales des années 1970, les années de l'inflation à deux chiffres. Si les conditions de travail se sont un tant soit peu améliorées, on le devait plus aux habitudes prises en 68, et à la peur qu'elles inspiraient aux patrons, qu'à leur bonne volonté.

Notre groupe s'est renforcé, nous avions des diffuseurs du bulletin dans beaucoup d'ateliers, surtout parmi les jeunes de moins de 30 ans. Après 1968, les ouvriers se faisaient davantage respecter du patron. L'ambiance avait changé dans les ateliers et les bureaux. La solidarité était plus grande. On sentait que le rapport de force avec le patronat avait changé. Les conditions de travail ont été améliorées, en particulier suite aux réclamations collectives des ouvriers.

Des ouvriers savaient se défendre individuellement, avant 1968 comme après. Un ouvrier outilleur que je connaissais bien m'a raconté à ce moment-là comment, quelques années avant, il avait rembarré un chef de service qui lui cassait les pieds. À l'Outillage, une machine perçait des ailettes de radiateur. L'outilleur l'a démontée et a vérifié le sens de montage des disques : certains d'entre eux étaient montés à l'envers. Le travail était urgent et l'ouvrier se pressait. Des pièces sont tombées sur ses pieds et sur les pieds du chef qui était sur son dos. Le chef : « Pourquoi vous ne vous excusez pas ? » L'ouvrier : « Les pièces sont tombées sur mes pieds aussi, et moi je n'ai rien dit. » Le chef s'est un peu éloigné sans répondre.

Lorsque le chauffage était en panne à l'Outillage, nous allions à une demi-douzaine voir le chef d'atelier de l'Entretien pour lui demander de le faire réparer. Ce chef était très correct et envoyait sur-le-champ un électricien. Nous retournions donc à notre travail, sans faire de débrayage. Par contre, quand nous tombions sur un chef qui refusait de nous satisfaire, nous lui rappelions son rôle de relais des revendications vers la direction, et de décision pour les petits problèmes. Plusieurs chefs pas très malins tombaient dans le panneau et refusaient nos demandes. Les ouvriers en délégation se déclaraient en grève et nous allions nous adresser au directeur du secteur thermique, qui calmait la situation.

Petite fabrique de tabourets

Après 1968, à l'Outillage thermique, nous avons réclamé des tabourets : nous voulions travailler assis pour le traçage et les calculs. N'ayant aucune réponse, nous n'avons pas insisté. Chacun a fabriqué son tabouret avec des cornières, de la tôle et du caoutchouc pour le

confort. Cela s'est fait tranquillement pendant les heures de travail et tout le monde s'est progressivement équipé, les uns en réparant des tabourets en bois ou en modifiant des chaises. On n'est jamais si bien servi que par soi-même.

Un air de Mai 68 continue…

En 1969, lors d'un débrayage, les grévistes voulaient manifester dans le couloir allant au bureau du directeur. La porte a été forcée sans casse. Les militants CGT avaient peur, ils se sont précipités pour faire un service d'ordre devant la porte du directeur. Les grévistes en ont profité pour se rapprocher, ils sont entrés en masse dans le couloir et criaient des slogans. C'était bon enfant, mais les jeunes étaient contents de mettre la pression. C'était un air de 1968 qui s'exprimait. Ils riaient en voyant que ça faisait peur aux militants CGT-PCF, alors que nous ne voulions pas rentrer dans le bureau mais juste mettre de l'ambiance.

Le chauffage réparé sans demande

Un matin d'hiver, à notre arrivée au travail, à l'Outillage, le chauffage ne fonctionnait pas. Après discussion par petits groupes dans l'atelier, nous avons décidé de ne rien demander au chef de service qui ne s'en était pas occupé, mais de nous succéder dans son bureau par équipes d'une demi-douzaine, sans faire aucun commentaire. Et, miracle, le chef a discrètement décroché le téléphone et, quelques minutes après, un électricien remettait le chauffage en marche. L'atelier avait apprécié cette lutte sans paroles. Se faire respecter après 1968, c'était simple !

Comment les ouvriers ont appris à se faire respecter

Après le retour des congés, au début de septembre, un chef d'atelier un peu méprisant faisait des crises d'autorité : un ouvrier est venu me chercher puis il est retourné directement dans son atelier où les ouvriers en débrayage attendaient. J'y suis allé. Ils m'envoyèrent voir le chef dans son bureau pour demander des augmentations de salaire, sans me dire ce que le chef avait fait et dit. Sans insister, j'y suis allé et, très poliment, lui indiquai l'objet de ma présence, et lui rappelai qu'il lui incombait de remonter les revendications à la direction ou au directeur du secteur thermique. Il tomba dans le panneau, refusa de me répondre, et m'ordonna de partir. Comme j'insistais, toujours poliment, il se mit en furie. Je le laissai vociférer et partis faire le compte rendu aux ouvriers, qui avaient suivi l'entrevue houleuse par la fenêtre donnant sur l'atelier.

Les grévistes et moi sommes donc allés nous expliquer directement avec le directeur. Nous ayant écoutés, celui-ci convoqua le chef d'atelier, qui se précipita dans le bureau. Quelques minutes après, en présence du chef, le directeur nous avisa qu'il allait soumettre nos demandes à la direction. Les ouvriers n'ont pas eu l'augmentation, mais ce débrayage d'une heure leur avait fait plaisir. Ils s'étaient fait respecter et le chef s'était calmé.

Au bout de quelques mois, il avait oublié la leçon, et un nouveau débrayage salutaire lui rappela le prix du respect. Eh oui, tout se paye ! Les ouvriers savent se faire respecter, eux n'avaient pas oublié ce qu'est un rapport de force, c'était aussi cela l'après-68.

Les ouvriers voulaient voir les bactéries partir

Les baquets dans lesquels on plongeait les radiateurs, pour vérifier leur étanchéité, dégageaient une odeur nauséabonde. Un ouvrier est venu me chercher, l'Outillage étant à côté des baquets. Je suis allé voir le cadre du CHS, qui a accepté de faire venir le médecin de l'usine. Le médecin a diagnostiqué que l'odeur venait de micro-organismes. La trentaine d'ouvriers écoutaient l'échange entre le chef d'atelier et le médecin, ce qui les a confortés dans leur bon droit. Lorsque le chef a ordonné le retour au travail, je suis intervenu pour dire que les ouvriers reprendraient sûrement après avoir vu les bactéries évacuées avec l'eau et les baquets vides. Le chef : « Reprenez maintenant. » Moi : « Oui, une fois que les baquets auront été vidés », réponse confirmée par tous les assistants. Le médecin est parti, et l'ingénieur du CHS s'est écarté. Un dialogue de sourds s'est installé. Le chef insistait pour la reprise. Tout le monde écoutait sans bouger. Je faisais constater qu'on attendait que les petites bêtes partent et que tout le monde voulait assister au défilé des bactéries. Les ouvriers riaient sous cape. Au bout de dix minutes, le chef a craqué et a fait vider les baquets. La grande joie se lisait sur les visages. Se faire respecter par un bon quart d'heure de pause imprévue, cela faisait plaisir, et nous avons regardé l'eau couler avec les bactéries, que nous n'avons jamais vues… Pourtant certains ouvriers en souriant disaient : « T'as vu les petites bêtes partir ? » 68 était aussi passé par là.

L'amiante

J'ai peut-être échappé aux dégâts de l'exposition à l'amiante. En 1969, à l'Outillage, j'étais chargé d'effectuer le réglage du bras mécanique qui, par sécurité, prend les pièces dans un logement extérieur à l'outil, hors grille de

protection, pour les mettre dans la matrice sous presse. Je devais le faire toute affaire cessante à chaque changement d'outil. Ce travail me donnait du temps pour discuter autour des presses. Le chef de service m'a retiré ce travail, pour mieux me surveiller à mon établi. Sans le savoir, cela m'a certainement rendu service en protégeant ma santé, car chez Chausson c'est aux presses que les ouvriers ont le plus récupéré l'amiante dégagé par leurs freins. Un certain nombre d'entre eux ont été victimes des cancers et des autres maladies dues à l'amiante.

En 1979, nous avons fait arrêter une presse qui découpait des rondelles en amiante. C'est après la fermeture de Chausson Asnières, dans les années 1990, que les usines Chausson ont été classées sites amiante, ouvrant ainsi des droits à ceux qui y avaient travaillé.

Réponse à un avertissement injustifié

J'avais été élu délégué du personnel CFDT en juin 1969. Avant de partir en délégation, je devais prévenir le pointeau[1], l'employé qui notait les horaires de présence et de travail. Le 27 novembre 1969, je préviens le pointeau et pars en délégation. Mais, comme mes déplacements dans les ateliers déplaisaient à certains chefs, la direction m'a sanctionné d'un avertissement, prétendant que je n'avais pas prévenu mon chef, comme l'exigeait la règle… qu'elle venait d'inventer.

À partir de ce jour, j'ai cessé de prévenir le pointeau. Je prévenais un chef et notais sur un carnet la date de la délégation, l'heure de mon départ et celle de mon retour.

1 Les ouvriers passaient chaque matin et chaque soir à la machine à pointer, qui tamponnait des fiches individuelles établissant les horaires effectifs de chaque ouvrier. Les pointeaux établissaient les paies à partir de ces fiches.

J'ai donc fait circuler une pétition contre cette sanction injustifiée. La pétition a recueilli 95 signatures dans les secteurs où je travaillais, dans ceux où j'allais souvent en délégation ; elle m'a permis de me faire mieux connaître. L'avertissement a été retiré à la mi-décembre. Je suis donc retourné remercier ceux qui m'avaient soutenu. Nous avons appris le 16 janvier que l'inspection du travail avait fait son enquête et transmis ses observations à la direction, ce qui sûrement joué dans sa décision.

Ensuite, à chaque fois que j'arrivais à l'atelier B1, un chef téléphonait à mes chefs pour vérifier si j'étais bien en délégation. Un beau jour, en entrant dans l'atelier, je me suis dirigé vers le bureau du chef qui avait décroché le téléphone et je lui ai demandé si le téléphone fonctionnait bien. « Vous, vous téléphonez et moi je suis en délégation : chacun son métier et les vaches seront bien gardées. » C'était le sous-directeur de la Fabrication qui avait demandé de me surveiller, car je venais dans les ateliers « remonter les pendules », disait-il, ce qui faisait rire les ouvriers. Après quelques coups de téléphone pour rien, les chefs ont fini par se calmer.

Quand mon chef s'est mis à arrondir la durée de mes délégations en faveur du patron, je fis de courtes délégations de quelques minutes, pour le faire travailler. Un jeu de précision, jusqu'à ce qu'il cesse de tricher.

Agression à Gennevilliers le 30 juin 1970

Alors que nous collions à trois contre la hausse des tarifs des transports, vers 21 heures, face aux usines Chausson, avenue Gabriel Péri, trois jeunes sont sortis d'une voiture, ont arraché nos affiches et nous ont agressés. Nous les avons repoussés. Ils sont allés chercher du renfort dans la cité d'en face, les Agnettes. Ils se réclamaient des JC, étaient anti-gauchistes et ne voulaient pas

tous les échelons de l'échelle sociale pour atteindre les plus hautes situations.

C'est au cours de cette année préparatoire que peut le mieux se faire et s'exercer une véritable orientation professionnelle selon les goûts, les aptitudes physiques des intéressés. Seuls les professeurs pratiquant ces cours sont qualifiés pour opérer également la sélection requise et déceler les élites pour les diriger vers les études secondaires sans distinction de condition sociale par le jeu des bourses à créer en faveur des élèves déshérités.

Une fois son métier choisi, chaque élève devrait pouvoir être mis en possession des bons livres traitant de ce métier, afin de lui permettre, à ses heures de loisirs, d'accélérer et d'améliorer son enseignement professionnel.

Pour être parfait et surtout efficace, ce programme exigerait un Ministère des Corporations dont une section aurait pour mission de tenir à jour annuellement une statistique des professions et de leurs besoins en main-d'œuvre. Les services d'orientation renseignés de ces besoins pourraient, alors, diriger judicieusement les jeunes gens qui leur ont été confiés. C'est à ce prix que le problème de la main-d'œuvre et du chômage sera résolu et que l'apprentissage pourra être rationnellement organisé.

— 13 —

pas de rentes, doit être préparé dans le minimum de temps à gagner sa vie. Il y a 40 ans, un jeune apprenti de 14 ans travaillait fréquemment 60 heures par semaine. Aujourd'hui, je peux affirmer et prouver qu'il ne doit consacrer moins de 40 heures par semaine à l'apprentissage effectif de son métier. L'enseignement culturel et de la culture physique sont à prendre sur des heures supplémentaires.

Je reste sceptique quant à l'intérêt que présente la généralisation de l'enseignement de la culture physique, car il est difficile d'admettre que 70 % des ouvriers ne la pratiquent pas suffisamment dans l'exercice même de leur profession. Ne tombons pas surtout d'un excès dans l'autre.

Une formation ainsi comprise aurait pour avantage de faciliter, d'améliorer et surtout d'abréger dans certains cas l'apprentissage définitif.

Où et comment va se faire cet apprentissage, c'est ce que je vais m'efforcer d'exposer et de commenter ci-après.

J'ai parlé des Ecoles Professionnelles, des Usines, des artisans ruraux. Ce sont, à mon avis, les seules pépinières d'apprentis qui permettront au Pays de retrouver dans l'avenir les bons ouvriers, les ouvriers d'art, qui ont fait jadis sa réputation

— 14 —

Allocations familiales, Logements ouvriers, Congés payés, appliqués en totalité ou en partie par un grand nombre d'industriels avant qu'un décret leur en fasse une obligation, Assistance sociale, Services médico-sociaux d'usines, etc..., etc...

Toutes ces initiatives concrètes n'empêchèrent pas, cependant, une presse asservie à de bas intérêts politiques de les méconnaître et de les attribuer à ceux qui la servaient.

C'est à la méconnaissance de ces faits, peut-être aussi à l'erreur de certains patrons, que nous devons l'explosion ouvrière de Juin 1936 où beaucoup d'entre eux, injuriés, molestés, furent enfermés dans leurs bureaux, d'autres empêchés de pénétrer dans leurs Usines transformées en music-halls, etc..., etc... On conçoit aisément l'émoi qui s'est manifesté chez ces patrons, puis l'inquiétude et le désarroi qui envahit les autres à tel point que la plupart, pressentant un effondrement général, se torturaient l'imagination pour trouver l'abri sûr à tout ce qu'ils pouvaient sauver de la catastrophe entrevue.

Les esprits finirent par se calmer, mais le coup était porté : la confiance, l'esprit d'entreprise et le goût du risque avait disparu et c'est dans cet état voisin de l'apathie générale que l'industrie française fut surprise par la déclaration de la guerre.

— 28 —

Il n'y a pas lieu de s'étonner du temps et des efforts qu'il fallut déployer pour remettre la machine en route afin de l'adapter au travail intensif des fabrications de guerre. Le temps perdu ne se rattrapant pas, on peut donc mesurer aujourd'hui dans notre défaite les conséquences des erreurs commises.

Puissent ces erreurs ne plus se renouveler, car nous n'en avons plus à commettre ; toutes les bonnes volontés, toutes les énergies se rassembler dans une même communion d'idées autour de notre grand Chef, Monsieur le Maréchal Pétain, pour la reconstruction morale et matérielle de notre belle France.

C'est à l'expérience acquise par 50 ans de vie ouvrière et patronale, s'exerçant encore dernièrement sur un effectif de plus de 6.000 ouvriers, que je me dois d'exposer ces idées et dont l'application peut contribuer, pour une large part, au relèvement de notre Pays.

Gaston CHAUSSON.

Des morceaux choisis de la brochure de M. Chausson (1941).

de collage. Ici c'était chez eux, disaient-ils. La hausse des prix des transports, ils n'en avaient que faire. Nous nous sommes repliés vers la place Voltaire. Ils se maintenaient à distance pour éviter le combat rapproché. Ils lançaient des pierres de loin et un camarade a eu le nez cassé. Quand nous chantions *l'Internationale*, ils cessaient les jets de pierres, puis reprenaient dès que nous repartions dans la rue. Nous sommes rentrés dans le dépôt de bus d'Asnières. Les conducteurs de la RATP nous ont fait sortir par une autre porte. Puis nous sommes allés aux Urgences de l'hôpital Bichat faire soigner notre camarade. Après 1968, le PCF restait stalinien et continuait de former ses jeunes recrues en les dressant contre les communistes révolutionnaires. Sa politique, c'était l'unité avec la bourgeoisie de gauche, du PS aux radicaux de gauche, en vue d'aller participer à la gestion des affaires de la bourgeoisie dans un gouvernement bourgeois.

La formation professionnelle vue par Chausson et le patronat en 1941

Avant les années 1960, chaque grosse entreprise avait son centre d'apprentissage : Renault, Alsthom, Chausson, etc. Ensuite, des écoles inter-entreprises les ont remplacés. Mais c'est toujours les patrons qui commandaient et la pression patronale était plus insistante que dans les établissements publics.

Quand le patronat parlait de meilleure réussite dans les centres d'apprentissage contrôlés par lui, il oubliait de dire qu'en première année ils sélectionnaient les meilleurs. Les autres étaient renvoyés et rejoignaient les CET (collèges d'enseignement technique), où le taux de réussite au CAP était plus faible.

En 1973, parallèlement à un mouvement lycéen et étudiant contre la suppression des sursis, il y a eu des

grèves dans un bon nombre de CET. Le mouvement n'a pas pu s'étendre dans les écoles patronales, comme celle de l'AFORP (Association pour la formation et le perfectionnement du personnel des entreprises industrielles de la région parisienne) à Asnières, que le patronat et la police surveillaient.

En février 1941, Gaston Chausson avait été élu président du patronat d'Asnières-Gennevilliers et avait rédigé une brochure[1] qui présentait la politique patronale envers la jeunesse, intitulée *Considérations générales sur la formation professionnelle*. C'était la guerre, l'Occupation depuis six mois, près de deux millions de soldats étaient prisonniers en Allemagne.

M. Chausson rêvait du passé, celui d'avant 1900, celui des journées de travail de 12 heures et des semaines de 60 heures et plus.

Chausson adressait aux patrons ses vues sur la formation des jeunes ouvriers en général, et des apprentis en particulier. Il préconisait de cultiver le corporatisme, et de bien faire la différence entre les « bons » professionnels et les autres. Ceux-là, il n'était pas question de les former, ce qui lui permettait de prétendre qu'ils étaient incapables d'apprendre et ne savaient pas travailler. Les patrons n'ont que les ouvriers qu'ils méritent.

Un militant du PC de l'atelier avait récupéré un exemplaire de cette brochure dans un placard d'un bureau de l'usine. Avec son accord, j'ai fait des photocopies qui ont circulé dans l'atelier et au-delà, sans dire par qui j'avais eu cette brochure patronale. Tous les ouvriers qui ont lu cette prose ont mieux compris comment les patrons parlent d'eux que par tout ce que j'aurais pu leur raconter. Cette lecture a contribué à la prise de conscience et

1 Pour l'édification de ses lecteurs, *LO* en a publié des extraits le 1er janvier 1993 (n° 1278).

à la nécessité de se former tant professionnellement que politiquement, pour comprendre comment la société fonctionne, de se former pour mieux se défendre contre les méfaits du capitalisme et se préparer à le remplacer.

Je n'ai rien contre les stages en alternance des titulaires de BTS ou des ingénieurs, qui sont adultes et plus formés. Mais on sait que les jeunes de 16 à 18 ans, voire plus jeunes, sont une main-d'œuvre pas chère et que leur encadrement n'est pas toujours de bonne qualité, tant chez un artisan que dans une plus grande entreprise. Il est préférable que les jeunes aient un meilleur enseignement général, qui leur permettra de mieux se former professionnellement. Plus âgés et toute leur vie, ils auront le temps de se faire exploiter et d'apprendre à perfectionner aussi le combat contre l'exploitation.

Chez Chausson cependant, à l'Outillage les jeunes étaient plutôt bien encadrés professionnellement, et socialement ils côtoyaient des militants ouvriers. Cela se passait bien. Plusieurs nous ont rejoints dans notre combat, d'autres sont entrés au syndicat ou au PC.

La littérature patronale a changé en quatre-vingts ans, mais c'est toujours le grand patronat qui commande dans les centres de formation professionnelle autres que les lycées techniques de l'État. Les discours, sur le fond, n'ont-ils pas quand même plus qu'un vague air de ressemblance ?

Le comité d'entreprise

Les comités d'entreprise[1] ont été mis en place dans les entreprises de plus de 50 travailleurs par de Gaulle

1 Depuis 2020, les CE sont remplacées par les comités sociaux et économiques (CSE). Mais, bien avant cette date, les moyens des CE avaient été réduits, ne serait-ce qu'en raison de la baisse des effectifs des grandes entreprises.

en 1945, pour associer les syndicats à la reconstruction de l'économie. Le patron informait les délégués du CE sur sa version de la marche de l'entreprise, présentait un bilan, mais personne ne pouvait vérifier les comptes réels de l'entreprise. Tout cela voulait faire croire qu'entre patrons et travailleurs nous aurions les mêmes intérêts, mais les dupes de cette fable n'étaient pas nombreuses. Un pourcentage de la masse salariale, variable selon les entreprises, était destiné aux « œuvres sociales ». C'était un os à ronger que les patrons donnaient aux syndicats. La gestion des œuvres sociales prenait beaucoup de temps aux militants syndicaux qui s'y investissaient, s'y installaient et s'éloignaient de la lutte de classe. Certains syndicalistes étaient plus attirés par les loisirs que par la défense du monde du travail. Chez Chausson, il y avait comme deux CGT : ceux qui géraient le CE, et ceux qui, dans les ateliers ou les bureaux, étaient plus près des préoccupations des travailleurs. Ceux-ci n'avaient pas besoin des CE pour organiser leurs vacances. Avant même 1936, et surtout après, de nombreuses organisations populaires de loisirs et de vacances, dont les Auberges de jeunesse, le faisaient très bien et à bon marché.

Les voyages, les séjours à la montagne ou à la mer étaient fréquentés par les ouvriers qui avaient déjà les moyens. Les ouvriers de fabrication aux plus bas salaires n'avaient accès qu'à une journée à la mer tous les ans, avant les élections de DP et de CE. Par ailleurs, des requins de l'immobilier avaient réussi, avec l'aide du chef du personnel, à faire acheter par le CE un hôtel neuf que le promoteur n'arrivait pas à vendre à Siouville-La Hague (dans la Manche). Il y a eu aussi des achats de chalets au col de Montgenèvre, où la neige fond rapidement en fin d'hiver.

En avril 1974, 32 syndicalistes CGT et quelques CFDT et FO ont fait un « voyage d'étude » en URSS subventionné par le CE, ce qui avait passablement choqué. Pas le voyage, mais que ce soit payé avec l'argent du CE. Dans notre bulletin *LO*, nous avions dénoncé ce fameux « voyage d'étude », pour lequel les syndicalistes avaient oublié de demander l'avis des travailleurs. Ils ne voulaient pas savoir que ceux qui auraient pu choisir le plus judicieusement les dépenses du CE, c'étaient les travailleurs, car le budget du CE représente une partie de leur salaire. Personne d'autre qu'eux ne peut savoir ce qu'il faut en faire.

Les accords d'entreprise

Inaugurés en 1953, ils ont été privilégiés par le grand patronat au détriment des conventions collectives, réservées désormais aux entreprises moyennes et petites. Ces dernières n'offraient que des salaires et des droits a minima. Dans les années 1950-1960, pendant lesquelles on manquait de bras, chaque grande entreprise accordait un peu plus que les conventions collectives, pour retenir les travailleurs. La prime d'ancienneté avait aussi été inventée pour cela. Chaque année en mai, au moment de leur renouvellement – chez Chausson c'était en mai –, les syndicats demandaient l'amélioration de ces accords, et appuyaient leurs revendications par quelques débrayages. Il y avait donc une dispersion de ces revendications sur les accords, entreprise par entreprise. Ils ont ainsi permis au grand patronat de canaliser les mécontentements tout en donnant du grain à moudre aux syndicats : petits élargissements de leurs avantages, négociations répétitives, signature des accords. Les patrons dispersaient la vapeur à moindres frais, pendant que, dans les petites entreprises, les travailleurs devaient se contenter du

minimum des conventions collectives. Après 1968, les accords sont passés au second plan des préoccupations des travailleurs, au bénéfice des revendications salariales. Les salaires ne suivaient pas les prix, qui montaient en moyenne de 11 % l'an. Entre 1969 et 1983, ils ont été multipliés par deux et demi.

Les élections professionnelles à surveiller

Au début des années 1970, lors des élections de délégués du personnel, j'ai dû dire stop pendant le dépouillement et exiger qu'un bulletin de vote CFDT soit retiré de la pile CGT et remis dans celle de la CFDT.

En 1976, lors des élections du CE, le secrétaire CGT du CE du deuxième collège n'avait pas été élu. Il avait été rayé et il lui manquait une voix. Le recomptage a été fait tard dans la soirée, sans surveillance. Le lendemain, l'ex-secrétaire était élu, la voix manquante était miraculeusement réapparue tard dans la nuit…

Campagne sur les augmentations uniformes

Le mécontentement sur les salaires s'accentuait.

En 1971 et 1973, de nombreuses grèves sur les salaires éclatèrent, notamment dans l'automobile, chez Renault à Billancourt, Le Mans, Cléon et Flins. Du 15 février au 8 mai 1972, les ouvrières du Joint français à Saint-Brieuc firent grève, occupèrent leur usine pendant un mois, et obtinrent la satisfaction de leurs revendications. En mars-avril 1974, au Crédit lyonnais, une grève avec occupation, victorieuse, fut conduite par un comité de grève animé, entre autres, par Arlette Laguiller.

Chez Chausson Asnières, nous avons fait de nombreuses réunions d'atelier, faisant approuver la revendication « À travail égal, salaire égal avec Renault. » En février-mars 1972, comme délégué CFDT, j'avais fait un

tableau de 85 cm de large et 120 cm de haut : dans une colonne « salaire minimum Chausson » ; dans l'autre « salaire Renault ». On y voyait que les salaires Chausson étaient inférieurs de 200 à 300 F aux salaires Renault, et que la CFDT et la CGT de Renault réclamaient « Pas d'enveloppe de paye en dessous de 1 500 F pour 43 h 40 / semaine. » La démonstration était évidente. Dans tous les ateliers, l'assistance aux réunions était nombreuse. Des travailleurs intervenaient pour des augmentations égales pour tous et demandaient : « Pourquoi ces écarts de salaire ? » Certains militants CGT boudaient ces réunions, mais nombre de syndiqués approuvaient, d'autant plus que nous reprenions à Chausson la revendication des 1 500 F minimum que CGT et CFDT réclamaient chez Renault. Pour passer de 900 à 1 500 F chez Chausson, ou de 1 120 à 1 500 F chez Renault, le plus court chemin était des augmentations égales pour tous, qui ne léseraient personne. Cette campagne avait marqué.

Nous avons organisé une consultation dans les ateliers :

« CONSULTATION de travailleurs
du Thermique Asnières, le 18-2-1972

Après les réunions de travailleurs des différents ateliers de l'usine, nous réclamons, face au barème ridicule de la direction : À travail égal, salaire égal. Pas de salaire inférieur au barème de Renault et 250 F[1] *minimum pour tous. »*

64 ouvriers sur 68, soit plus de 95 % de l'Outillage thermique, se sont prononcés pour les 250 F. L'année suivante, 1973, à Chausson Creil, nous avons démarré un bulletin *LO* avec trois militants de la CFDT, dont le secrétaire de la section.

Suite à notre campagne LO et syndicale sur les augmentations uniformes des salaires en février, la CGT

1 253 € en 2021

a répondu indirectement en proposant à la CFDT une plate-forme revendicative qui reprenait les promesses du Programme commun sur les « augmentations substantielles » des salaires. Dans un écho du bulletin *LO*, nous posions des questions : Aurons-nous 150 F pour tous comme la CGT et la CFDT le réclament chez Renault ? Ou 250 à 300 F, comme la CGT Chausson le propose ? Le PCF a répondu dans son mensuel *Chausson libre* par un article qui mêlait la calomnie contre moi à des considérations nationalistes sur le 8 mai, qu'il célébrait en oubliant les massacres d'Algérie et les dizaines de milliers de victimes de la répression à Sétif, Guelma et Constantine :

« UN HOMME – DEUX FACES

Il s'agit d'un nommé Nogrette travaillant à la mise au point à Asnières.

Ce monsieur est délégué CFDT, c'est son droit, il est aussi membre de Lutte ouvrière, groupuscule gauchiste, c'est encore son droit.

Dénoncé comme provocateur et exclu de la CGT il y a quelques années. Discrédité aux yeux des travailleurs du temps où il était à Gennevilliers pour son attitude à différentes reprises et particulièrement à la grève de l'atelier Peugeot, il continue le vilain travail à Asnières : qu'on en juge.

Une plate-forme revendicative est établie en commun par les sections syndicales CGT et CFDT, réunion à laquelle il participe en tant que CFDT, décision est prise que le mardi 9 mai une assemblée générale avec débrayage se tiendra pour discuter avec les travailleurs de cette plate-forme.

Le matin même, un tract de Lutte ouvrière est distribué, combattant la position commune et attaquant violemment la CGT. D'autre part, pour le 8 mai un appel est

lancé par des travailleurs de la SUC, pour faire de cette journée une journée nationale de commémoration.

D'après cet individu, l'appel est cocardier.

Cela laisse-t-il penser qu'il ne faut pas dénoncer le temps où les nazis pourchassaient les communistes et les démocrates et que l'on doit jeter l'oubli sur les dizaines de millions de morts de la Deuxième Guerre mondiale et mettre un voile sur les atrocités des fascistes allemands, italiens, français et espagnol (sic) notamment.

En conclusion, on ne peut avoir deux positions : essayer d'apparaître comme le défenseur des travailleurs et dans la réalité tenter de créer la division, ce qui objectivement ne peut que rendre service au pouvoir et au patronat. »

La riposte a été la motion du 2 juin 72 :

« *MOTION au* Chausson libre

Nous condamnons tout mouchardage ainsi que les mensonges et calomnies parus dans Chausson libre *concernant notre camarade NOGRETTE.*

Nous pensons que c'est indigne de militants se réclamant du communisme ou simplement de la démocratie.

Nous exigeons que le PCF cesse et condamne ces agissements. »

Une cinquantaine de signatures suivaient. Par la suite, les auteurs de calomnies se sont un peu assagis car leurs méthodes étaient de plus en plus rejetées.

Les campagnes électorales

Les législatives de 1973 nous donnaient une occasion de faire connaître nos idées et notre programme. J'étais candidat à Asnières. Et en 1974, lors de la présidentielle, avec la première femme candidate, Arlette Laguiller, nous avons eu beaucoup de discussions et des soutiens dans l'entreprise pour faire campagne avec nous, coller des affiches et distribuer des tracts.

Vers la grève (14 mai – 10 juillet 1975)

Le groupe Chausson en 1975

Chausson, en 1975, appartient à quatre actionnaires principaux : Renault 19 %, Peugeot 19 %, Ferodo 17 % et Chausson 13 %. Les usines Chausson regroupent 18 000 travailleurs, dont 17 000 en France.

À Asnières on compte 2 200 travailleurs, cadres compris : 923 ETAM, 1 055 ouvriers (fabrication des radiateurs, Outillage thermique et Carrosserie). À Gennevilliers, séparé en deux usines principales, H et G, et une petite à Villeneuve, 4 500, dont 3 200 en Fabrication ; 1 700 sont immigrés, la plupart Marocains, quelques-uns Sénégalais et Maliens ; jusqu'à 47 nationalités s'y sont côtoyées. On y fabrique des utilitaires Peugeot J9 et des Estafette Renault. Sur le même site, il y a deux filiales, dans lesquelles travaillent surtout des professionnels, français en grande majorité : Chenard, 480 salariés, fabrication mécanique, et Secan secteur aéronautique, autant. À Meudon, c'est l'emboutissage-carrosserie et ses 600 travailleurs. À Maubeuge, 2 200 ouvriers fabriquent des Renault et des Peugeot. À Reims, 2 000 fabriquent des radiateurs automobiles et de l'outillage. À Creil enfin, 4 000 ouvriers montent des Estafette Renault.

Recrutement de la main-d'œuvre chez Chausson

À la fin des années 1950 et au début des années 1960, beaucoup d'ouvriers venaient de province, en raison de

l'exode rural provoqué par la modernisation de l'agriculture, en particulier de Bretagne. Ensuite, Chausson recrutait au Maroc, dans les campagnes. Des recruteurs passaient dans les villages. Ils embauchaient des ouvriers, illettrés si possible. Une fois à l'usine, les nouveaux embauchés étaient conseillés et surtout contrôlés par un voisin ou un cousin plus ancien dans l'usine. En France, l'Amicale des travailleurs et commerçants marocains jouait un rôle de police pour le consulat du Maroc. La direction Chausson l'avait quasi officiellement installée dans un bureau du service du personnel en la personne de prétendus « traducteurs ». Sa raison d'être était d'encadrer la main-d'œuvre immigrée, pour lui épargner des « influences nocives ». Des travailleurs subissaient des pressions, voire des arrestations pendant leurs congés au Maroc. Un militant CGT de Kléber Colombes avait été emprisonné au Maroc. L'État marocain exerçait aussi un contrôle financier par l'intermédiaire d'une banque marocaine, dans laquelle les ouvriers étaient « encouragés » à avoir leur compte. Chausson se méfiait des ouvriers qui savaient lire. Il n'y en avait qu'une demi-douzaine par usine, d'anciens collégiens ou lycéens. Ils furent précieux pendant les grèves de 1975, pour traduire des tracts, prendre la parole et diriger la grève avec les autres ouvriers des comités de grève.

Les organisations ouvrières en 1975

Chausson Gennevilliers (avec Chenard et Secan) et Chausson Asnières étaient alors, comme Renault Billancourt, des bastions du PCF et de la CGT. Le PC, organisé dans une section Chausson, regroupait au moins neuf cellules et plus de 300 adhérents. La CGT avait 1 300 adhérents, elle en revendiquait plus qu'à Renault Billancourt. Ses fiefs étaient les secteurs de professionnels et de

techniciens, mais il y avait aussi des militants en Fabrication sur les chaînes. À Gennevilliers, elle obtenait plus de 70 % des voix aux élections. À Asnières, la CGT c'est 62 %, la CFDT 23 % et FO 15 %.

Quatre camarades de Lutte ouvrière militent à Gennevilliers. Un seul, Pierre Chaze, à H, a un mandat syndical : il participe à la commission arbre de Noël du CE, ce qui lui donne droit à deux heures de délégation par mois. Un autre travaille chez Chenard (il est au service militaire au début de la grève) et deux à l'usine G. Le patron et le PC ignorent qu'ils sont de LO.

À Asnières, nous sommes trois camarades (dont moi, exclu de la CGT en juin 1968, délégué CFDT), plus un réseau d'une demi-douzaine de sympathisants actifs. Sept ou huit jeunes entouraient Martinez (délégué CGT au CHS), militant de l'AMR[1], à l'époque au PSU. À Asnières, militait un ancien du PCI, Tatave, resté proche de la LCR. À Gennevilliers, travaillaient un militant LCR, un Algérien actif du Mouvement des travailleurs arabes, trois ou quatre maoïstes de *l'Humanité rouge* et du Front rouge. Mais surtout tout un milieu inscrit à l'AMF (Association des marocains en France) sous couvert d'activités associatives, regroupait les militants marocains de gauche et d'extrême gauche. À Gennevilliers, ceux du groupe Ila Al Amame (En avant, scission « marxiste-léniniste » du PC marocain) étaient très influents. Ces militants que nous avons découverts à l'occasion de la grève, et avec qui nous avons établi des liens, eurent une grande influence pendant la grève et même bien au-delà. Eux aussi militaient clandestinement dans l'usine, il est vrai qu'ils avaient bien plus de raisons que nous d'être prudents.

1 Fraction pabliste de la IV^e^ Internationale.

Agitation sur les salaires chez Chausson à Maubeuge, Reims, Asnières, Gennevilliers

En même temps que l'inflation (plus de 10 % par an), fin avril - début mai 1975, le printemps réchauffait l'ambiance dans le pays. Des grèves sur les salaires fleurissaient. À Asnières, débrayage dans les bureaux de techniciens et de dessinateurs. Grève totale dès le vendredi 9 mai à Maubeuge. À Reims, débrayage partiel puis grève totale et occupation à compter du mardi 10 mai. Des CRS évacuèrent l'usine. La grève continua en dehors. À Gennevilliers, il y eut quelques débrayages sur les salaires dans les secteurs professionnels.

La direction avait prévu une réunion centrale le 14 mai au siège social à Gennevilliers, aux Grésillons, à 1 km de l'usine, pour un avenant aux accords d'entreprise sur les bleus de travail. Cette réunion tombait bien : le groupe LO décida d'en profiter pour catalyser le mécontentement sur l'ensemble du groupe Chausson, au vu du ras-le-bol sur les salaires.

Ce jour-là à 9 heures, à Asnières, débrayage CGT-CFDT sur les salaires. Au Thermique, la CGT refusa d'aller aux Grésillons sous prétexte qu'il fallait garder des forces. Elle sent le climat chaud et réussit à faire reprendre le travail. Étant délégués CFDT, nous nous sommes repliés en bon ordre en nous préparant à rebondir sans rien dire de plus. Nous préservions l'avenir. À l'appel des syndicats CGT et CFDT, plus de 200 ouvriers de Maubeuge arrivèrent au siège social des Grésillons. D'Asnières, une délégation CGT d'ouvriers et CFDT de l'Outillage carrosserie et de dessinateurs des bureaux d'études les rejoignirent.

À Gennevilliers, la CGT avait annoncé à l'avance qu'il n'y aurait pas de débrayage ce jour-là. Certains

militants syndicaux craignaient plus un débordement qu'un échec du débrayage.

Les syndicats et les augmentations uniformes

Avant que la grève commence, la CGT était pour des augmentations en pourcentage, la CFDT pour une partie uniforme et une partie en pourcentage, et les autres syndicats pour une augmentation en pourcentage. Dès le début de la grève, les 250 F avaient été repris dans toutes les usines Chausson, en province et en région parisienne, par tous les syndicats qui avaient soutenu la grève. Sauf la CGT de Chenard qui, peut-être par surenchère, accrocha une banderole « 280 F pour tous » à côté de la porte, rue Paul-Vaillant-Couturier. Par contre, la CGT Chausson a souvent « oublié » de réclamer le paiement des heures de grève dans ses tracts et sa lettre envoyée au directeur de Chausson.

Cette revendication des 250 F mensuels pour tous fit l'unanimité, elle fut le ciment de la grève dans toutes les usines. Pourquoi 250 F pour tous ? Le premier bulletin du comité de grève de H résumait le débat :

« Les travailleurs ont les mêmes besoins que les cadres. Les prix du bifteck, du loyer, des vêtements, de la culture, sont les mêmes pour tous. À moins que l'on considère que l'ouvrier qui travaille dur, qui produit toutes les richesses, doit subsister de rien et la direction profiter de tout ?

250 F, une somme égale pour tous ! C'est pour que, contrairement aux augmentations en pourcentage, nous ayons tous la même chose. Une augmentation de 10 %, par exemple, donnerait pour un OS gagnant 1 500 F une augmentation de 150 F, et pour un salaire de directeur de 10 000 F, une augmentation de 1 000 F. »

La direction ne voulait pas discuter des 250 F pour tous, car elle essayait de nous diviser. Quitte à lâcher, elle

préférait le faire à la tête du client, le plus arbitrairement du monde. C'est pourquoi la direction a essayé avant tout de négocier sur les classifications, sur une nouvelle grille. C'était une combine pour revenir aux pourcentages et donner plus aux plus hauts salaires.

Sur proposition du comité de grève, fut ajouté le paiement des heures de grève. En effet le retard sur les salaires était dû au patron, qui obligeait les travailleurs à se mettre en grève pour les salaires. C'était donc à lui de payer les conséquences. C'était la première revendication à mettre en avant, avant même de chiffrer l'augmentation qu'on réclame.

À l'usine G, les revendications furent les mêmes. Les travailleurs marocains, à H comme à G, firent ajouter la dissolution de l'Amicale des Marocains. D'autres revendications sur l'affichage des cadences, l'amélioration des conditions de travail et bien d'autres furent ajoutées selon les usines.

Le démarrage de la grève

Profond ras-le-bol à Gennevilliers

Dans les ateliers de fabrication, les conditions de travail étaient épuisantes. Surtout pour ceux qui maniaient les pinces à souder les éléments de carrosserie de l'utilitaire Renault. Les ouvriers en avaient assez d'être des « ballons », selon le mot d'un camarade marocain, qui rebondissent de poste en poste. Tous les postes étaient durs, mais c'était encore pire d'en changer, car il fallait des semaines avant d'acquérir et de maîtriser les automatismes, et plusieurs mois pour améliorer sa musculation… quand cet exercice n'entraînait pas de troubles musculo-squelettiques. Sur ces postes, le personnel tournait beaucoup, il y avait aussi beaucoup d'accidents, de blessures avec les tôles coupantes. L'atelier RU (Renault utilitaire) détenait un record : celui des cadences les plus élevées d'Europe (fait reconnu par un sous-directeur de l'usine après 1968, à l'époque où il comprenait encore la condition ouvrière). Les usines Chausson Asnières et Gennevilliers détenaient la deuxième place pour le nombre d'accidents du travail, juste derrière les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, où 41 mineurs avaient perdu la vie dans la catastrophe de Liévin en 1974. Avant la grève, en un mois, on avait compté neuf accidents, dont un très grave ; sur la chaîne, un ouvrier qui devait percer sur le toit d'une camionnette, tout en se maintenant en équilibre sur le véhicule, a glissé et est tombé

sur une tôle coupante. Son bras a été en partie sectionné. Aux questions des délégués sur ces accidents, la direction répondit : « C'est une nouvelle chaîne, c'est normal qu'il y ait des accidents. » Les presses, à Gennevilliers comme à Meudon, provoquaient des accidents graves, des doigts et des mains coupés à cause des sécurités défectueuses. À la Peinture, c'était la fournaise sous des tenues de scaphandrier dans la chaleur des fours.

Aux mauvaises conditions de travail, s'ajoutait la légèreté de la paye, pour aider à l'envol de la grève !

La revue économique *l'Expansion* avait fait des statistiques sur les bagnards de l'automobile et les différences de salaire. Elles prouvaient que pour une même catégorie et un même travail, certains salaires de Chausson étaient inférieurs de 400 à 700 F à ceux de Renault. La suppression des heures supplémentaires depuis quelques mois aggravait la perte de la prime d'équipe pour ceux qui étaient passés en normale. À Gennevilliers, le jour de chômage partiel d'avril fut payé avant et séparément de la paye. Le mardi 13 mai, quand les enveloppes furent distribuées, la paye était en baisse. Les raisons du mécontentement ne manquaient donc pas. C'est l'accumulation de tout cela qui fit exploser la marmite.

Déclenchement surprise de la grève à Gennevilliers

Le matin du mercredi 14 mai, lendemain de la paye poids plume, à la Carrière, un secteur de parking de voitures finies, notre camarade Pierre Chaze fit une réunion avec 22 ouvriers mécontents de la paye. Il expliqua que Maubeuge était en grève, que c'était le moment d'y aller pour réclamer la parité avec Renault. Les travailleurs votèrent le débrayage. Les militants CGT du secteur hésitaient, ils craignaient que ce fût un feu de paille.

Finalement, le secteur démarra en trombe et le groupe des 22 grévistes fit le tour de l'usine. Ils commencèrent à l'usine G, à l'atelier Renault utilitaire, où la grève s'étendit comme une traînée de poudre. C'était émouvant de voir les ouvriers poser leurs outils et leur tablier et rejoindre les grévistes dans les allées.

Le flot des grévistes grossit au fur et à mesure que le cortège avançait dans l'usine G. Après le secteur Fabrication et les Presses, les grévistes traversèrent la rue et firent le tour de tous les ateliers de fabrication de l'usine H : Ferrage, Montage, Tôlerie, le Montage mécanique du J9 et la Peinture… Mais en « oubliant » l'atelier Outillage plastique, comme ils avaient évité l'atelier Entretien et outillage de l'usine G, encadré par des syndicalistes CGT qui ne voulaient pas de débrayage, et qui n'ont donc pas été dérangés ce jour-là. 2 000 travailleurs allèrent avenue des Grésillons, à 1 km de là, appuyer les négociations sur les bleus… en criant leur colère sur les salaires. Ils rencontrèrent ceux de Maubeuge, venus à 200 dans cinq cars, une délégation de l'Outillage carrosserie ainsi que des dessinateurs des bureaux venus d'Asnières. Le directeur refusa de discuter des salaires, le ton monta et les grévistes lui donnèrent l'aubade sous ses fenêtres.

Le directeur déclara : « Je ne discute pas quand je reçois des coups de pied au cul. » Les réflexions fusèrent alors des rangs des grévistes : « Il n'a pas l'habitude d'en recevoir. D'habitude c'est lui qui aime les faire donner. La direction n'en a pas pris assez. » L'ambiance monta. La chanson qui accompagna la grève était toute trouvée : « Chantereau, si tu continues, la classe ouvrière te bottera les fesses, te bottera le cul… » Et les grévistes crient : « Chausson, Renault, même travail même salaire. » Après un court meeting, les 2 000 grévistes allèrent à Asnières défiler dans les ateliers. Vers 11 h 30, les ouvriers

débrayèrent massivement au fur et à mesure que le cortège sillonnait les allées et les ateliers. En moins d'un quart d'heure, toute l'usine fut en grève. Le secteur Thermique, puis tout l'Outillage carrosserie, puis tous les bureaux de techniciens et de dessinateurs se vidèrent dans la cour, où nous décidâmes de nous réunir en AG après le repas, côté bureaux et Carrosserie. Ceux de Gennevilliers, regonflés à bloc, repartirent déjeuner à Gennevilliers. Ils accueillirent ceux de l'équipe du soir et les entraînèrent dans la grève.

À Asnières, la grève est votée et s'organise après 13 heures, le mercredi 14 mai

À l'AG, dans la cour de l'usine côté carrosserie, les grévistes scandaient « La grève, la grève ! » Les syndicalistes CGT firent voter la grève. Puis c'est aux cris de « Occupation, occupation ! » que l'occupation fut votée. Les responsables syndicaux allèrent ensuite se réunir. Nous avons organisé l'occupation en choisissant un ouvrier de l'Outillage thermique, mon secteur, comme responsable du service d'ordre des deux portes, côté rue Malakoff. Avec lui, mes camarades d'atelier, sur lesquels je sais pouvoir compter, gardèrent les deux portes. Le piquet de grève conseilla aux chefs non-grévistes de ne rien oublier dans l'usine : toute sortie est définitive. En effet les consignes étaient strictes : seuls les grévistes pouvaient entrer et sortir, circuler librement. Une centaine de grévistes ont fait le tour de l'usine pour informer les quelques non-grévistes des bureaux situés dans les ateliers qu'ils avaient le choix : quitter l'usine ou rejoindre la grève.

Nous avons appelé à une AG dans la cour côté Thermique pour constituer un comité de grève. Je montai sur une remorque et demandai des volontaires. Je notai une

vingtaine de noms d'un peu tous les ateliers, comme je venais de le demander. Le secrétaire CGT, qui n'était pas partisan des comités de grève, mais qui ne voulait pas me laisser seul à la tête du comité, arriva en courant, me rejoignit sur la remorque ; du coup, des militants CGT s'inscrivirent. Nous étions 25 au comité, qui fut élu par l'AG du Thermique. À l'Outillage carrosserie, le délégué CGT, Tatave, constitua aussi un comité de grève. Et les dessinateurs, techniciens, surtout pro-CFDT, en élurent un aussi. Le lendemain, la CGT côté Thermique proposa la fusion des trois comités. Nous avons accepté et proposé une réunion des trois comités de 7 heures à 8 h 30 chaque matin avant l'AG.

Les comités réunissaient de 60 à 70 membres, selon les jours. À la réunion du comité regroupé, je proposai que l'on invite des observateurs, pour qu'ils voient comment on organise la grève et aient envie de l'animer et de la faire vivre. La proposition fut adoptée. Ces 60 observateurs militants étaient représentatifs de la grève et en formaient, avec le comité, le fer de lance. Ainsi les deux dirigeants CGT hostiles au comité ont dû peser leurs mots, et leurs quelques propositions étaient souvent rejetées. Ces 60 observateurs exerçaient en quelque sorte une surveillance, leur présence a évité les débats prolongés et les polémiques stériles. Par la suite, beaucoup de grévistes viendront aux nouvelles. Lors des réunions du comité, en plus des 60 membres élus, il y avait à peu près le même nombre d'observateurs, très contents de suivre de près ses débats, d'entendre les propositions des uns et des autres, et ses décisions.

Du côté des syndicats, la CGT, la CFDT et FO participaient à la grève, tandis que la CGC se contentait d'apporter son soutien moral.

Les revendications, 250 F[1] mensuels pour tous, pour un alignement sur les salaires Renault, et le paiement des heures de grève, firent l'unanimité à Asnières, et la firent aussi à Gennevilliers et à Meudon. À Maubeuge et Reims il en fut de même. En 1972, au Thermique à Asnières, les 250 F avaient déjà été popularisés par les slogans « Pas de salaires inférieurs au barème de Renault », et « 250 F minimum pour tous », pour aller vers le rattrapage des salaires de Renault, et ils ont été facilement repris en 1975.

Le jeudi 15, à la première réunion du comité de grève, Tatave fut élu président. Il exerça son rôle avec doigté et diplomatie. Des commissions furent mises en place : cartes de gréviste et pointage, caisse de grève et solidarité, service d'ordre, information et propagande, dans laquelle siégèrent les camarades de LO, animation, et repas, en collaboration avec le comité inter-entreprises. Globalement, tous les volontaires des commissions étaient des ouvriers de base. Beaucoup étaient syndiqués CGT ou CFDT, et quelques-uns non-syndiqués. Ils prirent à cœur leur tâche et la remplirent à la satisfaction de tous, comme beaucoup d'autres qui donnèrent des coups de main précieux. Cette participation des travailleurs, qui prenaient réellement leur grève en mains était une grande source d'expérience pour eux.

La carte de gréviste a joué un rôle important : avec elle, les grévistes s'identifiaient et participaient au même mouvement. Le pointage permettait de compter les grévistes actifs et de les solliciter pour toutes les activités de la grève, dans l'usine et plus tard, aux collectes dans des gares et dans d'autres entreprises.

Chaque jour, après la réunion du comité de 7 heures à 8 h 30, l'AG se réunissaitt : chaque syndicat faisait une

1 En 1975, 250 F ne valaient déjà plus que 183 € 2021.

déclaration, puis le comité organisait la journée et faisait des propositions. 400 à 500 grévistes venaient tous les jours.

À Gennevilliers, la grève s'installe le mercredi 14 mai

Après le repas, les grévistes fermèrent les portes de l'usine H. Le sous-directeur, un peu « zinzin », ce qui va devenir son surnom, voulut empêcher la fermeture de la porte : il mit son pied en travers, tomba à la renverse et perdit sa chaussure, qui vola. Quelle rigolade ! Grand seigneur, un gréviste lui rendit sa chaussure et la porte de H fut fermée. Celle de G aussi. L'usine G fut occupée dès le mercredi soir, H et Asnières le furent le lendemain.

Les grévistes imposent l'occupation à H

Le jeudi matin, les grévistes furent surpris en arrivant à la porte H : sept militants CGT-PCF avaient barricadé la porte pour empêcher les grévistes de rentrer et ne voulaient pas leur ouvrir. Au début, quelques grévistes combatifs ne comprirent pas la manœuvre. Pierre Chaze, aidé par deux autres camarades de LO, J.-L. Robin et J.-P. Macé, leur expliqua qu'ils se trompaient quand ils reprenaient les arguments des militants CGT-PCF : « Si on ouvre la porte, il y en a qui vont reprendre. » Mais rapidement la masse des grévistes s'est accumulée, et il devint évident que les grévistes voulaient une occupation réelle, et pas symbolique. Les grévistes durent parlementer et batailler pour faire ouvrir la porte et entrer dans l'usine, car ils voulaient l'occuper, faire la grève à l'intérieur et pas rester dans la rue. Ils comprenaient bien que les syndicalistes voulaient garder eux-mêmes l'usine, et ainsi empêcher les grévistes de s'organiser et de prendre possession de l'occupation. Devant l'insistance et surtout

le nombre des grévistes qui grossissait et leur poussée, les cégétistes reculèrent et entrouvrirent la porte de la cour. Les grévistes prirent alors les choses en main et organisèrent la grève à 140. Le lendemain, vendredi, 456 sur 1 100 avaient pris leur carte de gréviste.

Des comités de grève

Constitution du comité de grève de H

Une première assemblée des grévistes de H eut lieu jeudi 15 au matin. Pierre proposa de constituer un comité de grève. Tous les ateliers de Fabrication y étaient représentés. Plus de 20 grévistes s'inscrivirent et furent élus, dont de jeunes Marocains. La plupart étaient ces militants politiques dont j'ai parlé ou en étaient proches. La demi-douzaine de Marocains ex-collégiens ou ex-lycéens fut précieuse pour les traductions et les prises de parole. Au comité de grève, il y avait aussi des délégués : un de la CFDT et plusieurs de la CGT-PCF. Le jeudi, vendredi et week-end de Pentecôte, la grève et l'occupation se sont organisées. Les revendications furent définitivement adoptées : 250 F mensuels pour tous, pour arriver à la parité avec les salaires Renault, paiement des heures de grève.

Les usines G et H étaient en grève depuis le mercredi matin, celle d'Asnières depuis mercredi à 13 heures, Chenard et la Secan depuis le jeudi matin. Toutes les usines de Chausson de la région parisienne étaient à l'arrêt. En province, Maubeuge était en partie en grève depuis le 9 mai, et Reims depuis le 10 mai.

Pourquoi des comités de grève

La grève est un engagement collectif, c'est donc l'affaire de tous les grévistes. Il faut que les travailleurs apprennent à diriger leur grève. Le comité doit être large,

réunir des représentants de tous les ateliers et bureaux, pour bien faire le lien avec l'ensemble des travailleurs.

À Asnières, les trois comités fusionnés regroupaient plus de 60 membres, il y avait toutes les sensibilités syndicales et politiques et des non-syndiqués. Il y a plus d'idées dans 60 têtes que dans quelques-unes. Dans les débats du comité de grève, ce qui primait c'était l'intérêt de la grève. On pouvait discuter librement et la soixantaine d'observateurs vérifiaient que dans les débats, les propositions, régnaient la plus grande démocratie et la plus grande transparence.

Dans une grève il y a beaucoup de tâches à remplir : occupation, pointage de la carte de grève, service d'ordre, service des repas, informations, tracts, affiches, animations, culture, débats, films, spectacles, solidarités diverses.

Les comités de grève, c'est la meilleure organisation pour représenter au mieux tous les grévistes et conduire la grève de manière responsable devant l'AG. Le comité de grève rend des comptes, verbalement et par écrit, de la conduite de la grève, il en assure ainsi la cohésion. Pour éviter de tomber dans les pièges et les embûches, rien de mieux que de discuter collectivement et de décider collectivement en AG, sans agir dans les coins. Toutes les initiatives sont bonnes à discuter mais c'est collectivement qu'il faut décider et c'est l'AG qui a le dernier mot en cas de litige.

Un comité de grève à l'usine G

Alain Martinez, militant de l'AMR (qui a fusionné avec le PSU), fut élu président du comité de grève de G qui comprenait deux camarades de LO (dont Philippe Lazarévitch, qui a milité plus de 30 ans à l'usine G avant de partir en préretraite et de continuer à militer), des

militants CGT et d'autres ouvriers combatifs. Le comité de G fit des affiches, une banderole et quelques tracts qui furent tirés par le comité de H. Le comité de G et les grévistes participèrent aux actions et aux activités communes (collectes, etc.) de H et d'Asnières.

Mardi 20 mai, la grève se renforce à Gennevilliers

Pour essayer d'enrayer la grève, la direction lâcha une prime de 150 F le jeudi 15 et voulut dévier le débat sur les classifications. On se rendait compte qu'elle n'avait pas mesuré la profondeur du mouvement : dans toutes les usines, cette aumône fut rejetée et les classifications n'étaient pas le sujet des grévistes.

Mardi 20 mai, il y avait des centaines de grévistes supplémentaires. Le mercredi, 975 avaient une carte de grève à l'usine H et les mille ont été largement dépassés dans la matinée.

Proposition d'élargir le comité de grève à H

Comme la grève se renforçait, il devenait nécessaire de renforcer l'organisation. Le mardi, plus d'une vingtaine de nouveaux membres du comité de grève furent élus par l'AG dans la cour d'usine, ce qui porta le comité de grève à 45 membres. Les militants PCF de la CGT protestèrent contre le nombre de participants au comité de grève, mais l'unité se maintint, bien qu'ils aient appris pendant le week-end que Pierre était à LO.

La première réunion du nouveau comité de grève de H faisait plaisir à voir. Une petite cinquantaine d'ouvriers, immigrés pour les trois quarts, papiers et stylos à la main. Ils avaient conscience d'organiser leur grève, les commissions furent renforcées, les responsables nommés, on renforça les piquets de grève. Dans la nuit

du jeudi au vendredi, des ouvriers occupant la Carrière furent agressés par une bande de nervis d'extrême droite armés de barres de fer. Un travailleur fut blessé, et resta quelques heures à l'hôpital. Le lendemain, il est revenu et a continué à occuper.

Renforcer la grève et les piquets de garde, c'est une nécessité contre cette racaille anti-gréviste qui fait peut-être partie de la bande de voyous qui avait agressé quinze jours auparavant un travailleur marocain de Gennevilliers.

L'ambiance était chaleureuse, les interventions les plus importantes étaient traduites en trois langues : arabe, wolof (Sénégal et Mauritanie) et bambara (Mali). L'AG élut le président du comité de H : Pierre, qui avait déclenché la grève avec les 22 de la Carrière. Six vice-présidents furent également élus, parmi lesquels un Algérien (Mouloud Challah), deux Marocains (El Hedi, Chakir), un Sénégalais (Chakir Tounkara), un Espagnol (je crois qu'il s'appelait Lopez) et un délégué CFDT de l'atelier Plastique, Gérard Leprévost, qui assuma sa place au comité jusqu'à la fin de la grève. Cela a compté pour nous qu'il y soit, car ainsi le PC ne pouvait pas dire que nous montions une machine de guerre contre les syndicats.

Parmi les cinq, il y avait donc Mouloud du MTA, l'ouvrier sénégalais combatif de la Tôlerie et un ouvrier marocain du milieu AMF. Pendant toute la grève, ces trois derniers furent de ceux qui s'attachèrent à traduire systématiquement en arabe, wolof et bambara tout ce qui se disait. Les grévistes y tenaient beaucoup : c'était leur grève, il fallait comprendre tout ce qui se discutait.

Dès le mardi 20 mai, le comité de grève a pris la décision de demander aux travailleurs de ne pas entrer de boissons alcoolisées dans l'entreprise, afin d'éviter tout incident que la direction pourrait exploiter.

Il fut aussi décidé de sortir un quotidien, *Informations du comité de grève* de H (traduit en arabe par des gars du comité), dont le premier numéro sortit le jeudi 22 mai. L'évolution de son en-tête traduisit souvent l'évolution des rapports entre le comité de grève et les appareils syndicaux : le premier numéro parut sans sigles syndicaux, puis les militants du PC, ne voulant pas paraître à la traîne, ils demandèrent qu'il y ait aussi les sigles, ce que nous avons accepté. Ce fut cependant la guéguerre pendant quelques jours sur la mise en forme de l'en-tête, et en particulier sur les places respectives du comité et des syndicats.

Le premier journal fut aussi l'occasion d'empoignades avec certains militants d'extrême gauche et maoïstes et le gars du MTA, qui voulaient absolument que nous rajoutions aux deux revendications essentielles (250 F pour tous et heures de grève payées) la dissolution de l'Amicale marocaine. Nous, LO, n'étions pas pour, en début de grève, mettre en avant cette revendication qui pouvait provoquer une réaction immédiate de l'ambassade marocaine contre les grévistes. Nous avons fait trancher par l'assemblée, qui fut d'accord avec nous, et en particulier les Marocains, les premiers concernés !

Pour donner un aperçu du climat au début, il est significatif que les deux Marocains vice-présidents du comité, par prudence, n'avaient pas souhaité voir leur nom sur le premier journal ! Mais rapidement la grève donna à tous de l'assurance. Aussi, nous avons évolué dans notre position une semaine plus tard, en soutenant la revendication de la dissolution de l'Amicale. En expliquant toutefois longuement que la seule force de l'Amicale c'était le soutien de la direction de Chausson, mais qu'à partir du moment où les travailleurs étaient maîtres de l'usine, de fait l'Amicale était annihilée. En réalité,

les travailleurs voulaient qu'après la grève les « traducteurs » et leur bureau disparaissent. Ils eurent d'ailleurs satisfaction !

Le comité de rédaction du bulletin du comité de grève qui parut en français et en arabe[1] fut aussi élu à l'usine H.

Le comité de grève de H doit faire face aux attaques

Le lendemain, mercredi 21, alors que le comité de grève devait se réunir à 10 heures, les militants PCF de la CGT essayèrent de saboter cette réunion : ils avaient décidé de tenir au même moment une réunion de syndiqués et sympathisants CGT. La plupart des responsables du comité de grève étaient à la CGT. Le PCF et la CGT voulaient les forcer à choisir. Ils pensaient qu'en tant que responsables CGT ils auraient dû, par discipline, choisir la CGT. Les militants pour le comité protestèrent contre la réunion de la CGT et maintinrent la réunion du comité de grève. Les militants pour le comité occupaient la grande salle du réfectoire. Après hésitations, petit à petit, la grande majorité des travailleurs ont rejoint le comité de grève. Même des militants participant à la réunion CGT en firent autant, ainsi que les quelques militants d'extrême gauche qui, dans un premier temps, avaient obéi à la convocation syndicale. Seuls ceux du PCF furent absents et restèrent au local syndical CGT.

La CGT, le PCF et les comités de grève

La CGT, très majoritaire, n'était pas pour cette grève et n'y avait pas appelé. Mais, une fois déclenchée, elle l'a soutenue en essayant de la reprendre en main, dès le début à Gennevilliers, en barricadant les portes le jeudi

1 Nous n'avions pas de traducteur en wolof.

matin pour empêcher les grévistes de rentrer. Elle était surtout contre les comités de grève, qui se sont constitués sans elle et contre sa volonté.

À Asnières, le comité de 60-70 membres apparaissait comme une intersyndicale très élargie, mais en fait il était plus que cela. Les syndicats intervenaient à l'AG chaque matin, ils participaient aux négociations. Mais les discusssions importantes se tenaient au comité le matin, les décisions étaient prises en AG. Le comité organisait la journée, faisait vivre la grève, prenait des initiatives.

Le contenu du deuxième tract général, qui appelait à la solidarité dans la lutte et à la solidarité financière, a été discuté et approuvé par le comité de grève. La maquette et la hauteur des lettres attribuées au comité de grève et aux organisations syndicales ont été décidées après un débat, par un vote qui a mis la CGT en minorité. Toutes les demandes de modification du secrétaire de la CGT, qui insistait, ont été repoussées par les travailleurs : « C'est bien comme ça ! » Sur les tracts et les affiches, l'entête était :

COMITÉ DE GRÈVE
et les organisations syndicales CGT, CFDT, FO

Les grévistes comprenaient parfaitement la signification de ces « détails »… qui n'en étaient pas. Les grévistes étaient convaincus que la grève devait être dirigée par le comité. Il était donc normal que l'en-tête des affiches indique « comité de grève » en premier et en plus gros que les noms des organisations syndicales.

Quant au *Bulletin du gréviste*, qui a repris la même maquette que le tract général et reflétait la vie de la grève, il n'a pas été remis en question. La rédaction des 24 tracts a d'ailleurs reposé essentiellement sur l'équipe des militants de LO. La banderole « COMITÉ DE GRÈVE ET CGT-CFDT-FO » a été adoptée par le comité de grève.

C'était le comité qui tranchait les orientations en présence des observateurs. Le *Bulletin du gréviste* était distribué par de nombreux grévistes. On en donnait une dizaine par diffuseurs de manière à avoir le plus de diffuseurs possible, et donc de faire participer le plus de grévistes possible.

Petit accrochage en coulisse

Lors de la confection d'une banderole d'Asnières, le secrétaire CGT-PCF voulait que le « ET » soit enlevé. Le jeune camarade qui peignait lui a répondu de ne pas avancer, sinon il aurait le pinceau jaune sur le nez. L'incident en est resté là et la banderole a pu sécher en lieu sûr.

À Gennevilliers, à H, seuls quelques délégués CGT-PCF ont participé au comité de grève et après trois jours ils lui sont devenus hostiles. Ils ont demandé à un militant CGT de contrôler le président ; au bout d'une semaine, ils ont compris que le contrôleur, J.-L. Robin, était un camarade de LO. Seul J.-P. Macé, responsable du service d'ordre, a réussi à ne pas se découvrir pendant deux mois, mais parce qu'il était discret, et intervenait peu souvent pendant les réunions.

Nous avons appris longtemps après la grève que le dirigeant CGT de Renault Billancourt, Roger Sylvain, était venu chez Chausson faire un exposé anti-comités de grève devant les syndiqués de la CGT. Finalement, la direction CGT-PCF de Chausson, bon gré mal gré, accepta les comités de grève, tout en continuant à les combattre plus ou moins, notamment celui de H, car il lui échappait complètement. Les piquets de grève, tenus essentiellement par des grévistes fidèles au comité de grève, contrôlaient les entrées de l'usine. Cela déplaisait à sept militants CGT-PCF hostiles au comité de grève. Comme, en plus, le comité de grève avait interdit d'entrer

de d'alcool dans l'usine, ils allaient noyer leur chagrin dans le réfectoire, qui se trouvait à l'extérieur.

Tout en étant contre les comités de grève, les dirigeants CGT Chausson laissèrent faire, d'abord dans l'expectative, puis en se résignant devant le fait accompli et du fait de leur impuissance devant le soutien massif des grévistes aux comités. Dès le 15 mai, pour les militants CGT-PCF, ces comités auraient dû être des comités intersyndicaux placés sous l'égide des syndicats. Leur rôle aurait dû se limiter à l'organisation pratique et à l'animation de la grève, la responsabilité de la conduite de la grève incombant exclusivement aux organisations syndicales. Un certain nombre de militants CGT n'ont jamais accepté cette orientation et participèrent aux réunions et actions avec les grévistes, comme le reconnut[1] le secrétaire de l'USTM-CGT, qui s'est consolé en précisant qu'il s'agissait d'éléments gauchistes ou influencés par les gauchistes…

Le comité de grève se fait respecter à Gennevilliers à H

C'est entre le vendredi 23 mai et le dimanche 25 que le comité de grève a gagné le droit d'exister.

Une première petite épreuve de force permit que le comité se réunisse en présence des grévistes, ce qui aboutit à la tenue régulière d'une assemblée générale.

Le vendredi 23, les grévistes étaient venus massivement assister à la réunion du Comité, ce qui la transformait pratiquement en AG. Les militants du PC s'y opposèrent, car cette affluence entérinait le rôle dirigeant du comité de grève et de l'AG. Ils ajoutèrent : « Le comité de grève compte pour du beurre », et qu'ils ne resteraient pas. Ils quittèrent donc la salle et, après un moment de

1 Dans *Chausson, une dignité ouvrière.*

flottement, ils n'entraînèrent que certains militants d'extrême gauche. Après, tout penauds, ils revinrent à l'AG.

La guérilla anti-comité continue

Pour décourager les travailleurs de rester à l'usine, les militants du PCF ne s'occupaient plus de l'animation. Le samedi 24, aucun des deux spectacles programmés par eux n'eut lieu. Les casse-croûte étaient de plus en plus mauvais, il n'y avait pas de café pour la nuit. Depuis le début de la grève, c'est le comité d'entreprise qui s'occupait du ravitaillement. Bénévolement, les employés du CE en grève continuaient de faire tourner la cantine pour servir des repas aux grévistes. Ils l'ont fait jusqu'à la fin de la grève. Au nom des grévistes, le président du comité de grève de H demanda du café. Les militants du PCF l'accusèrent de vouloir mettre le comité d'entreprise « sur la paille » (sic) : « Nous n'avons pas des millions. » Une telle mesquinerie écœura des travailleurs, qui quittèrent l'usine. Notre camarade décida d'acheter du café et de ramener ma télévision. À son retour, il fut accueilli triomphalement par les grévistes. Cette affaire du café resta dans les annales de la grève. Le lendemain, toute l'usine, même Asnières, a été au courant.

Un délégué CGT-PCF devait fournir un film. Comme il a manqué à sa parole, c'est sur ma télévision, ce soir-là, que les grévistes apprécièrent *Viva Zapata*. À chaque désertion de la CGT-PCF, les grévistes constatèrent que, si l'on ne pouvait pas compter sur cette équipe, on pouvait compter sur d'autres équipes militantes. Cela se vérifia encore le jour où les couvertures qui nous réchauffaient pendant les nuits froides de la fin mai ont mystérieusement disparu, mais ont été remplacées illico par les soins du comité. Ainsi, chaque mauvais coup se retournait contre ses auteurs et les déconsidérait un peu plus.

Une nuit décisive où les grévistes se font respecter à H

C'est cette nuit du samedi 24 au dimanche 25 mai qui a décidé de toute la suite. Pierre avait installé la télé, entouré de quelques grévistes, et on avait commencé à la regarder. D'autres travailleurs sont entrés dans la salle. Ils demandèrent qu'on interrompe le film, car ils voulaient une réunion tout de suite. Tout le monde, sauf les militants du PCF, va dans le local que s'est donné le comité de grève. Les travailleurs auraient voulu comprendre les raisons du forcing que menait le PCF contre le comité de grève et contre le militant de Lutte ouvrière de H. Notre camarade expliqua qu'il fallait rester dans l'usine, qu'il ne fallait pas se laisser faire. Nous n'obéissions plus à nos chefs d'atelier, ce n'était pas pour obéir aveuglément à de nouveaux chefs. Il leur demanda de rester cette nuit.

Les travailleurs présents proposèrent à notre camarade d'aller se reposer. À minuit, on vint le réveiller. En face de la quinzaine de grévistes, il y avait sept militants du PCF. Ils avaient bu. Ils crachaient toute leur hostilité, toute leur hargne contre le comité de grève, contre son président Pierre Chaze, contre Lutte ouvrière et contre ces travailleurs qui osaient s'occuper de leurs affaires. Ils ne se contrôlaient plus. Ils se firent provocants, la matraque à la main. L'instant était décisif. Qu'allaient faire les grévistes ? S'ils laissaient faire, notre camarade risquait d'être frappé et chassé de l'usine, les militants du PCF auraient obtenu ce qu'ils cherchaient depuis une semaine : faire rentrer les travailleurs dans le rang. S'ils ne bougeaient pas, tous ces travailleurs qui avaient à peine commencé à s'exprimer, à prendre en main leur sort, à se comporter en hommes libres à l'usine, devraient à nouveau se taire, baisser la tête, se résigner à leur sort. Bien sûr, la CGT pouvait mener la grève seule. Mais dans

ce cas, les travailleurs n'y auraient rien gagné sur le plan moral, sur le plan de leur conscience, ils seraient restés passifs.

Ils firent un choix… C'est avec émotion que notre camarade vit ces travailleurs qui ne sont pas dans les assemblées, ceux qui ne se mettent pas en avant parmi les grévistes, qui sont de simples travailleurs du rang, de ceux que le capitalisme écrase, meurtrit quotidiennement, prendre leur grève en main. Ils avaient senti plus ou moins confusément que, si à cet instant précis ils n'agissaient pas en faveur de notre camarade, ils perdraient tout. À leur tour, ils se distribuèrent des matraques en déclarant : « Ne t'inquiète pas, on va te défendre. »

La situation resta tendue jusqu'à deux heures du matin. D'autant plus que notre camarade, en téléphonant à G pour savoir si une offensive comparable y avait lieu, apprit avec surprise que Martinez n'était pas là et que c'était un responsable du PC qui tenait la permanence. Simple coïncidence, ou l'usine de G allait-elle être prise en main à son tour ?

Il n'en fut rien. Nous avons appris par la suite que le bâtiment réservé au comité de Grève de G était bien resté entre les mains des travailleurs. Le hasard ou un réflexe a fait que les grévistes qui l'occupaient cette nuit-là se sont verrouillés à l'intérieur. Leur expulsion devenait difficile.

La mobilisation des travailleurs de H et un peu de chance à G avaient sauvé l'avenir de la grève.

Le lendemain, les militants du PCF, dessoûlés, ont cherché à se faire oublier. Nous avons demandé, sans succès, au PCF d'écarter les plus hargneux. Le même jour – était-ce une forme d'excuse ? – le comité d'entreprise débloqua 250 F pour le café.

Réunion du comité de grève de H devant tous les grévistes

À partir du mardi 27 mai, le comité de grève proposa de se réunir en présence de l'assemblée générale. Les grévistes occupèrent alors les chaises autour des tables de la même salle. C'était la démocratie directe. Tous les débats étaient transparents. Les grévistes tranchaient sur-le-champ tous les litiges et votaient tout de suite sur les propositions, ce qui fit gagner du temps.

Obstruction aux délégations à H

Par la suite, il y a eu encore des accrochages, notamment le 28 mai, quand les militants PCF de la CGT ont essayé d'interdire l'accès de l'usine aux délégations de travailleurs invités par le comité de grève à venir discuter avec les grévistes. Il fallut une heure d'engueulades pour obtenir du PCF qu'il retire le cordon de service d'ordre qu'il avait mobilisé pour la circonstance.

De même, les premières manifestations de rue de notre mouvement ont été l'occasion d'une véritable petite guerre de banderoles et de slogans entre les organisations syndicales et le comité de grève.

Mais, depuis cette fameuse nuit, le comité de grève de H avait gagné le droit de vivre et, dans la mesure où il était le fer de lance de la grève Chausson dans la région parisienne, il allait donner le ton et la grève allait encore gagner en profondeur.

Les municipalités versaient des aides sur présentation d'une attestation de grève délivrée par le comité de grève de H (qui valait aussi pour G). La commission solidarité du comité de grève d'Asnières a utilisé pour ses attestations un tampon « CE usines Chausson » valable aussi à Chenard, Secan. Ces aides n'étaient pas négligeables pour certains grévistes qui n'avaient pas de réserves.

Le mercredi 28 mai, petit incident : nous apprîmes par des grévistes que la mairie PCF de Gennevilliers suspend son aide, sûrement à la demande des dirigeants CGT de Chausson, pour essayer de décourager les grévistes de continuer la grève. Le comité de grève fait une information dans le journal :

« Précisions sur les aides aux grévistes

Des camarades à court d'argent se sont adressés à plusieurs reprises au comité de grève pour savoir comment ils pourraient toucher une aide. Nous rappelons que le comité de grève ne dispose pas de fonds propres pour l'instant.

La mairie de Gennevilliers distribue une aide aux grévistes de chez Chausson qui habitent Gennevilliers. Nous ne savons pas exactement quelle est la somme que la mairie est prête à consacrer à cela, ni comment cette somme est répartie. Le comité de grève n'a en effet pas été directement contacté par la mairie. Nous avons seulement appris qu'un certain nombre de grévistes qui se sont présentés hier n'ont pas pu toucher cette aide. Seule la mairie peut fournir des explications à ce sujet. Le comité de grève délivre seulement une attestation à ceux qui en font la demande, prouvant qu'ils sont grévistes. Cette attestation permet également aux grévistes de s'adresser au comité d'entreprise qui répartit l'argent des collectes. »

Le lendemain, jeudi, le maire de Gennevilliers est venu avec une délégation demander des explications au comité de grève, en présence de 400 grévistes, et accusa le comité d'attaquer la mairie. À la lecture de l'article et après une explication de texte, le ton a baissé et le maire, pour éviter tout malentendu, a donné son numéro de téléphone à Pierre, président du comité de grève. Le lendemain, la mairie a fait savoir par un gréviste que les difficultés comptables étaient réglées et que les aides aux grévistes reprendraient le vendredi 30 mai, ce que le

journal du comité de grève n'a pas manqué de publier le même jour. L'incident était clos.

Une manœuvre de plus déjouée à Gennevilliers

Un matin, courant juin, des militants PCF-CGT effacent le tableau où est indiqué l'ordre du jour du comité de grève pour la journée et écrivent à la place : « 6 h 30 réunion syndicale CGT au local » (à 80 m du local du comité de grève). Le comité de grève laisse faire. Mais discrètement son service d'ordre, en majorité des ouvriers de Fabrication, informe chaque arrivant que rien n'est changé, que la réunion du comité de grève est maintenue à 6 h 30. La salle du comité de grève se remplit comme d'habitude et une dizaine de syndicalistes sont dans leur local. La réunion du comité de grève commence à 6 h 30. À 7 h 15, des grévistes signalent, en les montrant du doigt : « Vous avez vu, ils sortent de leur local », ce qui fait rire tout le monde car les grévistes ont compris la manœuvre. Les PCF-CGT viennent timidement et entrent un par un. Avec leur manœuvre, ils se sont un peu plus discrédités et tout se passe comme s'ils n'étaient pas là.

Petite histoire sans paroles : petite péripétie à Asnières sur les marqueurs et papiers de l'imprimerie

À Asnières, le comité et les syndicats avaient accès à l'imprimerie intégrée de Chausson, où ils prenaient le papier et les marqueurs. Un jour, des syndicalistes fermèrent la porte à clé en « oubliant » de le dire au comité de grève. La réponse sans parole fut qu'une délégation du comité de grève fabriqua un passe et récupéra les marqueurs, sauf un de chaque couleur, ainsi que tous les blocs et feuilles de papier utiles aux grévistes ; et la porte

fut refermée à clef. Vexés, les accapeurs cherchèrent, vainement, qui avait réquisitionné leur trésor. À un délégué qui me demandait des marqueurs, j'ai montré celui que j'avais dans ma poche. Un autre a grogné que bien du monde devait en avoir dans les poches…

Du début à la fin, des comités de grève vivants

Du mardi 27 mai jusqu'à l'intervention policière à Gennevilliers le dimanche 29 juin, si les accrochages entre staliniens et révolutionnaires ne furent pas rares, on s'orienta vers un statu quo entre le comité de grève de H et les syndicats. Les syndicats acceptèrent le comité de grève, refusèrent même de rompre avec lui. Un exemple : ils demandèrent que les sigles CGT et CFDT soient ajoutés dans l'en-tête du bulletin du comité de grève de H. À chaque fois qu'ils contestèrent l'axe d'un article, nous leur demandâmes s'ils voulaient retirer leur sigle. Chaque fois, ils turent leurs critiques et demandèrent que leurs sigles soient maintenus. Ce petit manège n'échappa pas aux travailleurs.

Malgré ces accrochages, la vie s'est petit à petit organisée derrière les murs de l'usine occupée. Deux ou trois cents travailleurs l'occupaient dans la journée. Ils participaient aux assemblées générales quotidiennes, auxquelles étaient soumises les propositions discutées par le comité de grève le matin. Compte tenu du fait que les assemblées générales étaient composées d'une grande majorité de travailleurs qui ne parlaient pas bien le français, les débats étaient traduits en français, en arabe et dans deux langues africaines. Plusieurs dizaines de travailleurs, pour la plupart travailleurs immigrés dont c'est la première grève, participaient aux différentes tâches : organisation des piquets, pointage des cartes de grévistes, délivrance des attestations pour que ceux-ci puissent

toucher les allocations attribuées par les mairies, celles de gauche presque uniquement, confection d'affiches ou de banderoles pour les manifestations, ou rédaction de communiqués de presse.

Mais il n'y avait pas que les tâches d'organisation. Pour bien des travailleurs immigrés qui vivaient dans des foyers ou des hôtels, l'usine était devenue un véritable domicile. Le soir, des orchestres folkloriques ou des spectacles s'improvisaient. Le beau temps faisait que, parfois, il y avait des chants jusqu'à deux heures du matin.

Dans la journée, des spectacles étaient organisés. Tantôt des films, suivis de débat. C'est ainsi que les grévistes ont pu apprécier notamment *Le Sel de la Terre, Mektoub, Viva Zapata* ou, sur un autre registre, des films de Buster Keaton ou de Charlie Chaplin. Tantôt des pièces de théâtre jouées en français ou en arabe.

À H, une fête permanente

Tous les jours, le comité de grève continua d'organiser cinéma et théâtre. Les travailleurs eurent ainsi non seulement l'occasion d'assister à des spectacles mais encore d'en discuter.

La projection du *Sel de la terre*, qui relate une grève au Nouveau-Mexique, aux USA, réunit 400 travailleurs. L'ambiance était torride. Les exclamations fusent : « Ils ont raison, c'est comme ça qu'il faut lutter ! » L'hilarité dépassa toute mesure devant la scène où le héros du film, un gréviste, est content le jour où c'est sa femme qui fait le café pour tout le monde, car elle seule fait du bon café. Tous se souvinrent alors de l'affaire du café, au début de la grève. Ce film fut aussi l'occasion d'un débat sur le syndicalisme aux États-Unis.

Des troupes de théâtre se succédaient : la troupe Z, Al Assifa, Le temps des cerises, le Théâtre du Soleil.

L'animation fut permanente. On eut un jour la visite de la fanfare du 19e arrondissement, un autre jour des sketches s'improvisèrent : un travailleur immigré jouait l'ouvrier, un autre le patron. Le sketch montrait une grande intelligence de la situation. Le patron en prit pour son grade.

Nous recevions de nombreuses marques de sympathie : le cinéma 14 Juillet, place de la Bastille à Paris, nous donna des entrées gratuites. Il nous laissa aussi prendre la parole à l'entracte pour expliquer notre grève.

Le Théâtre du Soleil offrit des places gratuites pour *L'Âge d'or* à la Cartoucherie de Vincennes.

La mairie communiste de Gennevilliers versa des secours aux travailleurs de Chausson habitantla commune. Elle offrit aussi l'entrée gratuite à la piscine pour tous les grévistes. À la fin de la grève, elle donna aussi un colis à chacun.

Des rapports fraternels dans la lutte

Le comité de grève a su ainsi créer une discipline fraternelle, librement consentie, qui faisait dire à tous qu'il était bon d'être en grève, qu'il était bon d'être à l'usine dans ces conditions. Nous avons vécu des moments exceptionnels. Pour aucune tâche les volontaires ne manquaient, tel se proposait pour les traductions, tel autre pour taper le bulletin du comité de grève, tel autre encore, en remplissant les attestations, expliquait inlassablement, à chaque travailleur, les raisons de notre grève. Inoubliable, cette journée du 28 mai où nous avons accueilli à H une quarantaine de délégations et où nous nous sommes retrouvés à échanger des idées, à discuter avec plusieurs centaines de travailleurs, du Crédit lyonnais avec Arlette Laguiller, de Carbone Lorraine, de Renault Flins, des grévistes de Grandin, etc. Nous avions

fait un méchoui dans la cour de l'usine H. Nous avons applaudi une troupe de ballets égyptiens à l'usine G juste à côté de la chaîne RU, sur laquelle jadis nous nous esquintions, tellement la cadence était rapide. L'usine est devenue un forum permanent. Elle avait des airs de la Sorbonne de mai 1968, avec en plus cette ambiance de dignité que donnent les travailleurs à leurs luttes. Nous avons entendu lors de certaines discussions de véritables cris du cœur.

Un travailleur, toujours très réservé auparavant, a pris la parole après le film sur la grève des ouvriers de Margoline. Il s'est lancé dans un véritable discours qui a secoué toute l'assemblée. L'élan l'a emporté, si bien qu'à la fin, il ne parlait plus, il hurlait : « J'ai 55 ans, toute ma vie j'ai été sur chaîne. Pour moi c'est trop tard, mais je ne voudrais pas que ce soit comme ça pour les jeunes plus tard. Il faut s'organiser. Il ne faut pas aller boire le coup avec les chefs au café du coin. Il faut s'unir et continuer la lutte ensemble. Il faut gagner ! »

Il fait bon être en grève

À Gennevilliers, l'occupation était rentrée dans les habitudes, ceux qui plaisantaient sur une éventuelle reprise du travail se faisaient envoyer sur les roses. Des travailleurs ont amené leur chat à l'usine. Ils leur avaient attaché au cou une petite pancarte : « En grève ». Cela donnait le ton. Les travailleurs se sont inscrits massivement à la commission éducation du comité de grève. Ils ont ainsi eu l'occasion d'échanger témoignages et expériences sur le bagne Chausson.

« Quand je suis arrivé ici, on m'a mis dans les fosses de Mécanique. J'avais 30 ans, mais tout le monde m'en donnait 25. Un an plus tard, j'étais vraiment rentré dans ma peau de 30 ans. Je me sens plus lent de mouvements

quand je sors de l'usine, j'ai une énorme envie de dormir, je ne pense à rien d'autre tellement le sommeil me ferme les paupières. »

Un autre : « Avant, je dormais, je mangeais bien, maintenant il arrive qu'à midi je n'aie pas faim. Pourtant, je me rends compte que j'ai besoin de forces. Le sommeil, c'est la même chose : des moments je suis très fatigué mais je n'arrive pas à dormir. C'est depuis qu'on m'oblige à alterner les équipes. »

La grève est contagieuse

À la Scomam de Laval, filiale de Chausson où étaient fabriqués les vases d'expansion et les réservoirs, les travailleurs (je pense qu'ils étaient 600) sont entrés en grève illimitée le jeudi 12 juin. Cette grève allait elle aussi faire mal au patron et ne pouvait que renforcer notre détermination à aller jusqu'au bout. Nos camarades de Laval réclamaient comme nous 250 F mensuels pour tous. Ils participaient aux mêmes négociations que nous. L'unité dans la lutte se renforçait.

Quelle journée aussi, le 17 juin, où nous sommes allés faire une collecte chez Renault. Une chouette expédition ! Place Voltaire à Asnières, nous sommes montés à soixante dans un bus RATP. Nous avons refusé de payer. Le conducteur ne voulait pas avancer. Il est allé chercher des contrôleurs. Nous avons discuté pendant un quart d'heure, expliquant notre destination. Finalement, ils ont cédé. Ne sont restés dans ce bus que les grévistes. Il a été étiqueté « Service spécial » et nous avons été conduits directement chez Renault ! Là, la banderole et les panneaux « comité de grève » décoraient l'entrée piétonne de l'usine.

Il y a eu toutes ces manifestations auxquelles nous avons participé, où nous faisions entendre un

son nouveau. Dans une nuée de drapeaux rouges, aux accents de *l'Internationale* chantée aussi bien en français qu'en arabe, au rythme des tam-tam, avec nos maillots colorés sur lesquels était inscrit : « Chausson en lutte, solidarité ! », derrière nos banderoles du comité de grève, nous avons montré notre force en scandant : « Français, immigrés, même patron même, combat », « Chausson va payer », « Les CRS hors de Chausson » et même « Une seule solution, la révolution ». Et tous les travailleurs qui nous applaudissaient sur les trottoirs pouvaient vérifier à quel point nous étions déterminés et combatifs.

Au fil des jours, au fur et à mesure des épreuves traversées, grâce au comité de grève nous avons appris à nous connaître, à fraterniser et même à nous aimer. Et cela, nous l'avons définitivement gagné.

À Asnières aussi, une grève de plus en plus active

À 60-80 grévistes, nous faisions des collectes massives en distribuant des tracts. Un proche de la LCR et d'autres grévistes avaient fabriqué des T-shirts « Chausson en lutte, solidarité » illustrés par une usine dont la cheminée est un poing levé. De nombreux grévistes portaient ce T-shirt. Les militants CGT-PCF les boudaient, certainement par sectarisme, parce que c'est moi qui les distribuais. Pourtant, lors des manifestations, les premiers rangs avaient de l'allure avec leurs T-shirts, les grévistes étaient fiers d'afficher leur lutte. Une fois, dans la rue devant l'usine, un ouvrier interpelle gentiment un militant du PC : « Dis donc, t'es pas de Chausson, tu n'as pas de T-shirt. » Le militant gêné n'avait rien à répondre et la discussion en est restée là, mais bien des ouvriers avaient remarqué que le PCF n'arborait pas le T-shirt.

Petit spectacle de rage

Lors du départ de la grève, votée à Asnières au début de l'après-midi le mercredi 14 mai, une centaine de grévistes avaient fait le tour des ateliers et des bureaux pour informer tout le monde que l'usine était en grève et que la sortie était sans retour possible ce jour-là et les jours suivants.

À l'adjoint du PDG, un gréviste avait lancé : « Celui-là, on a oublié de lui couper la tête à la Révolution. » Quelques semaines après, cet adjoint s'est présenté à la porte devant le piquet d'une trentaine de grévistes et demandé qu'on le laisse entrer. Nous lui avons dit qu'il pouvait, à condition de sauter par-dessus le piquet, il a pris son élan et a essayé de sauter au moins cinq fois en retombant devant le mur de grévistes. J'ai dû lui dire d'arrêter, d'aller se reposer et d'attendre gentiment la fin de la grève, nous craignions qu'il fasse un malaise tellement il était excité et blême de rage. Je l'ai calmé en lui disant de ne pas insister et il a fini par partir, nous étions soulagés que son état ne s'aggrave pas.

La direction est vexée, elle boude pendant trois semaines !

On a vu qu'au début de notre grève la direction avait lâché 150 F, espérant ainsi nous voir reprendre le travail. La manœuvre avait échoué. Pendant les trois semaines qui ont suivi, elle a gardé le silence. On a pu s'occuper de faire vivre la grève et de l'enraciner en commençant les collectes : nous commencions les accroches en appelant à la solidarité dans la lutte, pour finir sur la solidarité financière.

Entre-temps, la direction ne perdait pas son temps. Le vendredi 23 mai, le Zinzin a fait aux Grésillons un meeting devant les ETDA (employés, techniciens,

dessinateurs et agents de maîtrise), soit 600 personnes. Il voulait les transformer en briseurs de grève. Au fur et à mesure qu'il s'excitait, prenait des couleurs, la salle se vidait. Ce chef avait déjà les ouvriers à dos, il ne réussit ce jour-là qu'à dresser contre lui les mensuels[1]. Ils manifestèrent avec leurs pieds et, à la fin du meeting, il ne restait que six ou sept personnes pour l'écouter. Les sept mercenaires, en somme.

Dans une lettre au personnel, la direction prétendait qu'une minorité empêchait l'usine de tourner. Le lundi suivant, elle fit venir à Asnières un huissier chargé de le vérifier. En fait de minorité, il dut traverser une foule de 600 grévistes pour rentrer dans l'usine. Une trentaine d'entre nous l'ont accompagné pour assister à la confrontation. Malgré le cinéma de l'avocat de la direction, la demande d'évacuation du siège et des stocks par la direction, accueillie par des sourires, fut rejetée par l'expert. Les faits parlaient d'eux-mêmes. L'expert les a entérinés : la « minorité » est une majorité ! Il a même reconnu la légitimité de la grève.

Parallèlement, le patronat et le gouvernement maintenaient un mur du silence sur notre grève. La presse, la radio, la télé étaient muettes. Une conférence de presse fut organisée par les syndicats le samedi 31 mai. Étaient surtout présents les journalistes de la presse ouvrière : *l'Humanité, la Vie ouvrière, Syndicalisme* et *Lutte ouvrière,* un journaliste d'un quotidien marocain et un d'une petite agence de presse. Dans le même esprit, les syndicats organisèrent tout l'après-midi une journée portes ouvertes, qui permit à de nombreux visiteurs de se faire une idée de ce qu'était le bagne Chausson.

1 Les ETDA, qui étaient payés au mois et non à l'heure. Tout le monde avait été mensualisé en 1970, mais le nom a perduré.

À Maubeuge, le travail avait repris. La direction voulait licencier 22 travailleurs. Elle recula, tout en maintenant 10 licenciements. À Creil, qui n'était pas en grève, elle fit venir la télévision pour filmer nos camarades au travail.

Déçue par l'expert, elle obtint quand même qu'un tribunal décide qu'à Asnières nous devions évacuer les locaux administratifs de l'entreprise. S'ensuivirent des discussions, des pinaillages, pour déterminer où commençaient et où s'arrêtaient les « locaux administratifs ». La direction va trancha le débat.

L'offensive patronale et la riposte des travailleurs

La police évacue l'usine d'Asnières

Le jeudi 5 juin, à 3 heures du matin, un cadre proche des grévistes nous prévint par téléphone. À 3 h 45 du matin, les CRS, casqués et armés jusqu'aux dents, sont intervenus au 35, rue Malakoff à Asnières, pour occuper les locaux du siège social, les locaux administratifs et… les ateliers. Elle élargissait ainsi largement le périmètre défini par le tribunal.

L'opération était bien orchestrée. À minuit, la direction avait demandé à ses cadres de se rassembler place des Invalides à Paris. À 3 heures du matin, cinq autocars étaient mis à leur disposition. Une fois l'ouverture des portes obtenue, la police faisait savoir aux cadres stationnés aux Invalides qu'ils pouvaient réintégrer leurs bureaux.

À la suite de la décision du tribunal, le comité de grève avait autorisé nominalement vingt-trois membres de la direction à entrer dans l'usine. En réponse la direction fit donner la force. Aussitôt, les travailleurs ripostèrent massivement, non seulement chez Chausson, mais dans les usines des alentours. À peine la nouvelle de l'invasion policière connue, à Asnières nous modifiâmes la première page du *Bulletin du gréviste*, organe du comité de grève de Chausson Asnières. Il parut ce matin-là avec en gros titre : « Les flics hors de l'usine ! » Il fut distribué massivement, par brassées entières, à des

milliers d'exemplaires, aux grévistes et à la population. À Air-Équipement, une usine voisine de Gennevilliers, à la Sintra, située rue Malakoff à côté de Chausson, des débrayages de solidarité furent décidés, pour exiger le départ des CRS. À quinze heures, le comité de grève d'Asnières se réunit. Il décida de rester toute la journée avec les travailleurs aux deux bouts de la rue Malakoff à Asnières. Toute la journée, se tint un meeting permanent. Des milliers de travailleurs passèrent apporter leur soutien et montrer leur indignation contre la présence des CRS.

Après l'envoi des CRS, la direction proposa la négociation. Les grévistes lui répondirent : « Pas de négociation sous la matraque ! »

Autre manœuvre : pour les négociations, elle décida que les filiales Chenard et Secan (480 travailleurs chacune) ne faisaient plus partie du trust Chausson. La veille, dans les revues luxueuses où elle étalait le bilan de son activité, la direction n'oubliait pas de faire mousser la plus petite de ses filiales. Les travailleurs étant en grève, elle employait les plus basses et les plus grossières manœuvres pour tenter de les diviser. Les grévistes protestèrent : « Pas de négociations séparées ! » Ils étaient près de 400 dans la rue de l'usine.

Pas de négociations sous les matraques !

Dès 4 heures du matin, en réécrivant la première page du bulletin du comité de grève, nous avons anticipé une future proposition de négociation de la direction.

En effet, celle-ci se croyait en position de force du fait de l'évacuation des grévistes par les CRS et de l'occupation de l'usine par une cinquantaine de jaunes (cadres, techniciens et maîtrise).

Une affiche fut collée à côté de la porte d'entrée : « Pas de négociations sous les matraques ! » Une affichette « Poniatowski[1] city / rue casquée » a recouvert la plaque de la rue Malakoff, baptême largement photographié et commenté.

Étant donné l'ambiance, aucun délégué ne s'est présenté aux négociations le 5 juin ni le 6, et le directeur a été conspué lors de sa sortie vers 9 heures à la recherche d'un délégué.

L'évacuation redynamise la grève

Depuis l'évacuation, nous réunissions le comité de grève à 7 h 30, élargi aux 60/80 observateurs, dans le restaurant d'entreprise, à 100 m de l'usine. Les grévistes prirent l'habitude de venir au restaurant, autour du comité, pour suivre de près les dernières nouvelles et les propositions d'actions à effectuer après l'AG. Entre 100 à 150 grévistes assistent au comité et, à l'AG, de 200 à 400 selon les jours. Quand les négociations reprirent, le nombre de grévistes augmentera de nouveau : il y a ceux qui viennent aux nouvelles, autour de 200, plus ceux qui resteront, 2 à 300.

Les grévistes font partir les CRS

Vendredi 6 juin dans l'après-midi, à l'appel des syndicats CGT et CFDT et des comités de grève de Chausson, les travailleurs de Chausson et de la région manifestèrent pour exiger le départ des CRS.

Il y avait là les grévistes de Chausson, derrière les banderoles de leurs comités de grève : usine H, usine G, et des travailleurs venus de toutes les usines de Gennevilliers : une délégation des grévistes des Câbles de Lyon, une autre usine occupée, des délégations de la

1 Ministre de l'Intérieur.



Le meeting du 21 mai 1975 à Asnières : la grève est lancée depuis une semaine.



Réunion du comité de grève du 26 mai 1975 à H avec l'assemblée des grévistes. Assis, les membres élus et derrière eux les observateurs.





La réunion du comité de grève à H le 26 mai 1975.



Réunion du comité de grève de H avec l'assemblée des grévistes le 26 mai.



Réunion du comité de grève de H.



Les grévistes prennent la parole au comité de grève de H, le 26 mai.



Collecte dans une gare parisienne.



Les grévistes face à la police après l'évacuation de l'usine d'Asnières (5 juin 1975).



Manifestation et rassemblement à la mairie d'Asnières contre l'évacuation de l'usine le 6 juin 1975.





Collecte devant les usines Renault à Billancourt, 17 juin.





Manifestation à Clichy le 23 juin 1975 en solidarité avec les travailleurs des Câbles de Lyon.



Des grévistes prennent la pose dans la cour de l'usine H.



La manifestation du 26 juin entre la place de la Nation et la place de la Bastille à Paris.



Dans la manifestation du 26 juin.



Dans la manifestation du 26 juin entre Nation et République à Paris.



On nargue la police après l'évacuation de l'usine de Gennevilliers le 30 juin.



Collecte à la gare du Nord à Paris, en juin.



La fausse reprise du 7 juillet à la porte de H.



Meeting commun des usines d'Asnières et de Gennevilliers, le 8 juillet devant l'usine d'Asnières.



En sortie avec les copains de l'atelier d'Outillage thermique d'Asnières, en décembre 1979.



Le meeting commun du 8 juillet.

Thomson-Houston, de Carbone-Lorraine, d'Air-Équipement, etc., qui avaient débrayé pour l'occasion. Nous nous sommes retrouvés pour défiler au coude-à-coude, à cinq mille, de la Bourse du travail de Gennevilliers à la mairie d'Asnières, où nous avons tenu un meeting.

Le cortège était extrêmement dynamique, plein de force et de tonus, nous nous sentions forts de notre détermination. Nous scandions : « Chausson doit payer », « CRS = SS », « CRS hors de Chausson », « L'amicale des Marocains hors de Chausson ». Les travailleurs chantaient en français ou en arabe leur chant de grève : « Chausson, si tu continues, la classe ouvrière te bottera le cul ! » Les drapeaux rouges étaient de la fête. Nous tapions dans les mains pour scander les mots d'ordre. Et de temps en temps montait *l'Internationale,* chantée dans de multiples langues. L'atmosphère était survoltée.

Notre détermination a forcé la direction à changer son fusil d'épaule. À 17 heures, elle faisait retirer ses CRS. Notre unité, notre force, notre combativité nous avaient donné une première victoire.

La direction négocie

Pendant le week-end qui suivit le départ des CRS, les 7 et 8 juin, la direction négocia avec les organisations syndicales. Notons qu'à ces négociations le comité de grève envoya un observateur, un travailleur immigré choisi par les travailleurs du rang. Pierre et moi allions aussi voir ce qui se disait dans ces négociations, Pierre mandaté par la CFDT, bien que CGT, et moi en tant que délégué CFDT.

La direction fit plusieurs propositions, dont la suivante : une augmentation minimum de 100 F, somme portée à 140 F pour les OS, 120 F pour les P1 et P2, et 100 F pour les P3 et au-dessus ; et, pour la période de

la grève, l'attribution d'une somme fixe de 150 F, augmentée d'une somme de 100 F minimum, correspondant à une majoration de la prime semestrielle, ainsi que quelques aménagements mineurs concernant la grille et les heures de travail.

Ces propositions ont indiqué aux grévistes que la direction commençait à accuser le coup d'une grève avec occupation, qui venait d'entrer dans sa quatrième semaine, et dont la poursuite la gênait considérablement vis-à-vis de ses commanditaires et clients, Peugeot, Renault, etc.

Si les augmentations proposées étaient suffisamment importantes pour montrer un recul de la direction, elles étaient par contre loin de satisfaire les revendications principales des grévistes, à savoir 250 F pour tous et le paiement des heures de grève. Double raison pour encourager les grévistes à continuer.

Nous faisons partir les cadres anti-grévistes

Dès le jeudi matin, nous avons mené la vie dure aux cadres et autres jaunes d'Asnières et de Gennevilliers qui venaient tenter de briser notre grève. Ironie de l'histoire : pour briser notre grève, ces messieurs durent occuper l'usine et faire les 3x8 à une cinquantaine par équipe. Bref, garder l'usine pendant que les grévistes dormaient et venaient seulement aux heures de relève à 22 heures, 6 heures du matin et 14 heures. Un comble ! Le vendredi matin, le directeur du personnel, Fargeas, fut pris à partie par les grévistes en sortant de l'usine. Nous lui avons fait une haie d'honneur… qui l'obligeait à emprunter le caniveau plein d'eau, de tracts et d'ordures guère appétissantes. Il fut traité de tous les noms par les ouvriers en colère : « Tu les retires tes flics ! », « Ordure ! ». Il cherchait un délégué pour discuter. Je m'éloignai tranquillement

dans la rue pour le faire patauger le plus longtemps possible, et le slogan « On ne négocie pas sous les matraques » était repris par les grévistes, jusqu'à ce qu'il s'arrête, tout penaud, et retourne, en empruntant le même caniveau, voir ses protégés, les policiers et les cadres. Quant aux cadres qui prirent ce jour-là le chemin de l'usine, nous leur avons montré clairement notre mépris. Ils ont dû passer sous le joug. Ils ont dû se frayer un chemin sur le trottoir où une haie de grévistes leur crachaient dessus, leur faisaient le salut nazi et scandaient : « Au Chili ! Au Chili ! »[1]

Pendant cinq jours, nous avons mené une guerre d'usure : quolibets, jets d'objets divers… Dès qu'un cadre pointait le nez à travers une lucarne, il était photographié et son nom rejoignait une liste affichée dans la rue, à côté ou sur les portes de l'usine. Et lorsque la direction a accepté que je rentre dans l'usine pour récupérer la télé d'un camarade (la mienne était à H), les cadres se sauvèrent – c'était « Courage fuyons » –, ils avaient peur d'être reconnus et de voir leur nom affiché.

Le journal du comité de grève comparait l'usine à un zoo et conseillait d'apporter des cacahuètes. Jour et nuit, des plaisanteries téléphoniques : « Allo, je peux parler à M. Machin ? […] Alors t'occupes l'usine ? Eh bien, tu sais, j'ai prévenu ta femme, qui ne veut plus que rentres à la maison si tu continues à coucher chez le patron. »

Dans la nuit de lundi à mardi, épuisés (et congédiés par la direction pour insuffisance de résultats ?), divisés en trois groupes (les durs qui voulaient à tout prix s'imposer contre les grévistes, ceux qui ne voulaient plus jouer ce rôle de flics et les hésitants qui voulaient

1 Le coup d'État militaire qui a mis au pouvoir le régime d'extrême droite de Pinochet, le 11 septembre 1973, s'était accompagné d'un massacre de militants syndicalistes et politiques.

seulement travailler mais pas dans ces conditions !), ils abandonnaient le terrain.

La direction a reculé en retirant ses jaunes, en raison du climat de division entre eux et parce qu'elle se demandait quelle autorité un chef aurait pu avoir après des semaines où les ouvriers lui avaient craché dessus.

Cinq jours avaient anéanti toute l'autorité de la direction et de ses sous-fifres.

Comme au *Parisien libéré*, les chiens chez Chausson

La direction a alors fait appel à des vigiles privés. Elle n'arrivait pas à délier les cordons de la bourse pour nos 250 F et le paiement des heures de grève, mais là elle n'a pas regardé à la dépense.

Ces vigiles paradent à l'usine avec des chiens policiers. Ce sont les mêmes que ceux qu'utilisait Amaury, un autre patron de combat, propriétaire du *Parisien libéré*, pour faire garder son usine de Saint-Ouen.

Un des grévistes qui allaient voir ce spectacle d'un peu trop près, a reçu un projectile qui l'a blessé à la main.

Chausson, qui se vantait dans ses publicités d'être à la pointe du « progrès », faisait ça à l'américaine : il utilisait les services de spécialistes dans l'art d'essayer de briser les grèves.

Après trois jours, le jeudi 12 juin, ils furent relevés par quatre voitures de vigiles de la tristement célèbre Agence centrale de services (ACDS), dirigée par un ancien détective privé, membre actif du SAC et cotisant à l'Orphelinat mutualiste de la police. Ces vigiles spéciaux repartirent le vendredi 13. Les grévistes trouvèrent alors un pistolet et des matraques, qui seront remises au CE. Les vigiles de l'ACDS, curieusement, avaient retrouvé les pneus de leurs véhicules à plat… Plus d'une centaine de

grévistes sont venus voir la relève. Nous les avons abondamment photographié, ce qui leur a déplu. La direction a fait appel à la police pour nous écarter de l'usine.

Finalement, Chausson renonça aux nervis de tout poil et un statu quo s'établit. Les gardiens habituels reprirent leur poste et nous eûmes plus de temps pour nous occuper de faire vivre la grève en dehors de l'usine. Le lendemain, 14 juin, les derniers nervis avec leurs toutous ont quitté l'usine d'Asnières. Ils n'auront pas réussi à nous briser mais ils auront coûté cher à la direction.

Pour tuer le temps dans leur volière, ces sales oiseaux s'étaient distraits. Ils s'étaient livrés à des parties de stock-car avec les vélos de l'usine. Ceux-ci n'ont guère tenu le choc. Ils avaient trouvé un nouvel usage aux extincteurs. Ils jouaient aux nervis et aux grévistes : un de ces voyous portant un badge CGT était arrosé de mousse par les autres. Il y a même eu un début d'incendie dans le tas d'ordures laissé par les cadres, leurs prédécesseurs, devant les bureaux dans la cour de l'usine, car le ramassage des ordures ne pouvait pas se faire, les grévistes dans la rue invitant le conducteur du camion à partir à vide. Ils ont du coup joué avec la lance à incendie. Enfin, pour calmer leur ennui, ils sont partis à la découverte des bureaux de l'usine. Ils ont ainsi fracturé ceux de la direction. Peut-être cherchaient-ils une prime supplémentaire ? Ils ont aussi mis le feu dans un bureau et l'ont arrosé d'eau pour éteindre l'incendie. On a les valets qu'on mérite !

Les négociations piétinent

Pendant les quinze jours qui suivirent, la direction ne variera plus guère dans ses propositions. Elle se fit même parfois particulièrement cavalière : un mardi, les négociateurs avaient à peine eu le temps d'arriver, de

s'asseoir, que la réunion était terminée. La direction battait un record. Chrono en main, la réunion avait duré sept minutes. Pas une de plus. Elle avait même convié pour assister à cette performance des camarades de Reims, de Maubeuge et de Creil.

Un tour du Zinzin

Parallèlement, elle essaya de nous intoxiquer. Le mardi 10 juin, le sous-directeur de Gennevilliers, Auger, que tout le monde n'appelait plus que le Zinzin, fit une apparition au meeting commun qui chaque matin regroupait les travailleurs des deux usines de Gennevilliers. Il essaya de diffuser un tract dont la plupart des exemplaires étaient seulement en arabe. Il croyait pouvoir tromper nos camarades immigrés. Ce tract mentait comme ce n'est pas permis. Il prétendait, par une espèce de tour de passe-passe tout ce qu'il y a de plus grossier, nous faire croire que la direction nous avait donné nos 250 F. Il aurait tout aussi bien pu additionner ses tickets de caisse, le tout était de sortir de son chapeau de prestidigitateur le chiffre magique de 250 F.

Le tour a raté. Le Zinzin avait eu le tort de voir les ouvriers à son image. On l'a fait déguerpir à grande vitesse, histoire de lui prouver qu'on savait compter jusqu'à 250.

La grève est bel et bien installée

Semaine après semaine, la grève s'est organisée et renforcée. À la troisième semaine, les collectes et distributions de tracts se sont multipliées. À leur retour, les grévistes sont contents non seulement du résultat financier mais aussi de l'accueil du monde du travail. L'évacuation de l'usine d'Asnières a revigoré la grève, avec l'occupation en moins, mais avec de nouvelles activités

contre les nouveaux occupants et vers l'extérieur, d'autres entreprises, les gares, les marchés.

Briser le mur du silence

L'intervention policière à Asnières n'avait pas réussi à briser la grève. Ceux d'Asnières continuèrent à se voir tous les jours. Comme auparavant, un noyau de 100 à 250 travailleurs restait mobilisé, tandis que chaque jour plusieurs centaines des travailleurs venaient aux nouvelles. Le bulletin du comité de grève d'Asnières continuait de paraître, imperturbablement. Comme celui de H à Gennevilliers, il faisait contrepoids à la propagande mensongère de la direction.

Les travailleurs d'Asnières comme ceux de Gennevilliers participaient nombreux aux collectes de solidarité organisées à la fois pour demander à la population travailleuse un soutien et pour briser le mur du silence. Des collectes avaient lieu dans les grandes gares parisiennes : Saint-Lazare, gare du Nord, gare de l'Est, Montparnasse, et à la sortie des entreprises. Chaque fois, l'accueil fut particulièrement chaleureux et incita les grévistes à aller jusqu'au bout.

De leur côté, les organisations syndicales multiplièrent les initiatives pour faire connaître la grève : conférences de presse, communiqués à la presse écrite et parlée, délégations auprès de l'inspecteur du travail départemental, auprès du préfet des Hauts-de-Seine, du président de la République lors d'une manifestation de la Madeleine à l'Élysée. Cette manifestation, à laquelle participa le comité de grève et qui avait lieu dans les beaux quartiers, faisait se rencontrer deux mondes : les OS de Gennevilliers et les bourgeois cossus de la rue du Faubourg-Saint-Honoré. Ils se dévisageaient. Lesquels étaient les plus étonnés ? Les syndicats firent également

des démarches auprès Dijoud, secrétaire d'État à l'Immigration, à l'ambassade du Maroc, auprès de Poniatowski, ministre de l'Intérieur, et de Durafour, ministre du Travail.

Paiement des heures de grève

Lors des dernières négociations, les syndicats avaient eu tendance à éluder la question du paiement des heures de grève. Nous en rediscutions donc. Les travailleurs du Crédit lyonnais nous ont d'ailleurs fourni des arguments. Une délégation de ces camarades était venue nous apporter 5 000 F. Cette somme était accompagnée de la motion suivante : « *Chers camarades, il y a un an, les employés du Crédit lyonnais reprenaient le travail après une grève de deux mois, qui fut victorieuse. En particulier, nous obtenions que les heures de grève soient payées à concurrence de 83 %. C'est pourquoi, un certain nombre de travailleurs ayant renoncé à percevoir les indemnités données par le comité de grève, il nous est resté une certaine somme que nous avons décidé de répartir entre différentes entreprises actuellement en grève. Nous vous adressons donc deux chèques : l'un de 1 000 F adressé au comité de grève de l'usine H, pour lui permettre de financer son journal et ses tracts. L'autre de 4 000 F, à partager entre toutes les usines du groupe au titre de la solidarité. Nous vous souhaitons bon courage pour continuer votre grève jusqu'à la victoire !* »

Solidarité avec les Câbles de Lyon

Le lundi 23 juin, sept grévistes des Câbles de Lyon à Clichy étaient fauchés par une voiture devant leur usine. Un était gravement blessé. Quelque temps auparavant, ils avaient été expulsés par les CRS. À la suite de la provocation criminelle qui les frappe, dont toute la presse

s'est fait l'écho, nous manifestâmes à Clichy. Nous étions d'autant plus sensibles à cette provocation que nous avions été nous-mêmes victimes à Villeneuve et au marché de Gennevilliers d'attaques, repoussées, de cadres.

Nous avons participé aux deux manifestations centrales de Paris pour les libertés et contre les milices patronales, les 13 et 26 juin. À cette dernière manifestation, nous scandions « CGE assassin ! » et « Patrons, fascistes assassins ! »

Tracts et affiches

Les tracts et affiches au nom des grévistes étaient sous le contrôle et la signature des comités de grève, à Asnières comme à Gennevilliers, même s'ils étaient rédigés pour l'essentiel par des camarades de LO. Les deux rédactions s'épaulaient. Les comités d'Asnières et de H assuraient eux-mêmes le tirage de leur matériel. Un jour, le président du comité de G, Martinez, a décidé de faire tirer son tract par la CGT à la Bourse du travail. La CGT accepta mais, le lendemain, lui annonça qu'il n'y avait plus de papier… C'est le comité de H, qui avait du papier, qui tira les tracts de G.

Attaque patronale à Villeneuve-la-Garenne

Jeudi 19 juin, à une heure du matin, des commandos attaquèrent l'usine Chausson de Villeneuve-la-Garenne, occupée elle aussi. Ils furent reçus comme ils le méritaient. Ils eurent juste le temps de faire quelques accrocs au grillage avant l'intervention de camarades des piquets de grève des usines H et G de Gennevilliers et d'Asnières, accourus en voiture. Paniqués, ils se sauvèrent comme des lapins sans demander leur reste. Les agresseurs n'étaient pas les membres d'une milice patronale, mais une brochette de directeurs et DRH de chez Chausson.

La direction manœuvre

La direction a gardé le silence pendant dix jours, maintenant ses dernières propositions : de 140 F à 100 F de l'OS au cadre, au lieu des 250 F pour tous, et une somme de 250 F pour le paiement des heures de grève. La lutte en était à son quarante-troisième jour. Cela ne fait donc pas lourd.

Elle proposa de faire entrer douze pointeaux à Gennevilliers, toujours occupé, sous prétexte de faire les comptes pour les congés payés de ceux qui devaient partir en juillet. Rendus méfiants par l'attaque des cadres à Villeneuve, les grévistes votèrent et refusèrent !

La grève Chausson commençant à priver Renault d'un certain nombre de pièces détachées, on commençait à en percevoir les échos dans la grande presse. Il devenait urgent pour la direction Chausson d'obtenir la reprise du travail.

L'hypocrisie

Histoire de prendre le pouls de notre grève, notre nouveau directeur, Fargeas, se présenta pour faire la visite de l'usine G de Gennevilliers, jeudi 26 juin. Trois cents camarades l'ont accompagné. Il voulait connaître le bagne Chausson. Nous lui faisions les commentaires qui s'imposaient.

Un camarade fit une démonstration du fonctionnement des petites pinces à souder. Le directeur lui envoya : « Arrêtez votre cinéma ! » Nous l'interpellâmes : « Ce n'est pas du cinéma. C'est huit heures par jour que vous nous faisiez travailler ainsi. Si vous êtes si malin, essayez vous-même ! »

Notre directeur à la langue bien pendue prit les pinces mais, comme c'est quand même plus lourd à manipuler qu'un stylo, il s'emmêla et eut du mal à s'en sortir. Un

peu plus tard, il capitula devant les grosses pinces avant même de les soulever.

Le président du comité de grève de G proposa une confrontation entre patron et travailleurs devant la télé, pour que le public juge si oui ou non il y avait un bagne Chausson. Fargeas refusa. Il préférait que tout cela reste entre nous…

Évidemment, il n'y avait pas de quoi être fier. Il essaya de s'en sortir en nous passant la main dans le dos, sans grand succès. Il prétendait découvrir nos mauvaises conditions de travail. Quelle hypocrisie ! Cela faisait des années que nous signalions les problèmes dans les cahiers du CHS, et depuis des années la direction ne répondait que par des « Tout va bien » ou des silences.

Une manifestation dynamique réussie

À la manifestation du jeudi 26 juin entre Nation et Bastille, 600 grévistes avançaient derrière la banderole des comités de grève et un premier rang de T-shirt, avec des drapeaux rouges, des tam-tam, les militants des comités de grève aux sonos pour lancer les slogans. Au départ, une 504 est passée sur le trottoir pour se mettre devant les grévistes, suivie d'une quinzaine de militants CGT. Les grévistes ont bien compris qu'ils projetaient de prendre la tête de leur cortège à la place de leurs comités. Nous leur avons assuré que tout allait bien se passer. Au départ, nous avons laissé avancer la 504, le temps de faire des photos et d'aménager un trou de 30 mètres, que nous avons maintenu durant tout le défilé, malgré les injonctions de la CGT, de manière à faire ressortir la banderole des comités de grève et le cortège uni des travailleurs qui la suivaient. Un délégué CGT-PCF a fini par venir danser avec nous, pour se sentir moins seul que derrière la 504 et ses suivants. Il se sentait bien mieux avec ceux

qui dansaient, chantaient, lançaient des slogans et entonnaient *l'Internationale*.

Nouvelles dissensions au sein du comité de grève

À la même époque — Gennevilliers vivait sa dernière semaine d'occupation — une nouvelle dissension apparut au sein du comité de grève. Cette fois-ci, elle ne venait pas du PC, mais d'un certain nombre d'ouvriers influencés par les idées maoïstes, vexés que Lutte ouvrière joue un rôle de premier plan à l'usine H.

La discussion portait surtout sur l'attitude à adopter par rapport à la venue des douze pointeaux à Gennevilliers pour l'acompte de juillet. La position de principe aurait été évidemment de refuser leur entrée. Mais nous estimions que le comité de grève n'avait peut-être pas les moyens de cette politique. Si la direction ne versait pas les avances de juillet, des travailleurs mécontents risquaient de se retourner contre la grève. À l'AG, les grévistes refusèrent l'entrée des pointeaux. Les choses s'arrangèrent, car la direction accepta de verser l'acompte à l'extérieur de l'usine. Un certain nombre de travailleurs allèrent dire leur fait aux opposants et, petit à petit, ils se firent à l'idée de ne pas essayer de diviser pour régner.

La direction bluffe

Depuis le début de la grève, la direction envoyait aux travailleurs de l'usine des lettres « d'information ». Elles constituaient une véritable campagne d'intoxication contre la grève. La lettre du 17 juin présentait deux bulletins de paye. Celui du mois d'avril et celui que nous aurions, si nous reprenions tout de suite le travail. La feuille de paye d'avril était fictive. La direction y comptait sept heures supplémentaires alors que nous n'en faisions

plus depuis des mois. Un détail : en réalité nous n'en avions d'ailleurs jamais fait sept, quand nous en faisions, mais huit. Cela choqua les travailleurs. La direction oubliait aussi de soustraire la journée de chômage partiel d'avril. Quant aux augmentations, on retrouvait les 140 F accordés jusqu'à présent pour les plus bas salaires. Et, sans vergogne, elle ajoutait les 2 % que nous aurions eus en mai, avec ou sans grève, et 1,5 % correspondant à une demi-heure de travail en mois chaque semaine, prévue pour septembre initialement. Quant au paiement des heures de grève, elle daignait nous faire une avance de 916 F (pour un OS classe 5)… remboursable sur plusieurs mois. Le bulletin du comité de grève dénonça cette escroquerie dans une lettre ouverte à la direction.

Pression contre Gennevilliers H

Après le 25 juin, face aux pressions de la direction, les opposants influencés par les maoïstes et le PCF devenaient de plus en plus hostiles au président du comité de grève de H et critiquent tout. D'après eux, rien n'allait. Pierre appelait à renforcer la grève la nuit et c'est dans cette atmosphère que, par précaution, j'ai fait partie de ceux qui avaient été invités à aller passer la nuit à Gennevilliers, au local du comité de grève, la nuit du vendredi 27 juin au samedi 28. En cas d'agression, un camarade de LO de plus, ça comptait.

Le 25 juin, les négociations reprirent sur la base des dernières propositions de la direction. Le même jour, le tribunal faisait connaître sa décision à propos de la légitimité de l'occupation de Gennevilliers. Comme pour Asnières, il reconnaissait qu'il n'y avait pas « urgence d'une expulsion des salariés en grève », mais il laissait suffisamment de prétextes à une intervention policière. Forte de ce résultat, la direction passa à l'offensive

contre Gennevilliers. Elle n'hésita pas à employer tous les moyens : le mensonge, l'hypocrisie, la violence…

Le mensonge

Pendant les 45 premiers jours de notre grève, la télévision n'avait guère parlé de notre lutte. Elle s'y était intéressée un petit peu au moment de l'intervention policière à Asnières, et beaucoup plus quand une partie de la production automobile avait commencé à être paralysée. Des milliers de travailleurs de chez Renault étaient menacés de lock-out à cause du manque de portières et d'ailes de R4, R6 et R16, et au Mans de radiateurs pour les tracteurs. La télévision alla donc aux nouvelles et interviewa Fargeas, qui remplaçait Chantereau, parti en retraite. Il laissa entendre qu'il nous proposait 180 F d'augmentation et 50 % des heures de grèves payées. Les journalistes répercutèrent cette « information », Fargeas laissa faire. Or c'était archifaux. Tous les travailleurs de chez Chausson qui ont vu cette interview télévisée ont constaté que la direction ne reculait pas devant le mensonge.

Le PCF pendant l'occupation

Pendant toutes ces journées, le PCF a décidé de laisser vivre le comité de grève, mais chaque jour les petits accrochages entre révolutionnaires et staliniens continuaient. Les militants du Parti communiste de H se sont d'ailleurs taillé une bonne réputation de boulistes. Plutôt que de participer aux activités en commun avec les travailleurs, de venir goûter avec eux le spectacle, ils préféraient rester dans leur coin, jouer aux boules ou caresser la bouteille. Un dimanche matin, l'un d'entre eux, qui travaillait à Chenard, s'est senti autorisé à déchirer une affiche signée par toutes les organisations révolutionnaires, qui appelait à une manifestation pour arracher

Eva Forest[1] des griffes de Franco. Mal lui en a pris, une trentaine de travailleurs sont intervenus, matraques en main, pour faire respecter l'affiche. L'énergumène mal déstalinisé a eu une si grande frayeur qu'il court encore…

Une autre fois, notre journal, affiché sur un panneau réservé aux extraits de la presse, fut retiré. Nous répondîmes par le sarcasme : « Qui a arraché le journal de *Lutte ouvrière* ? Qui censure les ouvriers ? Qui a peur de *Lutte ouvrière* ? »

Une nuit, un stalinien de l'usine G, celui-là même qui nous avait répondu au téléphone, la fameuse nuit où le comité de grève gagna sa majorité, s'attaqua aux travailleurs. Excédé de les entendre jouer de la musique tard dans la nuit, il leur passa un savon et les vira de l'usine. Le lendemain, les travailleurs reprirent possession des locaux. Un travailleur voulut lui donner une leçon : il lui donna un coup de tête. Ce militant du PCF mènera ensuite une véritable campagne pour se faire pardonner. C'est lui qui, le 26 juin, abandonna ses camarades de la CGT pour venir danser avec les grévistes.

Il reste qu'à travers ces péripéties quelquefois grotesques, le PCF dut s'accommoder et du comité de grève et de Lutte ouvrière.

Dernière négociation sur les salaires

Samedi 28 juin, à la réunion sur les négociations, la direction fait ses dernières propositions : 160 F pour les OS, 140 F pour les autres, au lieu des 250 F pour tous que nous revendiquions.

1 Eva Forest (1928-2007) était une militante anti-franquiste, liée à l'ETA. Arrêtée en 1974, torturée et condamnée par le régime franquiste, elle fut libérée à la suite d'une campagne de protestation internationale en 1977, un an et demi après la mort de Franco.

En guise de paiement des heures à 100 %, elle proposait 550 F de prime de reprise et une avance de 60 % d'un salaire mensuel remboursable sur six mois. La direction avait mis au point un calcul extrêmement compliqué pour nous faire croire qu'en cas de reprise du travail nous aurions 2 350 F au titre des heures de grève. C'était encore un faux grossier. De cette somme devaient être déduits 900 F que nous avions déjà touchés pour les quinze jours travaillés en mai. Par ailleurs, elle prétendait garantir que personne ne toucherait moins de 2 000 F, remboursements déduits. En réalité, après les remboursements, les OS ont touché 1 100 F pour un mois et demi de grève, et les mensuels 550 F d'abord, puis 200 non remboursables, soit 750 F. Comme on le voit, c'était peu et les mensuels étaient défavorisés. La direction leva la réunion : elle n'avait plus rien à dire et rompait à nouveau les négociations. En fait, elle avait déjà pris sa décision. Le lendemain matin, joignant le geste à la parole, les CRS de Poniatowski, appelés à la rescousse par Fargeas, sont arrivés pour évacuer les usines encore occupées dans la région parisienne.

Évacuation de l'usine de Gennevilliers

Dimanche 29 juin, à 4 heures du matin, ils envahissaient les deux usines H et G. Meudon, Villeneuve, les filiales Secan et Chenard étaient de même évacuées.

À Gennevilliers, les 120 occupants quittèrent l'usine sans résistance, devant le déploiement de forces. Des centaines de CRS avec l'attirail anti-gréviste au grand complet : fusils lance-grenades lacrymogènes, casques avec visières, boucliers, matraques, mousquetons, pistolets, cisailles. Quelques cadres en treillis de flic et casque de chantier ouvraient la marche.

La riposte ouvrière

Derrière les CRS et tout leur arsenal, on a vu arriver un convoi exceptionnel d'un genre spécial : des camions pour faire sortir des outils permettant de frapper un certain nombre de pièces chez Citroën. Arrivés sur les lieux, en comprenant qu'on voulait les utiliser à briser une grève, quatre camionneurs ont préféré partir. La direction a d'abord réussi à faire sortir quelques outils. Puis la riposte s'est organisée.

Toute la journée de dimanche s'est tenu un meeting de protestation. Grévistes et habitants de Gennevilliers criaient leur colère : « CRS = SS ! », « CRS et larbins du patron hors de chez Chausson ! » Toute la journée, nous sommes restés groupés devant la porte de la rue Gabriel-Péri. La population est venue nous soutenir.

Dans la nuit de dimanche à lundi, les CRS nous ont chargés alors que nous étions tranquillement en train de prendre le thé. Le thé et le café nous étaient gentiment offerts par la population. Les sbires de Poniatowski pensaient nous avoir plus facilement la nuit. Au milieu des gaz lacrymogènes, quelques pavés sont partis. Quand les CRS sont passés sous les fenêtres de certains immeubles, les locataires, travailleurs comme nous, ont lancé sur les flics des pots de fleurs, des bouteilles vides, des projectiles divers. Les CRS ne s'attendaient pas à un tel accueil et se sont calmés. Ils ont préféré revenir le lundi matin avec une grue et un camion-treuil, pour dégager la porte devant laquelle nous avions immobilisé un camion (pneus crevés et fils électriques du contact sectionnés).

Quelques outils sont sortis, mais le moral était bon. On savait bien que, tant qu'il y aurait des usines et des machines, il faudrait des ouvriers pour les faire tourner. Contre cette loi, la direction ne pouvait rien. Quant à

démonter toute l'usine pour l'emmener ailleurs, on lui souhaitait bien du plaisir…

Après cette nuit d'échauffourées, les abords de l'usine ressemblaient à la rue Gay-Lussac en mai 1968 : du mazout était répandu sur la chaussée, les abords étaient dévastés, un peu partout on retrouvait ce qui avait servi de projectiles. À côté de l'usine, on a retrouvé les cadavres des petits chats de certains grévistes. Les CRS, à défaut des travailleurs, s'étaient défoulés sur leurs chats… Même le journal *l'Aurore*, quotidien réactionnaire s'il en était, s'est fait l'écho de ce sadisme.

Répression anti-immigrés à Gennevilliers

Lundi 30 juin, dans la soirée, les CRS ont ratissé les environs de l'usine, à la poursuite des ouvriers combatifs.

Ils sont entrés de force dans le foyer des travailleurs immigrés rue Henri-Barbusse. Ils ont défoncé la porte, emmené trois camarades ramassés au hasard. Deux autres camarades ont été arrêtés place Voltaire à Asnières. De même, un camionneur de Villeneuve était entre leurs mains. Soit six arrestations en tout. Des passants qui s'insurgeaient contre ces méthodes, dont une jeune mère, ont été tabassés.

Le lendemain, mardi 1er juillet, un camarade était relâché. Trois autres attendaient d'être jugés. Deux ont été jugés en flagrant délit.

La justice, si lente pour punir les crimes des riches, s'est faite expéditive pour deux travailleurs. La police se faisait justice elle-même. Un camarade a eu cinq jours de prison ferme et 25 avec sursis. Un autre, un mois avec sursis.

Tout le monde a remarqué que la justice, qui sait s'en prendre à des travailleurs ramassés au hasard, laisse se promener tranquillement un malfaiteur notoire qui

commet impunément des délits : Chausson, qui mutilait chaque année des travailleurs.

Pendant les premiers jours de juillet, les CRS ont continué à se défouler périodiquement. À faire le pied de grue toute la journée, comme le soleil tapait un peu trop sur le casque, ils se déchaînaient brutalement. Mais comme le courage n'était pas leur fort, il faisait la chasse aux ouvriers isolés, immigrés de préférence, racisme oblige. Les victimes les entendaient s'interpeller : « Il est seul… on peut le coincer, on y va. »

Mais la violence policière n'a pas permis à la direction de briser la grève. Pendant plusieurs jours, grévistes et CRS se sont affrontés. Les grévistes ont montré sur tous les tons aux CRS et aux chefaillons ce qu'ils pensaient de leur venue : depuis les quolibets et interpellations ironiques (« Nous, on veut notre dû, disait un gréviste à un CRS. Qu'est-ce que vous faites là ? »), jusqu'aux jets de pierres qui étaient lancées contre des voitures de cadres briseurs de grève à leur sortie de l'usine. La population de Gennevilliers, les ouvriers des usines de la région sont venus apporter leur soutien chaleureux aux grévistes en lutte. Manifestations et meetings de protestation organisés par les syndicats se sont succédé pendant toute la semaine. La grève a pris ainsi une dimension nouvelle, la presse en a parlé tous les jours. Cette grève, devant la vigueur de la résistance ouvrière, est devenue l'affaire de tous les ouvriers contre tous les patrons.

Le comité de grève se réorganise

Le dimanche soir, jour de l'intervention des CRS, le comité de grève de H s'est réuni. Il a décidé qu'il tiendrait une assemblée de grévistes le lendemain, à la Bourse du travail de Gennevilliers, si la CGT n'y faisait pas obstacle. Cette assemblée de grévistes s'est effectivement tenue le

lundi. Elle a réuni 300 personnes. Mais cela n'a pas été sans mal.

Le lundi matin, les militants du PCF à H se sont montrés plus hostiles que d'habitude. Lorsque les 300 grévistes sont entrés dans la grande salle de la Bourse du travail, il n'y avait pas de chaises et le gardien ne savait pas où elles étaient. Les grévistes ont alors visité tous les placards et salles, et ils les ont trouvées, les ont installées et les ont occupées. Une fois bien assis, il devenait difficile de leur dire de remettre les chaises dans les placards. La réunion pouvait commencer.

Pendant ce temps, dans la rue qui mène à G et H, une trentaine de grévistes influencés par des maoïstes, qui avaient passé une partie de la nuit à la porte où le camion avait bloqué la sortie, lançaient des pierres sur les camionnettes J7 qui amenaient les cadres non-grévistes dans l'usine. Un militant du PCF essayait de les en dissuader, car ils prenaient le risque de blesser gravement leurs cibles, ce qui aurait nui à la grève.

J'y suis passé pour entraîner ceux que je pouvais raisonner à la réunion d'urgence à la Bourse du travail. Je n'en ai entraîné que quelques-uns et j'ai filé vite à la Bourse du travail où les camarades organisaient les grévistes ; j'ai laissé le gars du PC se dépêtrer avec les autres. Il m'a demandé de le soutenir, mais j'étais pressé et ce n'était pas le lieu pour discuter de la politique à mener.

L'urgence était d'organiser le maximum de grévistes, lancer des pierres à 30 n'était pas une bonne politique. La pression contre les cadres, ça pouvait s'organiser mais pas de cette façon : on discute, on vote avant d'agir. À Asnières, à cent la nuit et deux cents et plus le jour, nous avions disloqué les non-grévistes avec des crachats, le risque d'accidents était nul. Mais avec des pavés et 90 impacts sur une camionnette, c'était trop dangereux et

contre-productif. Un accident grave aurait porté un coup très sévère à la grève.

Mardi 1er juillet, le PCF calomnia par un tract anti-gauchiste, qui provenait certainement des cadres PC du CE, les plus staliniens et les plus mous contre le patron. On pouvait y lire la prose suivante : *« La nuit dernière, des incidents se sont produits rue Gabriel-Péri, des groupes composés d'une part de jeunes pensant que la seule solution à l'évacuation des forces répressives est dans l'affrontement avec elle, d'autre part de "gauchistes – anarcho-trotsko-maoïstes » professionnels du cycle « provocation-répression" et vice-versa, qui dorment le jour pour la nuit, telles des hyènes, profitant de l'obscurité pour agir le visage masqué ».* On se serait cru revenu au stalinisme des années cinquante. Nous ne répondîmes pas car certains militants du PC cherchaient l'incident pour accélérer la reprise.

Il devenait donc urgent de réunir à nouveau les grévistes en assemblée, pour que les travailleurs puissent toujours être les chefs de leur grève.

Ce ne fut pas une tâche facile. En effet, la plupart des militants révolutionnaires des autres organisations ne comprenaient pas et ne voulaient pas comprendre l'importance de réunir l'assemblée des grévistes, non seulement pour que les travailleurs continuent de diriger leur grève, mais aussi pour faire contrepoids à la hargne anti-gauchiste du PCF. La plupart des militants d'extrême gauche préféraient de beaucoup être autour de l'usine, pour ne pas perdre une miette de l'affrontement avec les CRS. Bien sûr, il fallait résister aux CRS, mais il fallait aussi trouver le temps de se réunir. Mais, pour certains opposants maoïstes, se réunir c'était trahir. Finalement, notre ténacité a payé. Nous sommes allés voir un

à un les travailleurs, pour leur expliquer l'importance de l'assemblée des grévistes.

Grâce à notre intervention, jusqu'à la fin de la grève, le comité de grève de H à Gennevilliers a continué de se réunir et de tenir son assemblée générale quotidienne à la Bourse du travail de Gennevilliers.

La participation des travailleurs à cette assemblée n'a pas faibli, au contraire. Chaque jour, plusieurs centaines de travailleurs se sont réunis pour discuter de leurs problèmes et prendre des décisions.

À la suite des accrochages entre certains militants du PCF et des vendeurs maoïstes, l'assemblée a par exemple décidé que la liberté d'expression serait respectée, comme cela avait toujours été le cas dans les débuts de la grève.

Par ailleurs, le comité de grève a continué d'établir des attestations permettant aux grévistes d'obtenir des soutiens dans les mairies. On avait même établi de nouvelles cartes de grévistes à des travailleurs de Chausson que l'intervention policière avait poussés à nous rejoindre à l'usine.

Les bulletins des comités sont parus chaque jour. Jusqu'au dernier jour, le comité de grève est resté bien vivant.

Le 2 juillet, la CGT diffusa encore un tract s'attaquant pêle-mêle aux groupes révolutionnaires : PSU, Taupe rouge, PCR, Étincelle et Lutte ouvrière. Mais, devant la puissance de l'assemblée des grévistes, ils acceptèrent de nouveau le statu quo et se résolurent, selon le mot de l'un d'entre eux, à « faire de l'entrisme » dans le comité de grève. Jusqu'à la fin, impuissants à l'empêcher, ils laissèrent se tenir démocratiquement l'assemblée des grévistes, se contentant d'y défendre leur point de vue. Les militants les plus hargneux essayaient de temps en temps de s'attaquer à des vendeurs de la presse révolutionnaire.

Mais en général nos camarades et des travailleurs étaient là pour s'interposer et les calmer.

Asnières : un militant faiblit, d'autres prennent la relève

Début juillet, dans la grève descendante, un proche de la LCR refusa un matin de distribuer un paquet de tracts du comité. Je lui donnai alors un tract et présentai trois ou quatre paquets à ceux du groupe, qui les prirent et les distribuèrent. Ainsi, ce militant montrait aux grévistes qu'il faiblissait, alors qu'eux militaient toujours pour la grève et assuraient la relève jusqu'à la fin de la grève.

Vers la fin de la grève

L'opération policière avait été un échec. Les grévistes avaient refusé de marcher à la baguette. La production à Gennevilliers et à Asnières était toujours arrêtée, mais le travail avait repris dans quelques bureaux à Asnières. Le lundi 30, à Asnières, la direction a lancé une opération portes ouvertes, espérant nous voir reprendre le travail. L'opération sera un échec. Une centaine de grévistes visiteront d'ailleurs l'usine pour constater que rien ne marche. La direction lança aussi un ultimatum à reprendre le travail mercredi 2 juillet. Nouvel échec. Non seulement personne ne se faufila à Gennevilliers entre les CRS pour courir travailler, mais même à Asnières il y eut moins de monde dans l'usine que la veille, parmi les employés.

Le chef de service de l'Outillage thermique voulait rentrer par une porte rue Malakoff où nous avions baissé le rideau à 50 cm du sol. Il voulait faire relever le rideau pour ne pas rentrer par la porte principale. Nous lui avons dit qu'il était habitué à ramper devant ses chefs,

eh bien, il pouvait continuer en rampant devant les grévistes et se coucher pour passer sous le rideau, ce qu'il a fait. Tout cela pour ne pas faire 100 mètres de plus.

Les cadres de Gennevilliers se défoulent

Ne nous voyant pas venir, un vent de folie s'est emparé de la maîtrise anti-gréviste de Gennevilliers. À G, ils firent tourner les presses à vide. Dans leur délire, ils devaient se figurer que cette musique pouvait nous charmer. Ils s'amusaient à faire rouler les Clark[1]. Des grévistes en ont même aperçu certains qui avaient enfilé des bleus et s'étaient couverts de suie. Pour jouer à l'ouvrier ? Quant au Zinzin Auger, dont les talents sont maintenant connus du lecteur, il continuait à se faire remarquer en grattant avec acharnement les affiches des grévistes. Et comme les murs de l'usine ressemblaient alors à ceux d'une faculté, à l'heure qu'il est, il doit y être encore…

Devant un tel cirque, de nombreux grévistes se sont interrogés : en embauchant ces cadres, qui ont un petit vélo dans la tête, la direction a-t-elle eu un prix de gros ?

Deux licenciements demandés par la direction chez Chenard

Le jeudi 3 juillet, la direction demanda le licenciement de deux travailleurs de chez Chenard. Le premier, Aznar, militant CGT, était accusé d'avoir participé aux incidents du lundi, provoqués par la présence des CRS. L'autre, Frugier, délégué syndical CGT, était accusé d'avoir menacé des cadres.

Ces licenciements avaient deux buts. La direction voulait faire plaisir à ses cadres, qui n'avaient guère apprécié d'être arrosés de pierres. Elle voulait aussi intimider les travailleurs en prenant des otages.

1 Une marque de chariots à fourche.

Finalement, les travailleurs ne se laissèrent pas intimider. Le licenciement contre Frugier fut annulé, car il reposait sur le faux témoignage d'un cadre. À l'heure où il était censé menacer, il était à une réunion prud'homale.

Et le jour de la reprise du travail les ouvriers de Chenard refusèrent de reprendre si le licenciement d'Aznar était maintenu. Le vendredi 11 juillet, ils reprirent le travail en accompagnant leur camarade à son poste de travail et en défilant une partie de la journée dans l'usine en scandant « Non au licenciement ! » et en chantant *l'Internationale,* pour faire céder Ranvier, le directeur de Chenard.

Une nouvelle claque pour la maîtrise anti-gréviste

Le lundi 7 juillet était un grand jour pour Fargeas et ses acolytes. Il a fait un peu éloigner sa flicaille et ouvert toutes grandes les portes des usines de Gennevilliers. Fargeas avait bien fait les choses. Il avait convoqué le ban et l'arrière-ban de la maîtrise, gratté jusqu'au dernier tout petit chefaillon. Ils sont arrivés en rangs serrés. Le sourire aux lèvres. En conquérants. Ils ont mis leurs blouses blanches, proprettes. Ils nous ont attendus.

Après un petit moment d'attente, nous sommes venus. Nous sommes restés sur le pas de la porte et dans la cour de l'usine. Nous avons commencé à danser, taper dans nos mains, jouer du tam-tam.

Les cadres ont perdu le sourire. Ils ont fait la grimace. Ils sont devenus aussi blancs que leur blouse. Nous seulement nous ne revenions pas au travail, mais en plus nous les narguions. Un vrai cauchemar. Le Zinzin n'en pouvait plus. Il était malade. Nous avons fait cela pour bien montrer à la direction que, quoi qu'il arrive, ce n'est pas elle qui aurait décidé de la fin de notre mouvement.

Non au licenciement d'Alain !

Nous le lui avons fait comprendre encore une fois, le lendemain matin, en allant rendre visite à Fargeas dans son bureau d'Asnières. Ce mardi matin, nous avons appris que la direction demandait le licenciement d'Alain Martinez, élu président du comité de grève par les travailleurs de G.

En s'attaquant à un des dirigeants de la grève, la direction s'attaquait à tous les grévistes. Elle montrait son visage anti-grève, elle qui avait déjà utilisé contre les travailleurs les milices, les chiens, les Renseignements généraux, les tribunaux, les CRS, la prison et maintenant les licenciements. Aussitôt, nous avons accompagné Alain, convoqué à Asnières pour se voir signifier le motif de son licenciement. Nous avons trouvé un directeur qui faisait contre mauvaise fortune bon cœur. Nous nous sommes installés confortablement dans son bureau, la porte toujours ouverte avec des allées et venues. Un travailleur occupait royalement le fauteuil directorial. Un autre faisait des graffitis sur les murs. De temps en temps, une remarque fusait : « Ils n'ont pas voulu de lui à Hachette. Du coup c'est nous qui héritons des restes. » Il a bien cherché des yeux l'auteur de la réflexion, mais il n'a rencontré que les regards des travailleurs déterminés à se faire respecter. En nous entendant chanter *l'Internationale* ou *La Jeune garde*, c'est tout juste s'il ne chantait pas avec nous. Nous sommes restés longtemps à discuter avec lui, nous lui demandions s'il comptait pour du beurre, s'il pensait conserver sa place avec tout ce qu'il avait fait perdre aux actionnaires. On lui a même fait remarquer que, depuis qu'il avait pris la succession de Chantereau, malgré toutes les attaques contre nous, il était allé d'échec en échec.

Finalement, ce jour-là, nous n'avons rien su du sort de notre camarade. À midi, nous sommes tous partis déjeuner, mais Fargeas a pu vérifier une fois encore que nous avions du tonus à revendre contre lui.

Quinze jours de prison ferme pour deux immigrés

Il restait encore à juger trois travailleurs immigrés arrêtés par les CRS dans un foyer de Gennevilliers. Deux d'entre eux étaient restés en prison jusqu'à ce jour. Le mercredi 9 juillet, ils sont passés devant le tribunal de Nanterre. Les quatre CRS, témoins de l'accusation, avaient signé des dépositions identiques, avec la même faute d'orthographe. Déposition qui ne tenait pas debout, comme l'a montré l'avocat de la CGT. Un travailleur a été innocenté par le témoignage du directeur du foyer. Mais les deux autres ont été condamnés sans preuves à un mois de prison, dont quinze jours avec sursis. Une telle injustice a littéralement écœuré les travailleurs de Chausson présents.

La grève s'essouffle

Au début de la deuxième semaine de juillet, tous les grévistes s'interrogeaient sur les suites à donner à la grève. Si, la semaine d'avant, une assemblée générale des grévistes d'Asnières avait encore réuni 400 travailleurs, dans cette usine la reprise était imminente. La production était toujours arrêtée, mais au fil des jours quelques ouvriers reprenaient le travail. Tout le monde était préoccupé par le problème des vacances. Qu'allait-on faire si on continuait jusqu'au mois d'août ? On voyait bien aussi que certains travailleurs, parfois même des travailleurs combatifs, étaient déjà partis en vacances. La direction élevait un mur devant nos revendications. Elle appliquait

fidèlement les consignes de fermeté du CNPF (Confédération nationale du patronat français), le syndicat des patrons.

Certains travailleurs ressentaient aussi l'isolement de notre grève. Les confédérations CGT et CFDT avaient bien prévu pour le jeudi 10 une grande manifestation à la tour Eiffel, mais il était un peu tard pour coordonner les luttes des travailleurs. Il est sûr que les confédérations syndicales, dont la CGT, la plus forte de loin, portaient une responsabilité dans l'isolement de la grève Chausson. Elles avaient les moyens d'essayer d'étendre le conflit, elles n'ont guère essayé de le faire. En l'absence d'une généralisation des luttes, la grève Chausson ne pouvait que s'effilocher. Il appartenait aux travailleurs, aux grévistes, de décider eux-mêmes de la suite de leur lutte. C'est pour cela que nous nous étions battus, militants de Lutte ouvrière, pour que l'assemblée générale se tienne, pour que les grévistes restent maîtres de leur mouvement. Pour cela, nous avions fait voter à main levée le principe de réunions régulières de cette assemblée. Nous avions fait approuver par les travailleurs que seuls les grévistes pourraient y assister. Nous ne voulions pas que la CGT, comme elle le fait parfois dans certaines grèves, fasse voter grévistes et non-grévistes pour aboutir à faire arrêter la grève par les non-grévistes.

Notre grève a été un peu contagieuse

Ceux des Câbles de Lyon, usine de l'autre côté du pont de Clichy, étaient partis en grève lundi 26 mai et avaient revendiqué 300 F et le paiement des heures de grève. De nombreuses usines étaient en grève, il y en avait encore 320 dans le pays le 10 juillet ; les travailleurs en avaient ras le bol des salaires qui ne suivaient pas l'inflation, mais ce n'était pas un raz-de-marée et, si les

confédérations syndicales accompagnaient les grèves qui démarraient, elles n'essayaient pas de les impulser et de les étendre.

Nous avons fait des collectes, chaleureusement accueillies, aussi bien dans les gares parisiennes que sur les marchés ou aux portes d'entreprises. Mais, pour envahir les usines, il faut un climat ; ce climat existait, mais pour savoir s'il était suffisant, il aurait fallu des milliers de grévistes qui envahissent de grosses entreprises pour vérifier si la contagion était fructueuse, et c'était au-dessus de nos forces. En 68, le climat était fort. C'est pourquoi la CGT a pris les devants avec l'occupation au minimum, pour éviter que le mouvement se propage sans elle, avec le risque qu'il lui échappe en partie.

Les deux dernières semaines de négociations

À partir du 25 juin, aux négociations, la CGT commença à baisser les prix. Elle passa à 220 F, à 200 F, puis le 5 juillet elle proposa 180 F au 1er août et 70 F de plus au 1er novembre, ainsi que le paiement des heures de grève à 40 % pour tous. Le 5 juillet parut dans *l'Humanité* un article intitulé : « À la bonne volonté des syndicats, la direction oppose l'intransigeance ». Aux réunions de négociation, nous maintenions les 250 F et le paiement total des heures de grève. Chaque jour nous écrivions que c'est ce que nous voulions. À aucun moment depuis le 25 juin la CGT n'a informé les grévistes de ses nouvelles revendications. Elle craignait que cela la desserve et ce n'était pas à nous d'en parler, car il en allait de l'intérêt de la grève de tirer la CGT le plus loin possible. Notre silence servait la grève. La CGT suivit jusqu'au bout, même si les plus mous de la CGT s'impatientaient et faisaient courir le bruit que des grévistes ne pourraient plus tenir. À Asnières, un stalinien m'a interpellé

devant les grévistes : « C'est quoi cette grève illimitée ? Il faut en finir ! » Réponse : « C'est la grève illimitée jusqu'à satisfaction, c'est qu'on veut nos 250 F, sinon on sera en toujours en grève jusqu'à la retraite. » Le gars du PC est parti, tandis que les grévistes souriaient, et nous avons discuté de la fermeté à avoir jusqu'au bout : c'est le premier qui craque qui perd le plus.

La CGT publia cinq tracts signés du comité de grève, sans en référer à ce dernier. Dans le premier, début juin, ils avaient « oublié » le paiement des heures de grève et l'appel à la solidarité dans la lutte. Les autres, les 10, 15, 18 juin et début juillet, contenaient bien la mention « solidarité dans la lutte », mais sans encourager les autres usines à se mettre en grève comme nous. Le dernier ne contenait même aucun texte d'explication ni aucun appel sous ce titre. Les cinq ont été signés « Comité de grève – CGT – CFDT – FO », la mention « et les organisations syndicales » avait disparu.

Les militants CGT tenaient à montrer à l'union locale CGT et à ses militants qu'ils n'utilisaient plus les tracts des comités de grève, qui continuèrent à appeler à la solidarité par la grève et à la solidarité financière. Dans les collectes auxquelles ils participaient, ils distribuaient leurs propres tracts. Tout le monde s'accommoda de ce modus vivendi. Seuls les panneaux faits par le comité de grève d'Asnières n'auront pas de concurrence.

La dernière réunion du comité de grève et de l'AG à H et G

Le mercredi 9 juillet au matin, la reprise du travail chez Chausson fut votée à Asnières comme à Gennevilliers à une forte majorité. La dernière réunion des grévistes de Gennevilliers avait été remarquable à plus d'un titre. La CGT avait décidé d'y appeler à la reprise

du travail. Sans détour, son représentant a présenté la situation en expliquant qu'on ne pouvait rien obtenir de plus. Ensuite il a laissé la parole aux travailleurs. Cette réunion a été un modèle de démocratie. Pendant deux heures, les travailleurs se sont exprimés. Presque tous parlaient pour expliquer qu'il fallait continuer. Jamais les militants de la CGT ne les ont empêchés de parler. La réunion a tellement duré qu'à la fin ce sont les plus combatifs qui ont demandé le vote.

Pierre intervint au nom des comités de H et de G pour préciser qu'ils s'abstiendraient lors du vote. Ils considéraient qu'à ce stade de la grève il appartenait aux seuls grévistes de décider de la reprise ou de la poursuite de la lutte.

Les travailleurs se sont résignés, devant le manque de perspectives, à reprendre le travail.

La CGT tenait à mettre fin à la grève, d'autant plus qu'elle ne l'avait pas souhaitée et que sa direction était exercée par les comités de grève. Mais elle ne voulait pas apparaître comme ayant brisé la grève. Le comité de grève avait pu tenir les assemblées générales jusqu'au bout et l'a ainsi obligée à soumettre sa position à l'ensemble des grévistes.

Dernière assemblée générale des grévistes à Asnières le mercredi 9 juillet

Dans le réfectoire où beaucoup de prises de parole tirèrent le bilan sans parler de reprise, beaucoup de grévistes sentaient qu'on ne pouvait pas obtenir plus et pensaient qu'il fallait suspendre la grève… jusqu'à une autre. Mais personne n'avait envie de le dire. Ce débat était digne. Tout le monde était fier de la grève… Un militant CGT-PC, fervent partisan de la reprise depuis une dizaine de jours, prit la parole sans parvenir à formuler

sa pensée. Placé derrière lui, je dis à voix basse au camarade à côté de moi : « Il faut savoir terminer une grève. » Le militant reprit la phrase à haute voix. Plusieurs grévistes intervinrent pour dire qu'il ne fallait pas céder au chantage des sanctions et empêcher tout licenciement, car les menaces sur Alain n'étaient pas levées. Le licenciement d'Alain fut suspendu peu après la reprise, puis annulé. Le comité de grève n'a pas donné de consigne de vote et a laissé les grévistes décider. C'est l'assemblée qui a voté majoritairement la suspension de la grève jusqu'à une prochaine… Et la reprise s'est faite par un défilé dans toute l'usine jeudi matin, comme à Gennevilliers, où le tour de l'usine a été plus long, avec drapeau rouge, dans les allées de G et H.

Ce que nous avons obtenu :

La direction a maintenu ses propositions du 28 juin jusqu'à la fin de la grève : 160 F pour les bas salaires, 140 F pour les autres, au lieu de 250 F pour tous. Elle recula un petit peu sur le paiement des heures de grève en faisant passer l'indemnité de 1 100 F à 1 150 F pour les plus bas salaires et de 550 F à 750 F pour les plus hauts.

Pour un OS 2 = 1 150 F soit 34 %
Pour un OS 3 = 1 175 F soit 30 %
Pour un P1 = 1 000 F soit 25 %
Pour un P2 = 802 F soit 17 %
Pour un P3 = 750 F soit 15 %

La direction en voulait aux ETDA de s'être mis en grève avec les ouvriers, elle les a tous mis au même régime : 750 F pour leurs heures de grève. Mais cette unité des travailleurs grévistes des ateliers et des bureaux, elle ne pourrait plus nous la voler. Quant aux 250 F, nous les avons tous eus au 1er novembre par la répercussion des augmentations générales sur les primes.

Les collectes de solidarité avaient réuni 100 700 F, qui ont été répartis entre 439 grévistes. Il restait dans la caisse 430 F le 23 juillet 1975. Étant donné les milliers de grévistes, nous avions décidé de n'aider que ceux qui en avaient le plus besoin. C'est la commission de solidarité des comités de grève qui gérait l'entraide. Des municipalités aussi avaient versé des aides.

Huit semaines et deux jours pour se faire respecter et faire céder Chausson

Les travailleurs de Chausson avaient eux-mêmes décidé de partir en grève, l'avaient conduite et organisée, en conservant de bout en bout la main sur leur mouvement, et l'avaient arrêtée après en avoir largement débattu. Ils sont rentrés au travail en combattants, en lutteurs. L'atmosphère qui régnait dans l'usine après la reprise le montrait bien.

Les deux premières semaines, il s'agissait d'organiser la grève et de l'animer au mieux. Dès la fin de la deuxième semaine, nous avons proposé de nous donner les moyens de tenir, et donc de faire des collectes et de populariser la grève pour encourager les autres travailleurs à faire comme nous, à lutter pour des augmentations de salaire. Partout, dans les gares et devant les entreprises, nous étions bien accueillis. Après trois semaines, la direction lâcha un peu. Après, la grève était enracinée. Il fallait la faire vivre et tenir pour obtenir plus. Quand la direction de Chausson voulut en finir, c'est que la grève la gênait vraiment, et c'est à ce moment qu'il a fallu tenir fermement pour qu'elle cède un peu plus. À la fin, consciente de notre moral, elle est revenue sur le chantage aux licenciements. Nous avons arraché nos 250 francs en 1975, nous avons eu autant en 1976.

Veiller à garder la pêche

Du début à la fin de ces deux mois de lutte, nous n'avons pas – ou peu – été fatigués. Nous avons veillé à ce que nos camarades et les grévistes actifs se disciplinent pour dormir le temps nécessaire. Car, chaque matin, il fallait être en forme et le rester toute la journée sans faiblir. La grève est aussi une épreuve physique, et il faut tout faire pour garder la forme jusqu'au bout et bien sûr au-delà.

Le dernier bulletin du comité de grève

Laissons conclure le dernier bulletin commun aux trois comités de grève, diffusé sous le manteau dans l'usine le vendredi 11 juillet 1975 à Gennevilliers H et G et à Asnières.

Le dernier bulletin ? L'expression a choqué certains travailleurs. « Ce n'est pas le dernier. Il est simplement suspendu. » Ils auraient voulu que ces tracts d'unité dans la lutte continuent. Ils regrettaient la fin de ce combat et de deux mois exceptionnels de liberté et de fraternité.

« Nous sommes rentrés hier à l'usine. Nul doute, l'ambiance qui a régné montre que notre grève a changé bien des choses. Rentrer drapeau rouge en tête était une manière de dire « Jusqu'à la fin, nous sommes restés unis. » Tout le monde a d'ailleurs parlé de l'unité entre les travailleurs français et immigrés. D'où venait-elle ? Elle n'est pas née du hasard. Elle était le fruit de deux mois de lutte en commun. On a parlé de grève exemplaire. Exemplaire parce que nous nous sommes donné une organisation exemplaire : le comité de grève.

Les comités de grève de G, H et Asnières ont été l'organisation de tous les grévistes, syndiqués ou non. Grâce à eux, tout gréviste pouvait, s'il avait l'assentiment des autres, prendre des responsabilités. Le comité de grève

discutait des problèmes et l'assemblée générale des grévistes décidait démocratiquement. Souvent il y avait des traductions en deux ou trois langues car chacun voulait tout comprendre. Voilà comment tous les grévistes ont été partie prenante de la grève. Finie l'époque de l'homme-orchestre qui s'occupe de tout et surtout qui décide tout.

On peut se demander comment cela a pu marcher, si la participation de tous ne créait pas l'anarchie. La meilleure réponse, c'est le résultat. Cela a bien fonctionné grâce à une discipline librement consentie, grâce à des grévistes volontaires pour participer à toutes les tâches. Avec l'organisation du comité de grève, nous avons pu faire respecter la liberté d'expression, la démocratie. C'était là une très bonne chose, il faut continuer car les travailleurs n'ont pas peur des idées, d'où qu'elles viennent. Et puis nous avons vécu des moments inoubliables. Que ce soient des manifestations au coude-à-coude, des piquets de grève, des films vus et commentés ensemble, le théâtre, les danses le soir par beau temps jusqu'à 3 heures du matin. L'usine était devenue un lieu où il faisait bon vivre, où régnait la liberté.

Mais ces rapports fraternels, nous les verrons refleurir dans d'autres grèves. Et si un jour les ouvriers prennent toutes les usines, ce que nous avons connu à Chausson, nous le connaîtrons, pas seulement l'espace d'une grève, mais toute la vie. Ce sera le pouvoir des travailleurs. »

Le bilan

Les comités de grève ont impulsé la grève et c'est celui de H qui donnait le ton dans sa direction, même si la CGT la représentait au niveau du groupe dans les négociations. La CGT et le PCF n'avaient pas voulu cette grève, mais ils l'ont acceptée et soutenue. Ce qui les gênait, c'était le rôle majeur qu'y jouaient les comités

de grève. Ils auraient bien voulu montrer à la direction qu'ils savaient tenir leurs troupes, tout en montrant aux travailleurs qu'ils les défendaient bien (et ce fut la même chose à une plus grande échelle avec l'Union de la gauche derrière Mitterrand), sans succès.

La CGT a tout fait au début pour éviter la grève. Après deux semaines, elle faisait un tract en oubliant le paiement des heures de grève et la solidarité dans la lutte, et dans les quatre tracts suivants elle accommodait la solidarité dans la lutte à sa sauce, et n'appelait plus à la lutte comme le faisaient les comités. Il était évident que la CGT était contre l'extension des grèves. Il est révélateur que les confédérations CGT et CFDT ont attendu le 10 juillet, jour où nous reprenions le travail, pour organiser un rassemblement au pied de la tour Eiffel en soutien aux 320 entreprises encore en lutte pour les salaires en France, soit 200 000 travailleurs.

Dans cette grève comme dans les autres, le PC et la CGT étaient contre les comités de grève et contre le pouvoir des travailleurs, même le temps d'une grève. Ils ne sont pas pour que les travailleurs apprennent à diriger ni leurs grèves aujourd'hui, ni toute la société dans le futur. Les bureaucrates de la CGT avaient dit aux jeunes immigrés combatifs qui dirigeaient la grève des Câbles de Lyon à Clichy : « Vous faites ce que vous voulez dans votre grève, mais surtout pas de comité de grève. »

Chez Chausson, nous n'avions pas la force de faire un comité central de grève. Nous aurions eu le PC contre nous, et les militants d'extrême gauche auraient suivi le PC. Nous avions un noyau de 300 grévistes combatifs à Gennevilliers à H et d'une centaine à Asnières.

C'étaient des forces insuffisantes pour étendre la lutte. L'ambiance était à l'unité générale et au statu quo. Bien qu'il y ait eu 320 entreprises en lutte, dont quelques

dizaines en région parisienne, la situation n'était pas explosive. Pour passer à une extension des luttes, il manquait un noyau de quelques dizaines de milliers de grévistes qui auraient pu entraîner les autres, leur donner confiance en impulsant la naissance de leur force pour une victoire proche possible. Ce qui est convaincant, c'est d'aller à des milliers, voire de 10 000 à 20 000, faire le tour des grandes entreprises dans un climat social favorable — ce qui existait au vu de l'accueil aux collectes. Il ne manquait que les troupes… pour le vérifier.

La force du comité de grève de H entraînait ceux de G et d'Asnières, et la CGT devait tenir compte de la volonté des grévistes. Cette période de lutte offensive pour les salaires, la hausse des prix dépassant les 10 % par an, s'essoufflera en 1975. Les salaires, qui suivront un peu plus l'inflation, jusqu'au premier blocage des salaires en 1982, y seront aussi pour quelque chose. Les suppressions d'emplois commenceront à peser de plus en plus sur les travailleurs après 1979.

En tout cas, dans la conscience des ouvriers de Chausson Gennevilliers et Asnières, ces formidables semaines ne furent jamais perdues. Bien sûr, il y eut jusqu'en 1982 des années très difficiles, au cours desquelles la direction a repris la main, grâce entre autres au fait qu'à Gennevilliers nous avons été exclus de la CGT en juillet 1976 et rejetés par tous les autres syndicats. Mais la grève de 1975 a toujours été la référence à Gennevilliers pour un noyau d'environ 300 travailleurs qui pendant vingt-cinq ans ont été le cœur de la résistance à l'exploitation. Une trentaine d'années après, des grévistes, techniciens et ouvriers, étaient toujours fiers de cette grève et disaient : « Heureusement qu'il y a eu les comités de grève pour organiser la lutte démocratiquement, tenir deux mois et mener la grève à la victoire. »

Après deux mois de lutte fraternelle, cette grève était un gage pour l'avenir. La suite, ce fut un mois de grève à Gennevilliers en début de 1983 et cinq semaines en février-mars 1988 à Gennevilliers puis la lutte contre la fermeture de 1997 à 2001, lutte grâce à laquelle les travailleurs imposèrent à Renault et au gouvernement que « personne ne finisse à l'ANPE », par le biais d'un départ en préretraite ou d'un reclassement. L'usine a fermé en février 2005.

De 1975 à 1982

Après la reprise

Lors de la reprise à Gennevilliers, le 10 juillet, des cadres et la direction ont reproché aux grévistes d'avoir des matraques en réserve. Nous leur avons répondu que les grévistes avaient prévu de se défendre en cas d'attaque par des nervis et autres voyous au service des patrons, comme ils avaient essayé d'attaquer à Villeneuve au début de la grève. Aucune allusion ne fut faite sur l'origine des matraques que les grévistes avaient depuis le début, après l'attaque de la Carrière, et qui auraient pu servir en cas de nouvelles attaques.

À Asnières, un chef d'atelier de l'Outillage thermique nous reprocha les crachats. Nous lui avons fait comprendre qu'ils lui avaient évité les jets de pierres de Gennevilliers et que nous avions géré au mieux, en évitant la violence. Du coup, il m'a remercié d'avoir évité le pire.

Quelques exemples peuvent donner une idée de l'atmosphère qui régnait chez Chausson après la reprise du travail. D'abord, la reprise était si massive que la direction et la maîtrise ont été complètement débordées. Une belle anarchie à Gennevilliers !

Des chefs qui se croyaient obligés de venir nous serrer la main se sont vu refuser la poignée de main par les travailleurs. Ils croyaient peut-être que des bonnes mines et des beaux sourires nous feraient oublier les chiens, les attaques de commandos et tout le reste.

Fargeas lui-même en a été pour ses frais. À Asnières, en déambulant dans les ateliers, il a voulu me serrer la main. Il est arrivé le sourire aux lèvres, la main tendue. Je souriais aussi, les mains sur l'établi. Tout en continuant de sourire, j'ai alors mis les mains dans le dos. Fargeas, qui s'attendait à une poignée de main, est resté la main dans le vide, a pâli et a poursuivi son chemin. D'autres travailleurs lui ont alors tourné le dos. Personne n'avait oublié la police et les vigiles nervis : mes camarades de travail ont approuvé l'attitude digne et l'ont adoptée.

À Asnières, nous sommes allés en cortège au paiement de l'acompte[1] en scandant : « Chausson va payer ! Chausson va payer ! » Il y avait de l'ambiance. On se serait cru au premier jour de la grève.

À Asnières encore, nous avions placé un drapeau rouge à l'entrée du restaurant de l'entreprise, à une hauteur qui obligeait tous ceux qui venaient manger à baisser la tête pour passer sous le drapeau. Cela n'a pas facilité la digestion, déjà assez troublée, de certains anti-grévistes.

Pendant deux jours, il a fallu encore présenter sa carte de gréviste pour avoir droit à un repas. Certains jaunes ont eu le culot de crier à la ségrégation.

Les cadres qui sont malgré tout venus manger ont eu droit à un certain nombre de réflexions du genre : « Attention, il y a peut-être de l'arsenic dans ce que vous mangez », à la cantine, ou : « Attention, il va toucher au drapeau rouge » à l'entrée de l'usine.

À Gennevilliers, à l'usine H, lors d'une entrevue avec un cadre, nous lui avons demandé pourquoi il avait mis une matraque et un pavé sur son bureau. Il nous a alors expliqué : « Vous aviez bien des haches et des couteaux à

1 Le salaire était versé en deux fois : l'acompte en milieu de mois, d'un montant fixé par le salarié lui-même, le solde était versé à la fin du mois. En 1975 il était encore versé en liquide.

H. » Ce cadre était en train de ressusciter la vieille légende du bolchevik-le-couteau-entre-les-dents. Une autre pure invention. Devant nos sourires, il a parlé des barres de fer que nous avions à H. On lui a alors fait remarquer qu'il fallait bien qu'on se défende contre les voyous qui nous attaquaient la nuit, comme à Villeneuve… Après tout, ç'aurait été dommage que quelques voleurs s'introduisent dans cette usine. Il n'a plus pipé mot là-dessus.

Bien entendu, la direction voulait nous reprendre en main, en essayant de nous faire rester des heures en plus chaque jour. Mais elle en a été pour ses frais. Nous quittions l'usine au bout de huit heures, que cela lui plaise ou non. Nous n'avions pas l'intention de faire des performances et nous restions mobilisés. Deux mois de lutte avaient fait de nous des hommes plus libres, même à l'usine. La direction devait en tenir compte.

Moralement, la prise de conscience de notre force, ouvriers et techniciens réunis, et cette fraternité dans la lutte ont beaucoup compté pendant des années.

Cinq mois après la grève, échec de la tentative de reprise en main…

Du 10 au 12 décembre 1975 à l'Outillage thermique à Asnières, nous avons fait trois jours de lutte pour la réintégration d'un jeune.

Le mercredi 10 décembre 1975, la direction avait refusé de reprendre un jeune ajusteur de l'Outillage thermique qui revenait du service militaire, un camarade de LO, José Dumenil, qui avait été délégué CGT[1]. C'était un test de reprise en main après les deux mois de grève.

Nous avons préparé la riposte. Il rentra discrètement à l'usine le mercredi matin, se mit en tenue de travail et, du vestiaire, vint à l'atelier et informa les ouvriers. Ils

1 Il est décédé le 19 septembre 1980 dans un accident de voiture.

étaient tous indignés et n'admettaient pas qu'il ne soit pas repris. Ils furent d'accord pour l'accompagner à la direction, en accord avec la CGT, qu'il avait prévenue dès son arrivée à l'atelier. À la première délégation massive, le directeur déclara qu'il n'y avait pas de poste pour lui dans l'usine. C'était grossier et personne ne crut ce gros mensonge. En assemblée de l'atelier, nous décidâmes de l'accueillir dans l'atelier et de lui donner du travail. Je lui en donnai, mais trouvai deux ou trois autres travailleurs qui lui en donnèrent aussi, pour que la direction ne remarque pas sa proximité politique avec moi. Pendant trois jours, il rentra à l'usine et nous avons tous travaillé un peu et nous nous sommes réunis souvent. À chaque réunion avec la direction, tout l'atelier partait en délégation. Volontairement, je restais parmi les ouvriers et ne participais pas aux réunions avec la direction. De jour en jour, la direction comprenait que la résistance montait, elle sentait bien que non seulement elle ne reprendrait pas l'atelier en mains mais que les ouvriers lui lanceraient un défi d'autorité. De jour en jour, ils étaient plus remontés et ils prenaient conscience de l'enjeu.

La CGT jouait la carte de la discrimination anti-CGT. Les ouvriers, eux, voulaient faire reculer une direction qui n'avait plus aucune autorité. Les ouvriers se rendaient compte que la direction s'attaquait à eux en refusant de reprendre José.

Entre deux délégations massives l'atelier tournait au ralenti ; le chef de service et la direction étaient complètement discrédités par une rébellion organisée et ferme.

Finalement, le vendredi matin, elle recula et accepta de le reprendre à Gennevilliers (ce qui aurait bien arrangé le groupe LO de Gennevilliers) mais, dans le contexte, les ouvriers refusèrent. Dans l'après-midi, elle proposa qu'il reste à Asnières, sous réserve de deux mois de stage de

fraiseur dans un autre atelier avant son retour à l'Outillage. Une manière de sauver un peu la face. À l'assemblée de l'atelier, le jeune et les ouvriers acceptèrent, et des ouvriers se congratulèrent : « Grâce à nous tu vas avoir une formation supplémentaire, avant de revenir avec nous, et nous, nous avons passé trois jours formidables. »

Ces trois jours furent une leçon de choses tant pour la direction que pour les ouvriers qui s'étaient fait respecter. L'unité dans la lutte et l'entente entre CGT et CFDT dans l'atelier avait été très appréciées. Malgré mes précautions, le chef d'atelier me fera part de ses soupçons sur une proximité politique entre José et moi, si proches dans ce mouvement.

José fut fraiseur six mois puis, lorsqu'il fut de nouveau délégué du personnel CGT, en juin 1976, il redevint ajusteur, car la direction avalait mal de voir une fraiseuse arrêtée pendant ses heures de délégation, ce qui fera beaucoup sourire dans l'atelier.

Une lettre utile

Un ouvrier des Presses, qui avait mal aux lombaires, est venu me voir. Après un arrêt de travail, les médecins de l'hôpital lui avaient fait un certificat de reprise et lui avaient remis la lettre du médecin de l'usine le déclarant inapte au travail chez Chausson. Ce diagnostic paraissait disproportionné aux yeux de tous ses camarades d'atelier.

Nous sommes allés, avec le camarade de LO délégué CGT et l'ouvrier, voir le chef du personnel qui refusait catégoriquement de trouver un poste à l'ouvrier. Chaque délégué a plaidé sa cause en modérant son ton, en jouant au syndicaliste modéré, et en disant au chef de prendre le temps de réfléchir, de bien vouloir trouver un poste convenable. Le chef prenait un malin plaisir à nous

opposer un refus catégorique : « Il n'y a aucun poste disponible », « Non, c'est non ! »

Nous avions prévu ce scénario en discutant tous les trois du déroulement de l'entrevue. Ensuite, l'ouvrier a tendu la lettre du médecin de l'usine au chef du personnel et lui a déclaré qu'il pouvait la garder, que nous avions des photocopies, et nous sommes restés sagement à attendre le temps qu'il la lise. La lecture finie, le chef a changé de couleur. Il a relevé les yeux et compris qu'il avait perdu la partie. Il a alors promis un poste à l'ouvrier et tenu parole, car il savait que, vu le rapport de force dans l'atelier, il risquait d'une part de discréditer le médecin de l'usine, et d'autre part d'entraîner une riposte des ouvriers. Nous n'avons rien écrit là-dessus, mais la nouvelle a été connue parmi notre entourage militant.

Obtenir un prêt ce n'est pas toujours facile et pourtant c'est possible

Dans les années 1970 le service Assistance sociale attribuait des prêts aux travailleurs, mais le chef du personnel faisait une sélection sans le dire. On put le vérifier. Un prêt avait été refusé à un militant CGT de l'Outillage. Il est venu me voir (j'étais délégué du personnel CFDT) pour savoir ce qu'il pouvait faire de plus. Je lui ai conseillé d'aller voir directement le chef du personnel pour demander un prêt, en disant que la CGT n'était pas au courant et qu'il ne voulait pas qu'elle le sache. Connaissant bien le chef, je pensais qu'on allait gagner. Au préalable, l'ouvrier est allé prévenir de la démarche le secrétaire de la CGT, qui l'a acceptée. Le militant CGT est allé voir le chef du personnel (DRH) et à son retour il avait le sourire d'avoir eu son prêt si facilement.

Le recul s'annonce, le patronat accentue la pression

Depuis 1974, le chômage avait refait son apparition. En 1979, les plans de licenciements se succédaient. Les patrons multipliaient aussi les licenciements individuels.

À l'Outillage carrosserie, un fraiseur qui buvait est revenu à l'usine après une cure. Il travaillait dans un bureau des plans en attendant de guérir d'une dépression. Nous avions un jour appris sa mort : il avait été licencié sans qu'on le sache et avait avalé un tube de cachets. Un autre, ancien fraiseur recasé au tirage des plans lui aussi, mourut dans la rue après avoir bu plus que d'habitude. Il avait été licencié le jour même. Il avait fait sa première année d'apprentissage dans la même classe que le chef du personnel. Nous préférions être dans notre peau que dans celle du licencieur.

Nous répétions aux ouvriers qu'ils ne devaient pas restés isolés et qu'il leur fallait prévenir les militants dès qu'ils avaient un problème, car le patron se méfiait des réactions collectives et faisait ses coups en douce.

Un camarade de LO de l'atelier d'entretien fut licencié fin juillet 1979, à la veille des congés d'été. À l'Entretien sévissait un chef d'équipe très antiouvrier, alors que le chef d'atelier était plutôt correct. Le premier avait profité de l'absence du second pour faire ce sale coup avec la complicité du chef de service, une revanche sur la grève de 1975. Malgré les débrayages, le camarade a été licencié pour production insuffisante, un motif particulièrement bidon à l'Entretien. Il retrouva facilement du travail à la Snecma Corbeil, où nous avions aussi une bonne équipe militante, et y resta jusqu'à sa retraite.

Un diagnostic un peu tranché…

En 1979, toujours, un ouvrier d'un atelier de Fabrication est venu me voir : il avait eu un arrêt de travail à la suite d''une chute de vélo et, au motif qu'il avait encore des égratignures à un genou, le médecin de l'usine l'avait déclaré inapte au travail lors de la visite de reprise. Le chef du personnel, un peu gêné, s'en tenait à ce diagnostic. J'ai conseillé à l'ouvrier de faire prolonger son arrêt maladie. Après dix jours d'arrêt, il était bien guéri et toutes les traces de bobo avaient disparu. Nous sommes allés voir le chef du personnel pour lui faire constater la guérison miraculeuse. Ensuite le médecin a validé la guérison et l'ouvrier a repris son poste, sans que les ouvriers n'aient à agir plus nombreux. Ceux qui étaient informés étaient scandalisés et prêts à débrayer si l'ouvrier n'était pas repris.

Là encore, il y avait un rapport de force dans l'usine et la direction le savait. Elle faisait des tests. La direction testait le rapport de force. Nous avons encore appris après coup que deux ouvriers avaient été licenciés : un surpris à aller au café boire un coup pendant le temps de travail, et l'autre pour ivresse au travail. La direction a réussi plusieurs coups en douce, sans qu'il puisse y avoir de réaction car les travailleurs apprenaient le licenciement une fois que c'était fait.

Dresser et éduquer un chef, cela peut se faire.

Une fois, mon contremaître vint me voir alors que j'étais en train de terminer un outil : « J'ai ce travail à faire, c'est pressé. » Comme d'habitude, je dis oui. J'ai attendu qu'il soit retourné dans son bureau de l'atelier, et me suis empressé d'exécuter ce nouveau travail… de quelques heures. Quand j'ai eu fini, je l'ai prévenu. Il commença à faire la tête, car le travail qu'il m'avait fait interrompre était encore plus urgent mais, comme il ne me l'avait pas

donné comme prioritaire, j'ai obéi au dernier ordre sans poser de question. Les fois suivantes, il a pris ses précautions, car il savait que je ne laisserais passer aucune de ses erreurs. Quand un chef est correct, on discute pour éviter de le planter.

Le grand chef a toujours raison…

À l'échelle de Chausson, j'ai pu constater les dégâts de l'autoritarisme d'un ingénieur, directeur de bureau d'études. Il n'aimait pas être contredit ou conseillé dans le travail. Il avait inventé un four pour la soudure en continu des tubes de laiton étamé des radiateurs. Des techniciens ont donné leur avis. Cela vexait toujours le chef qui disait « Ça va souder. » Du coup, les techniciens ont cessé de faire des suggestions et ont exécuté l'idée du chef. Trois fours à souder ont été vendus à Fiat. Avec trois fours ils ont réussi à en faire deux, qui n'ont jamais bien fonctionné, laissant quelques fuites. Ce chef qui savait mieux que les autres et voulait toujours avoir raison a réussi à ce que son projet de four ne soit pas vraiment mis au point, finisse par un four… et à ce que Fiat ne commande plus jamais rien.

Un chef a un éclair de lucidité

Chez Chausson, un contrôleur de pièces de l'Outillage thermique m'a raconté qu'après 1968 son chef de service lui avait interdit de me parler, car j'étais là, selon lui, pour détruire l'usine. Un jour, ce chef du contrôle fit scier par le milieu un gros radiateur, une pièce très chère, pour vérifier s'il y avait des défauts de fabrication. Opération stupide, car ce n'est absolument de cette façon qu'on peut voir les défauts d'usinage. Comme, devant son œuvre, il s'en rendait compte, il eut un éclair de lucidité : « Au fait, à quoi ça sert ce que je fais ? » Bonne question, mais le mal était fait.

Sous Mitterrand

Le blocage des salaires en juin 1982 et les réactions six mois après

Suite au blocage des salaires du 13 juin 1982, il y eut des grèves en 1983, notamment plus d'un mois à Renault Flins en Fabrication, en janvier-février. À Chausson Gennevilliers, la grève commença le 14 janvier et finit le 16 février. La direction voulait modifier les horaires : 5 minutes de moins du lundi au jeudi, et 30 minutes de plus le vendredi. Pour les ouvriers de la chaîne du Trafic, il n'en était pas question, même si la direction proposait en compensation le paiement de trois jours de pont. Le vendredi 7 janvier, l'équipe du matin devait donc faire 30 minutes de plus. Les ouvriers se concertèrent et refusèrent cette prolongation, et ils partirent à l'heure habituelle. L'équipe du soir voulant travailler dès le départ de l'équipe du matin, le chef d'atelier arrêta la chaîne ; le ton monta. Après des délégations houleuses auprès du chef du personnel, le travail ne reprit qu'à 16 heures.

La semaine suivante, les deux équipes résistèrent et appliquèrent l'ancien horaire. Le vendredi 14, le chef d'atelier arrêta de nouveau la chaîne, pour empêcher l'équipe du soir de prendre son poste 30 minutes plus tôt. Une délégation d'OS se présenta au chef du personnel avec un délégué. Le chef reprocha aux syndicalistes de ne pas retenir leurs troupes et renvoya la délégation. Le directeur de l'usine, visité à son tour, refusa toute discussion. La tension monta encore d'un cran et les 200 ouvriers refusèrent de reprendre leur poste. Le lundi

après-midi, la même équipe ne prit pas le travail. La direction appela les représentants syndicaux et leur annonça qu'elle cédait, revenait à l'ancien horaire et en informa les 200 OS, qui allèrent discuter entre eux. En effet, face aux cadences, à la morgue de la direction, ils furent regonflés par cette première victoire et discutèrent des moyens de faire augmenter leurs salaires, et de démarrer une grève comme les travailleurs de Flins qu'ils côtoyaient dans leurs foyers. Après discussion entre eux et avec un camarade de LO, ils décidèrent de venir tôt le lendemain pour convaincre les ouvriers du matin de se joindre à la grève. Une trentaine de grévistes attendaient donc devant les pointeuses ; les discussions continuèrent dans l'usine avec l'équipe du matin, le travail ne démarra pas, l'équipe était en grève. Les grévistes du Trafic allèrent aux Presses, à l'Outillage, ils firent le tour de l'usine G. Aux Presses, toute la matinée, les ouvriers hésitèrent, restant au travail. Après la pause du matin, leur chef d'atelier se permit de donner l'ordre de cesser les bavardages et de reprendre au plus vite. Il apporta ainsi son grain de sel pour faire basculer les ouvriers, qui restèrent à discuter. C'est ainsi que la grève s'étendit aux Presses. Il fallut trois jours de réunions et de discussions avec les ouvriers de la Tôlerie de H pour y étendre la grève. Mais le mercredi, après le repas, il suffit qu'un chef pressé lance « Allez, au boulot ! » pour qu'elle se déclenche. Il fallut encore deux jours pour qu'elle s'étende à la Mécanique J9 et à la Peinture. Nos camarades firent élire un comité de grève à H le vendredi 21.

Sous Mitterrand, avec un gouvernement Mauroy, de gauche, les syndicats, CGT en tête, n'étaient pas pour la grève, même s'ils ne militaient pas ouvertement contre. Mais la CGT fit tout pour la diriger et contenir l'organisation que se donnèrent les ouvriers. Malgré cela, le

comité de grève de H tint le coup. À G où la grève avait démarré, sept grévistes furent élus pour un comité de grève commun aux deux usines le lundi 24, mais le projet n'eut pas le temps de se consolider. Les responsables syndicaux vinrent en nombre l'après-midi et réussirent à faire un comité d'organisation sur la seule usine G et, avec l'équipe du soir, une sorte d'intersyndicale élargie avec une majorité de syndicalistes CGT-CFDT. Ceci créa la confusion et les syndicats firent passer leur comité, gardant ainsi le contrôle de l'usine G, et faisant échec à la tentative de créer une direction démocratique unique pour l'ensemble de la grève.

Les grévistes réclamaient 300 F d'augmentation, la CGT proposa 250 F et 5 %, ce que rejetèrent les grévistes qui confirmèrent leur revendication : 300 F et pas d'augmentation en pourcentage.

La direction convainquit les syndicats d'organiser un vote à bulletin secret, qu'ils proposèrent le mercredi 9 février pour le jeudi matin. Ce jour-là, le comité de grève de H, mis au courant, amena les grévistes de H en renfort à l'AG des grévistes de G, qui refusèrent le vote à bulletin secret et votèrent la continuation de la grève à main levée, faisant ainsi échouer la manœuvre de la direction et des syndicats. Un ouvrier africain de haute stature résuma ainsi le débat : « Il ne faut pas casser la grève. »

Vendredi 11 février les grévistes de G et H bloquèrent les jaunes, surtout la maîtrise, qui voulaient passer en force. La direction s'en tint aux 140 F et 20 % d'heures de grèves payées, mais le même jour elle lâcha 5 % de plus d'heures payées. Le lundi, les grévistes se montrèrent déterminés face à la direction qui avait mobilisé la maîtrise, mais qui recula encore un peu plus sur le paiement des heures de grève, pour arriver à 30 %. Le mercredi 16,

les grévistes votèrent la reprise en exigeant un texte écrit, qu'un responsable CGT courut chercher à la direction.

À la reprise, les grévistes avaient le moral : à 900 grévistes déclarés environ sur les 1 500 OS de Gennevilliers – les autres restant chez eux sans se déclarer grévistes ou se faisant porter pâles –, ils avaient obtenu entre 120 et 160 F pour les 8 700 ouvriers du groupe Chausson.

Le jour même de la reprise, les ouvriers de la Mécanique débrayèrent contre les propos racistes d'un chef, qui dut s'excuser publiquement et fut muté dans une autre usine. Cette grève sur les salaires et pour la dignité avait été un coup de canif dans le blocage des salaires et une piqûre de rappel à la direction Chausson sur les salaires, huit ans après la grève de 1975.

C'est fin janvier 1983 que Mauroy déclara, au sujet des grèves chez Renault à Flins et chez Chausson, que les travailleurs étaient manipulés, que c'était la « grève des ayatollahs ». Cela pour essayer de diviser les travailleurs qui luttaient pour des hausses de salaire, alors qu'il préparait le deuxième blocage des salaires de mars 1983.

Mars 1983 : plan d'austérité, nouveau blocage des salaires

Le 21 mars 1983, était annoncé le plan d'austérité du gouvernement Mauroy-Mitterrand. Il y avait beaucoup de discussions, les travailleurs étaient choqués et mécontents, ils se sentaient trahis. Devant l'absence de réactions syndicales, dans l'atelier Outillage Chausson thermique (OCT) où je travaillais, je proposai une motion contre ce plan d'austérité :

« *Les travailleurs soussignés protestent contre le deuxième plan d'austérité pris par un gouvernement qui dit le faire au nom de la gauche. Les hausses de 8 % des tarifs publics, le 1 % d'impôt sur le revenu imposable, les 10 %*

d'emprunt forcé sont des mesures qui touchent toutes les couches populaires. La limitation des devises touristiques à 2 000 F est nuisible aux travailleurs, qui seront obligés de passer par des organismes de tourisme, donc de payer plus cher pour voyager. Les patrons, eux, pourront faire des voyages d'affaires illimités. Ces mesures ne font que baisser notre niveau de vie, c'est vraiment frapper trop bas. Ce deuxième plan de rigueur est une attaque directe contre tous les travailleurs, seuls les patrons sont épargnés. Il ne nous reste plus qu'à agir en conséquence, et à ne compter que sur NOUS MÊMES pour LUTTER contre le chômage et faire payer les riches protégés. »

Elle était accompagnée d'une affiche :

« *Un groupe de travailleurs de l'OCT a proposé cette protestation. 40 travailleurs de l'OCT sur 60 consultés se sont élevés publiquement contre le deuxième plan d'austérité, qui mécontente tout le monde du travail et même les autres qui crient la bouche pleine.*

VOTER à GAUCHE ne veut pas dire accepter des sacrifices pour que les industriels gaspillent librement et empochent les subventions sans contrôle ni contrepartie.

LUTTER contre le chômage c'est possible, à condition d'obliger les industriels à investir et à embaucher dans les entreprises nationalisées et toutes les autres, pour produire en fonction des besoins de la population.

TOUT ceci suppose que les travailleurs EXIGENT COLLECTIVEMENT des comptes au patronat, par l'ouverture des livres de comptes et la levée du secret bancaire.

SEULS LES TRAVAILLEURS PEUVENT CRÉER des changements en manifestant à l'usine comme dans la rue leur VOLONTÉ de RÉPARTIR et ORIENTER AUTREMENT les FRUITS de LEUR TRAVAIL. »

La motion n'était pas signée, pour que les travailleurs se prononcent sur le plan d'austérité, et non en faveur de telle ou telle organisation.

La motion fut signée par 40 travailleurs sur 60, soit les deux tiers de l'atelier alors que dans les élections la CGT faisait les deux tiers des voix et la CFDT le tiers restant. Seule la vingtaine de militants PC ou CGT-pro-PC n'ont pas signé car, s'ils étaient bien mal à l'aise devant la politique approuvée par leurs ministres, ils ne voulaient pas leur nuire.

La CGT n'avait rien proposé sur le moment. Un peu plus tard, elle se lança dans une grève perlée. Pendant une semaine le travail a été ralenti puis, face aux menaces du patron, tout le monde s'est remis à travailler normalement, sauf un jeune, bien mal conseillé et certainement encouragé à continuer seul par deux syndicalistes de la CGT. En fait, ce jeune fraiseur se rapprochait de nous. En le poussant à continuer seul, ils savaient qu'ils pouvaient le faire sanctionner et le démoraliser. J'avais demandé à un bon copain du Fraisage d'essayer de le convaincre d'arrêter, mais il n'avait pas réussi. Le jeune a subi des retenues sur salaire puis, écœuré, il a démissionné.

Fin décembre 1983 et début 1984, PSA supprima 1950 emplois dans son usine Talbot de Poissy. Mitterand envoya Ralite (ministre PCF) pour négocier et faire accepter ces licenciements. La CGT Talbot à Poissy était contre la grève. Elle prétendait qu'il était prévu de reclasser les 1950 licenciés. En fait, PSA ne reclassa personne. Cela acheva de démobiliser les travailleurs et les militants qui avaient cru en Mitterrand. La décision du PCF de ne pas participer au gouvernement Fabius en juillet (tout en l'assurant de son soutien) n'a pas enrayé la chute du PC, le sale boulot avait été fait. Construire un parti, ce n'est pas facile, mais le détruire cela peut aller vite.

Petit exemple de sectarisme à l'Outillage Chausson thermique (OCT)

En février 1980 l'Outillage thermique a été séparé de l'atelier de Fabrication et regroupé avec l'Outillage Chenard de Gennevilliers dans un autre bâtiment à Asnières, l'Outillage central thermique, prélude à une fermeture. À la CGT de Chenard, il restait un relent de sectarisme un peu délirant. Après 1981, la CGT de l'OCT s'est beaucoup ramollie, pour ne pas gêner les quatre ministres PCF au gouvernement. En 1982, des grèves avaient éclaté dans de nombreuses entreprises : on y revendiquait que le passage à 39 heures hebdomadaires s'effectue sans perte de salaire et que les jours de congé liés à l'ancienneté ne soient pas décomptés de la cinquième semaine de congés payés.

À l'OCT, nous défendions ces revendications. La CGT ne voulait pas prendre position. Pour faire diversion, elle a prétendu que je m'étais déclaré en délégation lors d'un débrayage d'une demi-heure. Je me suis expliqué par affiches, pour rétablir la vérité. En 1984 et 1986 j'ai eu droit aussi à deux affiches venimeuses. J'ai répondu par d'autres affiches à ces méthodes d'un autre âge.

En novembre 1983, la CGT de Chenard (filiale de Chausson) à Gennevilliers avait fait une action « révolutionnaire » : à 15, ils étaient allés bloquer le chef du personnel de Chausson Gennevilliers dans son bureau. Celui-ci avait appelé la police et trois jeunes qui s'étaient mis en avant et avaient cru à cette action « dure » ont été menacés de licenciement. Les ministres communistes sont intervenus et finalement les trois ont été sauvés et mutés dans mon atelier en attendant sa fermeture. Ils ont compris après coup le danger de ces pratiques.

Le manque de réaction de la CGT de Talbot Poissy aux licenciements a provoqué à Chausson Gennevilliers

l'opposition de certains militants de la CGT, qui l'ont quittée pour la CFDT. Aux élections de 1984, la CFDT est passée pour la première fois devant la CGT, qui l'a évidemment très mal pris. Elle a répondu à l'affichage des résultats à l'OCT par une affiche haineuse et calomnieuse. Pour calmer le jeu, nous avons fait une affiche signée CFDT qui concluait : que l'on soit mou, dur ou extra-dur, l'important est de lutter contre les attaques patronales.

Dans ces années de recul, les patrons, tout en mettant la pression pour accentuer l'exploitation, avancèrent dans le nouveau langage pour tenter de l'édulcorer. Peugeot, Talbot, Citroën et Renault transformèrent l'équipe du matin en séance du matin, suivie de la séance du soir. Les cadres supérieurs qui ne mettent jamais les pieds à l'atelier allaient sans doute à l'usine comme au cinéma, en séance du matin ou du soir. Le mot travail était devenu un gros mot pour eux, ainsi que les mots travailleuse et travailleur, qui sont rarement utilisés par le patronat et par ses serviteurs politiques.

Le 30 avril 1987, Chausson vend l'OCT à Valeo

En novembre 1987, l'atelier fut réorganisé, un an avant la vente à Valeo. Valeo institua un système de bons de travail très détaillés pour toutes les opérations, le but étant de réduire les temps et de reprendre en main l'atelier. En fin de journée, il fallait remplir ces bons : pendant que l'on écrivait, assis sur un tabouret, cela n'empêchait pas le temps de passer. Nous les remettions dans nos casiers individuels, un meuble imposant que nous avions baptisé la ruche. Nous avons fait une affiche poétique et humoristique[1] :

1 CFDT – 5 novembre 1987.

« Dites-le avec des fleurs ?

L'OCT serait-il composée de ruches ?

Un jour, une reine-mère serait-elle passée réorganiser les essaims ? Pour quoi faire ?

Reine-mère et reines ont des rencontres fréquentes et prolongées, logiquement il devrait en ressortir une solution pour maintenir la production de miel…

Les casiers, oh pardon, les alvéoles petites et grandes se multiplient, vides… et les abeilles y déposent peu de nectar.

Tout est prêt pour relever le miel quotidien.

Au fait, pour faire du miel, il manque des fleurs, pour que les abeilles butinent et récupèrent leur part de sucre (bien trop petite).

La reine-mère ne se ferait-elle pas du bourdon ?

Les abeilles vont-elles attendre sagement le printemps ?

Un collectif d'abeilles »

Une bonne dizaine d'ouvriers avaient participé à la rédaction et nous avions discuté des moyens de ridiculiser la direction. Après affichage, l'ambiance était détendue. Les chefs disaient aussi : « As-tu rempli la ruche ? » en parlant des casiers et nous n'avons travaillé ni plus vite ni moins vite. Quand le temps était large, on ne disait rien, et quand il était manifestement trop court on demandait, une fois le temps imparti atteint : j'arrête, ou je termine le travail ? L'ambiance était restée bonne comme avant.

Vente de Chausson thermique radiateurs Asnières et Reims

Fin 1988, Chausson continua sa vente à la découpe. Il vendit à Valeo l'usine de Reims, qui fabriquait des radiateurs. L'usine d'Asnières fut fermée, les travailleurs furent reclassés chez Valeo à La Verrière, chez Chausson à Gennevilliers et dans la filiale Secan. La fermeture de

Creil (1996), puis celle de Gennevilliers (2005) se heurtèrent pendant des années à de puissants mouvements, qui permirent aux travailleurs de ces usines de partir dans des conditions acceptables.

Valeo sous-traite la fermeture à la Financière du Valois

Fin 1988 aussi, Valeo envoya un directeur, un ingénieur près de la retraite, chargé de préparer la vente de l'Outillage Chausson (60 travailleurs) à la Financière du Valois, appartenant à Michel Coencas, qui vendit un an après outils et machines de l'atelier, à la découpe. Cet ingénieur est venu à mon établi, où je finissais une machine. Il m'a fait remarquer que je n'avais pas mis de peinture à plusieurs endroits. Je lui appris donc que, sur les cames et les parties coulissantes, on ne mettait pas de peinture mais de la graisse, une fois que le contrôleur avait vérifié les cotes et le bon fonctionnement. Il est parti sans un mot. Il venait de démontrer qu'il n'avait rien compris au fonctionnement de la machine, qu'il ne devait pas connaître grand chose à la mécanique en général et ne souhaitait pas non plus en apprendre plus. Il n'était d'ailleurs pas là pour ça.

Lorsque la direction annonça six suppressions d'emplois, cela nous surprit à peine. Nous avons réuni les ouvriers de l'atelier pour discuter de ce que nous allions réclamer et des moyens de l'obtenir. Nous avons envahi à une trentaine le bureau du directeur. Je présentai le nouveau directeur, — que tout le monde connaissait — histoire de donner le ton : « Voici Monsieur Untel, ingénieur, licencieur en fin de carrière avant d'être mis à la casse », et je déclarai que Valeo n'allait pas s'en tirer à si bon compte, que l'on défendrait nos emplois. Surpris, il bégaya, alla boire un coup au lavabo, et lorsqu'il revint

chaque travailleur s'enhardit et vida son sac. Une quinzaine d'ouvriers intervinrent pendant une demi-heure. Finalement, il déclara que tout sera fait pour reclasser les six ouvriers. Un travail leur fut effectivement trouvé dans une entreprise plus près de chez eux.

Coencas, après avoir floué et licencié les travailleurs des entreprises qu'il reprenait pour les liquider, avait « oublié » de payer ses dettes à des entreprises dont les patrons l'avaient fait condamner à de la prison. C'est ce repreneur peu scrupuleux que Valeo a utilisé pour fermer l'OCT, ancien atelier d'Outillage Chausson thermique. Le directeur de ce repreneur « spécial » n'avait même pas rempli correctement la feuille des salaires de la dernière année avant les licenciements, il avait « oublié » les primes de Valeo. À une demi-douzaine, ouvriers CFDT, non syndiqués, et un délégué CGT qui s'est joint à nous, nous sommes allés à l'ANPE pour faire réviser nos indemnités de chômage. Cette démarche nous a permis de récupérer 90 euros par mois, soit 5 400 euros environ pour ceux qui, âgés de plus de 55 ans, sont restés cinq ans au chômage, jusqu'à leur retraite, à 60 ans.

Petite résistance à l'exploitation

Après la fermeture de l'Outillage et mon licenciement économique au 1er février 1990, j'ai fait de l'intérim de juin 1990 à octobre 1994, dans une douzaine d'entreprises, dont beaucoup de petits sous-traitants. Certains mettaient la pression pour qu'on aille plus vite. Au fraisage, je m'efforçais de promettre les pièces au plus vite, avec le sourire : « J'ai bientôt fini », « Ça va arriver, dès que j'ai fini je vous préviens », toujours avec le sourire. Pendant presque toute ma vie, cela a marché, sauf une fois, dans une petite entreprise d'usinage – nous n'étions que six tourneurs-fraiseurs – où j'avais beaucoup ralenti. Le

chef a craqué : il a mis fin à mon contrat avec un jour d'avance, car je ne fraisais pas assez vite les électrodes en laiton pour la Thomson. J'avais pourtant bien travaillé… en y mettant le temps. Le lundi, vers la fin juillet, je suis parti en vacances, et j'ai retrouvé un boulot à la rentrée de septembre.

Gain de 30 minutes

Je suis resté deux ans (jusqu'à fin 1992) chez Steiner (petite filiale aéronautique d'Aubert et Duval) à Gennevilliers. Après avoir discuté avec mon collègue chaudronnier, nous avons ensemble réussi à avoir une demi-heure de plus pour former des pièces en duralumin : 6 heures au lieu de 5 h 30, car la Snecma exigeait une plus grande précision pour ces pièces d'un inverseur de poussée. Le chef de groupe, qui faisait peu souvent ces pièces, avait du mal à les former en 6 heures. C'était normal de ne pas le laisser couler. D'ailleurs les 6 heures ont été acceptées facilement par le directeur. On était satisfait, le patron aussi, car nos pièces étaient bonnes, sans effort supplémentaire de notre part. Tout cela pour dire qu'en intérim j'ai passé de bons moments. Il faut tout faire pour ne pas céder à la peur que certains patrons utilisent. Surmonter la peur, cela s'apprend. C'est à nous d'aider les travailleurs à prendre confiance en eux et à proposer une réponse individuelle, et surtout collective, par laquelle leur peur peut se retourner contre les harceleurs.

Travailler sans peur en se faisant respecter… en souriant discrètement

Vaincre la peur, cela commence par apprendre à travailler bien et à se qualifier professionnellement. Ça aide, car on sait que l'on pourra mieux retrouver du travail. J'ai pu le vérifier pendant mes quatre ans et dix mois en

intérim. Vaincre la peur, c'est aussi se cultiver et comprendre dans quel monde nous vivons. Cela permet d'esquiver les coups et de vivre mieux en vivant plus heureux, sans faire de dépenses futiles. Le travail c'est la santé, à condition de maîtriser le rythme sans en abuser, travailler bien et travailler longtemps. En 44 ans de vie active, on part au travail avec le sourire, on sourit au travail et on revient en souriant, sans se prendre au sérieux, mais tout ce que l'on fait, on le fait sérieusement. Quand on lutte, mieux vaut ne jamais se mettre en colère. Même à un chef imbuvable, il faut sourire. Il ne mérite pas que l'on se mette en colère ni qu'on essaie de le raisonner. Ce serait le prendre au sérieux, et nous n'avons pas à tenter de le cultiver. À l'Outillage Chausson, un des contremaîtres à qui j'avais affaire voulait toujours me surveiller pendant mon travail. À l'occasion d'un souci technique, je suis allé le voir et lui ai proposé trois solutions ; j'ai appliqué celle qu'il avait choisie… qui n'était justement pas la bonne. Après, quand j'allais le voir, il disait : « Tu fais comme tu veux. » Lorsqu'il a voulu nous mettre dans des groupes de travail de trois, deux travaillant et le troisième, chef de groupe, en faisant moins, j'ai proposé de travailler seul pour qu'il puisse bien contrôler mon travail ; je préférerais être à mon compte et lui rendre des comptes en étant totalement responsable de mon travail. Il a compris ce dont il s'agissait et il a accepté avant des explications publiques. Par ailleurs, depuis mon service militaire et après la guerre d'Algérie, j'ai toujours dit oui à l'armée et à tous les chefs au travail. Après, on fait ce que l'on peut…

En guise de conclusion

Se défendre au quotidien en vue de changer la société

C'est en mars 1956 que j'ai découvert que le PS était vraiment au service de la bourgeoisie. En janvier, j'avais cru que le PS allait mettre fin à la guerre d'Algérie. Le 6 février, Guy Mollet avait été reçu par des jets de tomates à Alger et le 12 mars il avait obtenu les pouvoirs spéciaux, votés par le PC. Ce fut ma première déception politique et la dernière. Je compris alors aussi que le PC était aussi réformiste que le PS. Et c'est chez Chausson, à partir de 1964, que j'ai mesuré l'ampleur de la dégénérescence politique du PC, son hostilité aux idées communistes et à la révolution, ainsi que ses conséquences dans la CGT. En 1965, le PC soutint Mitterrand dès le premier tour des présidentielles. La seule perspective du PC était de faire l'union de la gauche pour le « passage pacifique au socialisme », disait-il. Le PC et la CGT ont mis toute leur énergie, dans les années 1960, pour expliquer que la grève générale comme en 1936 n'était plus possible. Après 1968, ils expliquèrent que 1968 ce n'était plus possible. L'absence de perspectives sérieuses des directions syndicales a démoralisé leur base. On l'a encore vu lors de la lutte des gilets jaunes, avec laquelle les appareils syndicaux ont pris leurs distances sans proposer aux travailleurs de mettre en avant leurs propres revendications. Seuls une minorité de militants de la CGT ont soutenu et animé des ronds-points, mais une fois rentrés à l'usine ils rangeaient leur gilet jaune. Pour obtenir plus, il aurait

fallu que la contestation dépasse les ronds-points et entre dans les entreprises, pour encourager les travailleurs à se préparer à une lutte en défendant leurs intérêts de classe. Avec la crise qui s'aggrave, les travailleurs des villes et des campagnes ont tout à construire pour résister à l'aggravation de l'exploitation, pour reprendre confiance en eux et passer à l'offensive contre une classe capitaliste et les serviteurs politiques à son service. C'est le mauvais coup de trop de la part de cette bourgeoisie arrogante ou de ses serviteurs qui déclenchera une riposte salutaire.

Débats sur le Vietnam, l'Algérie et Cuba dans les années 1960

Au début des années 1960, après la fin de la guerre d'Algérie, j'ai eu l'occasion de discuter à l'usine avec nos proches et des militants du PC et d'extrême gauche de l'agression des USA au Vietnam. Comme nous avions été pour la fin du colonialisme français en Algérie, nous étions contre l'agression des USA contre Cuba et sommes toujours contre le blocus de Cuba, depuis le début en 1961. À l'extrême gauche, ils ont toujours eu du mal à comprendre que, tout en soutenant ces luttes d'émancipation nationale, nous émettions des critiques sur leur politique. La prise du pouvoir par Castro influençait la jeunesse. J'ai eu beaucoup de discussions aussi avec des militants du PC sur la révolution cubaine. La résistance de Cuba face aux USA a permis de mieux se comprendre. C'est sans résistance que les dernières troupes de Batista se sont sauvées aux USA. Les armées paysannes de Castro, avec la neutralité bienveillante des ouvriers des villes, ont fait fuir les troupes de Batista, fidèle serviteur des USA. Le rapport de force étant en faveur de Castro, il n'y a pas eu de combats. Batista n'a pas trouvé de mercenaires pour une guerre civile, c'est-à-dire une

contre-révolution. L'échec de l'attaque de la baie des Cochons, à la mi-avril 1961, nous rappelle la réalité de l'époque. La petite bourgeoisie des campagnes et des villes avait trop la haine de Batista pour le soutenir. Castro avait démontré que la révolution était possible et ne semblait pas trop difficile.

Si le régime que Castro a mis en place survit et résiste, malgré soixante ans de blocus par les USA, c'est parce qu'il y a un système éducatif et une médecine de qualité pour tous. C'est surtout la répartition moins inégalitaire, l'absence de privilèges flagrants, qui fait que la population travailleuse accepte cette situation difficile. Cette pauvreté est comprise car il y a une certaine égalité. Partout ailleurs, les inégalités criantes provoquent des coups de colère, voire des révoltes comme à Haïti où la majorité vit dans un grand dénuement face à une minorité de privilégiés. Cela est démontré par l'espérance de vie plus élevée à Cuba qu'aux USA.

Mais, à Cuba, c'est la petite bourgeoisie qui gouverne et cela n'a rien à voir avec le socialisme, le pouvoir des travailleurs, qui pourra seul supprimer les inégalités à l'échelle de la planète.

De tous les États bourgeois pauvres, tous les autres sont pires. Répartir la pauvreté, ce n'est pas facile. Bien sûr, ce n'est pas une excuse pour l'autoritarisme du régime de Cuba, critiquable pour son manque de démocratie politique.

La bourgeoisie, de droite comme de gauche, agite la guerre civile, et le PC prône le passage pacifique au socialisme pour éviter des morts, dit-il. Cette fable rassurante ne m'apparaît pas crédible. Alors, pour avancer, le mouvement ouvrier n'a pas d'autre choix que de créer un rapport de force en sa faveur, pour améliorer son sort et

se préparer à avoir la force de remplacer une bourgeoisie parasitaire qui s'accroche au pouvoir.

En 1968, nous avons mesuré la force des travailleurs, cette force qui a été bradée pour des élections où toute la gauche a préféré perdre les élections en ramant pour émietter la grève et en poussant à la reprise, en disant que telle entreprise et tel dépôt de bus avaient repris. Alors, à chaque génération, la gauche et le PC nous parlent d'unité de la gauche et, quelle qu'en soit la formule, c'est pour recommencer les mêmes fadaises électorales pour quelques places. Dans le système capitaliste, les élections ça sert à s'exprimer et à se faire entendre. Il ne faut pas s'en priver, à condition de bien prévenir sur les limites de ces moyens. Par contre, œuvrer pour construire un parti pour la classe ouvrière, c'est indispensable pour réaliser l'unité dans la lutte des travailleurs des villes et des campagnes. Dans les grandes luttes, il nous faudra dépasser un parti, en faisant des organisations plus larges, comités de grève, comités de quartier, de ville, etc., pour que ceux qui luttent organisent démocratiquement leur lutte en faisant décider par les assemblées générales, car il n'y a pas de sauveur suprême. Construire un parti vraiment communiste me paraissait très difficile dans les années 1960. Oh, maintenant, tout reste à faire mais quoi faire d'autre ? L'histoire avance par bonds, c'est dans les reculs qu'on s'affermit pour rebondir ensuite.

Depuis les années 1960, le bilan des partis de gauche est qu'ils ont accompagné tous les reculs. Dans les gouvernements successifs, ils ont appliqué tout ce que les capitalistes leur demandaient. Ils ont été, comme disait Blum, des gérants loyaux du capitalisme. La défense des travailleurs et la prise de conscience passe par les luttes collectives et par l'apprentissage d'organiser eux-mêmes leur lutte, si petite soit-elle. C'est au travers d'une multitude

de mouvements que les travailleurs apprennent à se défendre, à demander des comptes, à diriger eux-mêmes leur action collective, et prennent conscience de leur force. En suivant des grèves de plus ou moins près, j'ai constaté qu'à chaque mouvement les réflexes des travailleurs sont les mêmes et que, dans des grèves, les étapes dans la prise de conscience suivent les mêmes processus, il n'y a que la vitesse qui change. Les réflexes sont les mêmes : « Je ne croyais pas qu'on serait capable de tenir si longtemps », ou « On n'a pas fait trois semaines pour s'arrêter là au milieu du chemin ». Et chaque matin les travailleurs venaient aux nouvelles aux réunions, à l'école de la grève. Certains ajoutaient lors du vote pour continuer : « On est trop bien en grève, on continue ». C'est toute cette fierté dans la lutte sur près de soixante ans, où les générations différentes réagissent pareil, quasiment avec les mêmes mots, c'est cette fraternité qui efface toute allusion chauvine ou raciste. En grève, il n'y a plus de frontière : ouvrier, technicien, Marocain, Espagnol et des dizaines de nationalités, en grève on est frères de combat, on est avant tout un travailleur en grève. C'est seulement des mois après la grève que les préjugés reviennent progressivement selon la baisse du moral des travailleurs.

Vivre heureux en luttant

« *Il n'est qu'un devoir, c'est d'être heureux* », écrivait Diderot. Eh bien ce bonheur, c'était après la guerre d'Algérie de choisir ma vie et de rejoindre mon frère pour partager un combat collectif à Voix ouvrière. Et lorsque l'on va au travail avec des perspectives pour une autre société, on y va avec le sourire, on travaille avec le sourire et on repart en souriant. À la retraite, le combat continue avec le sourire. Au travers des aléas de la vie, on apprend

à esquiver les coups, à positiver et à creuser pour rebondir et trouver la solution satisfaisante.

La vie, c'est un combat et, comme vivre c'est lutter, alors autant lutter utilement, pour améliorer la vie des exploités en vue de se débarrasser de cette société d'exploitation de l'homme par l'homme, qui laisse végéter les uns dans la misère pour que d'autres gaspillent, se goinfrent dans une boulimie d'opulence bien dérisoire.

Dans le combat quotidien, j'ai appris au jour le jour. Et dans ces soixante ans, pendant lesquels le seul événement d'une certaine importance fut Mai 68, j'ai vécu encore plus de vies et de combats au travers de la lecture.

Mes convictions communistes se sont forgées dans ma jeunesse, contre les guerres impérialistes et les guerres coloniales. Elles se sont renforcées tout au long de ma vie, parce que le capitalisme continue à pourrir et devient de plus en plus parasitaire et belliqueux.

Être pour le socialisme, le communisme, c'est être trotskyste, car c'est le seul courant communiste qui donne une explication cohérente de la dégénérescence de l'URSS et qui a vraiment combattu contre ce recul bureaucratique.

Construire une société supérieure, c'est un effort intellectuel supérieur, c'est consacrer de son temps pour un tel changement collectif. Ce sont les femmes et les hommes qui font l'histoire. Au monde du travail de s'engager pour une vie meilleure au quotidien, en accord avec ses idées, et d'œuvrer à faire progresser l'humanité, s'il veut éviter le pire alors que le capitalisme dégénère et glisse vers des dictatures et la guerre.

Il ne manque pas de raisons à la jeunesse de tout âge – il n'y a pas d'âge pour ê²tre vieux et pas d'âge pour rester jeune – de lutter, car lutter c'est vivre pour vouloir changer la société, construire un monde fraternel où

l'économie sera gérée par les producteurs eux-mêmes, pour le bien de la collectivité.

La bourgeoisie paye des serviteurs pour défendre ses privilèges avec tous ses moyens d'information et menace avec ses forces de répression tous ceux qui veulent que la vie s'améliore, même un peu. Les révoltes éclatent spontanément. Ceux qui se placent dans le camp des travailleurs doivent s'engager en militant pour défendre leur camp et contribuer à transmettre aux jeunes ces idées pour une société nouvelle, fraternelle, solidaire, communiste en un mot.

Annexe
Les tracts du comité de grève de l'usine d'Asnières en 1975

INFORMATIONS COMITE DE GREVE

CHAUSSON ASNIERES

N° 1

Le 19 MAI 1975

I) LES EVENEMENTS

Jeudi dans la nuit un gréviste de garde à Gennevilliers a été agressé par des individus probablement d'extrême droite, qui étaient venus arracher les affiches Vendredi 11 camarades militants syndicaux et délégués CGT et CFDT ont reçu une convocation du tribunal de Nanterre pour Samedi 10 H.30. La Direction voulait nous faire expulser et nous intimider, mais par la puissance de la grève et l'activité efficace des avocats, que nous remercions tous, la Direction à vu sa demande repoussée à un délai de 10 jours pendant lesquels un expert tentera d'établir des négociations entre les organisations syndicales et la Direction, et présentera un rapport sur les arguments respectifs.

A Reims, la même procédure a été engagée contre 3 camarades là non plus la Direction n'a pas réussi le tribunal ayant refusé de prononcer l'expulsion des grévistes.

Vendredi matin, le délégué CGC nous apprenait la position des cadres : Non-Grévistes mais soutien moral.

II) PRESENTATION DU COMITE DE GREVE

Qu'est-ce que le Comité de Grève ?
Il est composé de camarades désignés par secteurs, ateliers ou services, par les grévistes et d'autre part de représentants des syndicats-

Quel est son rôle ?

il exécute les décisions des assemblées générales organise le mouvement (occupation animation, sécurité)
Ce travail est réparti entre différentes commissions dont les responsables ont été choisis dans le Comité de Grève

* SERVICE D'ORDRE : chargé de l'organisation de la surveillance et des tours de gardes
* SECURITE : machines, matériels, accidents divers
* REPAS : en collaboration avec le CIE .

Nous remercions particulièrement le personnel des restaurants qui travaille bénévolement pour assurer les repas des grévistes.

* SOLIDARITE : aide aux cas difficiles
* ANIMATION : loisirs, distractions pendant l'occupation.
* INFORMATION : des grévistes et de la population (par tracts, affiches etc.....)

L'unité dans l'action de tous les travailleurs de la SUC est l'arme la plus efficace pour l'aboutissement de nos revendications.
Pour cela il est nécessaire que le plus grand nombre de grévistes soit présent dans l'entreprise, et participe activement à l'occupation et au travail des commissions.

Il faut aussi profiter de cesgrands moments disponibles pour se réunir par secteurs, ateliers ou services pour discuter de revendications propres et des moyens pour les faire aboutir

Les repas sont pris à CERNEVILLIERS
Prix unique 5 francs
Retirer les tickets chaque jour avant
10 heures à la permanence
sur présentation de la carte de gréviste

Sur la musique de la CARMAGNOLE

Le P.D.G. de chez CHAUSSON (bis)
Voulait garder tout notre pognon (bis)
Employés, Ouvriers, c'à n'pouvait plus durer.

REFRAIN

Unité Ouvriers
Fera casquer le patronù
Unité Employés car
Nous luttons et vaincrons.

Monsieur CHANTEREAU s'était promis (bis)
Qu'les ouvriers resteraient soumis (bis)
Mais nous revendiquons en grève d'occupation.

REFRAIN

Monsieur CHANTEREAU n'a pas voulu (bis)
Discuter avec les élus (bis)
Mais notre coup de pied au cul il l'a reçu

DERNIERE MINUTE

Nous apprenons que les 3 Camarades de REIMS
lors de leur passage au tribunal ont été
appuyés par une manifestation de 400 grévistes.

Le 27 mai 1975

COMITE DE GREVE

et les organisations syndicales C.G.T.- C.F.D.T.- F.O.

CHAUSSON EN LUTTE

EN GREVE ILLIMITEE

AVEC OCCUPATION DES USINES

DEPUIS LE 15 MAI

Les travailleurs des usines Chausson de Gennevilliers, d'Asnières sont entrés en lutte le mercredi 14 mai, au lendemain du 13 mai, jour de paie. Un OS a touché 1390 F à laquelle s'ajoute 40 F d'indemnité à 50 % d'une journée de chômage partiel versé début mai. Voilà ce que gagne un OS chez Chausson pour 173 heures de travail. Et c'est beaucoup de travailleurs de chez Chausson qui ont eu leur salaire diminué à la suite d'une baisse d'horaire et de jours chômés.

Un technicien qui gagnait 3200 F il y a quelques mois, a touché 2800 F le 13 mai.

Aux bas salaires s'ajoutent les mauvaises conditions de travail et l'accélération des cadences, le tout a fait monter la colère. Cela a été une explosion générale dans les différentes usines du groupe Chausson.

N O U S R E V E N D I Q U O N S :

Depuis plusieurs années les travailleurs de chez Chausson comparent leur maigre salaire à ceux de Renault et c'est pourquoi nous réclamons :

- 250 F MENSUELS POUR TOUS

à valoir sur la parité des salaires Renault, et

- LE PAIEMENT DES HEURES DE GREVE

Chausson travaille beaucoup pour Renault, et c'est pourquoi il nous doit les mêmes salaires. A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL. Par ailleurs nous réclamons le paiement des heures de grève parce que c'est l'intransigeance du patron qui nous contraint à obtenir notre dû par la grève, c'est au patron d'en payer le prix.

Il est inacceptable que nos salaires aient pris tellement de retard par rapport à ceux de Renault alors que nos camarades de Renault savent très bien que déjà leur salaire suffit de moins en moins face aux hausses des prix.

En plus il nous faut des garanties de pouvoir d'achat pour ne pas perdre demain ce que Chausson cédera maintenant. Nous réclamons aussi la levée de toutes les sanctions et notamment les menaces et les quatre licenciements de Maubeuge.

SOLIDARITE DANS LA LUTTE

Les travailleurs de Chausson Asnières et de Gennevilliers ne sont pas seuls. Ceux des filiales CHENARD et SECAN de Gennevilliers, ceux de Meudon occupent aussi leur secteur et leur usine. Chausson Reims est en grève illimitée depuis le 13 mai et si les C.R.S. ont fait évacuer l'usine, la grève continue dehors.

Dans le pays, plusieurs centaines d'entreprises sont en grève avec occupation.

En effet, il faut mettre en échec le plan d'austérité du patronat. La classe ouvrière ne veut plus faire les frais de l'inflation.

C'est aux patrons de payer et c'est par la lutte avec nous comme nous l'avons engagée qu'ils céderont.

TOUS ENSEMBLE
TOUS UNIS
NOUS VAINCRONS

SOLIDARITE FINANCIERE

L'Argent c'est le nerf de la guerre, la solidarité financière est importante; Même si elle ne remplace pas la solidarité dans la lutte, elle est nécessaire.

Nous vous remercions d'avance pour le soutien que vous apporterez à notre lutte en versant aux collectes qui seront faites devant votre entreprise, sur les marchés, aux gares.

MERCI.

Le 3 - 6 - 1975

COMITE DE GREVE N° 2

CHAUSSON ASNIERES
et les organisations syndicales C.G.T. - C.F.D.T. - F.O.

BULLETIN DU GREVISTE

* * * * * * * * * * * * * * * * * * * *
* Activités de la journée du 3 juin *
* * * * * * * * * * * * * * * * * * * *

- 7h30 Réunion du comité de grève
- 8h30 Assemblée d'information
- 9h30 Organisation des tâches du jour
- 14h30 Réunion - débat
- 16h Grande collecte à la gare Saint Lazare avec nos camarades grévistes de Gennevilliers H et G
- 20h35 Télé-dossier de l'écran, 2e chaîne : Les Rosenberg ; Un débat suivra l'émission.

* *
* Lundi la direction a envoyé ses courciers *
* *

Lundi 2 juin un huissier s'est présenté à la porte de l'usine rue Malakoff à 11h. Il était accompagné par un directeur et deux chefs du personnel, l'un du secteur carrosserie, l'autre, du secteur thermique. Ils avaient ramené avec eux une vingtaine d'employés, petits et moyens chefs, qu'ils voulaient faire travailler dans les bureaux directoriaux.

Les délégués et les autres grévistes présents étaient bien d'accord pour laisser le libre accès des locaux administratifs par les représentants de la direction et des directeurs, ce qui fut fait. L'huissier et les 3 membres de la direction furent autorisés par les grévistes à vérifier que les locaux administratifs étaient évacués. Mais il ne fut pas question que d'autres aient accès à ces locaux.

La visite des bureaux s'est effectuée au pas de course, nos trois directeurs et l'huissier avaient l'air très pressés d'en ressortir. Ils se sentaient seuls dans cette usine calme mais occupée.

L'occupation des ateliers et des bureaux de production n'a jamais été mise en cause par le jugement. C'est pourquoi les grévistes contrôlent l'entrée de l'usine qu'ils occupent, ceci afin d'éviter que des mauvais plaisants ou des prisonniers du boulot viennent contrarier notre grève qui garde toute son ardeur et sa bonne humeur.

* * * * * * * * * * * * * * * * *
* Solidarité financière *
* * * * * * * * * * * * * * * * *

Différentes collectes ont été organisées sur les marchés devant les usines. La solidarité financière est un moyen de faire connaître notre lutte. Nous allons sur les marchés discuter avec la population, devant les portes d'usines expliquer les raisons de notre grève : 250 F pour tous, paiement des heures de grève, etc, devant les grandes gares, ...

PARTICIPONS PLUS NOMBREUX ENCORE AUX DIFFERENTES COLLECTES ORGANISEES.
Aujourd'hui à 16h, à la gare St. Lazare. à 17h 45, à la SINTRA.

* *
* Succès de l'opération "porte ouverte" à l'usine G de Gennevilliers *
* *

Samedi dernier, à l'usine G, nos camarades ont inviter la population à voir Chausson de près.

Beaucoup ont amené leur famille, leurs amis. Chacun a pu observer les conditions de travail, dignes du siècle dernier. A leur poste de travail, des camarades Marocains nous ont montré la dure réalité de leurs conditions chez Chausson. Pour beaucoup d'entre nous, c'étaient une cruelle révélation. Après la grève, il faudra continuer à se battre pour l'amélioration des conditions de travail, ça ne doit plus être comme avant.

* * * * * * * * * * * * * * * * * * * *
* Débat : La formation permanente *
* * * * * * * * * * * * * * * * * * * *

Si au débat sur la formation permanente, nous n'étions qu'une vingtaine, le débat n'en a pas été moins fructueux pour autant. Tous les camarades étaient d'accord pour dire que la formation permanente permet seulement à quelques travailleurs de se recycler.

Les patrons profitent de cette formation pour faire croire qu'ils se préoccupent des problèmes des travailleurs alors que cette formation sert surtout aux besoins de leur entreprise.

Et en période de crise et de chômage, la formation permanente sert aussi à arrondir les angles. En cas de licenciements, quelques travailleurs peuvent ainsi se reconvertir.

Mais les grands problèmes demeurent. A savoir qu'une véritable formation permanente ne peut se faire vraiment qu'à conditions que tous les individus aient les mêmes chances au départ dans la vie et dès leur plus jeune age, crèche et maternelle. Et qu'ensuite tout le monde puisse recevoir une culture générale la plus élevée possible.

Ceci afin d'avoir un niveau d'étude qui permette à chacun de se perfectionner sans difficulté tout au long de sa vie.

Les conditions premières à réunir actuellement étant la diminution importante de la durée du travail et l'extansion de l'enseignement générale à toute la jeunesse, y compris éventuellement pour les adultes. C'est-à-dire construire un plus grand nombre de lycées techniques et de facultés et moins de CET et autres écoles comme l'AFORP qui donnent un enseignement au rabais.

* * * * * * * * * * * * * * * * * *
* Abattre le mur du silence *
* * * * * * * * * * * * * * * * * *

Samedi dernier a eu lieu une conférence de presse. Seuls les journaux de gauche étaient présents. La grande presse boude notre grève. D'accord avec le patronat, elle fait le silence sur notre lutte depuis le début.

C'est que notre grève est offensive : Nous réclamons 250 F pour tous et le paiement des heures de grève, nous voulons rattraper les salaires Renault.

Ils ont peur que notre grève soit un exemple pour les autres travailleurs. Aux "Cables de Lyon" à Clichy, les ouvriers occupent depuis une semaine leur usine et réclament 300 F pour tous et le paiement des heures de grève.

Pour faire connaître notre lutte, pour briser le mur du silence, occupons-nous nous mêmes de l'information, multiplions les initiatives pour faire connaître notre lutte et nos revendications, et là, les journalistes aux ordres, finiront bien par en parler.

* *
* Les Rosenberg ne doivent pas mourir ! sur la 2e chaîne à 20h35 *
* *

Cette émission fait suite à la diffusion en deux parties du film relatant le procès des Rosenberg, monté de toute pièce. Après une rediffusion de certains passages marquants, on assistera à un débat sur le "maccarthysme" et la chasse aux sorcières, c'est-à-dire l'anti-communisme et la chasse aux militants ouvriers pendant les années 1950 aux USA.

COMITE DE GREVE

JEUDI 5 JUIN
N° 3

CHAUSSON ASNIERES
ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES

CGT-CFDT-FO

BULLETIN DU GREVISTE

LES FLICS HORS DE L'USINE

Ce matin à 3h45 les CRS ont investi l'usine d'Asnières, ils étaient accompagnés d'une vingtaine de larbins (chefs, cadres et quelques employés) aux ordres de la direction.

Que la direction n'ait pas respecté le jugement ne nous étonne guère.

L'évacuation des locaux administratifs ne suffisait pas à la direction. Voilà son vrai visage, ainsi le patron ne s'embarrasse du jugement. Il n'hésite pas à passer au-dessus des lois quand celles-ci le gêne.

La direction montre ainsi sa vraie nature et le plus lamentable, c'est qu'elle trouve quelques cadres et petits chefs et même quelques employés pour la suivre dans l'usine sous la protection des CRS à 4 heures du matin. Aucune personne digne ne peut accepter de pénétrer dans l'usine sous la protection des CRS. LES FLICS HORS DE L ' USINE

LA LUTTE CONTINUE

Les CRS protègent l'usine mais ce n'est pas eux qui vont faire la production. Et ce n'est pas les quelques larbins de la direction qui vont faire le boulot à notre place.

Le genre de mordus du boulot qui sont entrés dans l'usine avec les CRS, casqués et matraqués, sont tout juste bons à lécher les bottes de la direction et des CRS à son service.

Nous sommes entrés en lutte il y a trois semaines en scandant "CE QU'IL NOUS FAUT C'EST LES SALAIRES RENAULT" .

Eh bien la direction croit sans doute qu'en envoyant ses flics nous accepterons de discuter de son plat de lentilles, les classifications.

Pour nous les revendications qui nous ont unis sdans la grève restent les même à savoir

- 250 F MENSUELS POUR TOUS
à valoir sur la parité des salaires Renault et

- PAIMENT DES HEURES DE GREVE.

PAS DE NEGOCIATIONS
SOUS LES MATRAQUES

Les juges et la Justice

Hier nous avons projeté un film de la série "Certifié exact" réalisé par des cinéastes licenciés de l'ORTF en 1970.

Ce film décrit bien ce qu'est la justice quotidienne en France où un juge a des centaines de dossiers à expédier par jour. Et comme il n'a pas le temps d'interroger les personnes arrêtées pour des délits mineurs, eh bien il les met en prison en attendant. Ainsi sur 80 000 personnes aujourd'hui emprisonnées, 11 000 d'entre elles attendent toujours d'être jugées.

Le film montre aussi que la justice est le reflet de la société et que si on est riche, et que l'on a des relations, on s'en tire bien mieux que si on est pauvre et sans relation.

Les juges font partie dans leur ensemble d'un milieu très conservateur. Il ne pourra y avoir de justice que lorsque les juges seront élus par les travailleurs et devront leur rendre des comptes.

SOLIDARITE :

- Notre lutte, c'est la lutte de tous

Mardi soir une collecte était organisée à la gare saint-Lazare. Armés de banderolles, de panneaux et de porte-voix, nous étions plus d'une soixantaine à expliquer notre grève et à collecter dans le hall de la gare. Près de 900 000 AF ont été collectés. De nombreux usagers se sont attardés quelques minutes pour nous écouter ou même venir discuter avec nous. Beaucoup en versant leur soutien, nous encourageaient à tenir jusqu'au bout, nous montrant ainsi que pour eux notre lutte est aussi la leur.

- Un exemple des heures de grève payées

UNE DELEGATION DU CREDIT LYONNAIS FO-CFDT EST VENUE HIER APPORTER 1/2 MILLION D'AF. NOUS FAISONS CONNAITRE LEUR MOTION CAR ELLE MONTRE L'IMPORTANCE DES HEURES DE GREVE PAYEES.

Chers camarades,

Il y a un an, les employés du Crédit Lyonnais reprenaient le travail après une grève de deux mois, qui fut victorieuse.

En particulier, nous obtenions que les heures de grève soient payées à concurrence de 83 %.

C'est pourquoi, un certain nombre de travailleurs ayant renoncé à percevoir les indemnités données par le comité de grève, il nous est resté une certaine somme que nous avons décidé de répartir entre les différentes entreprises actuellement en grève.

Nous vous adressons donc aujourd'hui deux chèques :
- l'un de 1 000 F adressé au comité de grève de H pour lui permettre de financer son journal et ses tracts,
- l'autre de 4 000 F, à partager entre toutes les usines du groupe au titre de la solidarité.

Nous vous souhaitons bon courage pour continuer votre grève jusqu'à la victoire. Recevez, chers camarades, nos salutations syndicalistes.

Le 6 juin 1975

COMITE DE GREVE N° 4

DE CHAUSSON ASNIERES
ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES C.G.T. C.F.D.T. F.O.

BULLETIN DU GREVISTE

Activités de la journée du 6 juin

- 8h Assemblée générale rue Malakoff
- ensuite réunion du Comité de Grève
- 15h30 Départ pour la manifestation contre Chausson
- un grand film à l'usine H au retour de la manifestation

La colère après l'occupation policière

Hier le Comité de Grève s'est réuni exceptionnellement à 15 h, étant donné que le programme du jour a été quelque peu perturbé par l'intervention des CRS.

Il a été décidé que nous resterions toute la journée aux deux bouts de la rue Malakoff, rebaptisée pour la circonstance "rue Casquée". Ce meeting permanent s'est d'ailleurs fait spontanément le matin, et beaucoup de travailleurs qui passent sur le boulevard Voltaire ont pu voir de près les casqués qui représentent le vrai visage de Chausson.

Des travailleurs de la SINTRA, d'IMPAR et bien d'autres sont restés dialoguer avec les grévistes de Chausson. Et ce sont des milliers de travailleurs qui se sont indignés et ont manifesté d'une façon ou d'une autre contre les CRS. C'est quatre milles tracts qui ont été distribués.

Ensemble avec nos camarades de Gennevilliers, renforçons notre grève !

Le Comité de Grève a également décidé que si les CRS nous ont contraints de quitter Chausson Asnières, il fallait continuer notre grève en allant occuper avec nos camarades de Chausson Gennevilliers.

Bref, nous quittons un Chausson pour entrer dans un autre.

Et nous continuons la grève et l'occupation !

La police hors de l'usine !

La direction a attendu qu'Asnières soit occupé par la police pour nous proposer des négociations.

Ces messieurs ont bien peu de dignité pour croire que nous acceptons de discuté comme si rien n'était, alors que la police est dans l'usine ou à côté.

Il n'est pas question de discuter sous la menace des matraques. Les armes ne seraient pas égales. Que la direction renvoie immédiatement la police des alentours de l'usine !

Se battre jusqu'à satisfaction de nos revendications !

Après trois semaines de silence sur nos revendications, Chantereau a annoncé la couleur. Il a le culot de nous proposer 4 % d'augmentation et une demi-heure de réduction d'horaire à partir de juin.

4 % sur un salaire de 1 400 F, cela ferait une augmentation de 56 F. Il n'y aurait que les salaires supérieurs à 6 000 F qui auraient ainsi les 250 F demandés pour tous ! Chantereau n'a pas peur du ridicule. Et nous, de toute façon, nous n'avons pas envie de rire.

Notre revendication est toujours la même. Nous voulons 250 F. C'est un minimum. Même lorsque nous aurons obtenu ces 250 F, nos salaires seront encore à la traine par rapport à ceux de Renault. Alors, pas question d'accepter le marchandage.

Autre chose : Chantereau ne veut discuter du payement des heures de grève qu'après la reprise du travail. Il n'en est pas question. Le payement des heures de grève est un préalable à toute discussion.

- 250 F POUR TOUS à valoir sur la parité des salaires Renault
- PAYEMENT DES HEURES DE GREVE

Manifestation contre la direction Chausson !

L'intervention de la police dans une usine en grève est une agression contre tous les travailleurs. C'est ainsi que l'ont compris nos camarades d'AIR EQUIPEMENT et de la SINTRA qui ont débrayé hier pendant une heure.

Il faut que tous les travailleurs des environs nous rejoignent dans la protestation contre l'intervention policière. La manifestation décidée par la CGT pour 15 heures 30 au départ de la Bourse du travail peut fournir l'occasion à tous ceux qui veulent protester, de le faire. C'est pourquoi les grévistes d'Asnières s'associent à cette initiative.

TOUS A LA MANIFESTATION !

La servilité ne paie pas

Une centaine environ de cadres et de petits chefs ont accepté de travailler dans les bureaux sous la protection de la police. Ils ont été mobilisés aux Invalides la nuit de l'agression policière et amenés en car à Asnières.

Certains ont accepté de jouer à ce jeu-là par dévouement stupide pour la direction, les autres, par peur. Quelles que soient leurs raisons, ce qu'ils font est méprisable.

Ces gens-là qui, à longueur d'année, essaient de faire croire que parce qu'ils ont des diplômes ou parce qu'ils ont une place dans la hiérarchie, ils nous sont supérieurs, viennent de montrer qu'ils n'ont pas de dignité.

Tous les cadres et chefs n'ont pas accepté de travailler sous la protection de la matraque. Certains ont même été tellement révoltés par ces méthodes, qu'ils nous ont prévenu par téléphone de l'agression policière. C'est eux qui ont raison.

Car ceux qui acceptent de faire les briseurs de grève ne trouveront que du mépris chez les travailleurs, sans même gagner la reconnaissance de la direction. Car celle-ci à l'habitude de traiter les larbins en larbins. Les cadres qui aujourd'hui marchent sur leur dignité pour mieux servir la direction n'en risqueront pas moins d'être jetés à la porte si demain, le patron considère qu'ils sont de trop.

Pas de négociations séparées

La dernière trouvaille de la direction pour nous attaquer : elle vient de décider que les filiales ne faisaient plus partie du trust Chausson. C'est là une manoeuvre pour nous diviser et préparer des négociations séparées. Et une manoeuvre bien grossière en plus !

Quand il s'agit de faire mousser les mérites du trust Chausson dans ses revues luxueuses, la direction n'oublie pas la plus petite ou la plus lointaine de ses filiales.

Alors quand nous luttons, pas une filiale ne doit être oubliée au moment de payer la note. Pas question de négociations séparées. Que nous soyons grévistes chez Chausson, à la SECAM ou chez Chenard, nous sommes tous des "Chausson". C'est tous ensemble que nous luttons et c'est tous ensemble que nous arracherons nos revendications. Les mêmes pour tous !

Lundi 9 Juin 1975

COMITE DE GREVE

N° 5

DE CHAUSSON ASNIERES
ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES C.G.T.- C.F.D.T.- F.O.

BULLETIN DU GREVISTE

Activités de la journée du 9 juin

- 7h30 Réunion du Comité de grève
- 8h30 Assemblée d'information
- 15h20 Télé-film : Mektoub
- Grande collecte à la gare du Nord
- 20h30 Télé TF1 :"l'Homme au cerveau greffé"

Chantereau recule, il faut le pousser plus fort !

En proposant aux négociations une augmentation de 4 % avec un minimum de 100F la direction marque un recul. C'est fou à quel point ce qui n'était pas possible il y a quelques temps, l'est devenu subitement ! Seulement la somme que la direction se déclare prête à lâcher ne suffit évidemment pas. Elle montre seulement que la direction nous craint. C'est un encouragement, il faut continuer, nous sommes dans la bonne voie, la direction veut maintenant faire traîner les négociations, espérant que ce qui ne nous suffit pas aujourd'hui, nous suffira demain.

Eh bien, il faut que la direction se fasse une raison. Plus elle fait traîner les choses, plus ça lui coûtera. Car nous ne reprendrons pas avant d'avoir obtenu les 250 F et le paiement des heures de grève.

Une manifestation de notre force

Vendredi après-midi, à l'appel des syndicats CGT et CFDT et des Comités de grève de Chausson, les villes de Gennevilliers et d'Asnières ont connu des heures comme on n'en avait pas vu depuis longtemps; Grévistes de Chausson derrière les banderoles de nos comités de grève : usine H, usine G, mais aussi travailleurs de toutes les usines de Gennevilliers : grévistes des Cables de Lyon, délégation de la Thomson, de Carbone-Lorraine, d'Air Equipement etc,nous avons défilé au coude à coude, à 5000, de la bourse du travail de Gennevilliers à la Mairie d'Asnières.

Le cortège était dynamique, nous nous sentions forts de notre détermination. Nous scandions : "Chausson doit payer", "CRS = SS", "CRS, hors de Chausson", l'Amicale des Marocains hors de Chausson" . Nous chantions, en français mais aussi en arabe : "Chantereau si tu continues, la classe ouvrière te bottera le cul". Parfois montait le beau chant de l'Internationale repris aussi bien par les ouvriers français qu'immigrés, tandis que nous agitions des drapeaux rouges et battions des mains. L'atmosphère était survoltée.

A 17 heures, la direction effrayée faisait retirer les flics de l'usine d'Asnières. Elle proposait l'ouverture des négociations. En montrant notre unité, notre force, notre combativité,nous avons remporté une première victoire.

La direction a été obligée à un recul. Ca ne sera pas le dernier !

Ce qu'il nous faut : les salaires Renault !

Après trois semaines de mutisme, la direction vient de ressortir son plat de lentilles, les classifications.

Son projet est de treize classes au lieu de onze c'est-à-dire qu'elle veut encore nous diviser plus qu'avant. Ainsi au travers de son nouveau projet, elle veut se donner les moyens de verser des augmentations différentes pour chaque travailleur.

Si vraiment elle veut modifier les classifications, qu'elle nous accorde tout de suite la parité des salaires Renault, sinon qu'elle accorde nos 250 F et qu'elle remballe son plat de lentilles.

Les cocus au balcon

Les cadres retranchés à Asnières, abandonnés de tous, même de leurs anges-gardiens : les CRS, ont passé un très mauvais week-end. Leur dévouement à leur maitre est touchant. Mais, camarades, si vous passez dans la rue et si vous arrivez à les apercevoir derrière les vitres obstruées par du papier, ne venez pas les mains vides.

Pensez à amener à nos pauvres guignols quelques cacahuètes pour leur jeter.

Un cinéma bien sympathique

Samedi soir, nous avons été faire une collecte devant le cinéma : 14 JUILLET, place de la Bastille.

Nous avons eu un accueil très sympathique, malgrè le peu de gens présents au cinéma, nous avons recueilli 254,50 F. Le directeur du cinéma nous a demandé si nous voulions expliquer notre grève dans la salle.

Nous l'avons fait, un dialogue s'est établi entre nous et les spectateurs.

Avant de repartir, le directeur du cinéma nous a invité à revenir un jour où il y aurait salle comble.

PAR AILLEURS, LE CINEMA " 14 JUILLET " DONNE L 'ENTREE GRATUITE AUX GREVISTES DE CHAUSSON.

Lundi 9 Juin, sur Antenne 2 à 15h20, film "MEKTOUB"

Les problèmes et les difficultés d'un travailleur algérien à la recherche d'un travail et d'un logement en France.

Mercredi 11 juin 1975
N° 6

COMITE DE GREVE

DE CHAUSSON ASNIERES
ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES C.G.T.- C.F.D.T.- F.O.

BULLETIN DU GREVISTE

Activitée de la journée du 11 juin

- 7h15 Réunion du Comité de grève
- 8h30 Assemblée d'information
- 10h à l'usine H vous pouvez voir un grand film d'action sur la révolution mexicaine : Viva Zapata
- 15h30 Manifestation pour le départ des nervis de Chausson
- 20h30 A la télé sur TF1 : "325 000 F" de Roger Vaillant

Il nous faut la même chose pour tous

La direction a fait de nouvelles propositions concernant les salaires :
140 F de la classe 2 à 5
120 F de la classe 6 à 9
100 F de la classe 10 et au dessus

La direction essaie encore une fois de nous diviser. Hier, elle proposait des pourcentages qui favorisent toujours les hauts salaires et défavorisent les bas salaires. Maintenant elle change son fusil d'épaule, elle fait le contraire, elle donne plus aux bas salaires et moins aux autres.

S'il est normal que les plus bas salaires soient relevés, nous n'avons jamais demandé à léser qui que ce soit. Nous menons la même lutte, il est normal que nous obtenions la même chose pour tous. Et encore une fois, ce que nous voulons ce n'est pas un pourcentage mais 250 Fpour tous et le paiement des heures de grève.

Les nervis, hors de l'usine !

Le Comité de grève exige que la direction retire cette racaille de l'usine. Nous avons refusé de discuter avec Chausson sous les matraques de CRS. Eh bien, il n'est pas question de rencontrer la direction sous les barres de fer des nervis. Notre détermination a obligé la direction à renvoyer la police, avant de discuter avec elle. Eh bien c' est avec la même determination que nous exigeons qu'elle retire ses nervis.

A bas les milices patronales !
Nous ne discutons pas sous les barres de fer !
Les nervis hors de Chausson !

Tous à la manifestation !

Aujourd'hui, nous allons manifester pour exiger de la direction que ces nervis disparaissent de l'usine. La participation de tous à cette protestation est nécessaire. Déjà hier la 1ére riposte a été un succès. Des délégations d'autres entreprises vont venir nous rejoindre pour nous apporter leur soutien. Leur solidarité est nécessaire et doit être développée dans cette période. Un peu partout, les patrons font intervenir leurs flics et toutes sortes de nervis.

Développons la solidarité dans la lutte.

Safari à Asnières

Les cadres et autres larbins de Chausson auront passé 5 jours à jouer les briseurs de grève. Leur tentative a échoué lamentablement. Ils n'ont pas résisté aux équipes des 3x8.

Chausson avait réussi à transformer l'usine d'Asnières en un zoo aux visites interdites. La direction a essayé de les dresser pour en faire des troupes anti-grévistes.

Les animaux du zoo n'étaient finalement qu'un troupeau de moutons. Il faut croire qu'ils ont été gênés par l'accueil que nous leur avions réservé chaque jour et plus particulièrement à la relève. Les fauves se faisaient de plus en plus rares. Chausson a alors fait disperser les survivants du troupeau mardi à 4 heures du matin à l'enclos de la mairie d'Asnières.

La collecte à la Gare du Nord : un succès et une occasion de s'expliquer.

La collecte de 8750 F à la Gare du Nord aura été aussi fructueuse que celle de St-Lazare. Et surtout, elle nous a donné l'occasion de nous expliquer auprès d'un grand nombre de travailleurs. Des dizaines de milliers de banlieusards nous auront entendus briser le mur du silence sur notre grève car la grande presse parle toujours très peu de nous.

Après les Renault, les Chausson refusent de payer la crise. Et dans cette course contre l'inflation nous sommes bien décidés à rattraper le plus vite possible les Renault. La première étape étant les 250 F mensuels et le paiement des heures de grève. Notre revendication a trouvé d'autant plus de sympathie qu'elle correspond à l'aspiration de tous les travailleurs.

Chantereau nous prend pour des imbéciles

Au meeting d'hier matin à Gennevilliers, on a eu droit à une apparition du zinzin Auger. Il était là pour distribuer un tract en arabe. Espérait-il tromper nos camarades immigrés ? Nous l'avons fait déguerpir. Ce tract est un grossier mensonge. Il prétend que nous avons nos 250 F. Le décompte est fait comme suit: 140 F (dernière proposition du patron) + 1/2 heure payée + 9,5 % de progression salariale. Oui, vous avez bien lu : la direction inclut dans son décompte les 9,5 % que nous avons déjà touchés. C'est vraiment se moquer du monde. On savait que la direction avait pour nous le plus grand mépris, elle nous prend pour des imbéciles. Décidément, cette dernière manoeuvre de la direction n'est guère raffinée. Dans cette affaire, c'est elle qui fait figure d'attardée. Il est vrai qu'elle n'a trouvé que le simple d'esprit et misérable Auger pour distribuer ses mensonges. Elle abuse de sa maladie pour lui faire courir des risques. Et hier matin il a bien couru...

Une première riposte

Pour protester contre l'intervention des nervis à l'usine, une manifestation a été rapidement organisée des usines Chausson d'Asnières et de Gennevilliers aux Grésillons. Nous étions plusieurs centaines pour exiger "les milices patronales hors de Chausson". Une première riposte qui prépare celle d'aujourd'hui.

A la porte, les bandes armées anti-ouvrières !

Ce soir à la télé - 20h30 sur TF1

325 000 F, c'est la somme que veut amasser un jeune et qui, croit-il, lui permettra d'échapper à la condition ouvrière en prenant la gérance d'un snack-bar. Mais l'usine ne lâche pas facilement ses proies...

Vendredi 13 juin 1975

COMITE DE GREVE

N° 7

DE CHAUSSON ASNIERES

ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES

CGT-CFDT-FO

BULLETIN DU GREVISTE

Activités de la journée du 13 juin

- 7h30 Réunion du Comité de grève
- 8h30 Assemblée d'information
- 11h30-14h30 Collecte Dassault St Cloud
- 16h30 Collecte Air-Equipement

Paris a vu notre force

Hier après-midi à Paris, dans la manifestation pour les libertés qui a défilé de la République à la Bastille, il y a eu un fort contingent de "Chaussons".

Une délégation tout aussi dynamique que lors de la manifestation contre les CRS de vendredi. Regroupésderrière les banderoles de nos comités de grève, en chaîne, au rythme du tambour de nos camarades marocains, nous avons montré notre détermination aux dizaines de milliers de travailleurs de la région parisienne qui manifestaient avec nous, ou qui applaudissaient sur les trottoirs. Paris a résonné de nos mots d'ordre : "pas de négociations sous la répression !", "milice fasciste, hors de Chausson", "français, immigrés, même patron, même combat", en français et en arabe.

Il faisait chaud à Paris, hier après-midi, avec nous le pavé devenait brûlant. Nous avons montré que nous sommes toujours plus décidés à faire payer Chantereau.

Les vigiles hors de Chausson !

Hier à 15h quatre voitures de vigiles de l'Agence Centrale de Services sont venus assurer la relève des nervis.

Les vigiles armés de matraques et pistolets ont remplacé les mercenaires armés de barres de fer, tubes et morceaux de briques. Plus d'une centaine de grévistes sont venus voir la sortie des mercenaires au service de Chausson, et les appareils photos étaient prêts à les repérer. Ce n'était pas du goût de Chausson ni des policiers puisque ces derniers sont venus aider leurs frères en mettant deux cordons pour nous éloigner de l'entrée de l'usine. Les policiers, solidaires de ces polices parallèles, ont même mis une camionnette au milieu de la rue pour cacher les regards des grévistes qui voulaient voir de près les hommes de main de Chausson. Finalement de nouvelles photos ont été prises. En remplacant les nervis par des vigiles, Chausson recule un peu en légalisant son gardiennage par des gardiens bien spéciaux. Il met un voile sur un visage hideux. Mais toutes les polices que Chausson emploie n'arrêteront pas notre lutte. Personne ne fera le boulot à notre place.

Luttons jusqu'au bout pour nos 250 F mensuels et le paiement des heures de grève.

Les larbins à la niche !

Pendant 5 jours les cadres et autres valets de Chausson ont tout fait pour jouer les briseurs de grève.

Nous avons aperçu un de ces mêmes larbins de Chausson rôder autour des grévistes hier matin; Gosselin, chef du contrôle a même oser se présenter comme un médiateur. Lui qui quelques jours auparavant s'exerçait à la lance à incendie et prenait un malin plaisir à s'en servir contre des grévistes qui étaient venus prendre des photos sur le camp retranché de ces fauves.

Nous n'avons pas oublié le comportement de ce chef du contrôle thermique. Nous le lui avons dit et les grévistes présents en ont été informés, et ce chefaillon s'est éclipsé avant qu'on l'aide à partir.

Nous ne tolèrerons pas que ce genre d'individu qui était prêt à tout pour briser notre grève vienne nous narguer.

Ce qui est possible à la SECAN doit l'être pour tous !

La direction qui depuis un mois refuse de céder à nos revendications, se met soudain à proposer aux travailleurs de la SECAN mais uniquement à eux, 200 F d'augmentation jusqu'à la classe 22, 300 F pour la classe 23 et le paiement de 14 jours de grève.

Aucune manoeuvre de la direction ne nous divisera. Nous réclamons 250 F pour tous et pas seulement pour certains d'entre nous. Ce que la direction donne à la SECAN. elle doit le donner à tout le monde.

Il faut qu'elle sache que notre grève est celle de tous les Chaussons et filiales. Et nous sommes déterminés à ne pas nous laisser diviser par Chausson. Nous lutterons tous jusqu'à ce que nous ayons tous obtenu toutes nos revendications.

Nous ne sommes pas seuls !

A l'heure actuelle, il y a plus de cinquante usines qui sont en grève et avec occupation. Comme nous, ils luttent pour de meilleurs salaires, face à la hausse des prix. D'autres refusent des licenciements.

Certaines boites commencent à nous être familières : Cables de Lyon (Clichy), le Parisien Libéré, Vélosolex (Courbevoie), Everwear, Cégédur,(Issoire), Ugine-Carbone, etc...

Nous sommes de plus en plus nombreux dans la classe ouvrière à montrer aux patrons qu'on ne veut pas faire les frais de l'austérité, du chômage, et de l'inflation.

Une bonne nouvelle !

La mairie de Gennevilliers a décidé d'ouvrir sa piscine gratuitement pour tous les grévistes de Chausson.

COMITE DE GREVE

Lundi 16 juin 1975
N° 8

CHAUSSON - ASNIERES

ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES C.G.T.- C.F.D.T.- F.O.

BULLETIN DU GREVISTE

Activités de la journée du lundi 16 juin

- 7h30 Réunion du comité de grève
- 8h30 Assemblée d'information
- 10h Conférence-débat avec des médecins (sur la santé et le travail et les maladies professionnelles . Au restaurant d'entreprise).
- 11h30 Départ pour la collecte LTT, à Conflans St Honorine
- après-midi : les autre collectes.

On a le temps

Le moral est au beau fixe. Après cinq semaines de grève, rien n'a pu entamer notre combativité. Et maintenant, si les camarades viennent aux nouvelles pour les négociations, c'est en passant, histoire de s'informer. Car maintenant, pour tous les grévistes, il n'est pas question de reprendre sans avoir obtenu :

- 250 F POUR TOUS
- LE PAIEMENT DES HEURES DE GREVE

Nous avons raison de ne pas nous en faire. La direction encore samedi a bien voulu discuter, mais n'a rien voulu lâcher, Elle fait comme si elle n'était pas pressée alors qu'elle perd des millions chaque jour, et des marchés. Quant à nos salaires, ils étaient tellement bas que nos pertes sont bien moindres

Chantereau refuse en fait de négocier. Il espère nous fatiguer -mais là-dessus il ne se fait pas trop d'illusions- et en attendant il fait tout pour nous diviser en essayant de se servir de certains grévistes contre d'autres, en donnant aux uns ce qu'il refuse aux autres, comme il le fait pour la SECAN.

La direction finira par se rendre à l'évidence, plus la négociation traînera et plus elle paiera.

Les toutous déchaînés

Vendredi, les derniers toutous sont partis d'Asnières. Ils n'ont pas servi à grand chose. Car s'ils n'ont pas fait leur effet sur les grévistes, ils se sont rattrapés sur la moquette de la direction.

Comme il ne leur était pas facile de tuer le temps dans leur volière, les oiseaux ont dû se distraire : les nervis aux barres de fer se sont livrés à des parties de stock-car avec les vélos de l'usine. Les vélos n'ont pas tenus le choc. Ils ont trouvé un nouvel usage des extincteurs ; un nervi portait un badge CGT et les autres l'arrosaient de mousse. Il y a même eu un début d'incendie dans le tas d'ordures laissé par les cadres dans la cour de la carrosserie. C'est pour cela qu'ils ont fait joujou avec la lance à incendie. A moins que ce ne soit pour rafraîchir la moquette.

Comme ils s'ennuyaient, ils sont partis à la découverte des bureaux de la direction qu'ils ont fracturés. Peut-être cherchaient-ils de quoi arrondir leur fin de mois.

On a les employés qu'on mérite !

SCOMAM en grève avec nous

A la SCOMAM de Laval, où sont fabriqués les vases d'expansion et des réservoirs, les travailleurs sont entrés en grève illimitée le jeudi 12 juin. Cette grève va aussi faire mal au patron et ne peut que renforcer notre détermination à aller jusqu'au bout. Nos camarades de Laval réclament comme nous 250 F mensuels pour tous. Ils participent aux mêmes négociatiations que nous.

L'unité dans la lutte se renforce et tous ensemble nous ferons plier Chausson.

Encore quelques coups de pied, et on y arrivera !

Jamais le service du courrier de la direction n'aura autant fonctionné. A tel point que l'on peut être sûr, en passant chez soi, de trouver une de ses lettres "d'information au personnel".

On a déjà marqué un point : la direction semble avoir compris que nous tenions à nos 250 F pour tous. Et, en répétant tous les jours qu'elle nous les a donnés, elle espère nous avoir à l'usure.

C'est bien connu : plus on parle des soucoupes volantes ou des fakirs, et plus on a l'impression que ça existe.

Mais nos 250 F où sont-ils ? Pourquoi met-elle tant de chiffres et fait-elle tant d'additions inutiles ? Pourquoi nous propose-t-elle 140, 120 et 100 F d'augmentation, et voudrait nous faire croire qu'on a plus. C'est ce qu'on appelle de l'escroquerie et de l'abus de confiance. Mais en tout cas, la note s'allonge, et tout se paiera !

Tous ensemble jusqu'à la victoire

La direction continue à faire des négociations séparées entre Chausson et ses soi-disantes filiales SECAN etChenard. Elle compterait même, paraît-il, organiser un vote sur ses propositions à la SECAN aujourd'hui. Même si elle cède aux camarades plus qu'à Chausson, le compte n'y est pas. Elle espère une reprise séparée pour ouvrir une brèche dans notre grève et ainsi créer un climat de reprise.

Toute cette manoeuvre est destinée à essayer de se servir des camarades de la SECAN contre l'intérêt des milliers de travailleurs de Chausson. La ficelle est un peu grosse et aucun travailleur ne s'y laissera prendre.

Les nervis à Gennevilliers ?

La direction Chausson n'a pas accepté le jugement. La décision du tribunal était favorable aux travailleurs. Notre grève avec occupation des ateliers de production était acceptée par le juge. Pour la direction, c'est la propriété privée qui est remise en cause. Et cela elle ne peut l'avaler. Par tous les moyens, elle veut nous faire expulser. Pour cela; elle cherche un juge à ses ordres. Aujourd'hui à nouveau nous allons en jugement. Elle continue ses manoeuvres pour briser notre grève. Elle espère faire intervenir la police à Gennevilliers. Cela ne nous surprend pas.

Mais son échec dépend de nous. Même si Chausson obtenait gain de cause au tribunal, personne ne ferait tourner les chaînes à notre place, à Gennevilliers. La grève continuerait comme à Asnières. La direction veut-elle comme ici faire envahir l'usine par ses voyous ? Bien du plaisir, il y a de quoi faire avec le matériel et les machines de Gennevilliers.

C'est la fête à l'usine de Gennevilliers !

Avec la grève, cela devient un plaisir de passer son après-midi à la RU. Sous le hall, rempli de la musique , des chants et des danses de la " Troupe populaire égyptienne", nous étions bien 500 travailleurs de Chausson et leur famille à participer à cette petite fête. Maintenant l'ambiance est donnée, la nuit, à l'usine H de Gennevilliers les grévistes amènent des instruments de musique, des copains musiciens et quand ils sont fatigués de jouer, nous improvisons des sketches : samedi dernier, c'était sur les négociations; Chantereau n'aurait pas été déçu de voir comment nous le traitons. La grève change pas mal de choses, à tel point que le "bagne Chausson" s'est transformé en fête permanente.

COMITE DE GREVE

N° 9

CHAUSSON ASNIERES

ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES C.G.T.- C.F.D.T. - F.O.

BULLETIN DU GREVISTE

Activités de la journée du mercredi 18 juin

- 7h30 Réunion du comité de grève
- 8h30 Assemblée d'information
- 9h30 REUNION - DEBAT :
  "Quelles sont ces milices patronales qui n'existent pas mais qu'on a vu s'exercer chez Chausson ?
- 16h30 Grande collecte au RER à la Défense

La direction nous dérange pour rien

La négociation de lundi après-midi a battu tous les records. A peine le temps de s'assoir, de sortir ses cigarettes, qu'il fallait déjà se lever. C'était fini. En sept minutes, chrono en main, tout était dit. La direction ne lâchait rien de plus.

Elle se moque vraiment du monde.

Elle a fait venir des camarades de Creil, de Maubeuge, de Reims, juste pour assister à la performance.

C'était vraiment pas la peine.

Avec les camarades de Renault

A l'initiative des comités de grève, les organisations syndicales et les comités de grève ont organisé une collecte à Renault.

Nous étions cent-vingt avec banderolles des comités de grève et syndicales, pancartes et drapeaux rouges aux portes de Renault.

"Renault - Chausson même travail, même salaire" notre mot d'ordre était repris par les travailleurs de Renault qui étaient venus nous encourager à continuer notre grève.

C'est plusieurs milliers de francs que nous avons collectés. Voilà qui doit nous encourager. Des milliers de travailleurs sont prêts à manifester leur solidarité.

Participons nombreux aux collectes, faisons connaître notre lutte.

BRISONS LE MUR DU SILENCE.

Les cauchemars de la direction

Le dernier jugement pour expulser les travailleurs de Gennevilliers en grève illimitée depuis trente-cinq jours n'a pas encore été favorable à la direction. Il y aura à nouveau un jugement le 25 juin.

Vraiment la direction fait tout pour nous voir en dehors de l'usine. Pour elle, c'est évidemment la meilleure façon pour ouvrir les portes et nous voir au travail.

De toute façon, si elle avait obtenu l'expulsion, nos camarades de Gennevilliers auraient continué jusqu'à la victoire, à l'extérieur de l'usine, comme nous l'avons fait à Asnières.

Mais puisqu'elle tient tellement à nous vider, raison de plus pour y rester. Et le plus nombreux possible. En occupant, nous nous assurons que personne ne puisse travailler. D'autre part, si la direction veut tellement obtenir un autre jugement, c'est que nous lui contestons sa propriété.

Les travailleurs montrent que son usine qui est le fruit de notre travail, pendant la grève, nous appartient. On comprend la peur de la direction : des fois que nous ne voulions pas la rendre : des fois que nous la fassions tourner à notre propre compte.

Pas de non-grévistes à l'usine !

La direction s'est engagée à ne faire rentrer personne à part son service de gardiennage habituel. Elle l'a fait à la condition que nous, de notre coté, nous nous engagions à ne pas réoccuper les locaux.

Nous admettons ce statu-quo.

Mais nous restons sur nos gardes. Il ne faut pas que la direction revienne sur son engagement et tente de faire rentrer des jaunes. Nous sommes décidés à lui faire respecter sa parole. Et si elle a l'espoir malgré tout de nous tromper par un quelconque manège, il faut qu'elle sache que nous savons ce qui peut se passer. Si les travailleurs se voient une fois de plus trahir, ils réagiront en conséquence ; et si les portes s'ouvrent, ce ne sera certainement pas pour laisser entrer les non-grévistes.

Avec nous jusqu'au bout !

Chausson a tout fait pour tenter de diviser notre grève en faisant des propositions plus avantageuses à nos camarades de la SECAN.

La direction espérait ainsi morceler notre mouvement. Mais nos camarades de la SECAN ont compris la manoeuvre et l'ont déjouée.

Actuellement ils ont obtenu entre 200 et 300 F mais seulement la moitié des heures de grève payées. Pour eux, il n'est pas question d'en rester là. Ils ont engagé la lutte avec nous et la continuent avec nous jusqu'à satisfaction de toutes les revendications.

Paiement des heures de grève !

La direction s'en tient toujours aux 250 F (comprenant la prime de 150 F en juin, plus 100 F minimum d'augmentation de la prime semestrielle), cela en guise de paiement des heures de grève pour cinq semaines de grève.

Fargeas croit peut-être avoir fait un gros effort seulement voilà : depuis le temps, les heures de grève se sont accumulées et la note s'est allongée. La direction par les salaires minables qu'elle nous impose depuis des années est entièrement responsable de la grève. Et puis il n'est pas question que l'augmentation qu'elle va lâcher serve pendant des mois à payer les journées de grève. Plus elle nous oblige à allonger notre grève, plus elle devra payer.

C'est le temps que mettera Chantereau à comprendre cette chose simple qui déterminera le montant des heures de grève à payer.

A bas les milices patronales !

D'après Poniatowsky, les milices patronales, ça n'existe pas. Les travailleurs de Chausson, du Parisien Libéré et de bien d'autres entreprises les ont vues à l'oeuvre accompagnées de chiens policiers.

Ces milices privées recrutent leur encadrement parmi les militaires. Et les mercenaires, hommes de troupe, sont des casseurs, repris de justice, proxénètes, anciens légionnaires déclassés, anciens de l'OAS. Cette pègre est payée entre 4 000 et 10 000 F par mois. Les vigiles de l'ACDS sont les mêmes, la seule différence, c'est l'uniforme et la couverture légale. Ces milices patronales sont dangereuses. Nous et d'autres travailleurs auront encore à les combattre.

Mais on a pu voir que le soutien des travailleurs par les manifestations et la détermination des grévistes de Chausson a déjà obligé la direction a retirer sa racaille.

Le travail contre la santé

Lundi matin, nous avons participé à une conférence-débat avec des médecins et infirmiers sur les rapports entre la médecine et le travail. Le débat très animé a porté sur le rôle des CHS où les militants se heurtent au patron qui voudrait les enfermer dans un budget et leur faire gérer les accidents et les maladies. Les militants qui participent aux commissions du CHS dénoncent les carences et la responsabilité du patron en matière d'insécurité et informent les travailleurs des dangers encourus tant sur les produits nocifs, les fumées, le bruit et les risques d'accidents par les cadences, le manque de place et l'absence de sécurité sur les machines. Tout ce travail d'information et de sensibilisation amène à l'action des travailleurs qui reste seule décisive. Nous avons mis en évidence que des médecins du travail imposés dans les usines par les luttes ouvrières ont été détournés de leur rôle. La législation sur la médecine du travail devrait servir à protéger les travailleurs. En réalité, elle sert à mieux utiliser la force des travailleurs, donc à presser le citron au maximum avec un "minimum de casse" qui ne coûte pas trop au patron. Les spécialistes patronaux qui pondent des réformes du genre rapport Sudreau, ont le seul but de renforcer l'exploitation des travailleurs. Face à nos ennemis les patrons, il nous est apparu une nécessité d'une collaboration des travailleurs avec des médecins d'usines ou de quartiers prêts à apporter des informations, un soutien à notre lutte contre le patron.

COMITE DE GREVE

Vendredi 20 juin N° 10

CHAUSSON ASNIERES

ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES C.G.T.-C.F.D.T.-F.O.

BULLETIN DU GREVISTE

Activités de la journée du 20 juin

- 7h30 Réunion du comité de grève
- 8h30 Assemblée d'information
- Film égyptien à l'usine H, "LE COSTAUD", à 15 h
- Théâtre à H à 18h : "l'Exil" : panorama sur l'immigration. en français et en arabe.
- 20h35 Télévision TF1 "les Suisses". Deux gardes suisses du roi se cachent dans le Paris de 1792 pour échapper aux révolutionnaires.

La grande fuite des caïds

Hier à une heure du matin, des commandos ont attaqué l'usine Chausson occupée de Villeneuve. Ils ont été reçus comme ils le méritaient. Ils ont juste eu le temps de faire quelques accrocs au grillage et se sont sauvés comme des lapins sans demander leur reste.

Il est vrai que l'intervention des camarades de H et G en voiture a achevé de les paniquer complètement.

Qui étaient les voyous fascistes venus nous agresser?

Eh bien non, ce n'était pas les nervis, c'était tout bonnement une brochette de grands directeurs : Bousquet, Scheifegel, Clerc, Trinquet, Bonnaire et bien sûr le zinzin Auger en pleines transes.

Voilà où en sont la direction et ses acolytes. D'habitude ces caïds commandent. Eh bien là; devant les ouvriers qui ne se laissent pas faire, il ne font pas le poids. Ils se sauvent comme des voleurs. On s'en rappelera après la grève, quand ils voudront à nouveau rouler des mécaniques. Allons messieurs, ce n'était pas la peine d'avoir usé vos fonds de culottes dans les grandes écoles. Des travailleurs vous prenaient pour des messieurs. Ils savent maintenant à qui ils ont affaire ! A des minables !

Informations sur les départs en vacances

Hier nous sommes allés voir la direction aux Grésillons pour obtenir des renseignements pour les camarades qui partent en vacances en juillet. Comme pour l'outillage et l'entretien dont certains camarades n'ont pas encore posé leur permission. Il y a aussi les camarades immigrés qui ont l'article 49. Et certains voulaient aussi savoir si Air France doit s'occuper de leur voyage. Tous les camarades qui partent en vacances veulent savoir si les congés payés qui leur sont dûs seront versés.

A part les vacances d'autres problèmes ont aussi été abordés : celui des départs volontaires qui arrivent actuellement. Pour tous ces problèmes, la direction s'est engagée à donner une réponse aujourd'hui.

La direction crée la confusion.

A l'occasion de notre visite aux Grésillons, un des cadres avait la langue un peu longue. En voulant critiquer le bulletin du comité de grève, il nous a reproché une inexactitude en ce qui concerne le paiement des heures de grève à 48 % à la SECAN. En effet, d'après lui, il n'était jamais question que les heures de grève soient payées à 48 % à la SECAN. La direction manoeuvre sans réussir à nous diviser.

COMITE DE GREVE

N° 11
Lundi 23 juin 1975

CHAUSSON - ASNIERES
ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES CGT-CFDT-FO

BULLETIN DU GREVISTE

Activités du lundi 23 juin :

- 7h30 Réunion du comité de grève
- 8h45 Assemblée d'informations
- 15h30 Départ pour la grande collecte à la gare de l'Est
  OU Manifestation pour protester contre l'expulsion des grévistes des Cables par les C.R.S. à 4 heures samedi matin.

REPONSE A LA DERNIERE LETTRE DE LA DIRECTION

Messieurs de la direction, nous avons bien reçu votre lettre du 17 juin. Elle est plus sérieuse que les précédentes. Vous voulez toujours nous escroquer, mais vous le faites plus habilement.

VOTRE BULLETIN DE PAYE D'AVRIL EST FALSIFIE !

Vous comparez un bulletin de salaire d'avril avec celui que nous toucherions si nous acceptions vos propositions tout de suite. Aucun ouvrier n'a touché le salaire indiqué pour le mois d'avril ; pas même ceux d'entre nous qui ont en plus les 115 F de prime d'équipe.

Pourquoi ? Comme vous le savez, pratiquement personne ne fait d'heures supplémentaires depuis plusieurs mois. Et d'ailleurs, nous n'en faisions pas 7 comme vous l'écrivez mais 8 H. Vous semblez oublier aussi qu'en avril, nous avons eu une journée de chômage partiel ...

POUR LES SALAIRES, VOUS TRICHEZ !

Un exemple : pour un OS 2 à la classe 5, vous faites passer le salaire supposé de 1720 F en avril à 1910 F à condition de reprendre le travail. Cela ferait une augmentation de 190 F. Mais par quel miracle alors que vous n'avez accordé que 140 F ? La différence réside d'une part dans les 2 % de progression salariale que vous deviez verser au mois de mai, d'autre part, dans la réduction d'une demi-heure, soit 1,5 % que nous devrions avoir aussi, mais en septembre. Voilà une belle entourloupette pour nous faire croire que nous sommes augmentés en classe 5 de 190 F.

POUR LE PAYEMENT DES HEURES DE GREVE, MERCI DE VOS PRECISIONS !

Là, il y a vraiment du nouveau. Vous nous proposez en classe 5 une avance de 916 F pour payer 50 % des heures de grève, mais ce n'est qu'une avance qu'il faudra rendre, sur plusieurs mois. La seule chose accordée pour le payement des heures de grève reste toujours la même somme de 250 F.

Vous avez fait une gaffe. Indirectement, vous nous indiquez ce que vous nous devez. En classe 5, au 17 juin, il suffit de multiplier par 2 l'avance, soit 1832 F. On sait maintenant ce qui nous manque.

Votre lettre, Messieurs de la direction, n'abuse personne. Vous essayez toujours de nous faire passer la même camelote avec un emballage plus soigné.

Nous terminons notre lettre en vous avertissant que vous ne vous en tirerez pas en jetant de la poudre aux yeux, mais en payant :

- 250 F POUR TOUS
- LES HEURES DE GREVE A 100 %

LES COMITES DE GREVE de H deG d'asnieres

P.S. Quant au nouveau barème qui accorde royalement 1,90 F supplémentaire sur la prime d'ancienneté pour 3 ans (en classe 5), la direction nous montre bien qu'on ne doit rien en attendre.

COMITE DE GREVE

CHAUSSON - ASNIERES

ET LES ORGANISATION SYNDICALES C.G.T.- C.F.D.T. - F.O.

N° 12

Mercredi 25 juin 1975

BULLETIN DU GREVISTE

CONTRE LES PATRONS ASSASSINS, RENFORCONS LES PIQUETS DE GREVE !

Lundi dernier, sept travailleurs des Câbles de Lyon ont été fauchés devant leur usine à Clichy. Une voiture en pleine vitesse est montée sur le trottoir où les grévistes étaient assemblés. Un camarade est dans un état très grave.

Les patrons pour nous forcer à accepter des salaires de plus en plus misérables, organisent contre les grévistes la violence.

Ils veulent nous faire reprendre le travail par la terreur. Ils font appel contre nous aux C.R.S., aux nervis et à leurs chiens, aux cadres et à la maîtrise. Dans ce climat de violence organisée par les patrons et leurs flics de tous poils, il se trouve des fascistes anti-ouvriers, racistes, pour profiter de l'aubaine en sachant que cela sera bien vu par les patrons et la police, et que leur crime restera impuni.

La preuve : aux Câbles de Lyon, un commissaire de police a déclaré tout de suite qu'il ne s'agissait pas d'un attentat, mais d'un simple accident de la circulation.

Face à la violence des patrons, nous devons opposer notre force : la force de la classe ouvrière. Elle est immense. Nous en avons donné un aperçu avec la manifestation d'hier où nous étions nombreux à montrer notre colère. Et ce n'est qu'un début.

Nous mêmes avons déjà été victimes à Villeneuve ou au marché des Grésillons de commandos de cadres. Nos piquets de grève sont intervenus pour faire déguerpir ces cadres payés pour nous tromper. Nous devons les renforcer pour empêcher toute provocation.

LA DIRECTION EST AU BOUT DU ROULEAU

A la réunion du Comité Central d'Entreprise, la direction Chausson a admis qu'elle se souciait peu des salaires et de nos conditions de travail. Elle n'a rien proposé, mise à part une réunion, ce mercredi à 10 h 30 à Nanterre, pour l'ouverture des négociations.

Après 10 jours de silence, la direction commence à comprendre sa douleur. Des milliers de travailleurs de chez Renault sont menacés de lock-out, à cause du manque de radiateurs des tracteurs, de portières et d'ailes de R4, R6, R16. Berliet manque aussi de radiateurs, Peugeot manque de camionnettes. NOTRE GREVE EST PLUS EFFICACE QUE JAMAIS ELLE NE L'A ETE. Eh bien, tant mieux ! Tous ensemble, tous unis, nous sommes en train d'acculer Chausson au bout de son rouleau. Que Chausson ne se plaigne pas. Il l'a voulu. Il n'avait qu'à payer plus tôt. Il est entièrement responsable de toutes les perturbations et s'il veut que cela cesse, qu'il paie notre du : - LES 250 F POUR TOUS ET LE PAIEMENT DES HEURES DE GREVE A 100 %.

LA DIRECTION NOUS DOIT LES CONGES PAYES !

Pour les camarades qui partent en vacances en juillet, une délégation a été voir hier matin la direction. Au début, la direction a voulu continuer à vouloir nous imposer la présence des 12 pointaux à l'usine de Gennevilliers pour payer les congés payés. A Gennevilliers, nous avons refusé. La direction a bien réussi à faire un accompte au mois de juin sans entrer à Gennevilliers. Elle doit en faire autant.

Les travailleurs de Gennevilliers en interdisant aux 12 pointaux d'entrer ne veulent pas faire du tort à ceux qui partent en vacances, mais veulent éviter des manoeuvres de la direction. Après l'attaque des commandos de cadres à Villeneuve, les travailleurs ont bien raison de se méfier.

Nous avons rappelé à la direction qu'elle nous doit l'argent des congés payés et qu'elle devra les payer. Autant qu'elle le fasse sans chercher à faire des histoires, sinon elle en portera la responsabilité. Notre fermeté a du la faire réfléchir car elle a l'air de vouloir faire les accomptes depuis, ainsi que les autres papiers.

COMITE DE GREVE

CHAUSSON - ASNIERES

ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES C.G.T.- C.F.D.T.- F.O.

N° 13 .
Jeudi 26 juin 1975

BULLETIN DU GREVISTE

Plan de la journée :

- 7h 30 Réunion du Comité de grève
- 8h 30 Assemblée d'information
- 15h30 Rassemblement à la Bourse du Travail de Gennevilliers pour la manifestation

MANIFESTONS CONTRE LA VIOLENCE PATRONALE

Aujourd'hui, nous irons manifester à Paris contre la lâche attaque dont nos camarades des Cables de Lyon ont été victimes.

A Chausson, nous avons des raisons particulières d'y aller nombreux. Nous sommes des grévistes comme les camarades des Cables. La majorité d'entre nous est émigrée. Ce qui est arrivé aux Cables aurait pu nous arriver aussi. Contre nous aussi, la direction a eu recours à la violence. Avec les CRS, les cadres, les nervis et leurs chiens et, pour finir, les commandos à Villeneuve.

La direction, à force de dresser et d"exciter des cadres ou des nervis contre nous, aurait trés bien pu, elle aussi, provoquer des incidents graves.

C'est la violence des patrons contre les travailleurs qui refusent les salaires de misère qui est responsable aux Cables de Lyon. Les travailleurs qui criaient à la manifestation de mardi à Clichy : "CGE, assassins !" ou "Patrons, fascistes, assassins !" ne s'y sont pas trompés.

Contre toute la racaille patronale, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux. La riposte organisée aujourd'hui, où nous nous retrouverons au coude à coude avec des dizaines de milliers d'autres travailleurs, montrera que les travailleurs ne se laissent pas faire et que lorsque l'on attaque quelques grévistes, c'est tous les travailleurs qui réagissent.

TOUS A LA MANIFESTATION. DEPART A 15 h 30 à la BOURSE du TRAVAIL de GENNEVILLIERS.

RIEN NE POURRA BRISER NOTRE GREVE

Hier, le tribunal a donné sa réponse sur le jugement. Chausson qui voulait purement et simplement nous faire expulser, n'a pas entièrement obtenu gain de cause. Le jugement accepte notre occupation de l'usine de Gennevilliers. Cependant, il exige que toutes les personnes non grévistes puissent rentrer travailler. Au cas où nous refuserions, la police pourrait nous expulser. Il faut donc nous attendre à voir débouler nos défenseurs de la "liberté du travail" accompagnés par des huissiers.

Que la direction sache que nous ne nous laisserons pas intimider. Même si la police intervenait, ce n'est pas elle qui sortirait les voitures. On l'a déjà vu ici ou aux Cables de Lyon. Nous continuerons la grève à l'extérieur de l'usine en se réunissant par exemple, à la cantine. La justice des patrons n'y pourra rien, notre détermination fera céder Chausson.

LA DIRECTION A ASSEZ TOURNE AUTOUR DU POT

Hier à Nanterre, la direction a été obligée de négocier. Aucune de ses basses manoeuvres n'a pu nous faire céder. Elle a présenté ses nouvelles propositions : 160 F pour les classes de 2 à 4, et 140 F pour toutes les autres. La demi-heure de temps de travail accordée précédemment est supprimée et reportée à 1976. Soit de 4 à 20 F de moins que ce qu'elle proposait le 9 juin. Si elle croit qu'en changeant d'emballage, en modifiant la répartition, elle va nous plaire, elle se trompe. Il ne lui sert à rien de prendre aux uns pour donner aux autres, de déshabiller Paul pour habiller Pierre. Ce que nous voulons est pourtant simple : c'est 250 F qu'il nous faut.

Quant au paiement des heures de grève, elle nous propose maintenant 400 F au lieu de 250 F. Pour elle, c'est une prime distribuée à tous, grévistes comme non grévistes. Mais nous, ce que nous demandons, c'est le paiement des heures de grève à 100 %

COMITE DE GREVE

N° 14
Vendredi 27 juin 1975

CHAUSSON - ASNIERES

ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES C.G.T. - C.F.D.T. - F.O.

BULLETIN DU GREVISTE

BIENTOT FARGEAS A LA CHAINE ?

Soucieux de venir prendre le poul de notre grève, Fargeas s'est présenté pour visiter l'usine G de Gennevilliers. 300 camarades l'ont accompagné. Fargeas voulait voir le bagne Chausson, on lui a fait les commentaires qui s'imposaient.

Un camarade a fait.une démonstration du fonctionnement des petites pinces à souder. Le directeur lui a dit :"Arrêtez votre cinéma !", nous l'avons interpelé :"Ce n'est pas du cinéma, c'est huit heures par jour que nous travaillons ainsi ; si vous êtes si malin, essayez vous-même." Notre directeur à la langue bien pendue a pris les pinces, mais comme c'est quand même plus lourd à manier qu'uns stylo, il s'est enmélé et a eu du mal à s'en sortir. Un peu plus tard, il capitulait devant les grosses pinces à souder. Enfin, on n'est pas trop difficile, et si notre directeur peut tenir huit heures sur petites pinces, on lui donnera ses 250 F et la paiement des heures de grève.!...

Un autre camarade a proposé une confrontation entre patron et travailleurs devant la télé, pour savoir si oui ou non il y a un bagne Chausson. Fargeas a refusé, il a dit que cela devait rester entre nous.

Evidemment; il n'y a pas de quoi être fier. Fargeas ne l'était pas. Il découvrait, prétend-il qu'il y avait des problèmes. Ces problèmes existent depuis longtemps. Ils ont été inscrits dans les cahiers CHS. Avant-hier, la direction répondait à nos demandes dans ces cahiers par des blancs ou par des phrases du genre "tout va bien". Hier elle s'indignait contre le journal Le Monde qui parlait du"bagne Chausson". Aujourd'hui, Fargeas admet les problèmes. Idiot ou hypocrite ? Nous préférons pencher pour le deuxième cas.

PAIEMENT DES HEURS DE GREVE

Il y a plus de sept semaines que nous dénonçons le bagne Chausson. Fargeas vient de reconnaître que nous avions de mauvaises conditions de travail. Il vient de reconnaître que notre grève est légitime. Et qu'il en porte la responsabilité. A lui de payer les frais, tous les frais. Il doit nous payer les heures de grève.

CHAUSSON - RENAULT, MEME TRAVAIL, MEME SALAIRE !

Les négociations d'hier n'ont rien apporté de nouveau. On va bien voir si à la rencontre d'aujourd'hui elle est toujours aussi peu sérieuse et peu pressée. Elle a encore quelques milliards à perdre ? Ca ne nous dérange pas. Nous sommes prêts à lui faire perdre quelques milliers de voitures en plus. D'autant plus que mercredi, elle avait déclaré qu'il n'était pas question de parité avec Renault, ni maintenant ni dans l'avenir.

A ce sujet, nous faisons une proposition constructive : si la parité avec Renault l'ennuie, qu'elle fasse comme il y a quinze ans, qu'elle nous donne plus qu'à Renaul.

DES DIZAINES DE MILLIERS DE TRAVAILLEURS CONTRE LES VIOLENCES PATRONALES

Hier, des dizaines de milliers de travailleurs ont manifesté contre la violence des patrons de Nation à Bastille. Nos camarades des Cables de Lyon donnaient le ton de la manifestation par leur dynamisme. Notre cortège Chausson les suivait avec autant d'enthousiasme. Des banderolles syndicales étaient suivies des tam-tams où travailleurs français et émigrés chantaient, dansaient. Une rangée de drapeaux rouges suivait ainsi que le cortège des Comités de grève. Les maillots colorés de la solidarité donnaient de l'entrain et les slogans se succédaient : "Patrons fascistes, assassins", "CGE assassins", "Chausson, Cables de Lyon, solidarité", "français, immigrés, même patron, même combat" et le chant de l'Internationale retentissait à diverses reprises. Le cortège Chausson exprimait un sentiment de liberté et de grande combativité dans la grève. Travailleurs français et émigrés, nous avons montré une fois de plus que face à la violence des patrons, nous opposons notre force, notre unité et notre détermination.

CHAUSSON - GENNEVILLIERS DIMANCHE 29 JUIN N° 21

INFORMATIONS CGT DES CFDT COMITES DE GREVE DE H, G, ASNIERES

LES C.R.S. HORS DE CHAUSSON

A 4 heures ce matin, les C.R.S. ont envahi les usines de Chausson à Gennevilliers, H, G, et la filiale Chenard. Les C.R.S. casqués et armés de fusils lance-grenades, de cisailles et de matraques nous ont expulsé. Ils étaient accompagnés de quelques cadres de Chausson, coiffés de casques de chantiers et habillés en treillis de flics, avec Schenfeigel et Hernand en tête très contents d'eux, souriros aux lèvres.

Enfing grâce aux C.R.S. les cadres ont réalisé leur rêve : ils ont fait repoussé les grévistes hors de l'usine, mais on se chargera bien de faire regreter à ces tristes canailles leur conduite, comme on l'a fait à Asnières. En nous délogeant de Gennevilliers, la direction montre une fois de plus son vrai visage, sa haine envers les travailleurs qui refusent de lui assurer ses profits, avec des salaires de misère.

A toutes les manoeuvres les plus basses de la direction vient s'ajouter l'appel à la violence, l'appel aux forces de l'ordre contre les travailleurs.

Va-t-on voir le même scénario qu'à Asnières où l'indignation et les manifestations des ouvriers l'ont fait reculé. Elle a remplacé ses C.R.S. par certains cadres sans scrupules. Puis devant leur inéfficacité à nous faire reprendre le travail et leur démoralisation, - leur rôle de mercenaires étant trop dure - elle a carrément fait intervenir des nervis avec leurs chiens. Devant l'émotion qu'elle a provoquée, mais aussi parce que ses voyous avec leurs chiens se comportaient comme des bêtes qui saccageaient tout, la direction a fini par mettre à leur place les anciens gardiens de Chausson.

Après l'intervention de la police à Gennevilliers, la direction a rompu toutes négociations, et tout accord comme la non occupation des grévistes et des non grévistes à Asnières. Si les portes sont ouvertes lundi, nous y entrerons pas pour travailler, mais pour occuper à nouveau.

Ce matin, nous appelons au GRAND RASSEMBLEMENT ET A LA MANIFESTATION

CE MATIN A 10 H 30, POUR PROTESTER CONTRE LA RACAILLE PATRONALE

MONUMENT DE LA RESISTANCE

A GENNEVILLIERS

COMITE DE GREVE

N° 16
Lundi 30 juin 1975

CHAUSSON - ASNIERES
ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES

CGT - CFDT - FO

BULLETIN DU GREVISTE

Plan de la journée : - 7 h 30 Réunion du Comité de grève
- 8 h 30 Assemblée d'information

LA CHIENLIT A L'USINE

Dimanche matin à 4 h, les usines G et H de Gennevilliers ont été envahies par les C.R.S., ainsi que Meudon et Villeneuve et les filiales SECAN et Chenard. Devant le déploiement de forces, nous avons évacué sans accrochages. L'attirail anti-gréviste était au grand complet : fusils lance-grenade lacrymogène, casques avec visières, boucliers, matraques, mousquetons, pistolets. Quelques cadres en treillis et casques de chantier ouvraient la marche, la lippe méprisante.

La direction avait tout préparé pour se livrer à la violence contre les travailleurs. Tout avait été mis en oeuvre pour nous mettre au pas et il ne lui aurait certainement pas déplu, qu'en supplément, il y ait un peu de casse. Elle organise la terreur pour nous abattre. On est bien loin du visage pseudo-libéral que Chantereau et son acolyte Fargeas aiment se donner.

Eh bien, toute cette chienlit, cadres et C.R.S. pêle-mêle, n'y pourra rien. La lutte continue. Ce n'est pas la direction et ses C.R.S. qui feront disparaître le Comité de grève et les assemblées de grévistes. Nous continuerons au nez et à la barbe de toute cette clique. Et nous gagnerons !

UN DIMANCHE PAS COMME LES AUTRES

Hier à 10 h 30, après l'expulsion, la riposte a été immédiate. Nous étions des milliers, ouvriers de Chausson et habitants de Gennevilliers, tous mélés devant l'usine pour empêcher la sortie des outils, et protester contre la venue des C.R.S. à Chausson.

Nous avons écouté diverses prises de parole. Toutes ont montré que patrons, C.R.S., chefaillons, gouvernement, en vrac étaient tous membres de la même racaille anti-gréviste. Le maire de Gennevilliers a fait remarqué qu'on n'avait pas vu des nervis avec des chiens contre les travailleurs depuis la dernière guerre. Il a été soutenu par nos cris : "C.R.S. = S.S.". Et c'est vrai qu'avec les C.R.S. ou les gardes-mobiles autour de l'usine, on se croirait sous l'occupation nazie, comme en 1940-45. L'atmosphère survoltée du meeting d'hier a montré aussi que nous sommes prêts à résister à ces "occupants" en bleu marine.

La riposte doit s'amplifier. Nous devons nous masser devant l'usine, grévistes, ouvriers des autres usines, habitants de Gennevilliers, pour montrer notre colère, pour obtenir le départ des C.R.S. et des larbins de l'usine. Souvenons nous que 5 jours ont suffi à Asnières pour les écoeurer. LES C.R.S. ET LES LARBINS HORS DE CHAUSSON !

PAS DE NEGOCIATIONS SOUS LA REPRESSION !

Samedi aux négociations, la direction avait proposé 160 F des classes 2 à 4, 140 F pour les autres. 550 F et une avance de 60 % du salaire, remboursable, pour le paiement des heures de grève. Ce qui revient à donner 50 % du paiement des heures de grève à ceux qui gagnent moins de 2 000 F. Les autres ayant presque tout à rembourser. Mais surtout la direction a déclaré qu'elle n'avait plus rien à dire. Joignant le geste à la parole, dimanche, elle a fait donner ses C.R.S. et ses cadres anti-grévistes.

La direction a rompu les négociations. Elle parle maintenant de rouvrir toutes les portes des usines. Eh bien, si elle les ouvre à Asnières, nous entrerons, mais pas pour travailler, mais pour réoccuper l'usine. En attendant, pas de négociations sous la répression !

RIEN NE NOUS INTIMIDERA

Derrière les CRS et tout leur arsenal, on a vu arriver un convoi exceptionnel d'un genre spécial. C'était la dernière invention de la direction : elle avait fait venir des camions pour faire sortir quelques outils en direction de Citroën. Par cette manoeuvre elle voulait surtout nous attaquer au moral. Tant qu'il y aura des usines et des machines, il faudra des ouvriers pour les faire marcher. Contre cette loi, la direction ne peut rien. Quelques cadres et quelques CRS ne peuvent pas travailler à notre place. Quant à démonter toute l'usine pour l'emmener ailleurs, bien du plaisir...

COMITE DE GREVE

N° 17
Mardi 1 juillet 1975

CHAUSSON - ASNIERES
ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES C.G.T. - C.F.D.T. - F.O.

BULLETIN DU GREVISTE

Plan de la journée : - 7 h 30 Réunion du Comité de grève
- 8 h 30 Assemblée d'information

COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLEE GENERALE D'HIER

Hier, nous avons tenu une assemblée générale des grévistes de Gennevilliers à la Bourse du travail. Nous étions trois cents. L'ambiance était chaude. Que la direction ait fait réoccuper l'usine par les CRS ne change rien aux nécessités d'organiser notre lutte. Nous sommes responsables de notre grève. Nous avons besoin de nous voir régulièrement pour faire le point, pour prendre des décisions. L'occupation a fait naitre entre nous une ambiance fraternelle. La grève nous appermis de nous connaître. Pour que cette ambiance sympathique se poursuive, il faut continuer à nous voir tous ensemble.

La réunion d'hier a pris deux décisions : - L'assemblée générale continuera à se tenir tous les jours s'il n'y a pas de problème grave. Elle aura lieu, chaque matin à 10 H, à la bourse du travail de Gennevilliers. - Le Comité de grève, qui a pour tâche de débroussailler les problèmes et de faire des propositions à l'assemblée, continuera, pour sa part, à se réunir à 9 h le matin.

MESSIEURS FARGEAS ET PONIATOWSKI, TENEZ VOS CHIENS !

Parader devant l'usine n'aura pas suffit à Messieurs les CRS. Pareils à des chiens de chasse, ils piaffaient de montrer leur hargne contre les grévistes. La journée de dimanche les avait déçu. Ils ont essayé de se rattraper la nuit. Alors que nous étions tranquillement en train de prendre le thé devant l'usine, les sbires du prince Poniatowski, la matraque haut-levée, nous ont chargé pour dégager l'usine. En quelques instants, l'air de Gennevilliers empestait les gaz lacrymogènes.

Ils voulaient en découdre ? Ils n'ont pas été déçus ! En passant sous les fenêtres des habitations alentours, ils ont été copieusement arrosés de bouteilles vides, de pots de fleurs,et projectils divers. Nos SS du dimanche en sont restés babas. Oui, Messieurs les CRS, à Gennevilliers, on n'aime pas la racaille anti-gréviste. Quelques pavés sont venus encore le rappeler. Si la direction veut se payer un petit Mai 68 autour de l'usine, tout Gennevilliers sera là à l'attendre au tournant. Déjà des usines d'Air Equipement, d'Ericsson, des Cables de Lyon en grève, d'Astra, des ouvriers ont accouru pour manifester autour de l'usine avec la population et les élus de Gennevilliers, pour exiger le départ des CRS de Chausson.

LE ZOO D'ASNIERES A ROUVERT SES PORTES

Hier lundi c'était pour Chausson l'opération "Portes Ouvertes" à Asnières. A 3 heures du matin, des cadres et autres chefaillons sont entrés dans l'usine. Ils ont gardé les portes presque toute la journée pendant que quelques jaunes attendaient à leur place que le temps passe. L'opération intoxication n'aura pas réussi. Chausson espérait que des grévistes faibliraient. Eh bien, il s'est trompé une fois de plus. En visitant l'usine à une centaine, nous avons pu voir qu'aucun travail n'a été fait. Effectivement ce n'est pas les larbins de Chausson qui feront tourner la cabane.

ON NE MARCHERA PAS AU SIFFLET !

Dans sa dernière lettre, la direction, qui ne doute de rien, nous ordonne de reprendre le travail avant mercredi. Comme au temps de sa toute puissance, la direction nous lance un ultimatum sans appel. Elle rigole ou quoi ! Après 48 jours de grève, croit-elle nous faire encore marcher au sifflet ? Nous ne sommes pas des CRS ou des chefaillons qui accourent quand on les appelle. Maintenant si elle tient vraiment à nous voir au travail, il y a un moyen bien simple : - retirer les CRS ; payer les 250 F pour tous, - payer les heures de grève à 100 %.

COMITE DE GREVE

CHAUSSON - ASNIERES
ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES C.G.T.- C.F.D.T.- F.O.

N° 18
Mercredi 2 juillet 1975

BULLETIN DU GREVISTE

Plan de la journée : - 8h 30 Assemblée d'information ;
- 9h 30 Réunion du Comité de grève ;

LIBEREZ NOS CAMARADES

Lundi, un nouveau pas dans la répression a été franchi par les CRS. Ils ont fait une véritable ratonnade autour de l'usine et dans les environs. Ils ont fait irruption dans un foyer de travailleurs immigrés rue Henri-Barbusse. La porte a été fracassée. Trois camarades ont été arrêtés. Des passants qui protestaient, dont une jeune mère, ont été tabassés. Des arrestations ont été effectuées autour de la Place Voltaire. Deux travailleurs ont été emmenés. De même un chauffeur de Villeneuve. Soit six en tout. On se serait cru revenu pendant l'occupation nazie avec prises d'otages ou pendant la guerre d'Algérie quand les parachutistes français répandaient la terreur à Alger.

Les prises d'otages vont dans le même sens que les sanctions. La direction veut faire des exemples. Elle veut nous effrayer pour nous briser, nous faire rentrer au travail la tête basse. Elle n'arrivera à rien avec ces méthodes de gangsters. Comme nous le disions hier matin, ici même, LIBEREZ NOS CAMARADES !

LA JUSTICE EST AU SERVICE DES PATRONS ET EUX SEULS

A propos des six arrestations d'hier on a appris qu'un camarade avait été relaché et que trois attendaient d'être jugés. Mais pour deux d'entre nous, la justice si lente d'habitude a été expéditive. Comme si la police se faisait justice elle-même. Après les matraquages, les tribunaux d'exception. Un camarade a eu un mois de prison ferme, l'autre cinq jours de prison ferme sur un mois avec sursis. Après le tribunal, la prison !

Voilà bien la prétendue justice : on condamne deux travailleurs ramassés au hasard, mais on laisse se promener tranquillement un véritable malfaiteur : Chausson. Pourquoi la justice ne poursuit-elle pas Chausson pour les délits suivants : agression, bris de cloture, entrave à la circulation ? ET POUR SES CRIMES ? Chaque année Chausson tue, mutile des travailleurs. Mais voilà, dans cette société, mutiler des travailleurs, c'est légal.

On voit au moins au service de qui est la justice : quand le bagne Chausson ne fonctionne plus, la matraque remplace les presses, la prison remplace le bagne. Flics et justice sont bien au service d'une seule classe, les patrons, et contre les travailleurs.

LA DIRECTION FAIT DU CHANTAGE DE BAS ETAGE

On a reçu la lettre de la direction. Encore une fois, elle nous annonce que si nous reprenons le travail nous allons toucher de l'argent, beaucoup d'argent. Qu'en est-il réellement ? La direction se lance à nouveau dans les comptes truqués pour nous mentir. Elle ajoute 900 F pour le mois de mai, deux indemnités de reprise du travail qui font 550 F, l'avance de 60 % d'un mois de salaire, remboursable sur six mois. Le tout fait 2530 F. L'important pour la direction est de nous montrer ce chiffre en gros.

Car juste après, elle nous explique elle-même que nous ne toucherons jamais une telle somme. Les 900 F : nous les avons déjà touchés, et en plus c'était pour les heures que nous avons travaillées en mai. Tout compte fait, pour un mois et demi de grève, les O S toucheront en fait 1 100 F, puis cela ira en diminuant : les P 2, P 3 ne touchant que 550 F. La baudruche est ainsi dégonflée. L'enveloppe est archi-mince. Et injuste, nos camarades mensuels étant particulièrement lésés. On est loin de ce qui peut nous satisfaire : 250 F POUR TOUS ET PAIEMENT DES HEURES DE GREVE A 100 %.

Et avec ça, la direction voudrait nous voir reprendre le travail très vite sans qu'on ait le temps de comprendre. Pas question. Nous ne reprendrons pas le travail sans avoir notre dû, sous la menace et en présence des CRS. Nous ne céderons pas devant un aussi misérable chantage.

LA CLASSE OUVRIERE SOUTIENT NOTRE LUTTE

Hier soir des délégations sont venues nous soutenir. Des ouvriers sont venus de Renault, de Grandin en grève depuis 140 jours, de Dassault, du Parisien Libéré, de Général Motors, de Thomson, d'Idéal Standard... Voilà qui montre bien que nous ne sommes pas seuls et que depuis l'intervention policière, notre lutte a pris une dimension nouvelle : ce n'est pas seulement la lutte d'un groupe d'ouvriers contre son patron, c'est l'affaire de tous les ouvriers contre tous les patrons.

COMITE DE GREVE

CHAUSSON - ASNIERES

ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES C.G.T.-C.F.D.T.-F.O.

N° 19
Jeudi 3 juillet 1975

BULLETIN DU GREVISTE

Plan de la journée : - 8h 30 Assemblée d'information ;
- 10 h Assemblée des grévistes ;

COMPTE-RENDU DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES GREVISTES DES USINES H ET G DE GENNEVILLIERS DU MARDI 2 JUILLET. Comme chaque jour, les grévistes de Gennevilliers ont tenu leur assemblée générale à la Bourse du travail. Ces réunions régulières permettent d'avoir une vue d'ensemble de la situation, au jour le jour, et de prendre les décisions qui s'imposent. C'est la seule manière pour nous de contrôler notre grève, de l'organiser et de mettre de notre coté toutes les chances de succès.

1) Nous avons décidé hier que seuls les grévistes entreront à la Bourse du travail et participeront à nos assemblées.

2) Nous avons décidé de faire respecter la liberté d'expression. Tous ceux qui soutiennent notre lutte, grévistes ou non, pourront continuer de défendre leurs idées et leurs opinions comme on l'a toujours fait depuis le début de la grève. Ce qui compte, c'est l'unité de notre lutte pour les 250 F POUR TOUS ET LE PAIEMENT DES HEURES DE GREVE A 100 %.

3) JUGEMENT : Nous avons discuté du jugement qui a condamné deux camarades. Nous protestons contre le fait que la police maintient toujours en prison trois travailleurs qui attendent d'être jugés. Tout sera mis en oeuvre pour libérer ces camarades. Une délégation syndicale CGT - CFDT est allée protester hier au Secrétariat à l'Immigration, et aux ministères de la Justice et de l'Intérieur. Une délégation plus massive doit avoir lieu aujourd'hui.
LIBEREZ NOS CAMARADES !

4) Nous rappelons que les cartes de grévistes sont pointées à la Bourse du travail de Gennevilliers. De même nous y délivrons les attestations nécessaires pour toucher l'aide des mairies

5) LA DERNIERE LETTRE DE LA DIRECTION : Un camarade en a expliqué les subtilités trompeuses. Voici ce qu'elle propose en guise de paiement des heures de grève. On voit tout de suite que pour 50 jours de grève, cela ne fait pas beaucoup. Notons qu'après l'intégration de la progression salariale, le plus bas salaire tournera autour de 1600F.

POUR UN SALAIRE DE	1 600 F,	L'INDEMNITE POUR 50 JOURS DE GREVE SERA DE 1 200 F
" " " " "	1 700 F,	" " " " " " " " " " 1 150 F
" " " " "	1 800 F,	" " " " " " " " " " 1 100 F
" " " " "	2 000 F,	" " " " " " " " " " 1 000 F
" " " " "	2 500 F,	" " " " " " " " " " 750 F
" " " " "	2 900 F, et tous les autres supérieurs	" " " " " " " " " " 550 F soit les deux indemnités 250 + 300 = 550 F.

Avec ça, on est loin du compte. Le combat continue pour 250 F pour tous et le PAIEMENT DES heures DE GREVE A 100 %.

LA FARCE DE L'ULTIMATUM

Dans la série des basses manoeuvres, la direction non seulement envoie les CRS qui emprisonnent les travailleurs, mais elle nous a menacé de ne pas nous donner les maigres avantages accordés, si on ne reprenait pas le travail mercredi. Eh bien on était hier mercredi, et personne ne s'est faufilé à Gennevilliers entre les CRS, pour courir au boulot avec trois fois rien. Et à Asnières, il y avait encore moins de monde que la veille. La lettre de la direction, petit chef-d'oeuvre d'embrouille et de mensonge, n'a eu aucun effet. L'ultimatum est tombé à l'eau. On vient d'apprendre que la direction repoussait son ultimatum. Se serait-elle rendue compte à quel point elle était ridicule ?

LES CRS HORS DE CHAUSSON

Les CRS continuent de se défouler périodiquement. A faire le pied de grue toute la journée, quand le soleil leur tape un peu trop sur le casque, ils se déchainent brusquement. Et comme leur courage n'est pas leur fort, ils font la chasse aux ouvriers isolés. Il faut les entendre s'interpeler : "il est seul... on peut le coincer... on y va...". Voilà quatre jours que la direction essaie de nous mater avec ces méthodes. Eh bien, elle n'y réussira pas. Pas question de céder devant de pareils procédés. LES CRS HORS DE CHAUSSON !

COMITE DE GREVE

N° 20
Vendredi 4 juillet 1975

CHAUSSON - ASNIERES

ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES C.G.T.- C.F.D.T.- F.O.

BULLETIN DU GREVISTE

Plan de la journée :

- 8h 30 Assemblée d'information ;
- 10h Assemblée des grévistes ;

COMPTE - RENDU DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES GREVISTES DES USINES G & H DE GENNEVILLIERS DU JEUDI 3 JUILLET

LES GREVISTES DE CHENARD SE SONT JOINTS A NOUS : à l'assemblée hier, à la Bourse du travail, des camarades grévistes de Chénard et de la SECAN, les deux filiales du groupe Chausson, nous ont demandé de participer à l'Assemblée générale.

Tous les grévistes présents en étaient bien contents. Les responsables du Comité de grève sont intervenus pour se réjouir de voir ces camarades se joindre à nous.

Nous avons commencé la lutte ensemble.

Ensemble nous avons déjoué les manoeuvres de division que voulait faire la direction en essayant d'obtenir des négociations séparées.

Nous continuerons, ce qui est bien normal, la lutte ensemble.

L'assemblée, en applaudissant, a voté leur participation à l'assemblée de G et de H. 50 à 60 camarades de Chenard sont restés avec nous.

Il a été entendu aussi que les décisions que nous prendrions ensemble, seraient appliquées par tous. Les camarades de Chenard étaient d'accord. Ils se réservent bien sûr le droit de faire par ailleurs des réunions propres à Chenard. Ceux de la SECAN doivent faire connaître leur réponse sur ces points.

En outre, des camarades ont demandé que participent aussi à ces réunions les grévistes d'Asnières. Nous leur poserons la question.

DEUX LICENCIEMENTS A CHENARD

La direction demande le licenciement de deux camarades de Chenard. L'un d'eux est délégué syndical CGT. L'un est accusé d'avoir participé aux incidents de lundi, provoqués par les CRS ; l'autre, d'avoir menacé des cadres.

La direction tente une nouvelle manoeuvre d'intimidation comparable aux manoeuvres de la direction de chez Renault il y a quelques mois. Les deux camarades servent d'otages. Ils devraient payer pour les autres grévistes.

Elle voudrait en faire des exemples pour nous démoraliser.

Elle ne fera que nous donner des raisons de plus de continuer la lutte jusqu'au succès.

POUR LIBERER NOS CAMARADES EMPRISONNES,

nous sommes allés en délégation devant le Secrétariat à l'Immigration avec les syndicats CGT et CFDT pour protester contre l'emprisonnement de nos camarades, et réclamer leur libération.

UNE COLLECTE a, par ailleurs, été faite à la GARE MONTPARNASSE.

4 500 F ont été collectés.

HIER, ASSEMBLEE DES GREVISTES D'ASNIERES

Hier matin, 400 grévistes d'Asnières se sont réunis en Assemblée générale.
Nous avons pu ainsi faire le point sur la situation, écouter un certain nombre de prises de parole. Des travailleurs sont intervenus dans la discussion, pour demander que cette assemblée se tienne régulièrement chaque jour. Il est nécessaire que nous nous voyions régulièrement pour décider de notre grève. D'autres ont appelé à renforcer les piquets.
Un camarade a expliqué que la direction avait dû remballer son ultimatum ; elle avait dû reculer.
Nous sommes partis ensuite en délégation auprès de la direction. Elle nous a reçu.
Nous lui avons dit qu'il fallait qu'elle retire ses CRS et qu'elle fasse libérer les camarades qui sont entre les mains de la police.
Ce sont là deux choses nécessaires pour engager les négociations.

LA DIRECTION RECULE MAIS BIEN PEU

Hier des discussions ont eu lieu avec la direction.
Elle maintient ses CRS à Gennevilliers malgré tous les risques d'incidents que leur présence provoque.

Elle garde les deux otages de Chenard pour intimider tous les grévistes ;
Pour les trois Marocains innocents emprisonnés, elle va chercher à s'informer.

La direction a reculé surtout pour les camarades d'Asnières. Car les mensuels touchaient une indemnité ridicule de 550 F. L'indemnité minimum est portée à 750 F.

La direction s'accroche. Elle cède un peu sur les salaires mais veut continuer sa politique du baton avec ses CRS et les otages.

Ce n'est pas par la force que nous retournerons au travail, mais avec la satisfaction de nos revendications :

- 250F POUR TOUS et
- LE PAIEMENT DES HEURES DE GREVE.

DES CADRES A (petit) VELO

Chez les cadres anti-grévistes de Gennevilliers, ça n'a pas l'air de tourner rond. Ils se sont mis à faire un drôle de boulot.
Rassurez-vous, ils ne sortent rien. Ils délirent.
A G, ils font tourner les presses à vide. Croient-ils que cette musique de mauvais goût peut nous charmer ?

Ils s'amusent à faire marcher les clarks.

On en a même surpris quelques-uns qui avaient enfilé des bleus et s'étaient couverts de suie.
Pour jouer à l'ouvrier ?

Le zin-zin Auger, dont les talents d'exhibitionniste sont connus, continue à se faire remarquer. Il en est maintenant à gratter les affiches des grévistes avec acharnement.

On a les joies qu'on peut !

Avec un pareil cirque, on se demande vraiment à quoi ces cadres au rabais peuvent - ils être bons.
Ils ont beau avoir un petit vélo, pourraient-ils faire un bon cadre à vélo ?

COMITE DE GREVE

CHAUSSON - ASNIERES
ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES C.G.T. - C.F.D.T. - F.O.

N° 21
lundi 7 juillet 1975

BULLETIN DU GREVISTE

Plan de la journée

- 8 h 30 Assemblée d'information
- 10 h Assemblée des grévistes à la bourse du travail à Gennevilliers.
  Après l'assemblée, départ pour aller manifester au siège à Asnières.

Compte rendu de l'Assemblée Générale des grévistes de Gennevilliers et d'Asnières à la Bourse du travail de Gennevilliers

A l'assemblée générale des grévistes , à la bourse du travail de Gennevilliers, cela a été les grandes retrouvailles dans une chaude ambiance fraternelle. Tous les grévistes étaient ensemble. Pour la première fois, les grévistes d'Asnières étaient au coude à coude dans une assemblée de grévistes avec ceux de Gennevilliers.

Malgré samedi, nous étions plus de 400 à discuter et à nous informer des dernières discussions avec la direction.

A l'intransigeance de la direction les grévistes ont répondu par leur propre intransigeance. Si la direction veut notre travail, il faut qu'elle en paie le prix. Sinon nous continuerons. Comme l'a dit un camarade, nous allons montrer à Chausson que nous sommes des hommes et pas des bêtes. Nous avons déjà 55 jours de grève, nous pouvons attendre, rien ne nous presse plus. Mais plus la direction fait traîner les discussions et plus elle devra payer de jours de grève.

Tous ensemble à 10 h à Gennevilliers

Nous avons décidé de refaire lundi une assemblée générale de tous les grévistes d'Asnières et Gennevilliers à 10 h à la bourse du travail de Gennevilliers.

Pas d'otages !

Deux camarades emigrés sont encore emprisonnés. Ils n'ont rien fait. Ils doivent être jugés le 9 (avec un troisième qui est en liberté provisoire), et en attendant, sans aucune preuve, contre eux, ils moisissent en prison.

Pendant le même temps, deux camarades de Chénard sont licenciés par la direction. L'un est délégué syndical CGT. Ces opérations menées simultanément désignent bien les responsables de tout. Ce sont Fargeas et Compagnie. A l'extérieur ce sont les CRS qui font la répression, à l'intérieur, la direction.

LA LUTTE CONTRE LA REPRESSION CONTINUE. AUCUNE SANCTION POUR FAIT DE GREVE !

Des nouveaux grévistes à Gennevilliers

Les cartes de grévistes continuent à être délivrées pour ceux qui nous ont rejoint. Le pointage des cartes se fera après l'assemblée, comme d'habitude.
LES ATTESTATIONS DE GREVISTES SONT FOURNIES AUSSI A LA BOURSE DU TRAVAIL DE GENNEVILLIERS.

Aides aux grévistes : Un 2ème versement est versé pour ceux qui ne touchent rien des mairies. (Voir la commission d'entre-aide à Asnières). Ces mêmes grévistes ont droit à un colis offert par la mairie de Gennevilliers. Pour tout renseignement, voir à la Bourse du travail à Gennevilliers, les responsables du Comité de grève.

COMITE DE GREVE

N° 22
Mardi 8 Juillet 1975

CHAUSSON - ASNIERES
ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES C.G.T. - C.F.D.T. - F.O.

BULLETIN DU GREVISTE

Plan de la journée : 8h 30 Assemblée d'information ; 10 h Assemblée des grévistes.

L'OPERATION "PORTES OUVERTES" A GENNEVILLIERS

Lundi matin, c'était le grand jour pour Fargeas et ses acolytes. Il a fait un peu s'éloigner sa flicaille et ouvert toutes grandes les portes de Gennevilliers. Ils avaient bien fait les choses, battre le ban et l'arrière-ban de la maîtrise, gratter jusqu'au dernier tout petit chef-aillon. Ils sont arrivés en rang serré. Le sourire aux lèvres. En conquérants. Ils ont mis leurs blouses blanches proprettes. Ils nous ont attendu. Ils attendent encore.

Leur sourire a fait place à la grimace. Ils sont devenus aussi blancs que leurs blouses. Rien n'a tourné. C'était encore une belle claque pour le stratège Fargeas. Depuis le temps que Fargeas et ses larbins voulaient extorquer à des grévistes une signature contre la grève. Depuis le temps qu'il répétait à en devenir gaga qu'il fallait faire un vote, depuis le temps qu'il prétendait que nous étions minoritaires, ils l'ont eu hier avec leurs "portes ouvertes" le résultat de leur vote.

L'opération "portes ouvertes" a été une opération vérité. Elle a bien montré à tous les menteurs de la direction que nous sommes 95 % à faire grève. Et que si nous ne rentrons au travail, ce n'est pas parce que les portes étaient fermées ni même à cause des CRS mais parce que nous sommes déterminés à obtenir 250 POUR TOUS ET LE PAIEMENT DES HEURES DE GREVE.

DERNIERE NOUVELLE SUR LES NEGOCIATIONS : Hier soir la direction continuait à faire le mort et à s'accrocher désespérément à ses sous. Elle finira bien par les lâcher.

LE COMITE DE GREVE S'ADRESSE A LA MAITRISE

Hier matin, la direction vous a convoqué. Elle vous avait peut-être fait croire que la reprise du travail était à coup sûr pour ce lundi. Certains d'entre vous l'ont cru en toute bonne foi. Mais il faut bien vous rendre à l'évidence, il n'en a rien été.

Alors, il reste que la direction vous a utilisé contre notre grève, contre les travailleurs et aussi contre vous car vous savez bienque vos salaires sont proportionnels aux notres, c'est-à-dire minables. Vous connaissez bien aussi les déplorables conditions de travail qui vous rendent la tâche si difficile.

Nous voulons que cela change, vous y avez intérêt autant que nous. Et si dans le passé, à nos demandes d'augmentations de salaires, vous disiez que vous n'y pouviez rien, que ça ne dépendait pas de vous ... Aujourd'hui, cela dépend un petit peu de vous alors qu'allez-vous faire ? Servir notre ennemi commun Fargeas ? ou bien refuser le rôle de briseurs de grève ?

LA SITUATION A ASNIERES

Les portes sont ouvertes depuis plus d'une semaine. La grève est majoritaire, 95 % à l'outillage central, 80 % au thermique et les ETDA tiennent bons aussi. En fabrication, une chaîne tourne à vide, un four aussi mais aucune production ne sort. Quant aux cadres et à la maîtrise, ils font acte de présence, c'est apparemment tout ce qu'ils sont capables de faire.

A Asnières, comme à Gennevilliers, la grève continue...

CHAUSSON LE RADIN PAIERA

La SJC a perdu beaucoup d'argent. Enormément d'argent. Plus de quatre fois le paiement de nos revendications : 250 F POUR TOUS et le PAIEMENT DES HEURES DE GREVE.

Les perd-elle de gaieté de coeur ? Certainement pas. Rappelons nous à quel point sa radinerie était légendaire. C'est justement elle qui nous a obligé à rentrer en lutte. Elle se faisait tirer l'oreille pour chauffer les ateliers. Il avait même fallu faire des débrayages pour obtenir des gants. La belle affaire ! Elle nous faisait surveiller par des chronos qui devaient grapiller des dixièmes de seconde sur notre dos.

Ces radins doivent avoir le coeur déchiré de ne pas pouvoir nous exploiter jusqu'à la moelle. Mais voyez-vous ils ont des principes. On ne cède pas à un travailleur qui se bat. [illegible] des principes. On ne cède pas à un patron qui veut nous

COMITE DE GREVE

N° 23
Mercredi 9 juillet 1975

CHAUSSON - ASNIERES
ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES CGT - CFDT - FO

BULLETIN DU GREVISTE

Plan de la journée : 8h 30 Assemblée d'information
10h Assemblée des grévistes
15h JUGEMENT DE NOS TROIS CAMARADES : Aujourd'hui jugement de nos trois camarades innocents, dont deux sont en prison depuis 10 jours, pour des délits qu'ils n'ont pas commis. IL FAUT ALLER NOMBREUX A NANTERRE A 15 HEURES POUR CLAMER LEUR INNOCENCE ET OBTENIR LEUR LIBERATION.

NON AU LICENCIEMENT D'ALAIN

En s'attaquant à Alain Martinez, la direction s'attaque à un dirigeant de la grève. Ce qu'on lui reproche ? Son Crime ? C'est d'avoir lutter pour de meilleurs conditions de travail et des salaires décents. Eh bien oui, c'est un crime dans cette société capitaliste de s'attaquer au profit des patrons.

A travers Alain, c'est tous les grévistes qui sont attaqués. La direction veut faire planer sur chacun de nous cette menace de licenciement. En fait, c'est notre droit de grève qui est en question. Le patron veut instaurer le régime du "Travaille et tais-toi !". Nous ne marchons pas. NON AUX LICENCIEMENTS !

LE LICENCIEMENT EST UNE ATTEINTE AU DROIT DE GREVE

Officiellement nous avons la liberté de faire grève. Mais nous savons qu'en temps normal les chefs essayent de nous en empêcher, par les pressions sur les salaires et la promotion, ou même par la mutation.

Oui on a la liberté de faire grève. Mais quand nous usons de ce droit, les patrons eux, ont la liberté d'utiliser contre nous tout les moyens pour nous briser.: les milices et leurs chiens, les Renseignements Généraux, les tribunaux, les CRS, les prisons. Et même, on le voit avec Alain et les deux camarades de Chenard, le droit de nous jeter à la rue.

Oui, c'est ça la liberté ! C'est ça le droit de grève dans un pays comme la France en 1975.

Pour faire respecter un droit ainsi piétiné, nous clamons haut et fort :
AUCUNE SANCTION POUR FAIT DE GREVE.

AU ZOO D'ASNIERES AVEC FARGEAS

Dès qu'on a appris qu'Alain devait passer à Asnières pour connaître le motif de son licenciement, nous avons été aux nouvelles avec lui et nous nous sommes adressés directement à Fargeas. Nous avons trouvé un directeur qui faisait contre mauvaise fortune, bon coeur. En nous entendant chanter l'Internationale ou la Jeune Garde, c'est tout juste s'il ne chantait pas avec nous ...

Nous sommes restés longtemps avec lui. On n'a rien pu en tirer. On avait beau lui demander s'il comptait pour du beurre, à quelles personnes compétentes il fallait s'adresser pour lever le licenciement, il s'en est tenu à la convocation du Comité d'Entreprise, prévue aujourd'hui. On lui a demandé s'il pensait conserver sa place, avec tout ce qu'il avait fait perdre aux actionnaires. Là, il s'est contenté de contester les chiffres. Mais il a refusé de donner son évaluation des pertes subies par Chausson pour ne pas céder à nos revendications.

On lui a quand même fait remarquer que depuis qu'il a repris la succession de Chantereau, malgré toutes les attaques contre les travailleurs, il a été d'échecs en échecs. Il n'a pas réussi à nous faire reprendre le travail.

Il ne lui reste qu'à essayer une solution :
LEVER LES SANCTIONS ET SATISFAIRE NOS REVENDICATIONS.

COMITE DE GREVE

N° 24
Vendredi 11 juillet 75

CHAUSSON - ASNIERES
ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES

CGT - CFDT - FO

BULLETIN DU GREVISTE

Ce journal du comité de grève est le dernier. Il a, pendant 24 numéros, été le porte-parole des grévistes deChausson.

Depuis hier nous avons repris le travail. Le journal n'a plus de raison d'être. Mais une dernière fois il donnera son avis sur notre grève.

UN GAGE D'AVENIR : L'EXPERIENCE DU COMITE DE GREVE

Nous sommes rentrés hier à l'usine. Nul doute, l'ambiance qui y a régné montre que notre grève a changé bien des choses. Rentrer drapeau rouge en tête était une manière de dire que jusqu'à la fin nous sommes restés unis. Tout le monde a d'ailleurs parlé de l'unité entre les travailleurs français et immigrés. D'où vient-elle ? Elle n'est pas née du hasard. Elle est le fruit de deux mois de lutte en commun. On a parlé de grève exemplaire. Eh bien cela a été possible parce que nous nous sommes donné une organisation exemplaire : le comité de grève.

Les comités de grève de G, H, Asnières ont été l'organisation de tous les grévistes syndiqués ou non. Grâce à eux, tout gréviste pouvait s'il avait l'assentiment des autres prendre des responsabilités. Le comité de grève discutait des problèmes et l'assemblée générale des grévistes décidait démocratiquement. Souvent il y avait des traductions en 2 ou 3 langues car chacun voulait tout comprendre. Voilà comment tous les grévistes ont été partie prenante de la grève. Finie l'époque do l'homme-orchestre qui s'occupe de tout.

On peut se demander comment cela a pu marcher, si la participation de tous ne créait pas l'anarchie. La meilleure réponse c'est le résultat. Cela a bien fonctionné grâce à une discipline librement consentie, grâce à des grévistes volontaires pour participer à toutes les tâches. Avec l'organisation du comité de grève nous avons pu faire respecter la liberté d'expression, la démocratie. C'était une très bonne chose, il faut continuer car les travailleurs n'ont pas peur des idées, d'où qu'elles viennent.

Et puis nous avons vécu ensemble des moments inoubliables, que ce soit des manifestations au coude à coude, des piquets de grève, les films vus et commentés ensemble, le théâtre, les danses le soir par beau temps jusqu'à trois heures du matin. L'usine était devenue un lieu de plaisir où régnait la liberté.

C'est en pensant à tout cela que beaucoup d'entre nous avaient mal à l'estomac à la reprise. Retourner se faire exploiter n'est vraiment pas facile. Mais ces rapports fraternels, nous les verrons refleurir dans d'autres grèvess. Et si un jour les ouvriers prennent toutes les usines, ce que nous avons connu à Chausson, nous le connaîtrons, pas seulement l'espace d'une grève mais toute la vie. Ce sera cela le pouvoir des travailleurs.

CONTINUER A SE VOIR ET A S'ORGANISER

Si le comité de grève disparaît avec la fin de la grève, nous devons continuer à nous organiser. C'est possible en étant dans les organisations syndicales.

Mais pour cela il ne suffit pas de payer un timbre et de tout attendre du délégué. Comme dans la grève il faut participer au fonctionnement, discuter les orientations, faire respecter la marche démocratique.

A ce prix, la lutte continuera puissante, et les travailleurs de Chausson n'auront pas fini d'étonner la direction.

UNE CARTE BIEN SYMPATHIQUE

La carte de gréviste nous aura vraiment servi jusqu'au bout. Elle nous aura encore permis hier et aujourd'hui de manger pour 4 F. On peut aussi bénéficier gratuitement des spectacles suivants jusqu'à la fin de la semaine et pendant le week-end, dans la mesure des places disponibles : théâtre : "L'AGE D'OR" à la cartoucherie de Vincennes par le théâtre du Soleil.

cinéma : le "14 juillet", boulevard Beaumarchais à la Bastille (Kafr Kassem, Les Ordres, Sherlock Junior de Buster Keaton).

Table des matières

Mon enfance à la campagne 5
- La guerre, l'Occupation, et leurs conséquences 5
- Du père Noël des petits à celui des grands 12
- Découverte des rapports de force 13
- Mon attirance pour les idées communistes 13

Service militaire, Algérie 17
- 11 mois à Poitiers 17
- Départ en Algérie à la mi-décembre 1961 22
- Entretien d'arrivée 23
- Test d'embuscade 25
- Petite peur 26
- À l'armée, la sécurité, c'est à chacun de s'en préoccuper 27
- Mon affectation au garage n'était que provisoire 27
- En poste isolé à l'huilerie de Redjas 29
- Comment j'ai obtenu le permis de conduire 35
- Petite résistance collective 37
- Dix jours à protéger un colon et sa récolte 38
- Les harkis renvoyés 39
- Les grands travaux, courts et très collectifs 40
- Permission en août 1962 41
- Voyage de retour de permission 42

Retour à la vie civile 47
- Mécanicien à Paris en mars 1963 47

Militer chez Chausson 51
- À 23 ans, le 6 avril 1964, je rentre chez Chausson. 51
- Mes débuts chez Chausson 51
- Un pauvre gars raciste remis en place. 53
- Les débrayages tournants d'un quart d'heure 54
- Le PCF et la démocratie ouvrière à l'usine 57
- Les calomnies staliniennes chez Chausson 59

Mai-Juin 68 chez Chausson 67
Le déclenchement de la grève en 1968 68
Opération cadres 71
Petits relents de calomnies 74
De 1968 à 1975 77
L'ambiance après 1968 77
Petite fabrique de tabourets 78
Un air de Mai 68 continue… 79
Le chauffage réparé sans demande 79
Comment les ouvriers ont appris à se faire respecter 80
Les ouvriers voulaient voir les bactéries partir 81
L'amiante 81
Réponse à un avertissement injustifié 82
Agression à Gennevilliers le 30 juin 1970 83
La formation professionnelle
vue par Chausson et le patronat en 1941 85
Le comité d'entreprise 87
Les accords d'entreprise 89
Les élections professionnelles à surveiller 90
Campagne sur les augmentations uniformes 90
Les campagnes électorales 93
Vers la grève
(14 mai – 10 juillet 1975) 95
Le groupe Chausson en 1975 95
Recrutement de la main-d'œuvre chez Chausson 95
Les organisations ouvrières en 1975 96
Agitation sur les salaires chez Chausson
à Maubeuge, Reims, Asnières, Gennevilliers 98
Les syndicats et les augmentations uniformes 99
Le démarrage
de la grève 101
Profond ras-le-bol à Gennevilliers 101
Déclenchement surprise
de la grève à Gennevilliers 102
À Asnières, la grève est votée
et s'organise après 13 heures, le mercredi 14 mai 104
À Gennevilliers, la grève s'installe le mercredi 14 mai 107
Les grévistes imposent l'occupation à H 107

Des comités de grève 109
Constitution du comité de grève de H 109
Pourquoi des comités de grève 109
Un comité de grève à l'usine G 110
Mardi 20 mai,
la grève se renforce à Gennevilliers 111
Proposition d'élargir le comité de grève à H 111
Le comité de grève de H
doit faire face aux attaques 114
La CGT, le PCF et les comités de grève 114
Petit accrochage en coulisse 116
Le comité de grève
se fait respecter à Gennevilliers à H 117
La guérilla anti-comité continue 118
Une nuit décisive
où les grévistes se font respecter à H 119
Réunion du comité de grève de H
devant tous les grévistes 121
Obstruction aux délégations à H 121
Une manœuvre de plus déjouée à Gennevilliers 123
Petite histoire sans paroles :
petite péripétie à Asnières
sur les marqueurs et papiers de l'imprimerie 123
Du début à la fin, des comités de grève vivants 124
À H, une fête permanente 125
Des rapports fraternels dans la lutte 126
Il fait bon être en grève 127
La grève est contagieuse 128
À Asnières aussi,
une grève de plus en plus active 129
Petit spectacle de rage 130
La direction est vexée,
elle boude pendant trois semaines ! 130
L'offensive patronale
et la riposte des travailleurs 133
La police évacue l'usine d'Asnières 133
Pas de négociations sous les matraques ! 134
L'évacuation redynamise la grève 135
Les grévistes font partir les CRS 135
La direction négocie 149
Nous faisons partir les cadres anti-grévistes 150

Comme au *Parisien libéré,* les chiens chez Chausson 152
Les négociations piétinent 153
Un tour du Zinzin 154
La grève est bel et bien installée 154
Briser le mur du silence 155
Paiement des heures de grève 156
Solidarité avec les Câbles de Lyon 156
Tracts et affiches 157
Attaque patronale à Villeneuve-la-Garenne 157
La direction manœuvre 158
L'hypocrisie 158
Une manifestation dynamique réussie 159
Nouvelles dissensions
au sein du comité de grève 160
La direction bluffe 160
Pression contre Gennevilliers H 161
Le mensonge 162
Le PCF pendant l'occupation 162
Dernière négociation sur les salaires 163
Évacuation de l'usine de Gennevilliers 164
La riposte ouvrière 165
Répression anti-immigrés à Gennevilliers 166
Le comité de grève se réorganise 167
Asnières : un militant faiblit, d'autres prennent la relève 171
Vers la fin de la grève 171
Les cadres de Gennevilliers se défoulent 172
Deux licenciements demandés
par la direction chez Chenard 172
Une nouvelle claque
pour la maîtrise anti-gréviste 173
Non au licenciement d'Alain ! 174
Quinze jours de prison ferme pour deux immigrés 175
La grève s'essouffle 175
Notre grève a été un peu contagieuse 176
Les deux dernières semaines de négociations 177
La dernière réunion du comité de grève
et de l'AG à H et G 178
Dernière assemblée générale des grévistes
à Asnières le mercredi 9 juillet 179
Ce que nous avons obtenu : 180

Huit semaines et deux jours
pour se faire respecter et faire céder Chausson 181
Veiller à garder la pêche 182
Le dernier bulletin du comité de grève 182
Le bilan 183
De 1975 à 1982 187
Après la reprise 187
Cinq mois après la grève,
échec de la tentative de reprise en main… 189
Une lettre utile 191
Obtenir un prêt ce n'est pas toujours facile
et pourtant c'est possible 192
Le recul s'annonce,
le patronat accentue la pression 193
Un diagnostic un peu tranché… 194
Dresser et éduquer un chef, cela peut se faire. 194
Le grand chef a toujours raison… 195
Un chef a un éclair de lucidité 195
Sous Mitterrand 197
Le blocage des salaires en juin 1982 et les réactions six mois
après 197
Mars 1983 : plan d'austérité, nouveau blocage des salaires 200
Petit exemple de sectarisme à l'Outillage Chausson
thermique (OCT) 203
Le 30 avril 1987, Chausson vend l'OCT à Valeo 204
Vente de Chausson thermique radiateurs
Asnières et Reims 205
Valeo sous-traite la fermeture à la Financière du Valois 206
Petite résistance à l'exploitation 207
Gain de 30 minutes 208
Travailler sans peur en se faisant respecter… en souriant
discrètement 208
En guise de conclusion 211
Se défendre au quotidien
en vue de changer la société 211
Débats sur le Vietnam, l'Algérie
et Cuba dans les années 1960 212
Vivre heureux en luttant 215
Annexe
Les tracts du comité de grève
de l'usine d'Asnières en 1975 219